Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-85-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert · Chevry-Cossigny · Servon · Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

N° 85-2022
Objet : Autorisation d'engager, liquider, mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2023

Vu l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les dépenses d'investissement du budget primitif 2022, qui s'élèvent à **4 487 505,42 €** (non compris le chapitre 16 : « remboursement d'emprunt »),

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant la possibilité d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget dans la limite du quart des crédits ouverts sur l'exercice précédent,

Considérant que les crédits ouverts pour l'exercice 2022 en section d'investissement se répartissent ainsi :

Chapitre	Désignation	Rappel du budget 2022 *(BP uniquement)*	Montant autorisé *(maximum 25 %)*
20	Immobilisations incorporelles (Etudes, logiciels, …)	317 170,00 €	79 292,50 €
21	Immobilisations corporelles (matériels divers)	2 087 151,00 €	521 787, 75 €
23	Immobilisations en cours (Travaux)	2 083 184,42 €	520 796,10 €

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Autorise Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2023 à hauteur de 25 % des prévisions budgétaires 2022.

Article 2 : Dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget lors de son adoption.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE

C.C. de l'Orée de la Brie
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-85-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-86-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

N° 86-2022
Objet : Recours à des vacataires

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1er,

Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1er,

Vu le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie organise des animations de fin d'année durant les vacances scolaires, du vendredi 16 décembre 2022 au dimanche 1er janvier 2023 inclus,

Considérant que pour ces animations, il est nécessaire d'avoir des animateurs pour accompagner le public,

Considérant que les missions confiées répondent aux caractéristiques permettant le recours à des vacataires, à savoir :

- la spécificité dans l'exécution de l'acte,
- la discontinuité dans le temps,
- la rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-86-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Considérant dès lors la nécessité de procéder au recrutement de cinq ou six vacataires du vendredi 16 décembre 2022 au dimanche 1er janvier 2023 inclus en vue, notamment, de :

- Sécuriser et accompagner la patinoire synthétique.
- Tenir la billetterie.
- Assurer la vente et la confection au chalet dégustation.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Autorise Monsieur le Président à recruter cinq ou six vacataires du 16 décembre 2022 au 1er janvier 2023.

Article 2 : Fixe la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 11,07€.

Article 3 : Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Article 4 : Donne tout pouvoir à Monsieur le Président pour signer les documents et actes afférents à la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-86-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

N° 87-2022
Objet : Convention avec le Syndicat Seine-et-Marne Numérique pour le financement du réseau de communications électroniques à très haut débit FttH – Volet sites isolés

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 03 mai 2018 portant adhésion de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie au Syndicat Mixte Ouvert Seine-et-Marne Numérique,

Vu le Programme Pluriannuel d'Investissements sur la période 2015-2029 adopté par le Comité Syndical de Seine-et-Marne Numérique en date du 20 juin 2016,

Vu la délibération N° 60-2018 en date du 21 novembre 2018 adoptée par la Communauté de communes de l'Orée de la Brie approuvant la convention avec le Syndicat Seine-et-Marne Numérique pour le financement du réseau de communications électronique à très haut débit FttH,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant le projet de déploiement de la FttH sur le territoire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie porté par le Syndicat Mixte Seine-et-Marne Numérique,

Considérant la nécessité de compléter ce déploiement pour raccorder les sites isolés du territoire,

Considérant la convention établie à cet effet et annexée à la présente délibération,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Suite de la délibération N° 87-2022

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve la convention relative au financement du réseau de communications électroniques à très haut débit FttH entre le Syndicat Mixte Seine-et-Marne Numérique et la Communauté de communes de l'Orée de la Brie relative au volet des sites isolés.

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

Article 3 : Dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2023.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DU RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT FTTH ENTRE LE SYNDICAT MIXTE SEINE-ET-MARNE NUMERIQUE ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'OREE DE LA BRIE

VOLET SITES ISOLES

Entre

D'une part,

le Syndicat Mixte Seine-et-Marne Numérique, représenté par son Président, Olivier LAVENKA, sis 3 rue Paul Cézanne, 77000, Melun, désigné ci-après « Seine-et-Marne Numérique », ou « le Syndicat », dûment habilité par délibération n°DCS2021-012 du 14 avril 2021,

Et d'autre part,

la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, représentée par son Président, Jean LAVIOLETTE sis 1 place de la Gare 77170 BRIE-COMTE-ROBERT, désignée ci-après « la Communauté de communes » ou la « Communauté », ou l' « EPCI »,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

PREAMBULE

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 14 décembre 2011, approuvant à l'unanimité le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de Seine-et-Marne sur la période 2013-2025,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 3 mai 2018 portant adhésion de la Communauté de communes au Syndicat Mixte Ouvert Seine-et-Marne Numérique,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Seine-et-Marne Numérique modifiés en date du 16 octobre 2020,

Vu le règlement intérieur du Syndicat Mixte Seine-et-Marne Numérique,

Vu la convention de délégation de service public relative à l'établissement et à l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit FttH attribuée en date du 18 décembre 2014, signée le 13 janvier 2015, notifiée et entrée en vigueur le 22 janvier 2015,

Vu la recommandation de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) en date du 7 décembre 2015, relative à la mise en œuvre de l'obligation de complétude des réseaux FttH,

Considérant que dans le cadre de ladite convention de délégation de service public, de nature affermo-concessive, Seine-et-Marne Numérique a vocation à supporter une partie du financement des travaux de premier établissement du réseau FttH soit directement sous sa maîtrise d'ouvrage, dans le cadre du volet affermé, soit au travers de subventions d'équipement versées au délégataire, dans le cadre du volet concessif,

Considérant que dans le cadre du contrat de délégation de service public qui lie la société Seine-et-Marne Très Haut Débit au Syndicat, l'engagement a été pris (fin 2014), en cohérence avec le plan d'affaires annexé au contrat, que 99% des foyers seine-et-marnais, c'est-à-dire un volume estimé de 276 600 prises, soient rendus raccordables avec un taux de croissance de 0,8% par an. Le nombre de prises est ainsi à date de 308 000,

Considérant de fait que le 1% restant n'est pas couvert par l'engagement contractuel initial, que ce 1% restant représente des prises de sites isolés non pris en charge par le délégataire ou le Syndicat avant remise en affermage,

Considérant que dans le cadre du contrat, le délégataire a pour obligation de ne laisser au maximum que 0,6% de prises isolées sur la partie « concessive » (plus dense) et le Syndicat 1,5% pour la partie « affermée » (moins dense) étant noté qu'un « site isolé » se définit comme tout site (foyer, entreprise, site public) faisant partie d'un groupe de 5 ou moins de 5, éloigné de plus de 100 mètres du dernier point du réseau (Point de Branchement Optique – PBO),

Considérant que si le volume total des prises isolées sur le périmètre de la Seine-et-Marne est de 6 000 prises environ, le volume non couvert par l'obligation contractuelle actuelle représente environ 3 000 prises,

Considérant que pour rendre raccordable 99% des foyers seine-et-marnais à l'horizon 2023 et raccorder ces foyers sur la base d'un taux de pénétration de 80%, le coût public/privé de déploiement

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

estimé s'élève à près de 201 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 122 millions d'euros de raccordement sur la durée du contrat,

Considérant que le coût du déploiement pour le 1% restant peut-être évalué à 28 millions d'euros pour les 2 707 prises concernées,

Considérant que le financement du projet est prévu pour que les EPCI n'ait que la part restante à payer de l'investissement, part retranchée des financements publics et privés,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

GLOSSAIRE

Sauf stipulations expresses contraires, les termes et expressions définis ci-après auront la définition suivante :

« **Client final** » ou « **Utilisateur final** » : désigne toute personne physique ou morale cliente d'un Opérateur Usager et qui ne fournit pas elle-même de réseaux de communications électroniques ou de services de communications électroniques accessibles au public.

« **FttH** » ou « **Fiber to the Home** » : transmission du signal en fibre optique de bout en bout jusqu'à l'habitat.

« Prise » : Extrémité de la ligne de fibre optique dans un logement ou local professionnel ou local à usage mixte situé sur laquelle l'Usager raccorde son dispositif pour fournir un service final à l'abonné.

« Prise Terminale Optique » : désigne le point de livraison du câblage chez le client final. Il est matérialisé par au moins une prise optique et fait partie du câblage client final.

« Prise éligible » : désigne une Prise pour laquelle un Point de mutualisation a été rattaché à un NRO et pour lequel il manque le seul Raccordement final et un éventuel brassage au Point de mutualisation pour avoir une continuité optique entre ledit NRO et la Prise terminale optique.

« Prise raccordable » : désigne une prise pour laquelle il existe une continuité optique entre le Point de mutualisation et le Point de branchement optique.

« Prise raccordée » : désigne une prise pour laquelle il existe une continuité optique entre le Point de mutualisation et la Prise terminale optique.

« **Point de branchement optique** » ou « **PBO** » : désigne dans les immeubles de plusieurs logements ou locaux à usage professionnel comprenant une colonne montante, le point d'interconnexion du réseau vertical de l'immeuble et du câble servant au Raccordement final. Dans les autres cas, le Point de branchement optique peut se trouver à l'extérieur de l'habitat à proximité immédiate des Logements.

« **Point de mutualisation** » ou « **PM** » : désigne le point d'extrémité d'une ou de plusieurs Lignes au niveau duquel la personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une Ligne donne accès à ces Lignes à des Opérateurs en vue de fournir des services de communications électroniques aux Clients finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du CPCE.

« Prise commercialisée » : désigne une Prise pour laquelle un service est fourni par un Usager à un abonné (habitat ou local).

« **Prise(s) isolée(s)** » : désigne une Prise ou un ensemble d'au maximum 5 Prises de logements ou locaux professionnels ou locaux à usage mixte dont la limite de propriété est située à plus de 100 mètres du dernier point de branchement optique (PBO) du réseau.

« **Raccordement final** » : désigne l'opération consistant à installer un câble de branchement comprenant une ou plusieurs fibres optiques entre le PBO et la PTO.

« Prise raccordable sur demande » : désigne une Prise d'un même ensemble de 2 et 5 Prises isolées. Dans ces cas, le PBO de rattachement n'est pas déployé ab initio.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

« Prise en raccordement long » : désigne une Prise isolée seule. Son raccordement s'effectue via le PBO existant le plus proche.

« Réseau de communications électroniques à très haut débit » ou « Réseau de communications électroniques » ou « Réseau » : désigne l'ensemble des ouvrages constitutifs du Réseau de communications électroniques à très haut débit permettant la fourniture de services auprès des Usagers. Il assure à la fois la desserte des locaux professionnels et résidentiels.

« Travaux de déploiement de sites isolés » : désigne l'ensemble des travaux permettant de rendre raccordables les abonnés finaux par la construction de prises raccordables sur demande ou raccorder des abonnés en raccordement long

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Article 1er – Objet

La présente convention a pour objet de fixer :

- d'une part, les modalités d'exécution de la programmation financière des investissements des travaux de déploiement des sites isolés du Réseau sur le territoire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie ;

- d'autre part, les modalités et les échéanciers de versement de la participation financière de la Communauté relatifs à ces investissements.

Article 2 – Durée

La présente convention est établie pour une période allant de sa date de signature jusqu'à sa date d'expiration.

La date d'expiration de la convention est fixée à la date de versement du solde de la contribution par la Communauté à Seine-et-Marne Numérique ou à la date du reversement du trop-perçu par Seine-et-Marne Numérique à la Communauté, dans les conditions définies à l'article 6 de la présente convention.

Article 3 – Programmation des travaux de déploiement des sites isolés

La programmation sur le territoire intercommunal a fait l'objet d'une concertation entre Seine-et-Marne Numérique et la Communauté pour tenir compte des priorités de déploiement de cette dernière. Elle s'étend de manière prévisionnelle de l'année 2023 à l'année 2026.

Le nombre de prises dites « isolées » c'est-à-dire soit raccordables à la demande ou en raccordement long considéré est arrêté sur la base de la concertation entre le Syndicat et l'EPCI à 18 prises. Les éléments de la programmation des travaux figurent en annexe du présent document.

Article 4 – Programmation financière

Le montant des investissements correspondant au déploiement des sites isolés du réseau est estimé à 295 920 euros pour 18 prises sur le territoire de la Communauté en fonction des modalités détaillées ci-après et en annexe 1.

Sur le territoire de la Communauté, le coût moyen à la prise dans le périmètre de la présente convention est évalué à 16 440 euros.

Au global, le coût du déploiement des sites isolés du réseau se décompose comme suit :
Part d'investissement public net :
- Contribution du Département : 7 M€ soit 24,75%,
- Contribution de la Région : 7 M€ soit 24,75%
- Contribution du Fonds de Soutien pour la Société Numérique (FSN) : 6,3 M€ soit 22,28%

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

La contribution de l'Etat correspond au montant de la subvention éligible via le Fonds National pour la Société Numérique (FSN) ou tout autre dispositif à venir. Ce montant est fonction du coût moyen à la prise propre à chaque territoire intercommunal et est détaillé en annexe.
- Contribution du Syndicat : 334 108€ soit 1,18%

Part d'investissement privé :
- Opérateurs : 400 000€ soit 1,41%

En conséquence de ce qui précède, la part de l'investissement public net est de 7 245 144€ soit 25,62% pour l'ensemble des EPCI.

Au cas particulier de la Communauté, la part d'investissement portée par cette dernière, après subventionnement, est ainsi de 75 815 €.

Article 5 – Modalités de versement de la contribution de la Communauté

Les appels de fonds sont établis sur la base de l'échéancier pluriannuel correspondant aux dépenses d'investissement programmées pour l'année N joint en annexe. Ainsi, en année N, sont transmis les appels de fonds pour des travaux à réaliser en année N.

Les appels sont effectués par deux appels annuels du Syndicat, qui émet les titres de recettes correspondants de la manière suivante :

1. avant le 31 mars de chaque année pour 50% du montant prévisionnel de l'investissement estimé correspondant aux prises raccordables à déployer dans l'année N ; étant précisé que si la signature de la convention est postérieure à la date du 31 mars, l'appel de fonds est effectué dans un délai de 30 jours à compter de cette signature,
2. avant le 30 septembre de chaque année, pour 50% du montant prévisionnel estimé correspondant aux prises raccordables à déployer dans l'année N, excepté pour le versement du solde régi par l'article 6 ci-dessous.

Les versements s'effectuent par virement administratif à l'ordre du compte ouvert au nom de Seine-et-Marne Numérique :
Sous le numéro *FR57 3000 1005 25C7 7000 0000 066*

L'ensemble des montants pris en compte à la présente convention sont réputés hors taxes, Seine-et-Marne Numérique faisant son affaire de la récupération de la TVA sur les dépenses d'investissements liées au déploiement des sites isolés du réseau.

Article 6 – Bilan définitif et règlement du solde

Après mise en œuvre du dernier site isolé prévu par la programmation technique sur le territoire de la Communauté, le Syndicat dresse un bilan des opérations réalisées. Ce bilan détaille notamment le nombre de prises réelles construites dans le périmètre de la présente convention et le coût réel de construction. Le montant total global et définitif de la contribution de la Communauté est recalculé au prorata des dépenses réellement réalisées par le Syndicat. Le dernier acompte est ajusté sur la base

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

du différentiel entre le montant prévisionnel et le montant réel des investissements réalisés pour le raccordement des prises isolées du Réseau sur le territoire intercommunal.

Le solde est réglé :

- soit après appel de fonds complémentaire si le solde est positif ;
- soit après reversement du trop-perçu à la Communauté par le Syndicat si le solde est négatif.

Dans tous les cas, le Syndicat joint le bilan susmentionné comme pièce justificative de règlement.

Article 7 – Modalités de révision de la contribution de la Communauté – Clause de revoyure

Le montant de la contribution inscrit à l'article 4 de la présente convention fait l'objet d'une révision après sa signature dans les cas suivants :

- actualisation ou modification des modalités de financement du coût d'opération telles que décrites à l'article 4 à savoir actualisation ou modification de la participation du dispositif de subventionnement de l'Etat (FSN) et actualisation ou modification de la part d'investissement privé portée par le délégataire Seine-et-Marne Très Haut Débit,
- évolution à la hausse ou à la baisse de plus ou moins 5% du volume cumulé de prises réalisées sur le territoire par rapport au nombre de prises cumulé prévisionnel figurant en annexe, le différentiel étant constaté après réalisation des Avants Projets Détaillés (APD) ou constat de réalisation de raccordements longs au fil du déploiement. Les Parties conviennent ainsi de se revoir afin de constater s'il existe un différentiel entre le nombre de prises issu de l'annexe et le nombre de prises prévisionnel issu des études finalisées ou du constat de réalisation des raccordements longs ;
- évolution des coûts de réalisation du Réseau faisant augmenter la part EPCI à plus de 10% du projet ;
- évolution interne à la communauté (entrées et sorties de Communes).

Lors de la survenance d'un de ces cas ou de tout autre cas non prévu à la convention et ayant une incidence sur le montant de la contribution de l'EPCI, le Syndicat saisit l'EPCI en exposant les incidences économiques, financières, juridiques et techniques de l'évolution constatée. La décision retenue fait l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 8 – Exécution de la convention

L'EPCI désigne un ou des représentants chargé(s) de suivre et de mettre en œuvre les décisions relatives à l'exécution de la présente convention et en informe le Syndicat dans un délai d'un mois après la signature de la présente convention. Par ailleurs, les Parties conviennent de faire *a minima* un point d'étape annuel sur l'exécution de la convention. Un état d'avancement des travaux est fourni à cette occasion.

Article 9 – Modification de la convention

Toute modification de la présente convention et de son annexe fait l'objet d'un avenant signé par les deux parties. Seine-et-Marne Numérique adresse à la Communauté l'avenant signé des deux parties par lettre recommandée avec accusé-réception.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Article 10 – Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements souscrits dans le cadre de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'exécuter les obligations demeurées sans effet.

Cette résiliation s'accompagne d'un bilan technique, économique et financier remis par le Syndicat à la Communauté listant notamment les coûts restants à la charge de la Communauté augmentés des coûts de gestion de l'opération par Seine-et-Marne Numérique.

Article 11 – Litiges

Les parties à la présente convention s'engagent à recherche une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente. Tout litige lié à l'exécution de la présente convention ressort de la compétence du Tribunal Administratif de Melun.

Fait à ....., le .....

En double exemplaires originaux,

Pour la Communauté de Communes de l'Orée de la Brie Le Président,	Pour le Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique Le Président,
Jean LAVIOLETTE	Olivier LAVENKA

PLAN DE FINANCEMENT - EPCI CC L'Orée de Brie						
PPI Sites isolés	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**TOTAL**	Par prise
Nombre prévisionnel de prises isolées raccordables	18	-	-	-	18	
Cumul prév. de prises isolées raccordables	18	18	18	18	18	
Coût prévisionnel des sites isolés - en € HT	**295 920 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**295 920 €**	**16 440 €**

Plan de financement sites isolés	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**TOTAL**	Par prise
Part d'investissement privé prév. - en € HT	4 186	-	-	-	4 186	233
Subvention de l'Etat (FSN) prév. - en € HT	65 925	-	-	-	65 925	3 662
Part d'investissement public à la charge des Collectivités territoriales	**225 810 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**225 810 €**	**12 545 €**
Subvention du Département de Seine-et-Marne	73 249	-	-	-	73 249 €	4 069 €
Subventions de la Région Île-de-France	73 249	-	-	-	73 249 €	4 069 €
Total - Subvention à verser par la Communauté sans contribution SMN	79 311 €	- €	- €	- €	79 311 €	4 406 €
Contribution SMN	*3 496 €*	- €	- €	- €	***3 496 €***	***194 €***
Total - Subventions à verser par la Communauté après contribution SMN	75 815 €	- €	- €	- €	**75 815 €**	**4 212 €**

Appel de fonds	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**TOTAL**
1 - Avant le 31 mars 50%	37 907 €	- €	- €	- €	**37 907 €**
2 - Avant le 30 septembre 50%	37 907 €	- €	- €	- €	**37 907 €**

Fait en deux exemplaires signés en original, à ……, le ……

Pour le Syndicat
Seine-et-Marne Numérique

Le Président
Olivier LAVENKA

Pour la Communauté de Communes
de l'Orée de la Brie

Le Président
Jean LAVIOLETTE

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-87-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

N° 88-2022
Objet : Signature de la convention-cadre Petites Villes de Demain

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'agenda rural lancé le 20 septembre 2019 par le ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et le lancement par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires le 1er octobre 2020 du dispositif « Petites Villes de Demain »,

Vu le plan de relance gouvernemental lancé le 03 septembre 2020 par le Premier Ministre,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie N° 20-2021 en date du 14 avril 2021 ayant pour objet « Dispositif Petites Villes de Demain »,

Vu la délibération du Conseil municipal de Brie-Comte-Robert n° 2021-53 en date du 10 avril 2021 ayant pour objet « Adhésion au dispositif Petites Villes de Demain »,

Vu la convention d'adhésion « Petites Villes de Demain » signée le 09 juin 2021,

Vu la note explicative de synthèse,

Vu le projet de convention-cadre « Petites Villes de Demain » et l'ensemble de ses annexes jointes à la présente délibération,

Considérant que ce dispositif a pour objectif de renforcer l'attractivité des petites villes de moins de 20 000 habitants afin d'améliorer le cadre de vie en milieu rural ou péri-rural et de conformer leur rôle dans la transition écologique et l'équilibre territorial,

Considérant l'importance d'un tel programme pour développer l'attractivité de Brie-Comte-Robert,

Considérant que la signature de la convention-cadre assurera le suivi et l'application des projets décrits dans cette présente convention, en vue de la redynamisation du centre-ville de Brie-Comte-Robert,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Considérant qu'un avenant à cette présente convention-cadre sera, par la suite, présenté au Conseil municipal de Brie-Comte-Robert et au Conseil communautaire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie pour intégrer le volet Habitat via une OPAH et que celui-ci permettra à la convention-cadre « Petites Villes de Demain » de valoir ORT,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve les termes de la présente Convention-cadre relevant du dispositif « Petites Villes de Demain » et ses annexes à conclure entre la Préfecture de Seine-et-Marne, la commune de Brie-Comte-Robert et la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer la présente convention-cadre et tout document se rapportant à cette dernière.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

CONVENTION CADRE
PETITES VILLES DE DEMAIN

pour la commune de Brie-Comte-Robert

PROJET

ENTRE

La Ville de Brie-Comte-Robert,

Représenté par M. Jean LAVIOLETTE, autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 13 décembre 2022,
Ci-après désigné par M. le Maire,

La Communauté de Communes de L'Orée de la Brie,

Représenté par M. Jean-LAVIOLETTE autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 14 décembre 2022,
Ci-après désigné par M. le Président,

ET

L'État,

Représenté par xxxxx nom du Préfet,
Ci-après désigné par « l'État » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Préambule

Le Gouvernement a souhaité que le programme Petites villes de demain (PVD) donne aux élus des communes de moins de 20 000 habitants, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques, respectueuses de l'environnement, où il fait bon vivre.

La ville de Brie-Comte-Robert, membre de la Communauté de Communes de L'Orée de la Brie (CCOB), est concernée par cette situation et a ainsi souhaité impulser la revitalisation de son territoire grâce à ce programme national. Après avoir proposé sa candidature, la ville a pu signer une convention d'adhésion le 9 juin 2021 avec l'Etat et est ainsi couverte par le dispositif PVD. La CCOB est également entièrement partie prenante puisqu'elle est co-signataire de cette convention d'adhésion et de la présente convention-cadre.

Le programme PVD constitue une boîte à outils au service des territoires, dans le cadre du plan de relance et de la conduite des grandes transitions économiques, écologiques, numériques, et démographiques. En participant à ce programme, la Commune obtient ainsi un soutien financier et d'ingénierie pour porter efficacement son projet de territoire.

La nécessité de conforter durablement le développement et l'attractivité du centre-ville de Brie-Comte-Robert appelle à une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués, au-delà de celle de l'Etat et des partenaires financiers du programme.

Le dispositif PVD est piloté par l'ANCT et déployé sur l'ensemble du territoire national. Un peu plus de 1600 communes participent aujourd'hui au programme et chacune d'entre elles adapte l'outil en fonction des réalités et problématiques locales rencontrées sur son territoire.

Il s'agit donc d'un programme « sur-mesure » à disposition des communes lauréates et Brie-Comte-Robert a décidé de s'en saisir pleinement pour affirmer son rôle de centralité au sein de la CCOB.

Article 1 - Objet de la convention cadre

Le programme Petites Villes de Demain doit permettre aux petites centralités d'accélérer leur transformation pour répondre à leurs enjeux actuels et futurs, en leur proposant une offre de service « sur-mesure » mobilisable en fonction de leurs besoins. De plus, le programme favorise l'échange d'expériences et le partage de bonnes pratiques entre ses parties prenantes, au service des dynamiques territoriales renforcées par le Plan de relance.

La convention-cadre précise les ambitions retenues pour le territoire de Brie-Comte-Robert, et l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés.

La convention précise l'ensemble des engagements des différents partenaires pour la période du programme 2021-2026 : l'Etat (Ministères, l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires – ANCT, préfecture de Seine-et-Marne), les partenaires financiers (Banque des Territoires, Région Ile-de-France, Agence Nationale de L'Habitat – ANAH), les divers opérateurs privés, etc.

La commune de Brie-Comte-Robert a souhaité s'engager dans le programme Petites Villes de Demain, selon les termes de la convention d'adhésion en date du 09 juin 2021.

Sur la base du projet de territoire (article 2), le programme PVD décline, par orientation stratégique (article 3), des actions opérationnelles (article 4) pour conduire sa démarche de transformation à moyen et long terme pour le renforcement des fonctions de centralité au bénéfice de la qualité de vie de ses habitants et des territoires alentour, dans une trajectoire

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

dynamique et engagée dans la transition écologique. Le programme mobilise dans la durée les moyens des partenaires publics et privés.

Le contenu de la présente convention est conçu sur-mesure, par et pour les acteurs locaux. C'est une convention évolutive et pluriannuelle sur la période du programme 2021-2026. Elle fera l'objet d'une large communication et d'une évaluation sur la base d'indicateurs de performance et d'impact, notamment sur ses fonctions de centralité.

La présente convention est reconnue comme valant opération de revitalisation de territoire au sens de l'article L.303-2 du Code de la construction et de l'habitation. Une pré-étude OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) est actuellement en cours et sera finalisée en mars 2023. Un avenant à la présente convention-cadre sera donc nécessaire pour compléter le volet « Habitat » afin d'intégrer la future OPAH au sens de l'article L.303-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Article 2 – Les ambitions du territoire

A- Présentation du territoire

- **Les principales caractéristiques de la population briarde**

Aujourd'hui, la population de Brie-Comte-Robert connait une augmentation très forte, passant de 16 529 habitants en 2016 à 18 237 habitants en 2018 soit une progression de 10,33%. Sur la même période, la population globale du département de Seine-et-Marne a augmenté de 3,47%. Brie-Comte-Robert suit donc la tendance mais de façon plus appuyée (SOURCE : INSEE).

Au dernier recensement, Brie-Comte-Robert comptait même une population de 19 129 habitants.

Parallèlement à cela, on observe que la ville suit les mêmes tendances que les évolutions départementales et nationales. Ainsi, la population briarde est en cours de vieillissement avec, en 2018, 53 personnes de plus de 65 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans. En 2008, elles étaient 41 pour un même ratio de 100 jeunes de moins de 20 ans.

La population vieillie donc mais reste toutefois plus jeune qu'à échelle nationale où, en 2018, nous comptions 82 personnes de plus de 65 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans.

Aussi, la part des actifs au chômage a augmenté entre 2008 et 2018 avec un taux, toutes catégories confondues, passant de 7,9% à 9,3%. L'évolution est importante mais ce taux de chômage reste faible par rapport au département dont 11,2 % de sa population active était au chômage en 2018. De la même façon, ce taux reste inférieur au territoire national qui comptait, en 2018, 13,4% de sa population active au chômage.

En 2018 à nouveau, les actifs de Brie-Comte-Robert sont principalement employés, ouvriers ou travaillent dans des professions intermédiaires. 20,7 % de sa population est retraitée.

Concernant la situation économique des ménages, Brie-Comte-Robert est dans la moyenne Seine-et-Marnaise avec un revenu médian en 2019 de 23 850€ (contre 23 590€ en Seine-et-Marne). En revanche, la ville bénéficie du revenu médian le plus bas de la Communauté de communes. Sur la même année, Servon, Chevry-Cossigny et Varennes-Jarcy avaient respectivement un revenu médian de 27 990€, 27 240€ et 30 850€.

Suivant cette donnée, il n'est donc pas étonnant que Brie-Comte-Robert soit la commune ayant le moins de cadres pour 100 ouvriers du territoire de la CCOB. En effet, en 2018, la ville avait un ratio de 74 cadres pour 100 ouvriers, contre 141,8 cadres pour 100 ouvriers, à Servon ; 162,2 cadres pour 100 ouvriers, à Chevry-Cossigny et 269,6 cadres pour 100 ouvriers à Varennes-Jarcy.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

La population de Brie-Comte-Robert connait donc une plus forte mixité sociale que ses voisines.

Pour dernier comparatif, la Seine-et-Marne compte, quant à elle, 91,7 cadres pour 100 ouvriers, soit un ratio à nouveau plus élevé que la commune Briarde.

Pour conclure, on comprend donc que le vieillissement de la population doit être pris en compte dans les projets communaux comme l'adaptabilité des équipements publics et des logements.

De la même façon, l'augmentation de la population pose la question de l'offre en équipement et de son adaptabilité.

- **Les caractéristiques urbaines, paysagères et patrimoniales**

Ancienne capitale de la Brie française, Brie-Comte-Robert appartient aujourd'hui à la Communauté de Communes de l'Orée de la Brie avec les communes de Chevry-Cossigny, Servon, et Varennes-Jarcy. Elle est située à l'ouest de la Seine-et-Marne, sur le plateau de Brie. La ville bénéficie par ailleurs d'un positionnement stratégique par rapport à Paris, située à environ 30km, et à la ville nouvelle de Sénart à 14km. L'urbanisation s'est développée à l'intersection de deux axes de passage très fréquentés : la RN19 et la RN104, reliant Paris au secteur de Montlhéry, Evry, Corbeil-Essonnes, Sénart, Marne-la-Vallée, Roissy et Cergy-Pontoise.

La commune de Brie-Comte-Robert s'étend sur une superficie de 19,9 km^2 L'ensemble des zones urbaines représente 25% de la superficie du territoire communal. Le territoire briard demeure un territoire à dominante agricole et naturelle avec 74% de sa superficie dédiée à ces typologies.

Par son histoire, le centre-ville de Brie-Comte-Robert se caractérise par un tissu urbain typiquement médiéval, où la trame viaire, grâce à sa diversité (rues étroites et/ou en impasse, piétonnes en pavé, places, poches de stationnement) offre un caractère provincial et pittoresque à la commune. Ses trois monuments historiques du XII^{ème} et du XIII^{ème} siècle ne font qu'accentuer cette perception. En effet, la ville est protégée par un SPR (site patrimonial remarquable) qui inclut le château médiéval, participant aujourd'hui à la définition de l'identité communale, l'église Saint-Etienne, revalorisée grâce à un important projet de rénovation historique, et l'Hôtel-Dieu, utilisé actuellement comme salle d'expositions.

Ce SPR permet aussi de valoriser la pluralité architecturale qui caractérise le centre-ville. En effet, le promeneur peut découvrir à la fois des maisons-boutiques de faible hauteur (maximum R+2.C) mais aussi des maisons bourgeoises, des immeubles de rapport populaire, des habitations contemporaines, etc.

En dehors du centre-ville, la commune est davantage représentée par un important tissu pavillonnaire parsemé de poches de logements collectifs dont certaines opérations sont relativement récentes (moins de 15 ans).

La commune profite aussi d'une grande diversité paysagère offrant à sa population l'accès à différents parcs et jardins (le parc François Mitterrand et son lac, le parc de la Mairie, le jardin des Bienfaites et dernièrement la friche du Vaudoy qui est le résultat d'un projet de co-construction, etc.) mais aussi une véritable présence végétale au sein de la ville via une forêt urbaine récemment plantée, de nombreux alignements d'arbres, des parkings végétalisés, etc.

Deux grandes coulées vertes traversent aussi le territoire communal que sont le chemin des Roses (espace naturel sensible du Département) et l'espace naturel régional des boucles de l'Yerres.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Par ailleurs, la zone urbanisée est encadrée par de grands espaces agricoles, à fort potentiel agronomique, qui poursuivent une exploitation dont les origines remontent au Moyen Age. Les terres de la Brie française regroupent des sols de grande qualité, principalement dédiés aux grandes cultures. Afin de les protéger et pérenniser leur vocation agricole, ces terres sont inscrites dans le cadre d'un périmètre régional d'intervention foncière.

Cette grande diversité paysagère participe à l'harmonie de la morphologie urbaine de la ville et lutte contre le phénomène d'îlots de chaleur. Elle valorise aussi le cadre de vie des habitants.

Brie-Comte-Robert se caractérise actuellement par un centre ancien dynamique mais celui-ci montre quelques signes de faiblesse.

Le programme PVD permet de travailler sur ces fragilités, notamment grâce à une étude sur le tissu commercial ainsi que sur l'état du bâti.

Globalement, Brie-Comte-Robert est donc une ville aux multiples paysages et jouit d'une grande richesse urbaine et architecturale. Son patrimoine lui confère une image de ville où il fait bon vivre et où la flânerie est possible. Il est évidemment important de rester vigilant sur l'entretien du bâti et des espaces publics pour conserver, voire améliorer, cette richesse patrimoniale.

- **Le tissu commercial du territoire**

Brie-Comte-Robert compte 3 centralités commerciales de proximité et un équipement commercial périphérique.

Le premier pôle commercial est situé en centre-ville : il concentre la majorité des commerces de la commune qui sont localisés en pied d'immeuble. L'offre est diversifiée avec de nombreux commerces de bouche (épicerie, traiteur, fromager, boucherie, boulangerie, etc.) mais aussi avec des commerces de proximité type librairie, pharmacie, bar-tabac, esthétisme, etc. Toutefois, comme tous les cœurs de ville des petites ou moyennes communes, le tissu commercial est aussi caractérisé par un nombre trop important d'activités non qualitatives type fast-foods, assurances, banques, etc. Le centre-ville n'est, en revanche, pas réellement impacté par la problématique de la vacance commerciale.

Cette première centralité commerciale s'inscrit dans le tissu urbain médiéval décrit précédemment. Cet environnement patrimonial très riche participe au fonctionnement des commerces en rez-de-chaussée. Cette activité commerçante est aussi renforcée par la présence d'un marché forain organisé trois jours par semaine.

Une étude sur le tissu commercial [1] a permis de mieux connaître la constitution de ce pôle commercial. Ainsi, 151 cellules commerciales se trouvent en centre-ville, dont 129 sont au service des commerces de proximité et de services marchands. 11 locaux sont occupés par diverses activités commerciales, paramédicales, comptabilité, etc.

Finalement, le centre-ville de Brie-Comte Robert représente 10% du commerce de la commune en surface de vente (4 250m^2) et 46 % en nombre de commerces. On comprend donc que ce pôle commercial est très dynamique mais qu'il existe une problématique au niveau de la surface de vente des cellules commerciales : en effet, la surface moyenne est de 40m^2 et une cellule sur quatre fait moins de 30m^2. La superficie des commerces est donc généralement petite, ce qui peut poser un souci pour la rentabilité des activités qui s'y développent.

Ce pôle commercial joue un rôle fondamental pour l'attractivité de Brie-Comte-Robert et est donc nécessairement inclus dans le périmètre de cette convention-cadre valant ORT.

[1] Diagnostic pré-opérationnel de l'appareil commercial du centre-ville de Brie-Comte-Robert. Etude réalisée par la CCI en 2022.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Le second pôle est le centre commercial des 4 Vents : un supermarché y était implanté mais est aujourd'hui fermé. Quelques commerces de proximité animent encore cette petite zone marchande et le cinéma municipal y est aussi installé. Un important projet de démolition/reconstruction va voir le jour, avec la création d'une centaine de logements, pour affirmer à nouveau son rôle de pôle commercial secondaire.

Enfin, le centre commercial Pasteur est organisé autour d'une enseigne Carrefour Market. Plusieurs commerces de proximité (boulangerie, pharmacie, etc.) profitent de son effet « locomotive ». Cette zone commerciale de proximité permet d'assurer aux habitants du quartier Pasteur, l'accès à des commerces de première nécessité.

Quant au centre commercial de la ZI Haie Passart, il rayonne à l'échelle de l'agglomération, notamment grâce à son hypermarché. Cet ensemble commercial est inséré dans la zone d'activités du même nom, en périphérie de la ville.

A cela s'ajoutent plusieurs parcs d'activités créés au cours des trente dernières années : Tuboeuf à la fin des 90, puis Midi de la Plaine du Bois entre 2005 et 2010 et enfin dernièrement Les Hauts des Prés qui se terminera en 2025. Ces parcs accueillent une grande diversité de sociétés et d'activités, même si dernièrement la logistique a été majoritaire. Avec le dernier parc, la commune aura finalisé son développement économique prévu par le SDRIF.

- **La structure économique**

Brie-Comte-Robert joue un rôle essentiel pour son bassin de vie en matière d'attractivité économique. En effet, entre 2008 et 2013, la commune est considérée comme un pôle d'emploi. Cela signifie qu'elle offrait plus d'emploi que le nombre d'actifs occupés sur son territoire. Ainsi, en 2008, Brie-Comte-Robert offrait 100.9 emplois pour 100 actifs occupés briards, et 100.2 en 2013 (source : INSEE).

On observe toutefois une légère baisse au fil du temps, avec 96.2 emplois pour 100 actifs occupés en 2018. Cela peut, notamment, s'expliquer par une forte augmentation de la population communale ces dernières années.

Malgré cela, Brie-Comte-Robert est naturellement un territoire économique attractif puisque l'indice de concentration de l'emploi n'a jamais été inférieur à 87,8 emplois pour 100 actifs occupés depuis 1975. Ce rôle est très important pour la commune et doit être affirmé.

C'est ainsi qu'en 2018, la commune proposait 8 291 emplois contre 7 743 en 2013. On observe donc une réelle dynamique entrepreneuriale avec un développement des secteurs du commerce, du transport, de l'hébergement et de la restauration mais aussi des activités scientifiques et technologiques, et des activités de services administratifs et de construction.

En 2019 sur la commune, la majeure partie des emplois créés concerne les activités tertiaires et suit donc la même tendance que la Seine-et-Marne.

C'est ce dynamisme entrepreneurial qui permet à la commune de flirter avec le principe de pôle d'emploi. Et même si aujourd'hui, elle propose un peu moins de 100 emplois pour 100 actifs occupés, l'analyse des flux de déplacements professionnels démontre que son rôle reste décisif pour l'emploi en Seine-et-Marne. En effet, on observe qu'en 2018, le flux de mobilité domicile-travail était favorable à la commune avec 6051 déplacements journaliers entrants, 2 151 déplacements journaliers internes et 2 470 déplacements journaliers sortants (source : INSEE). Les mobilités internes et externes à la commune correspondent à l'offre d'emploi local et sont bien supérieures aux déplacements sortant du territoire.

La plupart des mobilités domicile-travail entrantes proviennent d'un périmètre relativement proche de Brie-Comte-Robert. En effet, en analysant la zone d'emploi de la commune selon l'INSEE, les actifs venants travailler à Brie viennent au plus loin de La Queue en Brie ou de Dammarie-les-Lys.

Quant aux flux sortants, les Briards ont tendance à chercher leur emploi dans des secteurs plus éloignés et attractifs (Melun, Créteil, Paris).

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Brie-Comte-Robert est donc une commune très proactive en matière d'emploi et bénéficie d'une structure économique solide, toutefois, la baisse de l'indice de concentration de l'emploi nécessite un point de vigilance pour éviter un affaiblissement de ce pôle économique.

Concernant le commerce de centre-ville, l'offre est riche et diversifiée mais il est nécessaire de surveiller la progression des commerces non qualitatifs et l'implantation d'activités qui brisent la transparence des vitrines (banque, cabinet de santé, assurance, etc.) pourtant nécessaire à l'attractivité du centre-ville.

- **L'offre en mobilité**

Brie-Comte-Robert est une commune dont la présence de la voiture est assez prégnante : en 2016, 88% des ménages sont véhiculés et 35% d'entre eux ont au moins deux voitures (INSEE 2019). Quant aux trajets domicile-travail, en 2015, 73% de ceux-ci étaient réalisés en voiture contre 77% en 2018 (INSEE 2018 : base flux de mobilité). L'usage de l'automobile s'est donc accentué durant les dernières années. En 2018, seuls 1.27% des déplacements domicile-travail s'effectuaient en vélos (contre 1,4% en 2019).

Malgré cette dominance de l'automobile, les mobilités douces sont encouragées sur le territoire communal, et à plus large échelle, au niveau de la CCOB grâce à la création d'un réseau efficace de pistes cyclables. Néanmoins, celui-ci doit encore s'améliorer pour être véritablement efficient (parking à vélos, résolution de conflit d'usage, raccordement de différents réseaux, etc.)

Parallèlement à cela, Brie-Comte-Robert bénéficie d'une gare routière qui assure la connexion de la commune au réseau RER (RER D, RER A et RER E). L'offre de transport public est importante mais elle reste fragile. Certains parcours nécessitent d'être améliorés et la fréquence de certaines lignes pourrait être augmentée. Ainsi, la ville pourrait proposer une alternative plus performante à la voiture.

Dans un questionnaire proposé à la population durant un mois[2] , 36,2% des répondants sont satisfaits ou très satisfaits de l'offre de transports en commun, 33,4% sont, quant à eux, peu ou pas du tout satisfaits de cette offre. Dans le même temps, 30,6% des répondants n'ont pas d'avis. On observe donc clairement qu'en fonction des lignes de bus utilisées, l'expérience de l'usager est très clairement différente : le bus 23 à destination de Boissy-Saint-Leger offre un service apprécié par sa clientèle, avec 70 passages par jour ; A contrario, les usagers de la ligne 10, par exemple, à destination de Noisiel souffrent d'un service très dégradé avec le passage de seulement 10 bus par jour dont des heures totalement creuses.

Avec ces résultats, on observe aussi que 30,6% des répondants n'utilisent certainement pas les transports en commun, et cela démontre qu'il existe encore une forte marge de progression.

Toutefois, le service de certaines lignes de bus va évoluer dès 2023 pour améliorer sa qualité.

Aussi, la ville et la Communauté de communes ont développé des liaisons locales pour lutter contre l'isolement de certains ménages. Ainsi, Brie-Comte-Robert propose le « Bribus », qui circule 4 fois par jour lors des jours de marché et le mercredi vers les pôles commerciaux. La CCOB, quant à elle, propose un service de transport à la demande sur l'ensemble de son territoire : le Proxi'Bus.

- **L'offre en équipement**

Brie-Comte-Robert se distingue par son importante offre en équipements publics. En effet, elle propose à ses bénéficiaires un large éventail d'équipements scolaires, culturels, sportifs et de services publics.

[2] PURPOZ : Brie-Comte-Robert : un centre-ville attractif ? Questionnaire à destination des Briards et des usagers récurrents de Brie-Comte-Robert, sur la période du 17 octobre au 18 novembre 2022 – 327 participations. Résultats en annexe 3.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Ainsi, et de manière exhaustive, la commune se compose de :

- 2 accueils de loisirs, 1 pôle jeunesse, 1 crèche collective et 1 multi accueil, 1 relais Petite Enfance, 1 lycée, 1 campus agricole, 3 collèges dont 1 privé, 5 groupes scolaires et 1 école Montessori.
- 1 cinéma, 1 salle de spectacle polyvalente, 1 centre musical et culturel, 1 ludothèque, 1 médiathèque, 1 maison des associations, 1 salle d'exposition, 1 salle de musique et 1 salle de concerts.
- 1 centre aquatique, 4 complexes sportifs, 4 gymnases, 1 terrain de pétanque, 2 stades (1 piste d'athlétisme, 1 terrain de foot synthétique, 4 terrains de foot en herbe dont 1 terrain d'honneur et sa tribune), 5 courts de tennis dont 3 couverts, 1 salle de danse, 1 dojo, 1 salle de boxe, 1 salle de tir.
- 1 centre social, 1 office du tourisme, 1 agence Pôle Emploi, 1 bureau de police nationale, 1 poste de police municipale, 1 agence La Poste, 1 hôpital local, 1 déchetterie, le siège de la CCOB.

En comparant avec le nombre d'équipements sportifs et culturels pour 10 000 habitants entre la commune et le département de la Seine-et-Marne, nous avons la confirmation que l'offre est suffisante (par exemple, 6,58 équipements de la gamme intermédiaire à Brie contre 4,29 pour la Seine-et-Marne) (Source : INSEE BPE 2020).

Finalement, Brie-Comte-Robert rencontre davantage un problème de vieillissement de ses équipements publics que d'une offre insuffisance.

En effet, même si l'offre en équipements publics est abondante et conforme aux besoins des usagers, certains souffrent malheureusement d'obsolescence. D'importants travaux sont nécessaires qu'ils puissent à nouveau offrir un service de qualité.

Cette obsolescence se traduit par plusieurs défaillances.

Les usages ne sont parfois plus adaptés à l'architecture du lieu. Dans cette situation, l'équipement ne pourra pas être exploité dans l'ensemble de ses capacités.

Certains équipements publics ne respectent plus les normes ERP en matière d'accessibilité et de sécurité. Dans cette situation, l'intégrité des usagers est primordiale et des travaux de remise aux normes sont essentiels. Aussi, il est nécessaire d'améliorer l'accessibilité de ces équipements pour assurer une inclusion totale de l'ensemble de la population.

De nombreux équipements publics sont concernés par ces différentes problématiques. C'est par exemple le cas du centre culturel « La Fontaine » qui fait l'objet d'une étude approfondie pour lever les désordres repérés.

C'est aussi le cas du complexe sportif dit « Le Cosec » rattaché au collègue Arthur Chaussy. Cet équipement sportif est une priorité pour l'équipe municipale. Il est en effet concerné par l'ensemble des problématiques explicitées ci-dessus et son usage n'est donc plus approprié.

- **L'offre de logement**

8 606 logements constituent l'offre immobilière de Brie-Comte-Robert en 2019, c'est 33% de plus qu'en 2008 et cela représente 69% des logements de la CCOB (source : SEGAT). Ce chiffre explique évidemment l'augmentation importante de la population briarde sur la même période.

Sur ces 8 606 logements, 93,9% sont des résidences principales, 1,1% des résidences secondaires et 5% sont considérés comme logements vacants.

Concernant les seules résidences principales, 54,3% d'entre elles sont occupées directement par les propriétaires, 16,8% sont utilisées en locatif social et 28,9 % en locatif privé.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

En 2008 pourtant, c'était 60,4% des résidences principales qui étaient habitées par les propriétaires-occupants. On observe donc que la construction de logements durant cette période a favorisé l'accès à l'investissement immobilier en favorisant ainsi, le marché locatif.

La taille des ménages occupant les logements briards a diminué avec le temps, mais cette tendance est nationale avec le processus de desserrement des ménages. Ainsi, en 1968, la taille moyenne des ménages était de 3,2 personnes contre 2,3 en 2018.

Parallèlement à cela, on observe, grâce aux données de l'INSEE, que les personnes de plus de 75 ans vivant seules sont en constante augmentation : elles étaient 427 en 2018 contre 327 en 2008, soit 100 personnes de moins.

Par ailleurs, ces seniors peuvent être concernés par des mesures de maintien à domicile et cela pose ainsi la question de l'autonomie des logements. C'est dans cette logique qu'une OPAH va être mise en place à Brie-Comte-Robert. La question de l'adaptabilité des logements sera ainsi interrogée, avec la problématique de l'insalubrité et des passoires énergétiques.

Quant à l'offre de logement social, Brie-Comte-Robert répond dorénavant aux objectifs de la loi SRU, à savoir un taux de 20% sur son territoire. C'est grâce à son effort en matière de production de logements que la commune a pu atteindre cet objectif.

Ainsi, entre 2015 et 2019, la ville a augmenté en moyenne de 4,4% son nombre de logements sociaux chaque année contre 1,6% en Seine-et-Marne. L'effort a donc été conséquent pour Brie-Comte-Robert. Aujourd'hui, 1 498 logements sont en locatif social sur la commune.

La pré-étude OPAH qui est actuellement en cours permettra à Brie-Comte-Robert d'affiner son diagnostic en matière d'habitat. La situation des copropriétés interroge particulièrement.

En effet, issue de son passé médiéval, l'urbanisation de Brie-Comte-Robert s'est faite sur un cadastre ancien et un grand nombre de collectifs sont issus aujourd'hui de constructions anciennes.

Cette particularité participe à la patrimonialisation de la ville mais peut engendrer des désordres importants au niveau du bâti. Ainsi, la préfecture, dans un courrier datant de février 2021, a averti la municipalité que 103 copropriétés avaient été répertoriées comme étant fragiles. Plus précisément, il s'agit de 62 copropriétés de 2 à 11 logements, de 19 copropriétés de 12 à 25 logements, de 12 copropriétés de 26 à 50 logements, de 9 copropriétés de 51 à 100 logements et d'une copropriété de plus de 200 logements.

Les premiers arpentages du Bureau d'Etudes en charge de la pré-étude OPAH semblent donner les mêmes conclusions : un centre ancien présentant une dégradation moyenne (façade, menuiserie, toiture, etc.), des petites copropriétés non référencées dans le RNC, et ponctuellement des bâtiments présentant de nombreux désordres (fissures, menuiseries dégradées, etc.)

Il ressort de cette analyse que le phénomène de précarité énergétique est prégnant dans ces copropriétés fragiles. A la lumière de cette étude, il est aussi important de pousser l'analyse sur le risque d'insalubrité des logements.

Afin de prendre toute la mesure de cette menace, les conclusions de la pré-étude OPAH sont fortement attendues. Elle permettra ainsi de déterminer les leviers d'amélioration du logement briard.

Prospective en matière de production de logements

Adresse de l'opération	Nombre de logements total	Dont sociaux	Date de livraison
9 rue de l'Eglise	9	0	A préciser
28 avenue Victor Hugo/ 3 rue du Parc des Sports	27	8	Dernier trimestre 2023

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

101 rue du Général LECLERC	24	6	Avril 2023
2 rue Pasteur - 30 rue de Verdun	102	30	2ème trimestre 2024
3 place des Minimes	9	0	A préciser
8 Place des Minimes	38	10	3ème trimestre 2024
10 rue du Grand Noyer	40	12	4ème trimestre 2023 pour l'accession et 1er trimestre 2024 pour le social
80 rue du Général Leclerc	103	31	Plusieurs phases : à partir du 3ème trimestre 2024 au 3ème trimestre 2026
146 rue du Gal Leclerc / 5 rue de la Grenouillère	45	12	2ème trimestre 2025
19 rue du Parc des Sports	27	7	Fin 2024
Chemin de la République	106	33	Au cours de l'année 2025

B- Le projet de territoire

Au regard des caractéristiques de Brie-Comte-Robert ici décrites, il est clair que la ville bénéficie de très nombreux atouts : un patrimoine bâti et paysager riche, un centre-ville commerçant, un tissu économique dynamique, de nombreux équipements publics et une population en constante augmentation. Aujourd'hui, Brie-Comte-Robert peut se targuer de bénéficier d'une image de ville pittoresque qu'il est important de confirmer.

Toutefois, ce diagnostic démontre une certaine fragilité. Et même si la situation de la ville est rassurante, elle a besoin d'actions rapides et réfléchies pour lui assurer son rôle de centralité.

Le projet de territoire présenté ici est le résultat de ce constat, il porte l'ambition politique et stratégique des élus locaux pour assurer à la ville de Brie-Comte-Robert un avenir durable et dans le respect de son histoire. Ce projet de territoire est réfléchi pour affirmer l'identité historique de la commune et attiser son attractivité pour permettre un fort ancrage territorial de sa population.

- **Concernant l'Habitat.**

Le dispositif Petites Villes de Demain a à cœur de travailler sur le volet « Habitat » des communes lauréates. Pour ce qui est de Brie-Comte-Robert, le tissu médiéval de son centre-ville nécessite une analyse approfondie pour assurer au territoire une amélioration de son offre de logement tout en respectant les qualités patrimoniales des bâtis anciens.

L'enjeu réel de ce projet de territoire est le suivant : comment associer les notions de rénovation de l'habitat et protection des éléments remarquables ?

Pour répondre à cette question, la ville a souhaité lancer une pré-étude OPAH qui assurera aux élus une connaissance réelle de la situation du parc immobilier briard. Les premières observations de cette étude, qui est toujours en cours, démontrent que des actions seront à mener dans le cœur de ville. C'est donc ce périmètre qui fera principalement l'objet de cette étude.

Ces conclusions, attendues pour mars 2023 (et qui nécessiteront un avenant de cette convention comme déjà évoqué), permettront à la commune d'ajuster son plan d'actions et décidant de lancer une OPAH simple ou une OPAH RU.

Dans le cadre du programme PVD, les principales attentes seront d'accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement (rénovation énergétique et lutte contre les problèmes d'insalubrités possibles) et de permettre l'adaptabilité des logements pour les

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

ménages composés de séniors. Les conclusions du diagnostic devront aussi donner la marche à suivre pour que ces démarches valorisent en même temps le patrimoine du cœur de ville.

La 1ère phase de la pré-étude, le diagnostic préalable, est dorénavant terminée. Les conclusions se trouvent en annexe de cette présente convention-cadre. La phase 2 a débuté et concerne l'analyse d'un échantillon d'immeubles. Les élus ont une véritable attente sur son rendu car elle assurera la programmation à venir.

La qualité du logement en centre-ville est en effet, un des enjeux principaux de cette convention-cadre car une désertification de l'hypercentre de Brie-Comte-Robert par ses habitants risquerait de fragiliser davantage l'activité économique de ce secteur. L'étiolement de ses façades serait aussi synonyme de dégradation supplémentaire du paysage urbain de la commune. Le volet « Habitat » est donc primordial pour affirmer l'attractivité de Brie-Comte-Robert.

Suite à la pré-étude OPAH, la ville pourra compter sur ses partenaires, notamment sur l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour faire aboutir ce projet de requalification de l'habitat privé ancien. Des aides financières pourront être accordées à certains propriétaires, sous condition de ressources, pour les accompagner dans leur projet de rénovation. La nature de l'OPAH (simple, RU, etc.) permettra à la ville de placer le curseur où elle souhaite pour appliquer une politique davantage incitative ou coercitive. Le bureau d'études en charge de la pré-étude ainsi que l'ANAH accompagneront les élus dans ce choix stratégique.

- **Concernant le commerce**

Par sa morphologie urbaine et son histoire, Brie-Comte-Robert se prête facilement au jeu de l'activité commerçante. En effet, avec ses maisons-boutiques en cœur de ville, entourant la place du marché ainsi que les rues pavées aux alentours (rue de l'Eglise, rue Gambetta, etc.), le promeneur est invité à visiter les boutiques.

Le tissu urbain de la commune permet donc le développement d'un tissu commercial varié et de qualité. Toutefois, il est à noter que Brie-Comte-Robert subit plusieurs problématiques qui dégradent cet atout économique.

Dans un premier lieu, même si l'offre est diversifiée, nous assistons à une forme de paupérisation des rues commerçantes avec une multiplicité des activités « bas de gamme » type fast-food et bar-tabac de piètre qualité.

Aussi, de très nombreuses agences bancaires et d'assurances ainsi que des agences immobilières sont implantées dans le centre-ville. Ces services peu attractifs ne participent pas au développement de la vie de quartier du cœur urbain.

Pour finir, plusieurs cabinets de soins se sont aussi implantés dans ce secteur et par conséquent, nombreuses sont les vitrines qui ont été opacifiées. Cela dégrade fortement la transparence entre la rue et les cellules commerciales, engendrant du même coup un processus de stérilisation des rues.

Une vigilance particulière doit donc être portée sur ces différents aspects pour renforcer le pôle commercial du centre-ville et lui permettre un rayonnement plus large.

Toutefois, Brie-Comte-Robert n'est pas particulièrement concernée par la problématique des locaux vacants malgré un montant des loyers souvent élevé. Cela démontre le caractère attractif du cœur de ville.

L'étude commerciale en cours (annexe 1) soulève aussi une problématique concernant les commerces de proximité historique : l'âge des commerçants interroge sur le renouvellement futur de leurs activités. En effet, plusieurs d'entre eux oscillent autour de 50 – 55 ans. La ville devra anticiper les départs en retraite pour accompagner les commerçants dans leur recherche de repreneur. Certaines activités doivent en effet perdurer, à l'instar du fromager, par exemple.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Au regard des conclusions du diagnostic et de l'étude en cours, la ville doit appliquer des actions fortes sur le volet « Commerce » pour éviter un étiolement du pôle commercial du centre-ville.

Grâce au programme PVD, Brie-Comte-Robert peut profiter d'une aide financière pour le recrutement d'un manager centre-ville. Même si ce recrutement est difficile, ce poste permettra la mise en place d'actions concrètes pour relancer la dynamique de ce centre-ville commercial. Ainsi, la ville se dotera d'un observatoire commercial à jour, développera des partenariats publics-privés, soutiendra les commerces dans leurs démarches, pourra prospecter certains types de commerçants, relancera l'association des commerçants pour créer une unité, etc.

La richesse commerciale de son centre-ville actuelle participe aujourd'hui très clairement à l'attractivité de Brie-Comte-Robert. La diversité des commerces et le marché forain font partie des éléments qui expliquent que la Commune joue un rôle de centralité. Il est donc fondamental de mettre en place ces actions de redynamisation pour affirmer cette position territoriale majeure.

- **Concernant le patrimoine historique et la culture**

L'héritage historique de Brie-Comte-Robert offre aux Briards et aux visiteurs de passage un paysage urbain à très forte valeur patrimoniale. Le territoire est reconnu comme Ville Médiévale et la qualité architecturale de son bâti et de sa morphologie urbaine ont largement justifié la mise en place d'une SPR (Site Patrimonial Remarquable). L'Architecte des Bâtiments de France est ainsi automatiquement sollicité pour l'ensemble des travaux qui se réalisent dans ce périmètre.

Cette richesse patrimoniale est fortement appréciée des Briards. En effet, si l'on consulte les résultats du questionnaire en ligne précédemment cité, sur 287 réponses à la question « Pour quelles raisons avez-vous décidé de vivre à Brie-Comte-Robert ? », 127 personnes ont répondu pour « le cadre de vie architectural et paysager ».

L'enjeu de la valorisation du patrimoine historique est donc primordial dans le cadre du dispositif « Petites Villes de Demain ». Il fait partie des priorités de ce projet de territoire.

Ainsi, des actions fortes doivent être menées pour la protection du bâti existant et la remise en état des façades dégradées. Les modénatures et autres éléments de façades (bas-reliefs, matériaux ou enduits spécifiques, etc.) doivent pouvoir être valorisés et/ou restaurés. Il faudra ainsi bien articuler les projets portés par l'OPAH avec cet enjeu de valorisation de patrimoine pour que certaines rénovations (énergétiques notamment), n'effacent pas des éléments du passé. Un travail en concertation avec les commerçants sera aussi nécessaire pour valoriser les pieds d'immeubles. Des solutions incitatives pourront leur être proposé comme des subventions communales par exemple.

Parallèlement à ce travail à l'échelle de l'immeuble, le programme PVD sera aussi mobilisé pour affirmer l'identité culturelle de la ville. Cette démarche est importante pour renforcer le sentiment d'appartenance des Briards à leur territoire communal et ainsi assurer la prospérité de Brie-Comte-Robert.

Cette démarche se traduira par des projets concrets qui seront décrits dans l'article 4 et dans les fiches actions en annexe 5. Ainsi, le travail de valorisation des Monuments Historiques, et particulièrement du Château, devra être poursuivi. Des outils de communication numérique devront aussi être envisagés pour faciliter la découverte du patrimoine et du passé historique de Brie-Comte-Robert. L'objectif ici est aussi de développer le tourisme et de diversifier le profil des visiteurs.

Pour finir, l'ouverture de la culture à tout un chacun est un enjeu fondamental. Ce projet de territoire cherche donc à valoriser l'existant mais souhaite aussi proposer de nouvelles expériences. Ainsi, un projet de Micro-Folie mobile va voir le jour sur le territoire de l'intercommunalité.

DRAFT

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- **Concernant le développement durable**

En participant au programme Petites Villes de Demain, Brie-Comte-Robert a affirmé son engagement envers les enjeux de transition écologique et souhaite ainsi prendre à bras-le-corps la problématique urgente et actuelle qu'est le réchauffement climatique.

Le contexte d'aujourd'hui ne donne plus le choix aux collectivités locales. Elles doivent devenir totalement parties prenantes et mettre en place des mesures efficaces pour diminuer au maximum leur impact.

Les élus de Brie-Comte-Robert ont donc réfléchi ce projet de territoire de manière à limiter l'impact écologique de la commune. Cela se traduit par des actions concrètes telles que lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur dans certaines cours d'écoles ou encore lutter contre les passoires énergétiques des bâtiments communaux.

En effet, il a déjà été précisé que l'offre en équipements publics est très diversifiée mais qu'il existe un vieillissement de certains d'entre eux qu'il faut absolument anticiper (que ce soit en matière d'adéquation avec les usages actuels ou en matière de consommations énergétiques). Deux équipements ont été particulièrement fléchés pour subir de lourds travaux de rénovation. Il s'agit du gymnase le COSEC ainsi que l'équipement culturel « La Fontaine ».

Par ailleurs, en plus de limiter l'impact écologique de la ville, le projet de territoire a été réfléchi pour apporter des améliorations significatives aux Briards en matière de qualité de vie. Ainsi, le programme Petites Villes de Demain doit permettre à la commune d'améliorer l'expérience autour des mobilités douces, de créer un nouveau lieu de promenade pour augmenter les espaces de respiration. Brie-Comte-Robert souhaite aussi proposer des aliments locaux et sains aux enfants dans les cantines scolaires. Ce projet est encore à ses balbutiements mais il est important de l'inscrire dans ce projet de territoire pour affirmer son importance et équiper les élus des meilleurs outils pour le faire aboutir.

En décidant de rejoindre ce dispositif et en définissant son projet de territoire ici présenté, Brie-Comte-Robert affirme sa volonté d'améliorer continuellement ses services pour s'adapter aux nouveaux enjeux tout en s'entourant des partenaires les plus compétents sur le sujet (état, région, département, ANCT, Banque des Territoires, etc.)

A terme, l'objectif de Brie-Comte-Robert, est d'élargir son bassin de vie pour rayonner à l'échelle départementale voire régionale dans certains domaines (le tourisme par exemple). Le programme PVD est donc un véritable atout pour la commune, en l'accompagnant dans le renforcement de son attractivité tout en s'assurant de maintenir une attractivité harmonieuse pour ses habitants, ses entreprises et son paysage urbain.

Article 3 – Les orientations stratégiques

La présente convention fixe les orientations stratégiques suivantes :

- **Orientation n°1 :** D'un parc de logements vieillissant à une offre résidentielle attractive : une dynamique de réhabilitation des logements du centre-ville, respectueuse du patrimoine.

- **Orientation n°2 :** Accompagner le développement des commerces de proximité et affirmer leur implication dans la valorisation du territoire Briard.

- **Orientation n°3 :** De la promotion du patrimoine historique au développement de nouveaux outils culturels : quand l'environnement pittoresque de Brie-Comte-Robert devient un axe majeur du projet de revitalisation.

- **Orientation n°4 :** Inscrire Brie-Comte-Robert dans une logique d'amélioration environnementale afin d'assurer son ancrage dans les problématiques écologiques actuelles.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

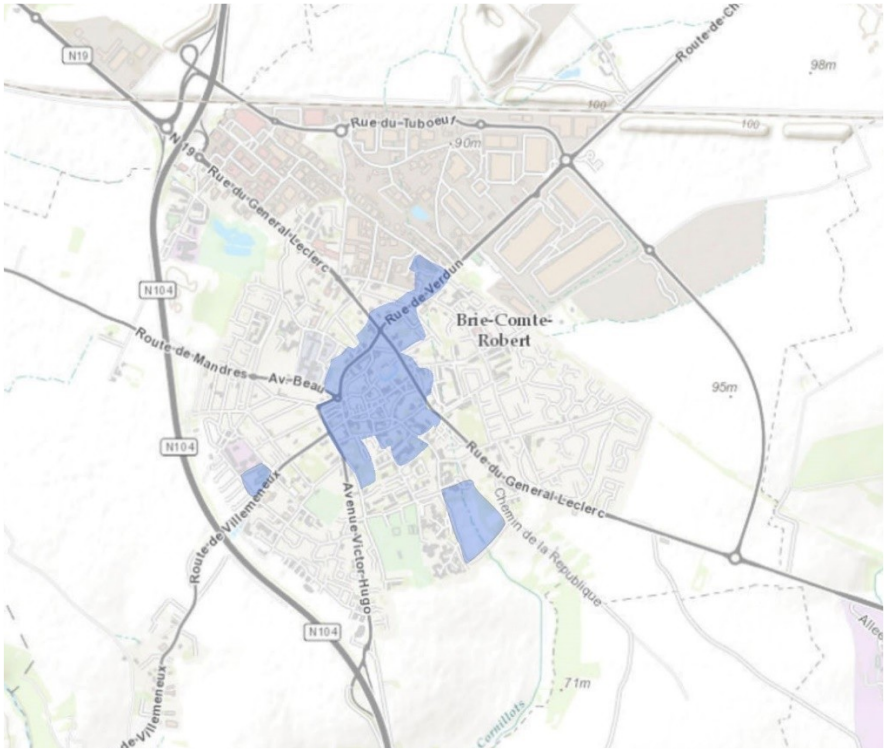
En cas d'évolution des orientations ou objectifs en cours de programme, elles seront validées par le comité de pilotage, et feront l'objet d'un avenant à la présente convention. L'évolution des actions ne fait pas l'objet d'avenant (point suivant).

Article 4 – Le plan d'actions

Le plan d'actions est la traduction opérationnelle du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux. Ce document évolutif consiste en la compilation des fiches actions validées, et éventuellement de la liste des projets en maturation ; il est transmis à chaque évolution à l'ANCT (délégation territoriale et direction de programme) à des fins de suivi.

Les évolutions du plan d'action sont examinées et validées au fil de l'eau par le comité de projet, sans nécessité d'avenant de la présente convention.

A l'heure actuelle, le secteur d'intervention de la convention-cadre valant ORT incluant le centre-ville de la ville principale de l'EPCI, est pressenti comme le montre la cartographie ci-dessous. Toutefois, ce secteur ne pourra être fixé qu'une fois la pré-étude OPAH terminée. Un avenant à cette convention sera donc sans doute nécessaire.



4.1 Les actions

Les actions du programme Petites villes de demain sont décrites dans des fiches action qui sont consultables en annexe 5 ; elles ont vocation à alimenter directement le plan d'action du CRTE du territoire concerné.

L'inscription formelle des actions dans le programme PVD est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.
Les actions prêtes, validées en comité de projet PVD, sont adressées à chacun des financeurs

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

appelés à se prononcer dans leurs propres instances décisionnelles.

Le préfet peut saisir autant que de besoin la Direction de programme Petites villes de demain de l'ANCT (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

Chaque fin d'année, une synthèse financière des contributions obtenues des différents financeurs est présentée en comité de projet, et transmise à la direction de programme Petites villes de demain de l'ANCT.

4.2 Les projets matures

Orientation	N° fiche action	Projet	Budget HT	Partenaires financiers	Etat d'avancement
N°1		Pré-étude OPAH	46 425 €	ANAH : subvention accordée de 50% : 23 212.50 € HT Banque des Territoires : subvention accordée de 25% : 11 606.25 € HT	En cours. Terminé en mars 2023
N°1		Suivi-animation OPAH	Budget estimé : 50 000	ANAH	Suite au rendu de la pré-étude. De mi-2023 à 2028
N°2		Diagnostic du tissu commercial	11 390 €	Région IDF	Terminé
N°2		Recrutement d'un manager commerce	38 400€ / an	Banque des Territoires : 20 000€/an pendant 2 ans	Au plus vite
N°2		Aide à la rénovation des devantures commerciales et des enseignes	5 000€ la première année. Montant à adapter au fil du temps	0 €	Lancement : 2023/ 2024
N°3		Création d'une Micro-Folie mobile	Investissement : 32 734€ HT Fonctionnement : 1336.2€ par an pour la sollicitation d'un	Etat (FNADT) : 26 187,04€	Inauguration pour juin 2023.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

			service civique.		
N°3		Repenser la signalétique piétonne au centre-ville	13 070 € HT	Néant	Etude sur 2023
N°3		Restauration du Château et création d'un parcours historique	Honoraires d'architecte et études : 481 500€ HT Travaux : 3 210 000€ HT	DRAC : pour les travaux de sauvegarde du MH REGION / DEPARTEMENT : pour la création d'un parcours historiques. Les subventions seront demandées fin 2023 – début 2024. Attente d'un soutien financier à hauteur de 50%, toutes aides confondues.	2022 – Validation du diagnostic auprès de la DRAC 2023 – Marché de maîtrise d'œuvre - Montage des dossiers de subventions 2024/2026 – Marchés de travaux et travaux
N°3		Application mobile Patrimoine et Tourisme	2200€ / an	A verifier	A partir de 2023
N°4		Réhabilitation du centre culturel « La Fontaine ».	Honoraires et études : 207 000€ HT Travaux : 1 381 853€HT	Etat (DSIL) Région Département Attente d'un soutien financier à hauteur de 50%, toutes aides confondues.	2024 : demande de subventions et marché de maîtrise d'œuvre 202 : marché de travaux (2e semestre) 2025/26 : 18 mois de travaux
N°4		Encourager la participation citoyenne pour l'élaboration du projet PVD	0 € la première année puis 199€/mois sans engagement en fonction de la durée des projets	Banque des Territoires la première année	En application
N°4		Faciliter les mobilités douces	Chiffrage à préciser en fonction du BE sélectionné (entre 30 et 50 000€ pour	Région IDF Subvention à solliciter en 2023	Etude sur 2023

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

			l'étude) Chiffrage à faire pour les aménagements décidés.		
N°4		Réhabilitation du complexe sportif Arthur-Chaussy COSEC	6 357 838 €, réparti de la façon suivante : 5 994 895 € HT pour l'ensemble des travaux 362 943 € HT d'honoraires pour la maîtrise d'œuvre	Département : FAC (1 000 000 €) Agence Nationale du Sport : 1 000 000 € Région : 447 695€ DSIL : 510 000€ Ces montants sont en attente de confirmation	De mars 2023 à février 2026

PROJET

4.2. Projets en maturation

Orientation	N° fiche action	Projet	Budget HT	Partenaires financiers	Etat d'avancement
N°3		Faire labelliser Brie-Comte-Robert comme « Petite Cité de Caractère »			Vérifier l'éligibilité
N°2		Création d'un Tiers-Lieu	Etudes juridiques-économiques-techniques : 50 000€HT Maîtrise d'œuvre et études : 60 000€HT Travaux :	Banque des Territoires Région IDF	Lancement sur 2023 (études) et réalisation pour 2025-2026.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

			500 000€ HT Clôture, portail et plantations : 20 000€ HT		
N°2		Création d'une boutique éphémère	Pas de prévision (projet en arbitrage politique)	A définir	Prémices du projet : Se développe dans le tiers-lieu ou s'il est indépendant.
N°2		Création d'une foncière de redynamisation	Projet en arbitrage politique		
N°2		Formation et aides aux commerçants pour le passage au numérique	Pas de prévision	Banque des territoires (subvention possible jusqu'à 20 000€TTC dans la limite de 80% du montant total).	En attente du manager commerce
N°2		Développer des partenariats entre les commerces sédentaires et non sédentaires	0 € (mission manager commerce)		En attente du manager commerce
N°2		Accompagner les commerçants dans leurs procédures ERP et RLP	0€ (mission manager commerce)		En attente du manager commerce
N°4		Agriculture urbaine – Ouverture d'un espace de promenade	Estimation du foncier : 300 000€ Estimation du prestataire (étude et projet) : entre 40 et 100 000€)	Région IDF Banque des Territoires	Début des études en 2023. Réalisation souhaitée avant 2026.
N°4		Lutte contre les îlots de chaleur dans les écoles	200€/m²	Région	Sur 2023-2024

PROJET

Article 5 – Modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie : les partenaires financiers (l'ANCT, la Banque des territoires, le Cerema, l'Ademe…), les services déconcentrés de l'Etat, les collectivités territoriales, les agences techniques départementales, le CAUE, le CPIE, les Agences d'urbanisme… pour les différentes phases du programme (élaboration du projet de territoire, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectue selon les modalités de saisine et de contractualisation propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

et les investissements.

Article 6 - Engagements des partenaires

Les partenaires s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

6.2. Le territoire signataire

En signant cette convention, la commune de Brie-Comte-Robert assume son rôle de centralité au bénéfice de la qualité de vie des habitants de la commune et des territoires alentours, et sa volonté de s'engager résolument dans une trajectoire dynamique et engagée dans la transition écologique.

Brie-Comte-Robert s'engage à désigner dans ses services un chef de projet PVD responsable de l'animation du programme et de son évaluation.

Brie-Comte-Robert s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (CCOB, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations…) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire est organisé localement au moment jugé opportun par Brie-Comte-Robert et par la Communauté de Communes de l'Orée de la Brie en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature de la convention cadre, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du programme et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Brie-Comte-Robert s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du programme, ainsi qu'à son évaluation.

Brie-Comte-Robert s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au programme, dont il est maître d'ouvrage.

Enfin, la CCOB s'engage à accompagner Brie-Comte-Robert dans l'aboutissement de ses projets grâce à son champ de compétences intercommunales.

6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

L'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du programme, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du programme.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du programme.

L'État soutient l'ingénierie des collectivités par le cofinancement via le FNADT de postes de chefs de projet, en complément des crédits apportés par les opérateurs partenaires du programme. Il s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le programme, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ANCT peut accompagner les territoires en conseil et ingénierie, via ses différents programmes d'intervention (France Service, tiers-lieux, …) et dans ses domaines d'expertise comme par exemple la revitalisation commerciale. L'ANCT soutient également les projets par le pilotage du programme Petites villes de demain, et en particulier du Club ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- L'Anah peut apporter un accompagnement aux différentes phases d'une stratégie en matière d'amélioration de l'habitat pour des interventions intégrant les thématiques spécifiques relevant de ses priorités (la lutte contre l'habitat indigne et dégradé, la précarité énergétique, la fragilisation et dégradation des copropriétés, le vieillissement de la population, tant en phase pré-opérationnelle qu'opérationnelle. Cet accompagnement peut être destiné aux propriétaires (occupants ou bailleurs), syndicats de copropriétaires, collectivités ou opérateurs immobiliers ;
- Le Cerema peut apporter un appui pour l'élaboration des projets de territoires et des plans d'action, ainsi que pour la phase de mise en œuvre et d'évaluation et dans ses domaines d'expertise (par exemple, la stratégie foncière et d'aménagement durable, la transition écologique, les mobilités, la revitalisation économique et commerciale) ;
- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du programme.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

Les contributions spécifiques des établissements publics et opérateurs sont portées en annexe 3.

6.4. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

6.5. Maquette financière

La maquette financière pluriannuelle est établie à la signature de la convention cadre.
Elle est mise à jour au fil de l'eau et présentée au comité de projet. La maquette financière annuelle (consolidation au 31 décembre) est adressée chaque année en janvier au préfet de département ainsi qu'à la direction de programme PVD de l'ANCT. Pour la première année, la maquette financière annuelle est adressée à la direction de programme PVD de l'ANCT en même temps que la convention cadre.

La maquette financière est consultable en annexe 6.

Article 7 – Gouvernance du programme Petites villes de demain

Les collectivités porteuses mettent en place une gouvernance pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme, en association étroite avec l'Etat, confirmant (et ajustant si nécessaire) le fonctionnement installé à l'occasion de la convention d'adhésion pour l'élaboration de la stratégie.
Cette gouvernance est intégrée à la gouvernance mise en place pour le Contrat de relance et de transition écologique.

Sont systématiquement invités au comité de projet les représentants de l'exécutif, des services de l'Etat, de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, de l'Anah, du Cerema, de l'ADEME, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du programme Petites villes de demain, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siégera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du programme, sur la base des indicateurs de suivi et d'une synthèse financière ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions, y compris financièrement (actualisation du plan de financement) ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du programme en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...) ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

Le chef de projet PVD désigné alimente le comité de pilotage et en particulier :

- Veille en détail au bon déroulement des actions prévues au programme, vérifie l'avancement des dossiers, analyse les éventuelles situations de blocage pour proposer

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établit le tableau de suivi de l'exécution ;
- Met en place les outils d'évaluation et analyse les résultats des évaluations ;
- Propose les évolutions des fiches orientations ;
- Propose les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches actions.

Article 8 - Suivi et évaluation du programme

Un tableau de bord de suivi du programme est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour par le chef de projet PVD. Il est examiné par les services de l'Etat et présenté en synthèse au comité de pilotage. D'autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins, et mis à disposition auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du programme, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation du programme national PVD.

Article 9 - Résultats attendus du programme

Les résultats seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action.

- **Orientation n°1 :** D'un parc de logements vieillissant à une offre résidentielle attractive : une dynamique de réhabilitation des logements du centre-ville, respectueuse du patrimoine.

Indicateur	**Référence**	**Objectif**
Réalisation de la Pré-étude OPAH	Aboutissement des 4 phases de l'étude : Le diagnostic préalable Les analyses avancées sur un échantillon d'immeubles L'élaboration d'un programme d'intervention L'accompagnement à la rédaction du projet de convention Suivi et points d'étape en COTECH et COPIL	Déterminer les fragilités et les moyens d'action
Suivi-animation de l'OPAH	Suivi par la Ville des missions de « suivi-animation » sur les volets déterminés dans la convention-cadre Suivi et points d'étapes avec	Aider techniquement et financièrement les propriétaires dans la rénovation et l'adaptation de leur logement, tout en garantissant la préservation

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	le prestataire et durant les comités de projet	de leur caractère patrimonial pour ceux en SPR

- **Orientation n°2 :** Accompagner le développement des commerces de proximité et affirmer leur implication dans la valorisation du territoire Briard.

Indicateur	**Référence**	**Objectif**
Définir un référent « ville » pour les commerçants via le recrutement du manager commerce	Evaluation annuelle de l'agent pour déterminer les objectifs et analyser les résultats.	Relancer la dynamique du commerce local et requalifier l'offre commerciale
Parvenir à la réalisation du tiers-lieu	Résultat de l'étude de faisabilité technico-financière Suivi et points d'étapes entre la ville et les partenaires PVD Suivi et points d'étapes du comité de projet	Définir précisément le projet pour qu'il soit viable sur le temps Créer un espace créateur de liens sociaux mettant en valeur le patrimoine, et une offre commerciale nouvelle pour renforcer l'attractivité du centre-ville
Accompagner financièrement les commerçants dans la valorisation de leur façade commerciale	Dossiers de demande de subvention	Valoriser le patrimoine historique du centre-ville

- **Orientation n°3 :** De la promotion du patrimoine historique au développement de nouveaux outils culturels : quand l'environnement pittoresque de Brie-Comte-Robert devient un axe majeur du projet de revitalisation.

Indicateur	**Référence**	**Objectif**
Création d'une Micro-Folie mobile	Suivi du partenariat entre la CCOB et les communes Analyse quantitative de la fréquentation du lieu et des médiations culturelles réalisées par année.	Développer et faciliter l'accès à la culture sur le territoire. Proposer un nouvel outil culturel numérique et ludique
Restauration du château médiéval et création d'un parcours de visite	Suivi et points d'étapes avec les différents partenaires (DRAC, ABF, l'association les amis du vieux château) Suivi des travaux	Restaurer le monument et préserver les vestiges historiques, les rendre accessible au public. Renforcer la vocation touristique et donc l'attractivité du centre-ville Affirmer le rôle du château

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

		médiéval comme élément central de l'identité Briarde.
Revoir la signalétique piétonne et commerciale du centre-ville	Suivi et point d'étape entre la ville et le prestataire de l'étude via des échanges et comité de projet Installation d'un nouveau dispositif piéton	Rendre plus visible l'offre commerciale et assurer ainsi son développement. Encourager les déplacements piétons dans le centre-ville et valoriser son patrimoine

- **Orientation n°4 :** Inscrire Brie-Comte-Robert dans une logique d'amélioration environnementale afin d'assurer son ancrage dans les problématiques écologiques actuelles.

Orientation 4

Indicateur	**Référence**	**Objectif**
Rénovation du complexe sportif Arthur-Chaussy – 2 gymnases COSEC, une salle de gymnastique et un dojo	Suivi et point d'étapes entre la ville et la maitrise d'œuvre	Adapter les équipements sportifs aux normes d'accessibilité et environnementale, et répondre aux nouveaux besoins des utilisateurs (collège et associations)
Faciliter les mobilités douces	Suivi et point d'étapes sur l'étude de diagnostic et de faisabilité pour définir les points de conflit et de rupture. Suivi en comité de projet Coordination avec le schéma stratégique cyclable de la CCOB. Installation de mobiliers adaptés et correction d'aménagements actuels inadaptés	Développer l'usage des déplacements doux pour diminuer l'impact de la présence automobile dans le territoire communal. Abaisser les rejets de Co2 des déplacements et limiter les nuisances pour les habitants

Les objectifs détaillés et les indicateurs propres à chaque action sont précisés dans chaque fiche action en annexe 4.

Article 10 – Utilisation des logos

Chacune des Parties autorise à titre non exclusif l'autre Partie à utiliser son nom et son logo en respectant la charte graphique afférente telle que figurant en Annexe 7, pour toute la durée du Contrat afin de mettre en avant le partenariat entre les Parties, et à le faire figurer de façon parfaitement visible et lisible sur ses supports de communication faisant référence aux actions réalisées dans le cadre de cette convention.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Il est précisé qu'aucun matériel, visuel, création, annonce, message de quelque nature que ce soit faisant référence à l'une des Parties ne pourra être créé, réalisé et/ou diffusé par l'autre Partie sans son consentement écrit préalable.

Chacune des Parties reconnaît (i) qu'elle n'acquiert aucun droit sur la charte graphique de l'autre Partie autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et (ii) qu'elle n'est pas autorisée à utiliser et / ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs à l'autre Partie, de quelque façon que ce soit (notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour sa propre publicité).

Le droit d'utiliser les éléments verbaux/graphiques de chacune des Parties est accordé uniquement pour la durée du Contrat et prendra automatiquement fin, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, à son terme, qu'elle qu'en soit la raison.

La commune est invitée à faire figurer le panneau signalétique Petites villes de demain en entrée de ville (modèle disponible en ligne).

Chaque opération réalisée doit faire l'objet d'un affichage pendant les travaux :

- identifiant clairement le lien avec le programme Petites villes de demain : logo ANCT/PVD et mention « L'Etat s'engage pour l'avenir des territoires » (modèle disponible en ligne);
- ainsi que les logos et mentions liés aux modalités d'attribution des subventions et financement propres à chaque Partie.

Article 11 – Entrée en vigueur, durée de la convention et publicité

L'entrée en vigueur du programme est effective à la date de signature du présent contrat, jusqu'à mars 2026.

Au terme de la convention, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

La présente convention est publiée au recueil des actes administratifs de l'EPCI signataire. Elle est transmise pour information au DDFIP ainsi qu'à l'ANCT. Elle pourra faire l'objet d'une mise en ligne, au niveau local et par l'ANCT.

Article 12 – Evolution et mise à jour du programme

Le programme est évolutif. Le corps de la convention et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du programme et après avis du comité de projet. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou de l'intitulé des orientations, de leurs objectifs et indicateurs.

Article 13 - Résiliation du programme

D'un commun accord entre les parties signataires du programme et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin à la présente présent convention.

Article 14 – Traitement des litiges

La présente convention est régie par le droit français.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable entre elles.

A défaut, et préalablement à l'engagement de toute action contentieuse et sous réserves des dispositions prises au titre des articles précédents, les parties s'engagent à recourir à la médiation en application des articles L 213-1 du code de la justice administrative du différend qui les oppose et de saisir le président du Tribunal administratif de Melun à l'effet d'organiser la mission de médiation et de désigner la ou les personnes qui en seront chargées.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Melun.

Signé à xxxx le xxx

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Sommaire des annexes

Annexe 1 – Diagnostic et préconisation du tissu commercial

Annexe 2 – Point d'étape Pré-étude OPAH

Annexe 3 – Résultats de l'enquête PURPOZ

Annexe 4 - Présentation du ou des périmètres des secteurs d'intervention des ORT

Annexe 5 – Fiches actions

Annexe 6 – Maquette financière

Annexe 7 - Logo

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Petites villes de demain

MAQUETTE FINANCIERE ANNUELLE RELATIVE AU PROGRAMME PETITES VILLES DE DE-MAIN POUR LA COMMUNE de Brie-Comte-Robert

ANNEE 2023

Au titre de l'année budgétaire 2023, sur la base des actions programmées de la convention-cadre, la maquette financière annuelle prévisionnelle précise les financements prévus en début de chaque année.

Certains projets, étant encore en cours de maturation, pourront nécessiter des ajustements de cette maquette financière au cours de l'année.

Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total HT	Part MO	Part Etat	Part autres financeurs (et nom des financeurs)	Précisions sur niveau de validation pour chaque financeur
Pré-étude OPAH	Ville	46 425	25% (11 606,25€)		ANAH : 50% (23 212,50€) Banque des Territoires : 25% (11 606, 25€)	Validé
Suivi-animation OPAH	Ville	50 000	50 % (25 000€)		ANAH : 50% (25 000€)	En attente du prochain marché
Recrutement d'une manager commerce	Ville	38 400	50% (19 200€)		Banque des territoires : 50% (19 200 €)	Validé
Signalétique piétonne Centre-Ville	Ville	13 070	100%			
Restauration Château et parcours historique	Ville	50 000	100%			
Réhabilitation du complexe sportif le COSEC	Ville	2 500 000	60%	20% DSIL (510 000€) ANS (40 %): 1 000 000€	Région (18%): 447695 € D77 (40 %) 1 000 000€	En attente de validation
Application mobile	Ville	2 200	A préciser	A préciser		

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Patrimoine et Tourisme						
Faciliter les mobilités douces	Ville	50 000€	50 à 75%		Région : 25 à 50%	En attente du chiffrage complet
Création d'une Micro-Folie mobile	CCOB	32 734€	20% (6 546,96€)	FNADT : 80% (26 187,04€)		Validé
Création d'un tiers-lieu	Ville	50 000€	100% (sous condition de validation du budget)	Recherche de subvention en cours	Recherche de subvention en cours	En attente de chiffrage
Rénovation des devantures commerciales	Ville	5 000€	100%			
Agriculture urbaine – Ouverture d'un espace de promenade	Ville	40 000€	100% (sous condition de validation du budget)	Recherche de subvention en cours	Recherche de subvention en cours	En attente de chiffrage

Total crédits Etat sollicités par type de crédits	Plan de relance	FNADT	DETR	DSIL	Volet territorial du CPER	Autres (préciser)
	20 000€	26 546.96€		510 000€		

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

FICHES ACTIONS

28/11/2022

Petites Villes de Demain

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

FICHES ACTIONS

N°1 : Création d'une Micro-Folie mobile

N°2 : Agriculture urbaine – ouverture d'un espace de promenade

N°3 : Création d'une boutique éphémère

N°4 : Encourager la participation citoyenne pour l'élaboration du projet PVD

N°5 : La réhabilitation du centre culturel « La Fontaine »

N°6 : Création d'un Tiers-Lieu : « la Villa Memoria »

N°7 : Formation et aides aux commerçants pour le passage au numérique

N°8 : Développer des partenariats entre commerces sédentaires et non sédentaires.

N°9 : Création d'une foncière de redynamisation

N°10 : Diagnostic pré-opérationnel de l'appareil commercial du centre-ville de Brie-Comte-Robert

N°11 : Pré-étude OPAH

N°12 : Suivi-animation OPAH

N°13 : Réhabilitation du complexe sportif Arthur Chaussy - Le COSEC

N°14 : Lutter contre les îlots de chaleurs : végétalisation des cours d'écoles.

N°15 : Repenser la signalétique piétonne en centre-ville

N°16 : Faciliter les mobilités douces

N°17 : Aide à la rénovation des devantures commerciales

N°18 : Application Mobile – Patrimoine et Tourisme

N°19 : Achèvement de la restauration du vieux château et ouverture au public des tours et courtines

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N°

Orientation stratégique	**Orientation n°3** : De la promotion du patrimoine historique au développement de nouveaux outils culturels : quand l'environnement pittoresque de Brie-Comte-Robert devient un axe majeur du projet de revitalisation.
Action nom	Création d'une Micro-Folie mobile
Action n°	N°1
Statut	Engagé
Niveau de priorité	*Fort*
Maître d'ouvrage	CC L'Orée de la Brie
Description de l'action	La Communauté de Communes de l'Orée de la Brie (CCOB) est composée de 4 communes aux caractéristiques différentes (population, profil socio-économique, offre en équipement, accès à la culture, etc.) et la ville principale, Brie-Comte-Robert, y joue un rôle de centralité. C'est dans ce contexte qu'elle fait aujourd'hui partie du dispositif "Petites Villes de Demain" porté par l'Etat. La CCOB souhaite mettre en place une micro-folie mobile, qui puisse ainsi se déplacer dans tout le territoire, pour faciliter l'accès à la culture dans l'ensemble des communes. L'objectif est ainsi de réduire l'écart de l'offre culturelle et artistique entre les différentes villes. En effet, si Brie-Comte-Robert offre une grande diversité culturelle à ses habitants (salle de concerts, médiathèque, musées, exposition "hors les murs", etc.) les plus petites communes ne sont pas équipées de la même façon. Cette micro-folie mobile touchera autant les publics libres que les écoles qui auront ainsi la possibilité d'accueillir en leur sein ce dispositif culturel. Elle sera l'occasion d'offrir au corps enseignant un nouvel outil d'éducation artistique. Elle permettra donc d'offrir un accès facilité à la culture

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	dans les petites communes et complètera l'offre de la commune PVD. La création d'une micro-folie mobile sur la CCOB a aussi d'autres objectifs tels que l'organisation de temps d'échange et de découverte sur une thématique précise avec un public s'y intéressant et en lien avec une manifestation ou exposition en cours. Cela permet d'élargir les médiums accessibles aux visiteurs sur un sujet donné et attirera un nouveau public dans les lieux culturels plus classiques. Elle pourra aussi servir de support pour développer la concertation citoyenne sur le territoire. En effet, la micro-folie peut offrir des temps de discussion sur des projets locaux grâce à la présentation d'œuvres d'art qui serviront ici de clé de compréhension. La micro-folie est ici vue comme un outil multifacette permettant d'offrir à la population de la communauté de communes une nouvelle façon d'accéder à l'art en utilisant le numérique et son attrait ludique. Elle sera aussi un support pédagogique pour co-construire des projets. Elle permettra aussi d'attirer un nouveau public, plus "connecté", et peut-être non-résident de la CCOB.
Partenaires	L'établissement public du parc et de la grande halle de la Villette accompagne les collectivités dans l'aboutissement du projet (calibrage, faisabilité). Le ministère de la culture via la DRAC soutient aussi la réalisation du projet. Une subvention au titre du FNADT a été demandée à l'Etat pour participer au financement du projet. Concernant les acteurs locaux qui feront vivre cette micro-folie mobile, sont envisagées les écoles, les associations culturelles locales dont fait partie l'association des Amis du vieux château (responsable des fouilles des monuments historiques de Brie-Comte-Robert) les centres-sociaux des communes ainsi que leur médiathèque et musée. En dehors du territoire de la CCOB, il est nécessaire de créer un partenariat avec les micro-folies aux alentours (celle de Melun par exemple).
Dépenses prévisionnel/définitif	Budget à prévoir :

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	Pour l'investissement : 32 734€ HT soit 39280 € TTC Pour le fonctionnement : 1336.2€ par an pour la sollicitation d'un service civique. Moyens à mobiliser : - 1 ordinateur - 1 écran - 20 tablettes - 1 borne Wi-Fi - 40 casques audio - 1 sono - 10 casques VR - 1 vidéoprojecteur laser - 1 système de rangement nomade, - 20 systèmes de piètement pour tablettes - Divers matériels (câbles, cartes mémoires, micro, tabourets, chargeurs, etc.)
Plan de financement définitif	FNADT pour l'investissement (80% des dépenses en investissement HT) Soit : une subvention obtenue de 26 187.04€ et un reste à charge pour la CCOB de 6 546.76€. Concernant le fonctionnement : Mobilisation d'un agent en interne et sollicitation d'un service civique. Sur 12 mois, la dépense représente 721128€ dont 5 875.02€ sont à la charge de l'Etat (indemnité au titre du service civique).
Calendrier	Lancement de la démarche en juillet 2022 pour une inauguration en juin 2023 et un déploiement dans les écoles pour la rentrée scolaire 2023.
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Les critères seront à la fois qualitatifs et quantitatifs : nombre de séances en libre et en groupe, nombre de visiteurs, avis des visiteurs, diversité des collections, retours des partenaires locaux...
Conséquence sur la fonction de centralité	L'implantation d'une micro-folie mobile sur le territoire de la CCOB permettra de faciliter l'accès à l'art et à la culture pour une population qui peut se sentir éloigner des centres artistiques institutionnels. Ce dispositif permet aussi de lutter contre la fracture numérique qui peut exister au sein d'une population vieillissante. Même si Brie-Comte-Robert est déjà dynamique en matière d'actions culturelles et bien équipée, l'usage de

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	la micro-folie permettra d'élargir l'éventail des possibilités en enrichissant toujours plus son offre. Elle développera ainsi son attractivité via le scolaire, la culture, et le tourisme. La commune bénéficiera aussi d'un nouveau moyen de communication plus ludique et qui touchera ainsi une population parfois plus difficile à solliciter sur des projets municipaux.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N°

2

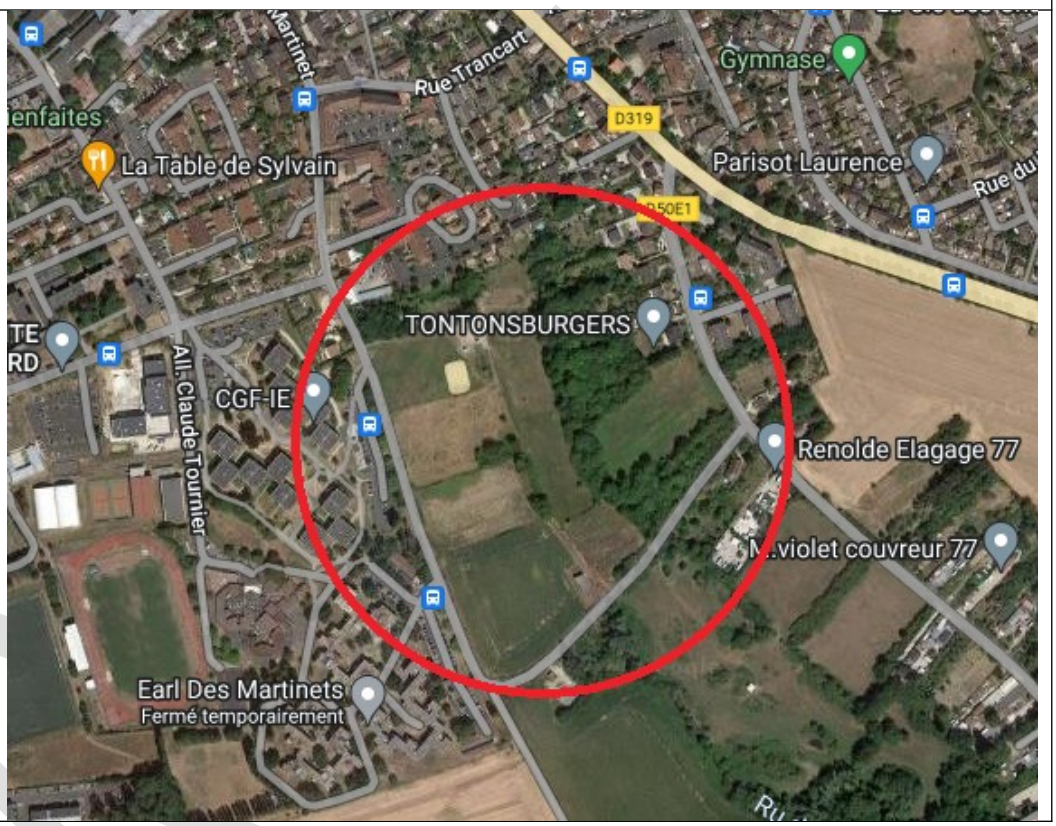
Orientation stratégique	**Orientation n°4 :** Inscrire Brie-Comte-Robert dans une logique d'amélioration environnementale afin d'assurer son ancrage dans les problématiques écologiques actuelles.
Action nom	Agriculture urbaine – ouverture d'un espace de promenade
Action n°	2
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	La commune de Brie-Comte-Robert souhaite devenir plus résiliente en matière de production alimentaire afin de répondre aux objectifs de sobriété imposés par un contexte écologique et économique de plus en plus oppressant. La ville tend ainsi à travailler sur l'autonomie alimentaire de son territoire. Parallèlement à cela, et pour accompagner l'augmentation de sa population, elle souhaite ouvrir de nouveaux espaces de balade pour affirmer la place centrale que doit avoir le végétal dans la gestion des espaces urbanisés. Une emprise foncière, aujourd'hui presque entièrement privée, semble tout à fait adaptée pour accueillir ce type d'activités. Il s'agit de terres agricoles entretenues mais pas fortement exploitées ainsi que d'un bois laissé sans gestion particulière. Celle-ci se situe au niveau de la Vallée du Cornillot et l'emprise agricole oscille aux alentours de 5 hectares. La surface boisée s'étend, pour sa part, sur un peu plus de 2 hectares. L'objectif de cette action est donc de développer sur l'ensemble de l'emprise foncière ces deux activités : la production maraîchère bio et locale et la création d'un lieu de balade dans le secteur boisé. A terme, la ville devra travailler avec un maraicher autonome qui s'engagera à produire des fruits et légumes bio à destination des écoles municipales. Des animations pourront être organisées sur place pour sensibiliser les différents publics aux enjeux de l'agriculture urbaine. Brie-Comte-Robert restera propriétaire des sols.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	L'aboutissement de ce projet nécessite de nombreuses étapes en amont, dont l'acquisition du foncier, la définition exacte des objectifs quantitatifs et qualitatifs de la production agricole attendue, la réalisation d'une étude agronomique des sols, l'aménagement des parcelles et l'achat de matériels agricoles. Le choix du maraicher qui contractualisera cette mission avec la Ville sera essentiel à la réussite du projet. Cette ferme urbaine pourra rejoindre à terme, un projet de plus grande ampleur portée par la CCOB. Il s'agira de la création d'une cuisine centrale qui s'adressera à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes. Par la suite, ces actions pourront s'inscrire dans un PAT qui assurera la définition d'une véritable stratégie de production agricole intercommunale. La ferme maraichère bio espérée sur Brie-Comte-Robert s'inscrit ainsi dans une logique plus globale et participera à l'objectif de prétendre à une autonomie alimentaire.
Partenaires	Partenaire technique en cours de sélection Partenaires financiers espérés Région IDF et Banque des Territoires
Dépenses prévisionnel/définitif	Budget à définir : - Etudes : montant estimé autour de 50 000€ - Suivi technique (proposition d'aménagement, mise en place du dispositif, contractualisation et choix du maraicher, etc.) : montant estimé autour de 50 000€ L'achat du foncier est estimé à 300 000€
Plan de financement prévisionnel / définitif	Région IDF : Aide « Agriculture Urbaine » : jusqu'à 50% du montant du projet (subvention maximale : 50 000€), avec un seuil minimal de 5 000€. Région IDF : Aide « Création et amélioration d'espaces verts » : création et ouverture au public de nouveaux espaces verts et de nature : 500 000 par projet (600 000€ si le maître d'ouvrage a recours à des entreprises d'insertion, des associations d'insertion ou des entreprises adaptées), Banque des Territoires : à définir
Calendrier	Le calendrier de réalisation dépend de la définition du projet et de l'acquisition du foncier.
Indicateurs de suivi et d'évaluation	La difficulté de ce projet réside dans l'acquisition du foncier. Celle-ci doit être rendue possible avant la fin du programme PVD.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Conséquence sur la fonction de centralité	Faire de Brie-Comte-Robert, un territoire plus résilient dans le domaine alimentaire affirmera son caractère dynamique et innovant. En prenant conscience des enjeux climatiques et écologiques qui se jouent actuellement, et en adaptant ses pratiques, la ville assure son rôle de centralité en se positionnant comme exemple.
Annexes	

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 3

Orientation stratégique	**Orientation n°2 :** Accompagner le développement des commerces de proximité et affirmer leur implication dans la valorisation du territoire Briard.
Action nom	Création d'une boutique éphémère
Action n°	3
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	La « Boutique Ephémère » pourra se développer dans les locaux d'un autre projet porté par le dispositif PVD : le Tiers-lieu de la Villa Memoria. En effet, sa situation centrale et son caractère novateur se prête parfaitement à l'exercice. L'objectif sera de soutenir les artisans et créateurs dans leur activité professionnelle tout en faisant découvrir aux clients une nouvelle offre commerciale. Cette boutique éphémère devra assurer une meilleure fréquentation du centre-ville en encourageant les habitants et les visiteurs récurrents à venir découvrir les nouveaux exposants. Un travail de communication sera nécessaire pour attiser la curiosité des potentiels clients et ainsi assurer une bonne fréquentation du lieu. Le concept des Boutiques Ephémères devenant de plus en plus reconnu, l'installation de ce dispositif dans les locaux du futur tiers-lieu facilitera aussi sa découverte. Cette boutique éphémère sera ainsi une porte d'entrée pour venir découvrir et visiter le Tiers-Lieu.
Partenaires	Partenaire technique : à définir Partenaires financiers pressenti : Région IDF – Banque des Territoires.
Dépenses prévisionnel/définitif	Actuellement, budget intégré dans le projet du Tiers-Lieu
Plan de financement prévisionnel / définitif	Idem
Calendrier	Ouverture dépendante de l'inauguration du tiers-lieu soit en 2025

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Indicateurs de suivi et d'évaluation	Turn-over des créateurs efficaces et analyse du taux de fréquention
Conséquence sur la fonction de centralité	Ce projet favorisera l'attractivité du centre-ville en proposant une nouvelle activité commerciale aiguisant la curiosité du passant et en apportant du dynamisme. Brie-Comte-Robert pourra se positionner comme un soutien aux créateurs en assurant leur promotion tout en étoffant ou en complétant l'offre commerciale déjà présente dans le centre-ville.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 4

Orientation stratégique	**Orientation n°4 :** Inscrire Brie-Comte-Robert dans une logique d'amélioration environnementale afin d'assurer son ancrage dans les problématiques écologiques actuelles.
Action nom	Encourager la participation citoyenne pour l'élaboration du projet PVD
Action n°	4
Statut	Engagé
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Brie-Comte-Robert considère que l'avis des habitants et des usagers récurrents est primordial pour élaborer intelligemment un projet de territoire qui corresponde réellement aux attentes de la population. La participation citoyenne est ainsi une condition *sine qua non* pour un projet de ville « sur-mesure ». L'objectif est d'appliquer cette méthode de travail sur les différents sujets ou projets dont les enjeux semblent particulièrement importants. Ainsi, une plateforme numérique a déjà été utilisée pour élaborer le diagnostic du territoire et pour recueillir plusieurs pistes de réflexion et attentes concrètes. Les retours ont été riches et nombreux. Il est déjà prévu de solliciter à nouveau les citoyens sur certains projets tels que le Tiers-Lieu par exemple.
Partenaires	Partenaire technique : Purpoz (plateforme numérique de concertation citoyenne) Partenaire financier : Banque des Territoires
Dépenses prévisionnel/définitif	

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	Banque des Territoires : : prise en charge financière de la plateforme pendant 1 an. Au-delà, prévoir 200€ par mois en fonction des paramétrages, il n'y a pas d'engagement. Le logiciel peut donc être utilisé pour un seul projet par exemple.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Inscription au budget en fonction des projets
Calendrier	Au fil des projets
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Analyse quantitative et qualitative des réponses.
Conséquence sur la fonction de centralité	En mettant le citoyen au cœur du débat PVD, la ville s'assure de répondre aux besoins des administrés. La revitalisation du territoire est ainsi facilitée puisque les outils mis en place ont été préalablement validés, voire amendés, par les usagers eux-mêmes.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 5

Orientation stratégique	**Orientation n°4 :** Inscrire Brie-Comte-Robert dans une logique d'amélioration environnementale afin d'assurer son ancrage dans les problématiques écologiques actuelles.
Action nom	La réhabilitation du centre culturel « La Fontaine »
Action n°	5
Statut	Validé
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Le centre culturel la fontaine accueille des activités culturelles et de loisirs, proposées par l'association la fontaine et la Direction des affaires culturelles. Ainsi, ce centre culturel accueille des activités régulières d'ateliers ou bien de stages ponctuels très diversifiés, mais également des actions de sensibilisation auprès des habitants, ainsi qu'une programmation culturelle, notamment dans le domaine des musiques actuelles. Le centre culturel est situé place Moutier, au cœur du centre-ville historique, dans une ancienne école et bénéficie ainsi d'une situation privilégiée. Le bâtiment qui accueille le centre culturel est répertorié au sein de l'AVAP et fait partie du patrimoine historique (non inscrit) de la Commune. Le centre culturel dispose de 541 adhérents et propose près de 578 places hebdomadaires pour ses ateliers et activités. Les locaux du centre-ville accueillent notamment les ateliers d'arts plastiques, de loisirs créatifs, d'art dramatique, de musique (grâce notamment à un studio de répétition), de chorale, de forme et bien-être et de langues étrangères. Une programmation culturelle est également proposée sur le site, avec des concerts de musiques actuelles et du

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	théâtre, pour des artistes amateurs locaux, ou bien des semi-professionnels, pour environ 16 dates à l'année. La jauge du centre culturel est d'une centaine de spectateurs maximum. Même s'il a bénéficié d'un entretien courant, le bâtiment du centre culturel est devenu obsolète au fil des années. Ainsi, actuellement il ne répond plus aux normes d'accessibilité et thermiques, et il ne donne plus des conditions d'usagers satisfaisantes aux nombreux utilisateurs. Par ce projet, la Commune souhaite opérer une importante opération de mises aux normes et d'agrandissement, permettant au centre culturel de répondre aux besoins actuels et futurs de cet équipement qui participe activement à l'attractivité du centre-ville. L'ensemble du bâtiment sera rendu accessible aux différents publics, et notamment ceux souffrant de handicap (par exemple un ascenseur sera installé), et il bénéficiera d'une réhabilitation énergétique importante permettant de lui faire gagner deux classes énergétiques au DPE. Par ailleurs, les locaux seront agrandis pour un meilleur accueil des publics, et le studio ainsi que la salle de concerts de musiques actuelles bénéficiera d'un traitement adapté à son usage, notamment pour diminuer les nuisances sonores.
Partenaires	Partenaires financiers : Etat, Région IDF, Département
Dépenses prévisionnel/définitif	Honoraires et études : 207 000€ HT Travaux : 1 381 853€HT
Plan de financement prévisionnel / définitif	Demande de subvention en 2023. Attente d'un soutien financier à hauteur de 50% des dépenses, toutes aides confondues.
Calendrier	2023 : demandes de subventions et marché de maîtrise d'œuvre 2024 : marché de travaux (1ere trimestre) 2024/25 : 18 mois de travaux
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Réalisation des travaux dans le calendrier impartis

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

FICHE ACTION N°

Conséquence sur la fonction de centralité	Le centre culturel étant situé en centre-ville de Brie-Comte-Robert, le projet en renforcera l'attractivité et son envergure locale en termes de programmation culturelle. Cet équipement participera ainsi au développement économique et culturel de la Commune. Ajouté aux objectifs de rénovation énergétique, ces travaux de réhabilitation permettront de maintenir et de conforter le rôle de cet équipement public culturel pour les administrés.

Orientation stratégique	**Orientation n°2 :** Accompagner le développement des commerces de proximité et affirmer leur implication dans la valorisation du territoire Briard.
Action nom	Création d'un Tiers-Lieu : « la Villa Memoria »
Action n°	6
Statut	Validé
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Le projet s'implantera sur deux parcelles, acquises en 2017 par Brie-Comte-Robert. Il s'agit de la AP 34 et la AP 35 sises 4, rue du Château. Cette emprise est en plein cœur de ville et fait face au Château médiéval, monument historique datant du XIII^{ème} siècle. Elle évolue donc dans un environnement à forte valeur patrimoniale, d'autant plus que la parcelle AP 35 abritait, à l'époque, l'ancien lavoir du château, et une résurgence d'eau alimente les douves depuis ce terrain. Quant à la parcelle AP 34, une propriété dénommée « Villa Mémoria » y est implantée. Il s'agit d'un bâtiment dans un piteux état érigé en R+1+C. Malgré l'état de délabrement avancé de cette emprise, son passif historique et sa localisation lui offre un

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	potentiel de mutation exceptionnel. Ainsi, les élus souhaitent exploiter la construction existante en développant sur ces deux parcelles un espace hydride, type Tiers Lieu qui pourra offrir aux briards des usages nouveaux participant à l'animation du centre-ville. En effet, la programmation de cet espace est encore en cours de définition mais les usages devront servir de levier à l'attractivité de la ville en offrant plus de visibilité aux patrimoines construits et paysagers qu'ainsi qu'aux activités commerciales. Ce lieu a pour objectif de devenir un point de rencontre et d'échange à destination des habitants pour développer du lien social. Ainsi, la programmation sera définie autour de plusieurs grandes thématiques : (Il s'agit ici de plusieurs pistes de réflexion et non pas de la programmation finalisée.) 1) Encourager les activités économiques et artisanales - Salon de thé et café - Petite restauration type brasserie - Développement d'une boutique éphémère - Vente de produits locaux et régionaux - Vente d'articles des boutiques Briardes (ou CC) pour promouvoir les commerces de proximité - Aménager un espace pour permettre aux artisans locaux de proposer des ateliers à destination des habitants (atelier floral, joaillerie, etc.) 2) Encourager l'insertion territoriale des habitants dans leur commune - Création d'espaces de coworking (salle de réunion, bureau à réserver) et aménagement du café pour permettre un lieu accueillant de rencontres et d'échanges professionnels. - Espace d'exposition pour les habitants afin de promouvoir les talents briards 3) Valoriser le patrimoine local - Aménagement d'une terrasse pour le salon de thé et la brasserie en gardant une trace du passé via une référence à l'eau. - Travailler sur la valorisation de la biodiversité entre les extérieurs du Tiers-lieu et les douves du

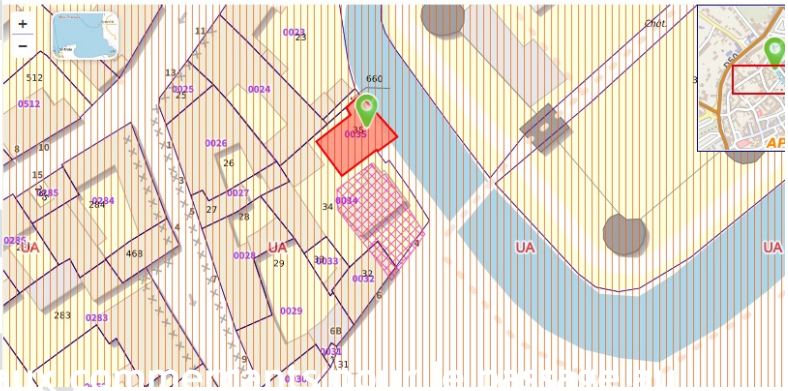
PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	château - Aménager des espaces de plantation type « jardin des simples » pour l'usage du commerce de bouche. Une réflexion devra être menée sur le besoin, ou non, de produire du logement pour l'équilibre économique de l'opération. Une étude en ingénierie va être nécessaire pour réaliser un diagnostic des besoins du territoire afin d'aboutir à une programmation précise. Cette étude aura aussi pour objectif d'aider la collectivité à identifier un collectif d'acteurs publics et privés afin de définir le modèle juridique et économique le plus adapté à la réalisation du projet. Concernant la phase « réalisation », un important chantier sera nécessaire pour remettre en état le bâti et les extérieurs afin qu'ils répondent au cahier des charges. L'équipement devra être fonctionnel, conforme aux attentes de l'ABF (l'emprise est située en SPR), il devra aussi être conforme aux règlementations énergétiques ainsi qu'être en conformité avec les règles ERP.
Partenaires	Partenaire technique : à définir Partenaires financiers pressenti : Banque des Territoires Région Ile de France
Dépenses prévisionnel/définitif	Etudes juridiques-économiques-techniques : 50 000€HT Maîtrise d'œuvre et études : 60 000€HT Travaux : 500 000€ HT Clôture, portail et plantations : 20 000€ HT
Plan de financement prévisionnel / définitif	Demande de subvention à partir de 2023 La Banque des Territoires propose une aide « Créer des tiers-lieux d'innovation sociale pour contribuer au développement économique des territoires ». Région IDF : subvention pour les travaux.
Calendrier	Année (s) de réalisation : 2023/2025
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Le projet doit aboutir à la création d'un espace créateur de liens sociaux mettant en valeur le patrimoine, et une

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	offre commerciale nouvelle pour renforcer l'attractivité du centre-ville. Seront donc évalués au cours du dispositif PVD l'aboutissement des différentes étapes assurant la définition du projet (programmation, porteur de projet, aménagement, etc.) et les premiers résultats suite à l'ouverture au public.
Conséquence sur la fonction de centralité	Ce projet étant situé en centre-ville de Brie-Comte-Robert, et à proximité immédiate avec le Vieux Château, il en renforcera l'attractivité et sa vocation de destination touristique d'envergure régionale. Le projet participera ainsi au développement économique et culturel de la commune. Il aura aussi pour objectif de créer du lien social entre les usagers et ainsi d'affirmer le rôle de pôle de centralité de Brie-Comte-Robert.
Annexes	

PROJET

Orientation stratégique	**Orientation n°2 :** Accompagner le développement des commerces de proximité et affirmer leur implication dans la valorisation du territoire Briard.
Action nom	Formation et aides aux commerçants pour le passage au numérique
Action n°	7
Statut	En projet
Niveau de priorité	Faible
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Description de l'action	Cette mission sera développée par le Manager commerce. L'objectif est d'encourager le développement numérique pour accroître la compétitivité des artisans, des TPE et des commerces de proximité et adapter leurs services aux attentes des consommateurs dans un contexte économique et sanitaire en évolution. Cette action pourra se développer avec l'outil qui semblera le plus adapté : - Outil de référencement et communication sur les médias sociaux - Application de ville - Solution d'analyse de flux piétons - Paiement sans espèces et monnaie locale - Programme de fidélité - Solution d'optimisation opérationnelle (caisse connectée…) - Site de vente en ligne - Solution de E-réservation et de click-&-collect - Plateforme E-commerce des commerçants - Etc.
Partenaires	Banque des Territoires via l'aide : « Obtenir un co-financement pour la mise en service d'une solution numérique dédiée aux commerces du centre-ville ». Une PVD peut bénéficier d'une subvention forfaitaire de 20.000 € TTC, dans la limite de 80% du montant TTC de la dépense L'aide est ponctuelle. Une veille sera nécessaire.
Dépenses prévisionnel/définitif	A définir
Plan de financement prévisionnel / définitif	A définir
Calendrier	A définir
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Analyse quantitative et qualitative de l'accompagnement des commerçants.
Conséquence sur la fonction de centralité	Consolider le tissu commercial local pour en assurer sa pérennité.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 8

Orientation stratégique	**Orientation n°2 :** Accompagner le développement des commerces de proximité et affirmer leur implication dans la valorisation du territoire Briard.
Action nom	Développer des partenariats entre commerces sédentaires et non sédentaires.
Action n°	8
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Cette mission sera développée par le Manager commerce. Il s'agit ici de développer les partenariats entre les commerces installés dans l'hypercentre-ville de Brie-Comte-Robert et les commerces non sédentaires, présents sur le marché forain. Les objectifs du partenariat seront d'assurer une complémentarité de l'offre commerciale, d'augmenter la fréquentation des commerces sédentaires et non sédentaires lors des jours de marché. Ce partenariat pourra aussi se traduire par l'organisation d'évènements conjoints visant à donner plus de visibilité aux différents types de commerces.
Partenaires	Néant
Dépenses prévisionnel/définitif	Néant
Plan de financement prévisionnel / définitif	Néant
Calendrier	A partir de 2023
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Analyse qualitative de la traduction opérationnelle du partenariat.
Conséquence sur la fonction de centralité	Enrichir le tissu commercial local pour en assurer sa pérennité

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N°

Orientation stratégique	**Orientation n°2 :** Accompagner le développement des commerces de proximité et affirmer leur implication dans la valorisation du territoire Briard.
Action nom	Création d'une foncière de redynamisation
Action n°	9
Statut	En projet
Niveau de priorité	Faible
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Une réflexion est menée sur l'opportunité de créer une foncière de redynamisation permettant la restructuration des locaux d'activités. La ville pourrait s'appuyer sur la SEM déjà existante. Même si cet outil semble répondre à la problématique locale, il est nécessaire de vérifier en amont s'il est adapté au territoire de Brie-Comte-Robert. La réalisation de cette action sera donc à l'étude à partir de 2023 afin de se positionner sur sa réalisation.
Partenaires	Banque des Territoires
Dépenses prévisionnel/définitif	A définir
Plan de financement prévisionnel / définitif	A définir
Calendrier	A définir
Indicateurs de suivi et d'évaluation	A définir
Conséquence sur la fonction de centralité	Réorganiser les cellules commerciales du centre-ville afin de permettre un meilleur développement et ainsi une meilleure croissance des commerces de proximité.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N°

Orientation stratégique	**Orientation n°2 :** Accompagner le développement des commerces de proximité et affirmer leur implication dans la valorisation du territoire Briard.
Action nom	Diagnostic pré-opérationnel de l'appareil commercial du centre-ville de Brie-Comte-Robert
Action n°	10
Statut	Engagé
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Pour permettre à la commune de définir au mieux sa stratégie de dynamisation commerciale, il est important qu'elle ait un état des lieux de la situation actuelle. Dans cette optique, un diagnostic en trois phases est attendu. Le périmètre de l'étude porte sur le centre-ville et s'étend aux limites administratives de la commune. L'étude devra aussi prendre en compte les dynamiques extérieures à la ville qui ont une influence sur le marché économique local et sur l'état de santé des commerces de proximité. **1. Analyse du pôle commercial dans son environnement global** L'objet ici est de développer une analyse morphologique (site, bâti commercial, etc.) et typologique (type de commerce, caractéristiques des locaux commerciaux, etc.) du pôle commercial du centre-ville et ses interactions avec les grands centres commerciaux aux alentours. Cette partie devra aussi permettre de prendre connaitre le ressenti des professionnels du commerce. **2. Analyse du marché local** Après avoir mis en évidence les grandes caractéristiques

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	du pôle commercial du centre-ville, il est nécessaire de connaître plus précisément son état de santé. L'objectif ici est de définir la zone de chalandise du coeur de ville, la santé économique des principaux commerces de proximité et les caractéristiques socioéconomiques des clients. Des données sur l'évasion commerciale et sur les tendances de marché (digitalisation, click and collect, circuit court, etc.) complèteront cette analyse. **3. Proposition de préconisations pour soutenir et développer le tissu commercial local** Après la description du pôle commercial du centre-ville, des préconisations seront attendues pour aider l'équipe municipale à spécifier son projet de dynamisation commerciale du territoire. Celles-ci pourront concerner les activités à fort potentiel qui pourraient se développer en centre-ville, des propositions d'accompagnement des commerces existants, ou toutes préconisations qui sembleront adaptées au contexte local.
Partenaires	Partenaire technique : CCI (réalisation de l'étude et prise en charge de 10% du coût de l'étude) Partenaire financier : Région IDF
Dépenses prévisionnel/définitif	Coût total de l'étude : 11 390€ HT soit 13 668 € TTC
Plan de financement prévisionnel / définitif	Total de 11 390 HT : CCI : prise en charge de 10% : 1139 € Région (IDF Ruralité) : subvention accordée de 30% : 3417€ Reste à charge de la commune : 6 834 € HT
Calendrier	Début de l'étude : août 2022 Fin de l'étude : fin novembre 2022
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Respect des délais, précision de la réponse et qualité du livrable
Conséquence sur la fonction de centralité	Au regard de l'augmentation de sa population et des enjeux de développement du centre-ville via son tissu commercial, Brie-Comte-Robert a tout intérêt à conforter son rôle de pôle de centralité dans la Région, car si la commune a connu un dynamisme certain au cours des dernières années, elle doit s'assurer de maintenir une

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N°

	attractivité harmonieuse pour ses habitants, ses entreprises et son paysage urbain. Les conclusions de cette étude seront donc fondamentales pour définir la stratégie commerciale du centre-ville pour conforter et améliorer son rôle de centralité.

Orientation stratégique	**Orientation n°1 :** D'un parc de logements vieillissant à une offre résidentielle attractive : une dynamique de réhabilitation des logements du centre-ville, respectueuse du patrimoine.
Action nom	Pré-étude OPAH
Action n°	11
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Au regard des problématiques de dévitalisation des centres-villes au profit des grandes centralités commerciales et suite à un appauvrissement de la qualité des logements dû aux vieillissements du bâti, l'équipe municipale souhaite agir concrètement pour améliorer la qualité de vie des habitants. En effet, Brie-Comte-Robert se caractérise actuellement par un centre ancien dynamique mais celui-ci montre quelques signes de faiblesse qu'il est important d'étudier dès à présent pour inverser la tendance. Les élus souhaitent donc renforcer l'attractivité de la ville et du territoire, et l'habitat est un enjeu prioritaire pour affirmer le rôle de Brie-Comte-Robert comme pôle de centralité. La lutte contre l'habitat indigne mais aussi l'accompagnement de la transition énergétique des logements ainsi que leur adaptabilité à un public parfois PMR ou vieillissant est primordiale pour améliorer l'environnement des Briards et ainsi participer à la

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	réussite du projet de territoire. A travers le dispositif Petites Villes de Demain, les enjeux de l'habitat seront aussi abordés par le prisme du patrimoine. Les propriétaires doivent être accompagnés dans leur projet de rénovation en respect avec le Site Patrimonial Remarquable afin de participer à l'amélioration du paysage. L'équipe municipale tend donc à profiter du dispositif pour améliorer significativement trois axes précis : le logement, l'activité commerciale et la valorisation du patrimoine et de la culture. L'objectif final de ce travail vise, sans conteste, la revitalisation du centre-ville et l'amélioration du cadre de vie.
Partenaires	Partenaire technique : Bureau d'études SEGAT (réalisation de la pré-étude opérationnelle) Partenaires financiers : La banque des Territoires et l'ANAH
Dépenses prévisionnel/définitif	Montant de l'étude : 46 425 € HT soit 55 710 € TTC
Plan de financement prévisionnel / définitif	Total de 46 425 HT : Etat ANAH : subvention accordée de 50% : 23 212.50 € HT Banque des Territoires : subvention accordée de 25% : 11 606.25 € HT Reste à charge de la commune : 11 606.25 € HT
Calendrier	Début de l'étude : aout 2022 Fin d'étude : avril 2023
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Respect des délais, précision de la réponse et qualité du livrable
Conséquence sur la fonction de centralité	La pré-étude OPAH assurera la définition d'une politique de remise en état du parc de logements privés (rénovation énergétique, lutte contre l'insalubrité, adaptabilité des logements) et permettra ainsi de maintenir la population du centre-ville. Cela pourra aussi attirer de nouveaux habitants en diminuant la part des logements vacants. Cette politique de l'habitat est indispensable pour rendre Brie-Comte-Robert encore plus attractive.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 12

Orientation stratégique	**Orientation n°1 :** D'un parc de logements vieillissant à une offre résidentielle attractive : une dynamique de réhabilitation des logements du centre-ville, respectueuse du patrimoine.
Action nom	Suivi-animation OPAH
Action n°	12
Statut	Validé
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Mairie de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Suite au rendu de l'étude pré-opérationnelle prévue pour le printemps 2023, la commune pourra définir sa stratégie et choisira le dispositif qui sera le plus adapté aux réalités locales (OPAH simple, RU, etc.). Cette seconde étape concernera donc l'application concrète de l'OPAH dont les objectifs qualitatifs et quantitatifs seront à ce moment-là, entièrement précisés. En effet, l'équipe municipale aura connaissance du nombre de logements dont l'amélioration est visée par des aides, combien sont concernés par une problématique de précarité énergétique, d'inadaptabilité, ou encore d'insalubrité. Le périmètre de l'OPAH sera aussi défini et permettra à l'ANAH de subventionner les travaux qui entrent dans son champ de compétente. Le bureau d'Etudes qui accompagnera la ville sera chargé, avec les services municipaux compétents, de faire aboutir les objectifs inscrits dans la convention OPAH.
Partenaires	Partenaire technique : à définir par un marché public Partenaire financier : ANAH

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Dépenses prévisionnel/définitif	Montant estimé de l'étude : environ 50 000€ HT
Plan de financement prévisionnel / définitif	Total de 46 425 HT : ANAH : subvention accordée de 35% des dépenses HT dans la limite annuelle de 87 500€
Calendrier	Fin 2023 - 2028
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Analyse des objectifs à atteindre dans le cadre de la convention OPAH
Conséquence sur la fonction de centralité	Le suivi-animation OPAH assurera l'application de la politique de remise en état du parc de logements privés (rénovation énergétique, lutte contre l'insalubrité, adaptabilité des logements) et permettra ainsi de maintenir la population du centre-ville. Cela pourra aussi attirer de nouveaux habitants en diminuant la part des logements vacants. Cette politique de l'habitat est indispensable pour rendre Brie-Comte-Robert encore plus attractive.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 13

Orientation stratégique	**Orientation n°4 :** Inscrire Brie-Comte-Robert dans une logique d'amélioration environnementale afin d'assurer son ancrage dans les problématiques écologiques actuelles.
Action nom	Réhabilitation du complexe sportif Arthur Chaussy - Le COSEC
Action n°	13
Statut	Validé
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Le complexe sportif Arthur Chaussy – le COSEC est un gymnase attenant au collège Arthur Chaussy et est composé aujourd'hui de 3 bâtiments juxtaposés : 2 gymnases et une petite salle de gymnastique. Ce complexe vétuste et énergivore n'offre plus un fonctionnement optimal au regard des activités accueillies (sous dimensionnement de certaines salles) et n'est plus aux normes en vigueur (accessibilité, PMR, etc.). Il ne répond donc plus aux attentes ni des usagers, ni des professionnels qui y travaillent. Le projet est donc de réhabiliter complètement l'ensemble actuel, de compléter les équipements (tribunes, vestiaires et sanitaires, local infirmerie, espace d'accueil, etc.), de créer des espaces de circulation cohérents, et de créer de nouvelles salles sportives. Dans ce projet de réhabilitation, il y a aussi le souhait de proposer des activités de remise en forme pour les séniors, et de « sport santé » en concertation avec le corps médical. Ainsi à terme, le complexe comptera deux gymnases, un dojo, une salle de gymnastique, une salle activité de la forme et un espace permettant de développer une activité sport-santé spécifique.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Partenaires	Partenaires financiers : - Département via le Fonds d'aménagement communal - Agence Nationale du Sport - Région au titre des « équipements sportifs de proximité » - Etat via la DSIL et la DETR
Dépenses prévisionnel/définitif	Le coût total estimé du projet est de : 6 357 838 €, réparti de la façon suivante : o 5 994 895 € HT pour l'ensemble des travaux o 362 943 € HT d'honoraires pour la maîtrise d'œuvre L'étude thermique permet d'envisager une économie d'énergie de l'ordre de 61 % à l'issue des travaux.
Plan de financement prévisionnel / définitif	En attente du retour de la demande du FAC (1 000 000 € d'aides attendues) sur un total de 6 357 838€ Sur 2023, ci-dessous les aides qui devraient être perçues, sous condition de validation : - DSIL : 510 000€. - L'agence Nationale du Sport : 1 000 000€ - Région IDE : 447 695 € - Département 77 : 1 000 000€ La DSIL sera aussi sollicitée en 2024
Calendrier	Les travaux seront conduits en 4 phases : Phase 1, de mars 2023 à mars 2025 : Construction de la nouvelle salle de gymnastique + salle activités de la forme Phase 2, de juillet 2023 à mai 2024 : rénovation du gymnase 2 Phase 3, de juin 2024 à septembre 2025 : rénovation gymnase 1 Phase 4, d'avril 2025 à février 2026 : réhabilitation et transformation de l'ancienne salle de gymnastique en un nouveau dojo.
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Réalisation des travaux dans le calendrier impartis

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Conséquence sur la fonction de centralité	La réhabilitation de ce gymnase permettra de lutter contre la précarisation des équipements publics de la commune et répondra aux besoins actuels en matière d'accès au sport. Ces travaux se veulent inclusifs en assurant à tout type de public de pouvoir exercer une activité physique. En s'assurant d'avoir des équipements sportifs qui répondent aux nouvelles normes énergétiques et qui proposent des activités et services adaptés à la demande actuelle, Brie-Comte-Robert peut maintenir voire renforcer leur fréquentation. Cela participe sans conteste à son attractivité et permet de satisfaire sa population et d'attirer, par ailleurs, d'autres résidents.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 14

Orientation stratégique	**Orientation n°4 :** Inscrire Brie-Comte-Robert dans une logique d'amélioration environnementale afin d'assurer son ancrage dans les problématiques écologiques actuelles.
Action nom	Lutter contre les îlots de chaleurs : végétalisation des cours d'écoles.
Action n°	14
Statut	Validé
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Ville de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	La ville de Brie-Comte-Robert souhaite mener un travail de réflexion sur l'aménagement de ses cours d'écoles au regard des problématiques liées au réchauffement climatique et au phénomène d'îlot de chaleur. Deux principaux groupes scolaires sont, pour le moment, concernés par cette réflexion. Dans ce cadre, la réflexion sera portée dès 2023 pour réfléchir sur un projet de désimperméabilisation de ces deux cours de récréation. Par ailleurs, le nouvel aménagement devra offrir aux enfants de nouveaux espaces de jeux qui soient adaptés à tous les publics, l'objectif étant que chacun y trouve sa place. Ce travail sera mené en concertation avec les équipes pédagogiques, les services municipaux mais aussi les parents et les élèves directement. Ce projet se voudra donc participatif. Il permet donc, à la fois de lutter concrètement contre les îlots de chaleur mais il est aussi l'occasion de repenser les usagers de ces espaces de jeu commun.
Partenaires	Partenaire financier : Région (dispositif « 100 îlots de fraicheur »)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Dépenses prévisionnel/définitif	Le budget est encore à définir. La région pourra subventionner la ville à hauteur de 200€/m^2 et jusqu'à 50% des dépenses éligibles (subvention maximale : 30.000€ pour les études pré-opérationnelles et 250.000€ pour les travaux).
Plan de financement prévisionnel / définitif	A définir
Calendrier	Début du projet prévu en 2023
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Aboutissement d'un projet co-construit et réalisation des travaux dans un délai de 2 ans.
Conséquence sur la fonction de centralité	La lutte contre les îlots de chaleur est aujourd'hui prioritaire si l'on veut assurer un maximum de confort et de sécurité aux usagers. Cela est d'autant plus vrai pour les projets de réhabilitation des cours de récréation qui concerne une population fragile : les enfants. La désimperméabilisation des écoles participe ainsi à la logique d'amélioration constante des équipements publics de la ville de Brie-Comte-Robert. La population est ainsi encline à s'inscrire davantage sur le territoire pour le long terme. De plus, en prenant conscience des enjeux climatiques et écologiques qui se jouent actuellement, et en adaptant ses équipements scolaires, la ville assure son rôle de centralité en se positionnant comme exemple.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 15

Orientation stratégique	**Orientation n°3 :** De la promotion du patrimoine historique au développement de nouveaux outils culturels : quand l'environnement pittoresque de Brie-Comte-Robert devient un axe majeur du projet de revitalisation
Action nom	Repenser la signalétique piétonne en centre-ville
Action n°	15
Statut	Validé
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Ville de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Brie-Comte-Robert jouit d'un centre-ville dynamique et à forte valeur patrimoniale. Cependant, il est primordial de donner plus de visibilité aux commerces et au patrimoine bâti. Le centre-ville est équipé d'une signalétique amenant le piéton vers le pôle commercial mais celle-ci est vieillissante, graphiquement pauvre et incomplète. Il est nécessaire de repenser en totalité la signalétique piétonne du centre-ville de Brie-Comte-Robert afin qu'elle puisse accompagner l'usager vers les zones commerçantes et les secteurs à fort intérêt touristique. L'installation d'une borne numérique est aussi envisagée pour communiquer sur les commerces, le tourisme et les évènements à venir dans la commune. Pour effectuer ce travail, la réalisation d'un diagnostic de la situation actuelle ainsi que des préconisations d'aménagements seront nécessaires pour aboutir à une nouvelle installation pérenne et efficiente. Un bureau d'études sera sollicité pour accompagner la ville dans cette démarche.
Partenaires	Partenaire technique pressenti : AMOS Signalétique
Dépenses prévisionnel/définitif	
Plan de financement prévisionnel / définitif	13 070€ HT

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Calendrier	Etude en 2023 Installation 2024
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Respect des délais, précision de la réponse et qualité du livrable
Conséquence sur la fonction de centralité	Cette étude permettra de mieux définir les besoins en matière de signalétique piétonne. Après l'installation, la ville gagnera ainsi une meilleure visibilité sur les grands atouts du centre-ville que sont le patrimoine historique et le pôle commercial. Les cheminements piétons pourront être réorganisés de façon à proposer au visiteur la découverte de la richesse culturelle de Brie-Comte-Robert. Par ailleurs, cette nouvelle signalétique piétonne devrait augmenter l'affluence piétonne dans le centre-ville en facilitant le parcours piéton.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022-DELIBE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 16

Orientation stratégique	**Orientation n°4 :** Inscrire Brie-Comte-Robert dans une logique d'amélioration environnementale afin d'assurer son ancrage dans les problématiques écologiques actuelles.
Action nom	Faciliter les mobilités douces
Action n°	16
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Ville de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Brie-Comte-Robert dispose de nombreuses pistes cyclables permettant de se déplacer en vélo à l'intérieur du territoire. Toutefois, certaines ruptures existent et des aménagements manquent afin d'encourager l'abandon de la voiture au profit du vélo pour les déplacements courts. Par exemple, la gare routière desservant les RER et TER de la Région n'est pas équipée en stationnement 2 roues sécurisées, or, cela rassurerait les usagers qui pourraient privilégier les 2 roues aux automobiles. Afin de fluidifier la circulation automobile et pour encourager le développement des déplacements doux, plus en phase avec les priorités écologiques actuelles, la ville doit revoir son réseau de pistes cyclables. Pour ce faire, la commune doit se faire accompagner par un bureau d'études spécialisé pour la réalisation d'une étude complète. Les objectifs de cette étude seront de faire un diagnostic de l'existant (définir les atouts et les faiblesses du réseau piéton et cyclable) et de proposer des préconisations d'amélioration pour rendre plus efficient l'usage des mobilités douces. Cela devra aboutir par la suite à des aménagements concrets. Par ailleurs, cette étude complétera le travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	actuellement réalisé par la CCOB sur l'élaboration du schéma stratégique cyclable. Celui-ci s'intéresse notamment à la réalisation de liaisons intercommunales assurant ainsi un maillage cyclable sur l'ensemble du territoire de l'EPCI.
Partenaires	Partenaire technique : à définir Partenaire financier : Région (Plan Vélo)
Dépenses prévisionnel/définitif	Entre 30 et 50000 € pour l'étude Un chiffrage sera nécessaire pour les aménagements possibles
Plan de financement prévisionnel / définitif	La subvention sera demandée en 2023 : Pour rappels, les plafonds de subvention de la Région sont définis selon les projets : • Études (stratégie cyclable ou études préalables de faisabilité) : 50.000€, • Maillage et apaisement de la circulation : 550€/ml, • Stationnement : 1.000€/place, • Jalonnement : 50€/ml, • Suivi-évaluation : 4.000€/point de comptage, • Services : 50.000€ pour les études, 80.000€ pour les projets.
Calendrier	Etude à réaliser en 2023 Travaux à réaliser en 2023 et/ou 2024 en fonction des objectifs.
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Respect des délais, précision de la réponse et qualité du livrable
Conséquence sur la fonction de centralité	Le développement des mobilités douces est aujourd'hui une priorité pour améliorer les déplacements et faciliter les accès aux équipements de la commune (équipements publics, transports, commerces, etc.) tout en répondant aux objectifs Bas-Carbone. En effet, l'amélioration des pistes cyclables et du parcours piéton existants permettra d'augmenter leur fréquentation et cela se répercutera aussi sur la qualité de l'air de la commune, souvent engorgée par les déplacements automobiles. Facilité les mobilités douces est donc un levier essentiel

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	pour assurer à Brie-Comte-Robert son rôle de centralité.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 17

Orientation stratégique	**Orientation n°2 :** Accompagner le développement des commerces de proximité et affirmer leur implication dans la valorisation du territoire Briard.
Action nom	Aide à la rénovation des devantures commerciales
Action n°	17
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Ville de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Les commerces de proximité de Brie-Comte-Robert participent significativement au dynamisme des rues du centre-ville. En plus des produits et services proposés, c'est aussi les façades commerciales qui impulsent cette dynamique. En effet, le caractère patrimonial de la façade, la transparence de la vitrine, la gestion de son éclairage, et le choix de l'enseigne sont autant de sujets qui valorisent l'aspect architectural de la rue. Consciente de cette réalité-là, la ville de Brie-Comte-Robert souhaite aider les commerçants dans leurs travaux de rénovation de leur devanture commerciale. Pour ce faire, une subvention va être proposée aux commerçants dont les conditions d'accès et le montant seront définis par la suite. Cette subvention sera attribuée dans les conditions suivantes : - Réhabilitation de la façades commerciales en accord avec les prescriptions de l'ABF - Amélioration de la qualité de l'enseigne en accord avec les prescriptions de l'ABF - Travaux visant à améliorer l'éclairage et permettant la réalisation d'économie d'énergie (avec l'engagement d'éteindre les vitrines

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	conformément aux horaires règlementaires).
Partenaires	Néant
Dépenses prévisionnel/définitif	5 000€ la première année. Le budget sera ajustable les années suivantes.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Néant
Calendrier	A partir de 2023
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Analyse et suivi du nombre de subventions attribuées sur l'année 2023.
Conséquence sur la fonction de centralité	La rénovation des façades commerciales assurera une valorisation des rues du centre-ville, ce qui améliorera, en définitive, l'expérience du piéton lors de ses déplacements. La rénovation des différentes façades aura donc deux principales conséquences positives : - L'amélioration de l'attractivité du centre-ville - L'amélioration de la fréquentation des commerces. Ces travaux affirmeront, sans nul doute, la fonction de centralité que joue Brie-Comte-Robert au sein de son EPCI.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 18

Orientation stratégique	**Orientation n°3** : De la promotion du patrimoine historique au développement de nouveaux outils culturels : quand l'environnement pittoresque de Brie-Comte-Robert devient un axe majeur du projet de revitalisation.
Action nom	Application Mobile – Patrimoine et Tourisme
Action n°	18
Statut	Validé
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Ville de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	La ville de Brie-Comte-Robert souhaite développer sur son territoire une application de valorisation du patrimoine pour permettre aux habitants de Brie et aux visiteurs de découvrir l'histoire de la ville, ses monuments et ses anecdotes. Cette application permettra une visite autonome et des circuits adaptés à tous les publics (âge, accessibilité). Elle permettra de renforcer l'offre culturelle et patrimoniale de la ville et ainsi augmenter la visibilité de la commune.
Partenaires	A définir
Dépenses prévisionnel/définitif	Estimation à 2 200€ par an
Plan de financement prévisionnel / définitif	Vérifier la possibilité d'obtenir un co-financement
Calendrier	A partir de 2023
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Analyse quantitative du nombre de téléchargement et de la fréquentation de l'application. Analyse des retours d'avis.
Conséquence sur la fonction de centralité	La mise en place de cette application traduit le souhait de l'équipe municipale de faire connaître le patrimoine briard en dehors de ses frontières. La richesse architecturale locale mérite d'être connue et l'utilisation d'un outil numérique permet de la rendre facile d'accès.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	En valorisant son patrimoine et en le faisant connaitre, Brie-Comte-Robert démontre que ses atouts ne sont pas seulement son dynamisme commercial ou encore la qualité de ses équipements publics : son cadre bâti joue un roule indéniable dans la représentation mentale qu'ont les usagers de la ville. En affirmant cet atout patrimonial, la commune confirme ainsi son rôle de centralité.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL_DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 19

Orientation stratégique	Orientation n°3 : De la promotion du patrimoine historique au développement de nouveaux outils culturels : quand l'environnement pittoresque de Brie-Comte-Robert devient un axe majeur du projet de revitalisation.
Action nom	Achèvement de la restauration du vieux château et ouverture au public des tours et courtines
Action n°	19
Statut	Validé
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Brie-Comte-Robert
Description de l'action	Sorti de l'oubli depuis 1982 grâce à l'action conjointe de l'association des Amis du Vieux Château et de la commune, le château de Brie-Comte-Robert a fait l'objet de nombreuses fouilles archéologiques, études et campagnes de travaux durant les quatre dernières décennies. Ces opérations ont tour à tour abouti à l'ouverture du château au public, à la restauration et au remontage de ses tours et courtines rasées et à la construction d'un centre d'interprétation du patrimoine qui est venu en 2005 consacrer le monument comme un lieu vivant et attractif au cœur de la ville. Afin d'achever la restauration du monument et d'étendre l'accès des visiteurs aux parties hautes des courtines et des tours, les propositions d'interventions qui suivent répondent à trois objectifs : résoudre les désordres constatés, permettre la bonne lisibilité des vestiges archéologiques qui jalonnent et font l'intérêt du parcours de visite, et connecter l'établissement existant à l'étage de la tour Saint-Jean afin de déployer depuis ce point le parcours de visite des parties hautes. Les travaux à envisager sur le flan est du château auront pour but prioritaire de consolider, d'assainir et de sécuriser les courtines sud-est et sud-ouest, afin de mettre un terme aux risques de dégradations constatés. Pour ce faire, les ouvrages instables seront confortés (reprises structurelles, remaillage des maçonneries et

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DEL-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	injection de coulis de confortation spéciaux), les toitures provisoires seront remplacées par des ouvrages définitifs (réfection des chéneaux et des organes de gestion des eaux pluviales, consolidation et réfection ponctuelles des charpentes) et les équipements techniques seront mis aux normes afin d'assurer la mise en valeur du monument (révision des cheminements des câbles, extension du système d'éclairage). Sur les parements intérieurs et extérieurs des courtines, les enduits anciens à la chaux aérienne seront restaurés, les enduits inappropriés purgés. Les maçonneries en pierre calcaire apparente seront rejointoyées et harmonisées avec une eau forte. Une attention particulière sera accordée aux vestiges de baies et d'arcs dans le remaillage des parements désorganisés. La tour sud-est sera remontée pour devenir un belvédère offrant des vues vers le sud-est, l'arase de la tour sud sera augmentée de quelques assisses afin de dissimuler la nouvelle toiture mise en œuvre et détacher nettement la tour de la courtine. A l'intérieur, le centre d'interprétation du patrimoine sera relié au premier étage de la tour Saint-Jean par le biais d'un escalier dans un premier temps, puis d'un ascenseur si la fréquentation l'impose. Afin de redonner au château sa visibilité ancienne à l'échelle urbaine, la tour Saint-Jean sera réhaussée et arborera une enveloppe en bardage de bois se raccordant avec l'écriture architecturale du centre d'interprétation. Le premier étage de cette extension constituera l'espace d'interprétation par lequel commence la visite guidée. Les étages de la tour Saint-Jean seront aménagés en dépôts archéologiques municipaux et en salle de travail. L'extension de la tour Saint-Jean s'inscrit dans la continuité d’un principe proposé dans le cadre de l'étude de 1999 et validé à cette occasion par les services de l'État. A l'extérieur, des passerelles seront mises en œuvre au droit des anciens planchers du logis seigneurial en veillant à en raccorder les niveaux qui diffèrent. Adossé à la face intérieure des courtines, ce parcours sera ponctué de plateformes qui reposeront sur les murs remontés des salles E et B, aux deux angles est du château. Ces plateaux constitueront à la fois des points d'arrêt pour les groupes avant d'entrer dans les tours d'angle et des espaces couverts au rez-de-chaussée pour les ateliers patrimoine. L'accès au parcours haut se fera par des escaliers droits disposés dans la salle F et contre la tour

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

	de Brie, dans l'espace qui la sépare de la base archéologique. Enfin, l'éclairage extérieur sera amélioré pour mettre en valeur ce nouveau parcours et permettre une utilisation nocturne du monument. L'éclairage et les passages de câble à l'intérieur des tours seront revus dans l'objectif d'agrémenter l'aménagement futur de sources de lumière appropriées.
Partenaires	Partenaires techniques : Association des Amis du Vieux Château DRAC Partenaires financiers : DRAC Région Département
Dépenses prévisionnel/définitif	Honoraires d'architecte et études : 481 500€ HT Travaux : 3 210 000€ HT
Plan de financement prévisionnel / définitif	Les subventions seront demandées début 2024 Attente d'un soutien financier à hauteur de 50%, toutes aides confondues.
Calendrier	2022 – Validation du diagnostic auprès de la DRAC 2023 – Marché de maîtrise d'œuvre - Montage des dossiers de subventions 2024/2026 – Marchés de travaux et travaux
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Respect des délais concernant les travaux et qualité de ceux-ci. Par la suite, analyse de l'affluence de la promenade sur la coursive et du musée.
Conséquence sur la fonction de centralité	Le vieux château étant situé en centre-ville de Brie-Comte-Robert, le projet en renforcera l'attractivité et fera du site une destination touristique d'envergure régionale, participant ainsi au développement économique et culturel de la Commune. Ce projet a ainsi pour objectif d'affirmer le rôle du Vieux Château comme marqueur identitaire de la commune.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-88-2022_DELDE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-89-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 14 DCEMBRE 2022

N° 89-2022
Objet : Demande de subvention auprès de la DIHAL (Direction Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'Appel à projets pour les subventions d'investissements du Plan de relance 2022 de l'Etat : réhabilitation des aires permanentes d'accueil des gens du voyage,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu la candidature de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie déposée le 26 septembre 2022,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie gère, dans le cadre de ses compétences, l'aire d'accueil des gens du voyage située sur la commune de Brie-Comte-Robert,

Considérant que des travaux d'investissement, liés au changement des portes des blocs sanitaires et à la réfection des sols, sont nécessaires,

Considérant que ces dépenses peuvent être subventionnées dans le cadre du dispositif de l'Etat : Plan de relance, seconde vague : réhabilitation des aires permanentes d'accueil des gens du voyage,

En conséquence,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article unique : Autorise Monsieur le Président à solliciter auprès de l'Etat, Direction Interministérielle à l'Habitat et à l'Accès au Logement, une subvention d'un montant de 129 130,05 € dans le cadre de la réalisation de différents travaux d'investissements sur l'aire d'accueil des gens du voyage.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

C.C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-89-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-89-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

PLAN DE FINANCEMENT
Remplacement des portes des blocs sanitaires de
l'aire d'accueil des gens du voyage de l'Orée de la Brie

DEPENSES	Montant HT	Montant TTC
Changement des portes	132 182,00 € HT	158 618,40 € TTC
Grenaillage du sol	53 289,50 € HT	63 947,40 € TTC
Total des dépenses	**185 471,50 € HT**	**222 565, 80 € TTC**
RECETTES	**Montant HT**	
Subvention Etat sollicitée à hauteur de 70 % du montant HT	129 130,05 € HT	
Total des recettes	129 130,05 € HT	

La participation sur les fonds propres de la CCOB est estimée à **56 341,45 € HT soit 67 609, 74 € TTC.**

Le budget sera ajusté en fonction de l'attribution des subventions.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 08 décembre 2022

Jean LAVIOLETTE
Président,



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

N° 90-2022
Objet : Approbation de l'adhésion de communes à la section propreté urbaine et des statuts du SIVOM de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriales de la République,

Vu la délibération du SIVOM de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts en date du 15 septembre 2022 approuvant l'adhésion en propre à la section Propreté urbaine des communes de Boussy-Saint-Antoine, Brunoy, Crosne, Epinay-sous-Sénart et Quincy-sous-Sénart,

Vu la délibération du SIVOM de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts en date du 15 septembre 2022 portant mise en conformité des statuts afin de prendre en considération la modification de la section « Propreté Urbaine » tels qu'annexés à la présente délibération,

Considérant que l'ensemble des collectivités membres du SIVOM doivent se prononcer sur l'adhésion de nouvelles communes à la section Propreté Urbaine et sur la modification statutaire dans les trois mois à compter de la notification de la délibération du SIVOM,

Considérant que la délibération du SIVOM a été notifiée le 04 novembre 2022,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

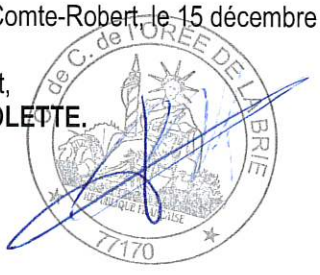
Article 1er : Donne un avis favorable à la délibération du SIVOM de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts du 15 septembre 2022 portant adhésion en propre à la section Propreté urbaine des communes de Boussy-Saint-Antoine, Brunoy, Crosne, Epinay-sous-Sénart et Quincy-sous-Sénart.

Article 2 : Approuve la modification des statuts du SIVOM de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts tels qu'annexés à la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

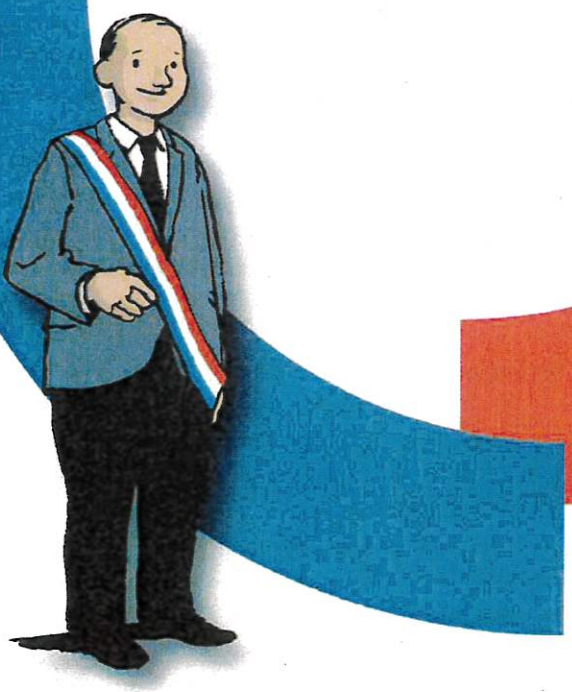
SIVOM
VALLÉE DE L'YERRES ET DES SÉNARTS

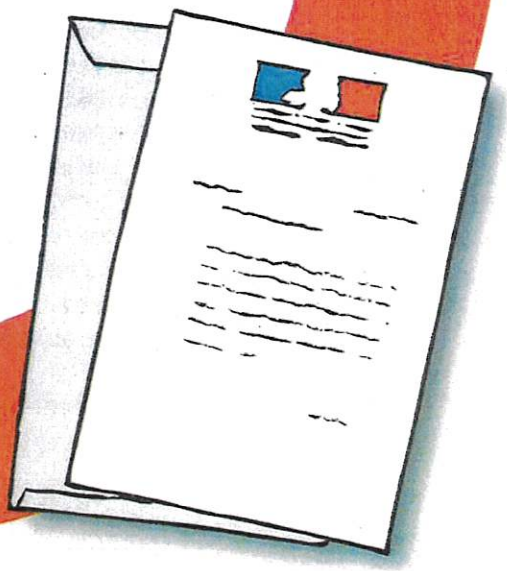
LES STATUTS

www.sivom.com











COLLECTE



TRI - MÉTHANISATION



PROPRETÉ



DÉCHETTERIES

SIVOM | VALLÉE DE L'YERRES ET DES SÉNARTS

Accusé de réception en préfecture
027-244700644-20220926-2022_80-DE
Accusé de réception en préfecture
027-244700644-20220926-2022_80-DE
Date de télétransmission : 27/09/2022
Date de réception préfecture : 27/09/2022

ARTICLE 1 : DENOMINATION

Il est constitué entre les collectivités adhérentes aux présents statuts un syndicat mixte intercommunal à vocation multiple portant le nom de « ***SIVOM*** *de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts* ».

ARTICLE 2 : COMPETENCES

Le **SIVOM** propose à ses membres des compétences obligatoires et des compétences optionnelles.

Seules sont membres du syndicat les collectivités qui bénéficient des compétences obligatoires.

Il est toutefois possible d'avoir recours aux prestations proposées dans le cadre des compétences optionnelles sans bénéficier des compétences obligatoires, par convention. Mais cela ne donne pas le statut de membre du syndicat.

- ***Compétences obligatoires***

Les compétences obligatoires sont :

- La collecte et le traitement des déchets.

Cette compétence comprend la collecte en porte à porte ou en apport volontaire des :

- Emballages et papier
- Déchets végétaux : gazon, feuillages et tailles de haies
- Bouteilles, pots et bocaux en verre
- Ordures ménagères résiduelles
- Encombrants ménagers
- Déchets d'équipements électriques et électroniques
- Textiles, linges et chaussures
- Déchets Diffus Spécifiques
- Matériaux divers : gravats, bois, ferrailles, tout venant acceptés en déchetteries
- .. et tout type de déchets assimilés à des ordures ménagères.

Les collectes se font en porte à porte par des véhicules adaptés, en apport volontaire en déchetteries ou dans des points de proximité sous forme de colonnes aériennes ou enterrées.

Le traitement se fait de façon spécifique selon les matériaux à valoriser ou recycler :

- Tri-Méthanisation et Compostage pour les ordures ménagères résiduelles
- Compostage pour les végétaux
- Tri et recyclage matière pour les emballages et le papier
- Recyclage matière pour le verre
- Tri, valorisation et recyclage matière ou enfouissement pour les encombrants ménagers
- Démontage, inertage et recyclage matière pour les Déchets d'Equipements

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022
Accusé de réception en préfecture
091-259102706-20220915-CS4-2022-09-15-DE
Date de télétransmission : 27/09/2022
Date de réception préfecture : 27/09/2022

Electriques et Electroniques

- Réemploi, recyclage, valorisation matière ou valorisation thermique pour les textiles, linges et chaussures
- Inertage pour les Déchets Diffus Spécifiques
- Valorisation matière ou inertage pour les matériaux déposés en déchetterie.

Ces modes de collecte et de traitement évoluent en fonction des avancées technologiques, en recherchant les solutions les plus avantageuses sur le plan environnemental et économique.

- ***Compétences optionnelles***

Les compétences optionnelles sont :

- La propreté urbaine
- Le désherbage, le salage et le déneigement des voies de circulation

ARTICLE 3 : DUREE

- Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social du **SIVOM** est fixé route du Tremblay – 91480 Varennes-Jarcy.

ARTICLE 5 : MODALITES D'ADHESION

- ***Adhésion aux compétences obligatoires***

La demande d'adhésion à la compétence « ordures ménagère » doit être notifiée au **SIVOM** au moins six mois à l'avance et se fera au premier jour de l'exercice budgétaire suivant.

Procédure :

La demande d'adhésion se fait selon les étapes suivantes :

- Délibération de l'organe délibérant de la collectivité candidate.
- Notification de la demande par courrier recommandé adressé au Président du **SIVOM**
- Inscription à l'ordre du jour du comité syndical du **SIVOM** suivant la notification, d'une délibération pour autoriser l'adhésion.
- La règle de la « double majorité » s'applique pour autoriser l'adhésion :

  - Soit la moitié des voix représentant deux tiers de la population
  - Soit deux tiers des voix représentant la moitié de la population.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Accusé de réception en préfecture
091-259102705-20220915-CS4-2022-09-15-DE
Date de télétransmission : 27/09/2022
Date de réception préfecture : 27/09/2022

L'appréciation du nombre d'habitants se fait conformément aux données INSEE retenues pour l'établissement du Budget Primitif de l'exercice en cours à la date de la délibération.

- Si le comité syndical du **SIVOM** accepte l'adhésion, cette décision doit être validée par l'organe délibérant de chaque collectivité adhérente dans un délai de trois mois suivant la délibération du comité syndical du **SIVOM**. A défaut de délibération, l'avis est réputé favorable.

  - Si la majorité des collectivités adhérentes émettent un avis négatif, l'adhésion est refusée.

  - Les compétences transférées par les collectivités au **SIVOM** ne pourront être reprises pendant une durée de deux ans à compter de leur transfert.

- ***Adhésion aux compétences optionnelles***

  - **Pour les adhérents à la compétence « ordures ménagères » :**

L'adhésion aux compétences optionnelles se fait dans les mêmes conditions que pour la compétence obligatoire.

Il est précisé que les communes qui bénéficient de la compétence Ordures Ménagères par l'intermédiaire d'un établissement public de coopération intercommunale sont considérées comme adhérentes à la compétence obligatoire et peuvent adhérer aux compétences optionnelles même si leur EPCI de rattachement ne dispose pas de cette compétence.

  - **Pour des collectivités extérieures ou des entreprises**

Des collectivités ou entreprises qui ne sont pas adhérentes à la compétence obligatoire peuvent bénéficier des prestations de nettoiement, par convention établies pour une durée minimale de deux ans.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SORTIE

- ***Sortie des compétences obligatoires et optionnelles***

La demande de reprise d'une compétence doit être notifiée au **SIVOM** au moins un an à l'avance et se fait au premier jour de l'exercice budgétaire suivant.

- **PROCEDURE :**

La demande de reprise d'une compétence par une collectivité adhérente se fait selon les étapes suivantes :

  - Délibération de l'organe délibérant de la collectivité adhérente.

  - Notification de la décision par courrier recommandé adressé au Président du **SIVOM**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022
Accusé de réception en préfecture
091-259102705-20220915-CS4-2022-09-15-DE
Date de télétransmission : 27/09/2022
Date de réception préfecture : 27/09/2022

- Inscription à l'ordre du jour du comité syndical du **SIVOM** suivant la notification, d'une délibération pour autoriser la reprise de la compétence.

La règle de la « double majorité » s'applique pour autoriser la reprise de compétences :

- Soit la moitié des voix représentant deux tiers de la population
- Soit deux tiers des voix représentant la moitié de la population.

L'appréciation du nombre d'habitants se fait conformément aux données INSEE retenues pour l'établissement du Budget Primitif de l'exercice en cours à la date de la délibération.

- Si le Comité Syndical refuse la reprise de la compétence, la procédure s'arrête. Aucune demande identique ne pourra être présentée dans un délai d'un an suivant la date du Comité Syndical

- Si le comité syndical du **SIVOM** accepte la reprise de la compétence par l'un des membres, cette décision doit être validée par l'organe délibérant de chaque collectivité adhérente, dans un délai de trois mois après la délibération du comité syndical du **SIVOM**. A défaut de délibération, l'avis est réputé défavorable.

- Si la majorité des collectivités adhérentes émet un avis négatif, la reprise de compétence est refusée. Aucune demande identique ne pourra être présentée dans un délai de un an suivant la date du Comité Syndical

Les compétences transférées par les collectivités au **SIVOM** ne pourront être reprises pendant la durée de deux ans à compter de leur transfert.

- **IMPACT FINANCIER :**

La collectivité reprenant une compétence obligatoire ou optionnelle doit s'acquitter au moment de la sortie effective :

- De sa part du capital restant dû des emprunts en cours à la date de sortie, et des éventuelles indemnités de remboursement anticipé de ces emprunts, en proportion de sa contribution au budget du syndicat.

- De sa part de la valeur nette comptable des bâtiments, véhicules et matériels non financés par l'emprunt, en proportion de sa contribution au budget du syndicat.

Les véhicules exclusivement affectés aux prestations de la collectivité sortante pourront être transférés si les agents sont transférés. Tous les autres biens mobiliers et immobiliers ne sont pas transférables.

Les agents du **SIVOM** affectés aux prestations reprises seront transférés à la collectivité sortante. Après discussion, il pourra être décidé d'un commun accord de placer les agents en surnombre auprès du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne Ile-de-France, à la charge de la collectivité sortante, jusqu'à extinction de la prise en charge.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Accusé de réception en préfecture
091-259102705-20220915-CS4-2022-09-16-DE
Date de télétransmission : 27/09/2022
Date de réception préfecture : 27/09/2022

Pour les salariés privés, la collectivité sortante prendra à sa charge les indemnités de licenciement.

Après discussion, un protocole de sortie sera établi entre le **SIVOM** et la collectivité sortante pour préciser toutes ces modalités.

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU SYNDICAT MIXTE

- **SECTION ORDURES MENAGERES :**

Le **SIVOM** est composé de 4 membres représentants 15 communes :

- La Communauté d'Agglomération **GRAND PARIS SUD SEINE-ESSONNE-SENART** pour les communes de :
  - **MOISSY-CRAMAYEL**
  - **COMBS-LA-VILLE**
- L'établissement Public Territorial **GRAND PARIS-SUD-EST-AVENIR** pour les communes de :
  - **MANDRES-LES-ROSES**
  - **MAROLLES-EN-BRIE**
  - **PERIGNY-SUR-YERRES**
  - **SANTENY**
  - **VILLECRESNES**
- La Communauté d'Agglomération **VAL D'YERRES – VAL DE SEINE** pour les communes de :
  - **BOUSSY-SAINT-ANTOINE**
  - **BRUNOY**
  - **CROSNE**
  - **EPINAY-SOUS-SENART**
  - **QUINCY-SOUS-SENART**
  - **YERRES**
- La Communauté de Communes de **L'OREE DE LA BRIE** en représentation-substitution pour les communes de **BRIE-COMTE-ROBERT** et de **VARENNES-JARCY.**

- **SECTION PROPRETE URBAINE :**

- Les communes de :
  - **MANDRES-LES-ROSES**
  - **MAROLLES-EN-BRIE**
  - **PERIGNY-SUR-YERRES**
  - **SANTENY**
  - **VILLECRESNES**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022
Accusé de réception en préfecture
091-259102705-20220915-CS4-2022-09-15-DE
Date de télétransmission : 27/09/2022
Date de réception préfecture : 27/09/2022

- Les communes de :
  - **BOUSSY-SAINT-ANTOINE**
  - **BRUNOY**
  - **CROSNE**
  - **EPINAY-SOUS-SENART**
  - **QUINCY-SOUS-SENART**

- Les communes de :
  - **COMBS-LA-VILLE**
  - **VARENNES-JARCY**
  - **BRIE-COMTE-ROBERT**

ARTICLE 8 : COMPOSITION DES INSTANCES DELIBERANTES

- **LE COMITE SYNDICAL**

Le comité syndical du **SIVOM** est composé de délégués désignés par les collectivités adhérentes.

Chaque EPCI désigne un nombre de délégués correspondant à 2 délégués par commune bénéficiant de la compétence obligatoire.

Le comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre.

Tous les délégués prennent part aux votes concernant les compétences obligatoires ou optionnelles.

- **LE BUREAU SYNDICAL**

Le comité syndical procède en son sein à l'élection du Président et de neuf Vice-Présidents.

Ils composent ensemble le bureau syndical.

La composition du bureau syndical tient compte de la répartition géographique et de la sensibilité politique des délégués, de façon à ce que chaque composante soit représentée, proportionnellement à la composition du comité syndical.

Lors de la première séance de chaque mandat, le comité syndical attribue un certain nombre de compétences par délibération au Président, d'une part, et au bureau syndical, d'autre part, pour faciliter la gestion des affaires courantes.

Le Président confie des délégations à chaque vice-président, par arrêté.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Accusé de réception en préfecture
091-259102705-20220915-CS4-2022-09-15-DE
Date de télétransmission : 27/09/2022
Date de réception préfecture : 27/09/2022

- **LES COMMISSIONS**

Pour préparer les délibérations présentées en comité syndical ou en bureau syndical, et pour piloter l'activité de l'établissement, plusieurs commissions thématiques peuvent être constituées par le comité syndical.

Exemples :

- Comité de pilotage des collectes
- Comité de liaison avec l'exploitant du centre de traitement
- Comité de concession de travaux et de service public...

Le comité syndical peut décider en cours de mandat de créer de nouveaux groupes de travail en fonction des projets à mener.

Chaque commission est présidée par un membre du bureau.

Les commissions se réunissent autant que nécessaire pour traiter les sujets relevant de leur ressort.

ARTICLE 9 : BUDGETS

Le budget du **SIVOM** est constitué de deux sections : « Ordures ménagères » et « Propreté urbaine ».

1) BUDGET DE LA SECTION « ORDURES MENAGERES »

Le budget de la section « ordures ménagères » est constitué des recettes suivantes :

- Les contributions des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

  Le montant des contributions des collectivités adhérentes est réparti par commune selon deux critères :

  - 50% en fonction du nombre d'habitants par commune, selon les données INSEE connues au 1er janvier de l'exercice budgétaire en cours.
  - 50% en fonction de la fréquence moyenne hebdomadaire de collecte.

- Une réduction du produit fiscal appelé par commune est appliquée en proportion des quantités d'emballages supplémentaires collectées par rapport à l'année précédente, sur la base du montant des soutiens versés par l'Eco-organisme (**CITEO** à la date d'adoption des présents statuts).

- Les contributions sont versées par douzième au 1er jour de chaque mois. En cas de retard dans le versement, des pénalités s'appliquent sur la base du taux légal.

- Le produit de la redevance spéciale payée par les collectivités et entreprises

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022
Accusé de réception en préfecture
091-259102705-20220915-CS4-2022-09-15-DE
Date de télétransmission : 27/09/2022
Date de réception préfecture : 27/09/2022

- Le produit des services
- Le produit de la vente de matériaux
- Les soutiens et subventions versés par les éco-organismes et divers partenaires institutionnels.

Les tarifs des services (collecte et traitement des encombrants, collecte des résidus de marchés, dépôts en déchetteries, locations de bennes, etc..) et de la redevance spéciale sont établis par délibération du comité syndical.

2) BUDGET DE LA SECTION « PROPRETE URBAINE »

Les recettes de la section « propreté urbaine » proviennent :

- Des contributions versées par les collectivités adhérentes, en fonction de la nature et du nombre de prestations demandées.
- Du produit des services réalisés par convention pour les clients non adhérents à la section « Ordures ménagères », en fonction de la nature et du nombre de prestations demandées.

Les tarifs de chaque prestation de Propreté Urbaine, de désherbage, de salage et déneigement sont établis chaque année par délibération du comité syndical.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-90-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-91-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE

N° 91-2022
Objet : Demande de retrait du SIETOM de la région de Tournan-en-Brie pour le périmètre de la commune de Servon

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu la note de synthèse explicative,

Considérant la compétence de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie en matière d'Elimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés,

Considérant l'intérêt pour les administrés de la commune de Servon à ce que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie adhère au SIVOM de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts sur le périmètre de cette même commune,

Considérant que la commune de Servon adhère au SIVOM depuis plusieurs années pour des prestations de nettoiement de voiries et de ramassage des branchages,

Considérant que la nouvelle déchetterie du SIVOM se situe sur le territoire de la commune de Brie-Comte-Robert mais également sur celui de la commune de Servon,

Considérant qu'il y a lieu dès lors de solliciter le retrait du SIETOM de la CCOB sur le périmètre de la commune de Servon,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Sollicite le retrait du Syndicat Mixte pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères de la région de Tournan-en-Brie (SIETOM) de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie sur le périmètre de la commune de Servon.

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer tout document se rapportant à cette adhésion.

Article 3 : Dit que la présente délibération sera notifiée à Monsieur le Président du SIETOM de la région de Tournan.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-91-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-92-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

N° 92-2022
Objet : Extinction de l'éclairage public

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu la note de synthèse explicative,

Considérant l'augmentation des prix de l'énergie et de ses conséquences sur le budget de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Considérant, dès lors, la nécessité pour l'intercommunalité de maîtriser ses consommations d'énergie,

Considérant les réflexions menées sur l'adaptation nécessaire de l'éclairage public au sein des zones d'activités du territoire de l'Orée de la Brie,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve la modification de l'éclairage public des zones d'activités du territoire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et relevant de sa compétence en procédant à l'extinction des candélabres de minuit à 05h00 du matin.

Article 2 : Dit que cette mesure sera appliquée dès le mois de janvier 2023 et pourra être modulée au regard d'impératifs de sécurité.

Article 3 : Autorise Monsieur le Président à prendre tout acte nécessaire à l'application de cette mesure.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-92-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert · Chevry-Cossigny · Servon · Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

N° 93-2022
Objet : Signature de la Convention Territoriale Globale 2022-2026 avec la CAF de Seine-et-Marne, la CAF de l'Essonne et les collectivités partenaires

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale,

Vu le Code de l'action sociale et des familles,

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf),

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf),

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de Seine-et Marne en date du … concernant la stratégie de déploiement des CTG,

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de l'Essonne en date du … concernant la stratégie de déploiement des CTG,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant le travail partenarial engagé entre les différents signataires de la Convention Territoriale Globale ayant permis d'élaborer un diagnostic partagé ainsi qu'un programme d'actions,

Considérant la présentation de la CTG en comité de pilotage le 23 novembre 2022,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve la Convention Territoriale Globale 2022-2026 à passer avec les CAF de Seine-et-Marne et de l'Essonne et les collectivités partenaires dont le projet est annexé à la présente délibération.

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer tous documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Entre :

- La Caisse des Allocations familiales de Seine et Marne représentée par le président de son conseil d'administration, Monsieur CHABERT et par sa Directrice, Madame CHOQUER-MARCHAND dûment autorisés à signer la présente convention ;

- La Caisse des Allocations familiales de l'Essonne représentée par la présidente de son conseil d'administration, Madame Elisabeth REYGADES et par son Directeur, Monsieur Guillaume LACROIX, dûment autorisés à signer la présente convention ;

Ci-après dénommées les CAF ;

et

- La Communauté de communes de l'Orée de la Brie représentée par son Président, Monsieur LAVIOLETTE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil communautaire ;

Ci-après dénommé « la Communauté de communes » ;

- La commune de Brie-Comte-Robert représentée par son Maire, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal ;

Ci-après dénommé « la commune de Brie-Comte-Robert » ;

- La commune de Chevry-Cossigny représentée par son Maire, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal ;

Ci-après dénommé « la commune ou la commune de Chevry-Cossigny » ;

- La commune de Servon représentée par son Maire, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal ;

Ci-après dénommé « la commune ou la commune de Servon » ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- La commune de Varennes-Jarcy représentée par son Maire, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal ;

Ci-après dénommé « la commune ou la commune de Varennes-Jarcy » ;

- La Syndicat Intercommunal de la Petite Enfance représenté par sa Présidente, dûment autorisée à signer la présente convention par son assemblée délibérante ;

Ci-après dénommé « le Syndicat » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de Seine-et Marne en date du … concernant la stratégie de déploiement des Ctg ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de l'Essonne en date du … concernant la stratégie de déploiement des Ctg ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie en date du …….. figurant en annexe 5 de la présente convention ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Brie-Comte-Robert en date du …….. figurant en annexe 5 de la présente convention ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Chevry-Cossigny en date du …….. figurant en annexe 5 de la présente convention ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Servon en date du …….. figurant en annexe 5 de la présente convention ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Varennes-Jarcy en date du …….. figurant en annexe 5 de la présente convention ;

Vu la délibération du conseil syndical du Syndicat Intercommunal de la Petite Enfance en date du …….. figurant en annexe 5 de la présente convention ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

PREAMBULE

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vu progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté…
En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire de la façon suivante :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- **Les caractéristiques territoriales**

Contexte :
Créée en 2003, la Communauté de communes de l'Orée de la Brie regroupe 4 communes :
Servon, Chevry Cossigny, Brie-Comte-Robert, et Varennes-Jarcy. La commune de Varennes Jarcy, seule commune située dans le département de l'Essonne.
L'intercommunalité compte 27 752 habitants (INSEE 2018) et est structurée autour du pôle principal de Brie-Comte-Robert qui compte près de 19 000 habitants.
La population allocataire du territoire présente une situation économique plus favorable rapportée à celle du département.

Démographie :
La croissance démographique est en augmentation constante depuis les années 70 et portée par des soldes naturels (+0,7) et migratoires (+0,7%) positifs.
Il existe néanmoins des disparités infra-territoriales avec une croissance démographique portée essentiellement par les communes de Brie-Comte-Robert (+1,99% par an entre 2013 et 2018) et Servon (+0,82%, contre -0,23% pour Varennes-Jarcy et -0,13% pour Chevry-Cossigny).
Le taux de natalité est en baisse (13,7% / an sur la période 2008-2013, contre 12,9% / an entre 2013 et 2018), et inférieur à celui du département (13,8%).
La population du territoire présente un profil globalement jeune malgré une tendance au vieillissement. Sur la période 2013-2018, le taux d'évolution annuel moyen des 65 ans et plus est supérieur à celui observé à l'échelle nationale (+3,16% contre +2,58%).
À l'image des tendances nationales, la taille des ménages décline depuis les années 70, basculant ainsi de 3,2 personnes en moyenne dans un ménage en 1968 à 2,4 personnes en
2018.
En effet la part des personnes seules et celle des familles monoparentales augmentent ces dernières années.
Le niveau de revenus est supérieur à la moyenne départementale et le taux de pauvreté inférieur à celui du département.

Le taux de pauvreté de l'intercommunalité est de 8,4%, contre 11,7% en Seine-et-Marne et 13,3% en Essonne.

Economie et emploi :
Le nombre d'emplois est en hausse sur le territoire.
En 2018, on compte 14 361 actifs sur le territoire de l'Orée de la Brie avec un taux d'activité est de 78,8%. Les actifs se répartissent comme suit : 72% ont un emploi, et 6,9% sont au chômage.
Parmi les catégories socio-professionnelles, on trouve : les ouvriers (30,1%), devant les professions intermédiaires (25,7%) et les employés (24,6%).
Le secteur tertiaire est le secteur dominant avec un tissu économique composé majoritairement de très petites entreprises.
Le secteur tertiaire représente 73,6% des établissements actifs employeurs. Parmi ceux-ci, 76,6% comptent entre 0 et 9 salariés.
Le dynamisme économique se ressent au travers des créations d'entreprises.

La population de l'Orée de la Brie est davantage diplômée qu'à l'échelle départementale et nationale.
La part des non diplômés (16,8%) sur le territoire est inférieure à la moyenne départementale (20,1%) et nationale (21,9%).
Par ailleurs, la part des diplômés de l'enseignement supérieur (32,1%) est supérieure à la Moyenne départementale (30,9%) et nationale (30,7%).

Cadre de vie et Habitat :
Le parc de logements se répartit presque équitablement entre logements individuels (47,5%) et logements collectifs (52,5%).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Par ailleurs, le parc de résidences principales se compose majoritairement de logements de grande taille (4 pièces ou plus ; 46,5%), mais également d'une part importante de logements de taille moyenne (2-3 pièces ; 38,1%).
Il y a un fort taux de rotation des ménages au sein du parc de logements mais peu de vacances.
La part des logements sociaux est inférieure à celle du département, mais en progression ces dernières années.
Sur les 11 457 logements du territoire, on compte 1 651 logements sociaux (INSEE 2018). La part de logements HLM est ainsi de 14,4% sur le territoire, contre 16,2% en Seine-et-Marne.
À l'inverse, le département de la Seine-et-Marne a vu sa part de logement sociaux légèrement diminuer depuis 2008 (16,7% en 2008).
La commune de Brie-Comte-Robert compte 17% de logements sociaux, contre 10,4% pour Servion, 8,6% pour Varennes-Jarcy et 8% pour Chevry-Cossigny.

Petite enfance, enfance, jeunesse et soutien à la parentalité :
La population des 0-2 ans est en progression sur le territoire.
Le territoire a enregistré une évolution de +21,9% de naissances domiciliées entre 2016 et 2020, contre une baisse de -3,5% sur le département.
Le territoire a, par ailleurs, une surreprésentation des femmes actives allocataires avec au moins un enfant en bas âge, comparativement au département.
La CC Orée de la Brie compte 77,2% de femmes actives allocataires, avec au moins un enfant en bas âge, contre 70,6% pour la Seine-et-Marne.
On constate une augmentation du nombre d'enfants et de jeunes sur le territoire, toutes tranches d'âges confondues.

Les tranches d'âges des 3-5 ans, des 6-17 ans et des 18-24 ans ont toutes progressé entre 2014 et 2018. Tandis qu'à l'échelle de la Seine-et-Marne, les 3-5 ans et les 18-24 ans ont connu une baisse respective de -0,4 % et de -1,6 %.
Une part plus importante d'enfants vivent dans une famille monoparentale que sur le département.
Parmi les familles allocataires, la part des enfants âgés de 3 à 15 ans est supérieure à celle du département.

- **L'offre de structures de proximité, d'équipements et de services aux familles** :

Les structures du territoire sont précisées à l'annexe 4 de la présente convention.

- **Les territoires (bassins de vie) et les champs d'intervention prioritaires suivants :**

Les territoires sont les communes membres de la Communauté de communes l'Orée de la Brie : Servon, Chevry-Cossigny, Brie-Comte-Robert, et Varennes-Jarcy.
Les champs d'intervention prioritaires sont :
- La petite enfance,
- L'enfance
- La jeunesse
- L'Animation de la vie sociale
- L'accès aux droits et au numérique

- **Les objectifs communs de développement et de coordination des actions concernent :**

L'accès aux droits et aux services, l'accueil des jeunes enfants, la jeunesse, le cadre de vie, l'accès et le maintien dans le logement, l'aide à domicile des familles, la médiation familiale, la lutte contre l'exclusion, l'accompagnement des familles en difficulté.

- **Les degrés d'intervention de chaque partenaire sur les champs d'intervention communs**

Les degrés d'intervention sont définis dans les fiches actions (annexe 2 de la présente convention).

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de … et la commune de (…Regroupement de

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

communes de…ou communauté de communes de…) souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur la commune ou communauté de communes (figurant en Annexe 1 de la présente convention) ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 4) ;
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants (Annexe 2).

ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DES CAF

Les interventions des CAF, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie concernent :

- La petite enfance ;
- L'enfance et la jeunesse ;
- Le soutien à la parentalité ;
- L'animation de la vie sociale ;
- L'accès aux droits et au numérique ;
- Le logement et cadre de vie.

ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ET DES COLLECTIVITES

La Communauté de communes et les collectivités mettent en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés.
La Communauté de communes est compétente en matière de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage et en matière de réalisation ou de financement de toutes études et actions ponctuelles ou services à caractère culturel, sportif ou social d'intérêt communautaire.
Les autres compétences sont exercées par les communes.

ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS

Les champs d'intervention conjoints sont :

- La petite enfance / accueil du jeune enfant

➢ Développer l'offre d'accueil des enfants de 0 à 3 ans sur le territoire

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- L'enfance
  - Améliorer l'offre d'accueil des enfants de 3 à 10 ans
- La jeunesse
  - Faire participer les jeunes du territoire aux activités proposées et éveiller/développer leur citoyenneté.
- L'Animation – Vie sociale
  - Développer le lien social entre les habitants du territoire.
- L'accès aux droits et au numérique
  - Favoriser l'accès aux droits et améliorer l'usage et l'accès au numérique.

Les principaux enjeux dégagés du diagnostic partagé sont :

- <u>Petite enfance</u>

  - L'augmentation du nombre de place d'accueil des 0-3 ans.
  - Le recrutement d'assistant(es) maternel(les).
  - La promotion sur le métier d'assistant(es) maternel(les).
  - L'accompagnement des familles monoparentales avec enfants en bas âge.
  - L'accompagnement des familles allocataires avec enfants à charge.
  - Le développement de la communication sur l'offre d'accueil petite-enfance sur le territoire communautaire.
  - Le renforcement et le développement de la mutualisation entre les communes sur certains sujets (personnel, locaux, co-financement, etc).

- <u>Enfance</u>

  - Le renforcement et le développement de la mutualisation entre les communes sur certains sujets (personnel, locaux, co-financement, modalités d'inscription en ALSH et capacité d'accueil du territoire interco …).
  - L'extension des locaux et/ou l'adaptation des locaux ALSH.
  - Le recrutement de personnel encadrant.

- <u>Jeunesse</u>

  - La mobilisation des jeunes (18-25 ans) dans les diverses activités proposées.
  - Le renforcement et le développement de la mutualisation entre les communes sur certains sujets (personnel, locaux, co-financement, modalités d'inscription en ALSH et capacité d'accueil du territoire interco …).
  - Le développement de l'offre, et le recrutement de personnel encadrant pour répondre à la forte demande.

- <u>Parentalité</u>

  - L'accompagnement des familles allocataires avec enfants à charge.
  - Le développement d'activité mobilisant les parents, dans les communes les moins dotées.
  - Le développement d'actions de prévention et de sensibilisation auprès des parents.

- <u>Animation de la vie sociale</u>

  - La valorisation de l'action du Centre social (communication publics cibles).
  - La restructuration du Centre social (aménagement, accessibilité).
  - Le renforcement/l'amélioration de la communication autour du Centre social (vu comme trop excentré par les usagers).
  - La garantie d'un accès à tous aux diverses activités.
  - Le renforcement des partenariats entre les communes dans l'organisation d'activités, notamment sur la jeunesse (mutualisation, partage de locaux, séjours, sorties…).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- Le développement de la communication sur l'activité et l'offre des différentes structures d'accueil et d'animation.
- Le développement de partenariat avec les associations sportives et les écoles (Chevry-Cossigny).
- Le développement de partenariat avec le collège et la crèche de Férolles (Servon).

- Accès aux droits, précarité, inclusion numérique, santé

- Le développement des actions de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes (harcèlement, réseaux sociaux, etc.).
- La formation du personnel encadrant des structures d'accueil sur la prévention (harcèlement, réseaux sociaux, etc.).
- Le développement de dispositifs d'accompagnement des personnes en situation de handicap.

Les Annexes 2 et 3 à la présente convention précisent les moyens mobilisés **par chacun des partenaires** dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Ces annexes font apparaître le soutien des co-financeurs pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

La Caf de Seine et Marne, la Caf de l'Essonne, la Communauté de communes, les communes et le Syndicat s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint des Caf et des collectivités à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue des Contrats enfance et jeunesse passés avec les collectivités signataire, les Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1[1] à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg ».

De son côté, les collectivités s'engagent à poursuivre leur soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de leur contribution pour les équipements et services listés en Annexe 4. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé, à parité, de représentants des Caf, de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et des communes signataires.

[1] Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :
- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera piloté par les Caf. Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 3 de la présente convention

ARTICLE 7 - ECHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du Rgpd.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

ARTICLE 9 - EVALUATION

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la Ctg, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'annexe 4 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.
Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation pourront être intégrés dans le cadre de l'Annexe 5.

ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2026 au maximum.
La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

ARTICLE 12 : LA FIN DE LA CONVENTION

- **Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par les Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par les Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 13 : LES RECOURS

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève les Caf.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à ……Le……..

En autant d'exemplaires originaux que de signataires.

La Caf de Seine et Marne
Son Président

La Caf de l'Essonne
Sa Présidente

Sa Directrice

Son Directeur

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

La Communauté de communes de l'Orée de la Brie
Son Président

La commune de Brie-Comte-Robert
Son Maire (ou représentant)

La commune de Chevry-Cossigny
Son Maire (ou représentant)

La commune de Servon
Son Maire (ou représentant)

La commune de Varennes-Jarcy
Son Maire (ou représentant)

Le Syndicat de la Petite Enfance
Sa Présidente

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

STRATEAL
STRATEGIE - DEVELOPPEMENT - CONCERTATION

Communauté de communes De l'Orée de la Brie

Mission d'accompagnement à l'élaboration de la Convention Territoriale Globale (CTG)

Rapport final – Novembre 2022

Normandie – Ouest : 9 venelle au lièvre – 14114 Ver sur Mer
4 rue de la Marc Adam – 92370 Chaville
Tél. : 09 72 93 55 18 - info@strateal.fr
SARL au capital de 15 000€ – 442 095 394 RCS CAEN - NAF 741G

Sommaire

a) Présentation générale du territoire
b) Démographie
c) Économie et emploi
d) Cadre de vie et habitat
e) Petite enfance, enfance, jeunesse, et soutien à la parentalité
f) Animation de la vie sociale
g) Accès aux droits, insertion, précarité, santé
h) Synthèse de l'état des lieux
i) Objectifs opérationnels et pistes d'actions

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Présentation générale du territoire

Présentation générale du territoire



- Crée en 2003, la communauté de communes de l'Orée de la Brie regroupe **4 communes** : Servon, Chevry-Cossigny, Brie-Comte-Robert, et Varennes-Jarcy. La commune de Varennes-Jarcy, seule commune située dans le département de l'Essonne et jusqu'alors membre de la communauté de communes du Plateau Briard, a rejoint la communauté en janvier 2016.
- L'intercommunalité compte **27 752 habitants** (INSEE 2018) et est structurée autour du **pôle principale de Brie-Comte-Robert** qui compte près de 19 000 habitants.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Présentation générale du territoire

- Situé à l'ouest du département de la Seine-et-Marne, à 30 km de Paris au nord-ouest, et 20 km de Melun au sud, le territoire de l'Orée de la Brie s'étend sur 44 km².
- Sous l'influence du Grand Paris, le territoire s'urbanise de plus en plus et voit son caractère rural et agricole d'origine reculer.
- Un réseau routier structurant :
  - la RD 319 dans la traversée de Brie-Comte-Robert, axe de Paris à Troyes traversant la Seine-et-Marne,
  - la RN 104 (Francilienne) qui longe la Communauté dans le sens Nord-Sud, voie la plus importante en termes de développement économique,
  - la RD 216 qui relie Brie-Comte-Robert à Chevry-Cossigny.
- Un réseau de transports collectifs dense à proximité :
  - Gares RER de Combs-la-Ville, Ozoir-la-Ferrière (Eole) et Boissy-Saint-Léger.



Présentation générale du territoire





Chiffres clés du portrait de territoire réalisé par la CAF en 2020, profil des allocataires :

- 3 369 familles dont 22% ont 3 enfant ou plus,
- 5 116 allocataires dont 465 de moins de 25 ans (9%),
- 33% des allocataires sont bénéficiaires e la prime d'activité (31% sur le département),
- 32% des allocataires bénéficient d'une aide au logement contre (36% sur le département)
- 27% des allocataires consacrent plus de 30% de leurs ressources à se loger après versement de l'aide au logement.

La population allocataire du territoire présente une situation économique plus favorable rapportée à celle du département.

La part dans les allocataires des familles monoparentales et celle des monoparents en emplois sont supérieures à celles du département.

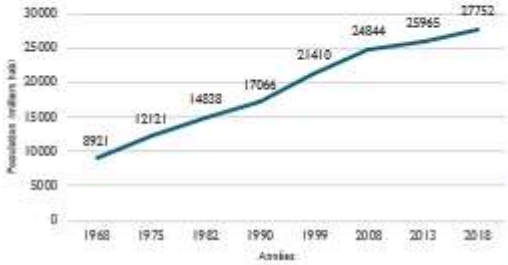
À l'inverse, la part des bénéficiaires du RSA et celle des allocataires à bas revenus sont inférieures à celles du département.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Démographie

Démographie

Évolution démographique (INSEE 2018)

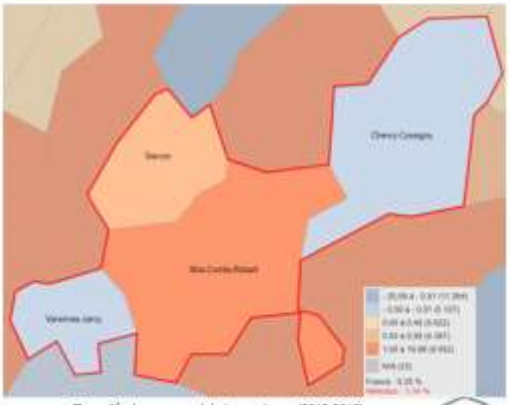


Une croissance démographique portée par des **soldes naturels (+0,7)** et **migratoires (+0,7%) positifs.**

Des **disparités infra-territoriales** avec une **croissance démographique portée essentiellement par les communes de Brie-Comte-Robert** (+1,99% par an entre 2013 et 2018) **et Servon** (+0,82%, contre -0,23% pour Varennes-Jarcy et -0,13% pour Chevry-Cossigny).

Une évolution démographique de la CCOB qui se caractérise par une **augmentation constante de la population depuis les années 70.**

- +44,% entre 1982 et 1999,
- +29,6% entre 1999 et 2018.



Taux d'évolution annuel de la population (2013-2018)
Observatoire des territoires, ANCT

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Démographie

Population par grandes tranches d'âges (INSEE)



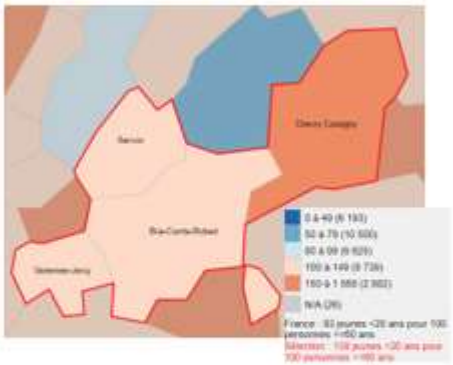
Parmi les 27 752 habitants, de la CC de l'Orée de la Brie, on dénombre 13 425 hommes et **14 327 femmes**. (INSEE 2018).

Une instabilité dans la progression du nombre de naissances.

- En 2020 la CC a enregistré 384 naissances domiciliées, soit une évolution de + 21,9% depuis 2016, contre une baisse de -3,5% au niveau départemental sur la même période.
- Entre 2019 et 2020, on observe une baisse de 15 naissances (évolution en dents de scie).

Un taux de natalité en baisse (13,7% / an sur la période 2008-2013, contre 12,9% / an entre 2013 et 2018), et inférieur à celui du département (13,8%).

Indice de jeunesse (2018)
Observatoire des territoires, ANCT



Une population du territoire présentant un profil globalement jeune.

- Pour 100 personnes de plus de 60 ans, on compte 138 jeunes de moins de moins de 20 ans,
- Les 0-14 ans représentent 19,8% de la population (une part qui diminue).

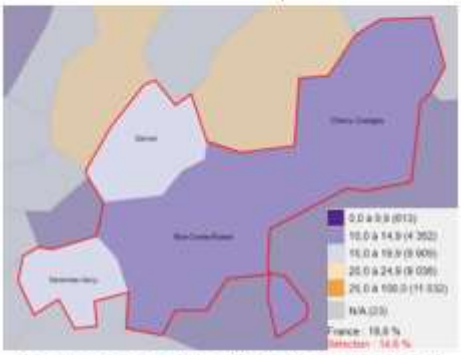
Démographie

Si la population présente un profil jeune, on observe tout de même une **tendance au vieillissement**. En effet, l'indice de vieillissement ne cesse d'augmenter (54 personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans en 2018, contre 37 en 2008).

Équilibre entre personnes âgées et jeunes



Indice de vieillissement (2018)
Observatoire des territoires, ANCT

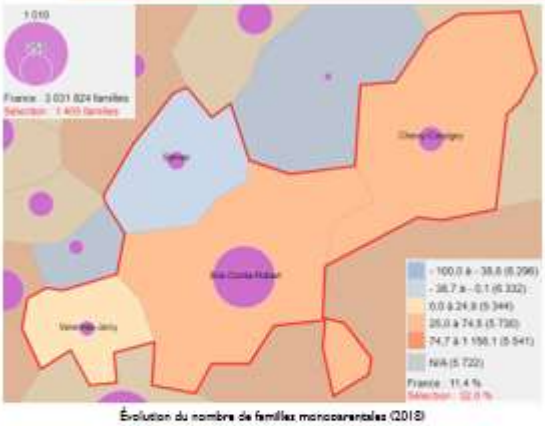


La part des personnes âgées de 65 ans et plus dans la population était de 14,6% en 2018, contre 13,3% en 2013 et 10,7% en 2008.

Sur la période 2013-2018, le taux d'évolution annuel moyen des 65 ans et plus est supérieur à celui observé à l'échelle nationale (+3,16% contre +2,58%).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Démographie

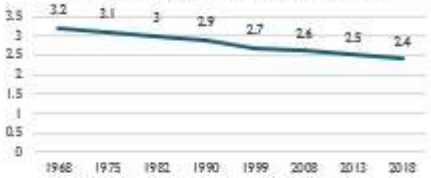


Évolution du nombre de familles monoparentales (2018)
Observatoire des territoires, ANCT

Répartition des ménages selon la composition familiale (INSEE 2018)



Évolution de la taille moyenne des ménages



À l'image des tendances nationales, **la taille des ménages décline** depuis les années 70, basculant ainsi de 3,2 personnes en moyenne dans un ménage en 1968 à 2,4 personnes en 2018.

En effet **la part des personnes seules et celle des familles monoparentales augmentent ces dernières années.**

On comptait ainsi :

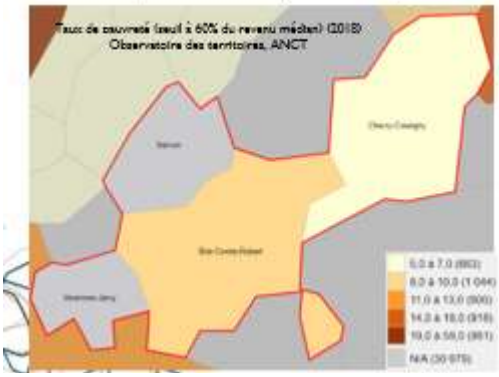
- 25,3% de personnes seules en 2008, contre 31,3% en 2018.
- 8,1% de familles monoparentales en 2008, contre 11,9% en 2018.

Démographie

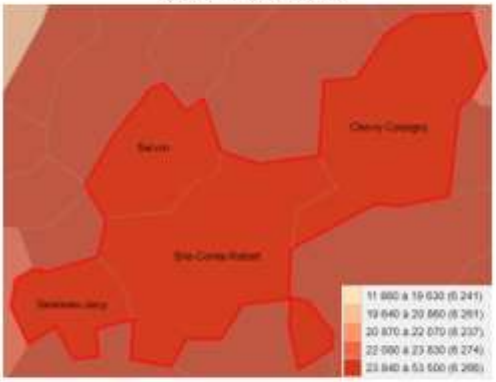
Un niveau de revenus supérieur à la moyenne départementale.

La médiane du revenu disponible par unité de consommation des habitants de la CC Orée de la Brie est de 25 230 € par an, tandis que qu'à l'échelle de la Seine-et-Marne, elle est de 23 590 € (24 010 € en Essonne). (INSEE 2019).

La part de ménages de fiscaux imposés est de 74,4% sur le territoire, contre 67,9% en Seine-et-Marne et 70,1% en Essonne. (INSEE 2019).



Médiane du revenu disponible par UC (2018)
Observatoire des territoires, ANCT



Un taux de pauvreté inférieur à celui du département.

Le taux de pauvreté de l'intercommunalité est de 8,4%, contre 11,7% en Seine-et-Marne et 13,3% en Essonne. (INSEE 2019).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022



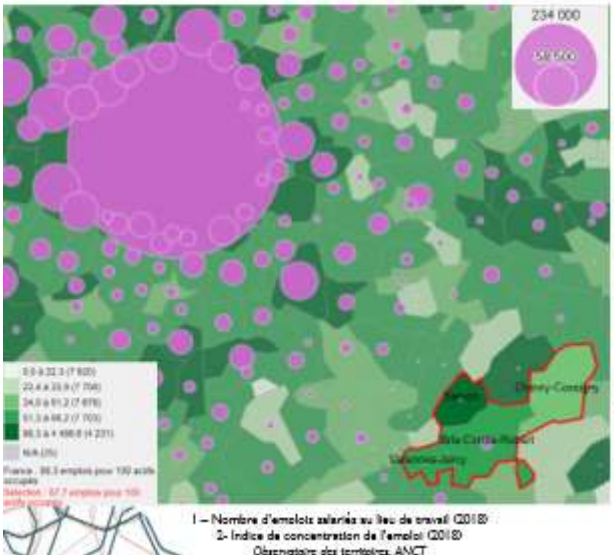
Économie et emploi



Économie et emploi

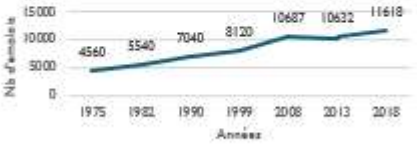
Un nombre d'emplois en hausse.

Le nombre d'emplois sur le territoire augmente progressivement depuis les années 1970 (+154%).



1 – Nombre d'emplois salariés au lieu de travail (2018)
2- Indice de concentration de l'emploi (2018)
Observatoire des territoires, ANCT

Évolution du nombre d'emplois sur le territoire
(INSEE 2018)



Un volume d'emplois disponibles inférieur au nombre d'actifs sur le territoire.

En 2018, on compte 14 361 actifs sur le territoire de l'Orée de la Brie, Le taux d'activité est de 78,8%. Les actifs se répartissent comme suit :

- 72% ont un emplois,
- 6,9% sont au chômage

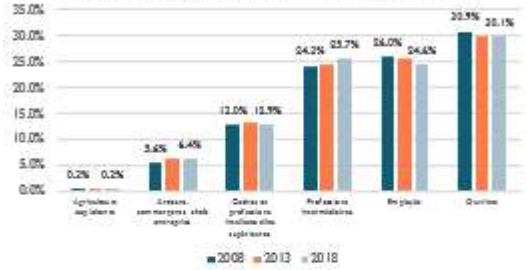
Le territoire compte plus d'actifs occupés que d'emplois, il est donc dépendant des territoires voisins : 87,7 emplois pour 100 actifs occupés en 2018. L'indice est tout de même en progression, il était de 85,8 en 2013.

CTG – CC de l'Orée de la Brie

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Économie et emploi

Emplois par catégorie socio-professionnelle (INSEE 2018)

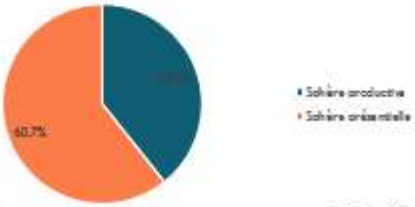


Les ouvriers principalement représentés parmi les catégories socio-professionnelles.

Les emplois du territoire sont principalement représentés par les ouvriers (30,1%), devant les professions intermédiaires (25,7%) et les employés (24,6%).

En 10 ans, le nombre d'emplois ouvriers et employés a légèrement baissé. Un taux d'emplois qui s'est peu à peu reporté sur les professions intermédiaires.

Répartition des emplois entre la sphère productive et la sphère présentielle (INSEE 2018)



Par ailleurs, les activités sont principalement présentielles (60,7%), ce qui signifie que les biens et services produits visent les besoins des personnes présentes dans la zone, résidentes ou touristes.

Économie et emploi

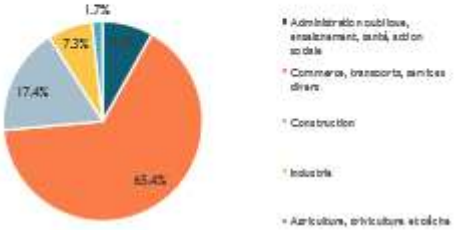
Un secteur tertiaire dominant et un tissu économique composé majoritairement de très petites entreprises.

Le secteur tertiaire représente 73,6% des établissements actifs employeurs. Parmi ceux-ci, 76,6% comptent entre 0 et 9 salariés.

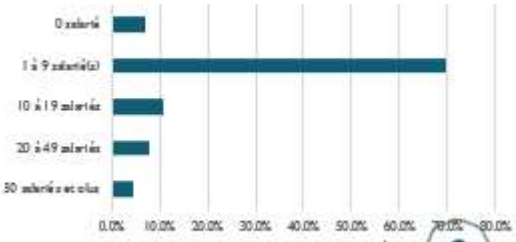
Un dynamisme économique à travers les créations d'entreprises.

Malgré une légère baisse en 2020 (crise sanitaire), le nombre d'entreprises crées est à la hausse depuis 2015.

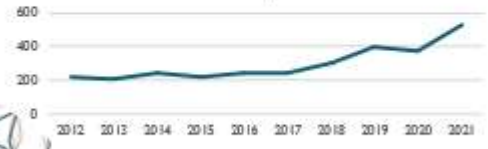
Répartition des établissements actifs employeurs par secteur d'activité (INSEE 2018)



Répartissement des établissements actifs employeurs par taille (INSEE 2018)



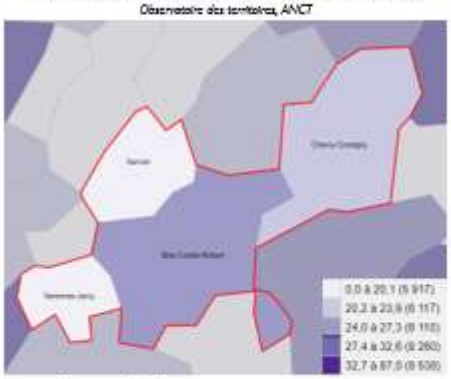
Évolution du nombre d'entreprises créées (INSEE 2021)



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Économie et emploi

Part des non diplômés parmi les 15 ans ou plus non scolarisés (2018)
Observatoire des territoires, ANCT



Une population davantage diplômée qu'à l'échelle départementale et nationale.

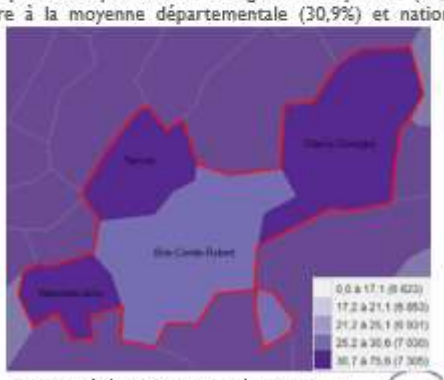
Le niveau de diplôme le plus représenté au sein de la population non scolarisée est le niveau CAP/BEP (25,1%), suivi par le niveau Bac, brevet professionnel ou équivalent, (20,3%).

La part des non diplômés (16,8%) sur le territoire est inférieure à la moyenne départementale (20,1%) et nationale (21,9%).

Par ailleurs la part des diplômés de l'enseignement supérieur (32,1%) est supérieure à la moyenne départementale (30,9%) et nationale (30,7%).

Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans (INSEE 2018)





Part des diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 15 ans ou plus non scolarisés (2018)
Observatoire des territoires, ANCT



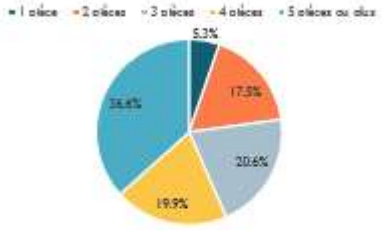
Cadre de vie et habitat



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Cadre de vie et habitat

Résidences principales selon le nombre de pièces (INSEE 2018)



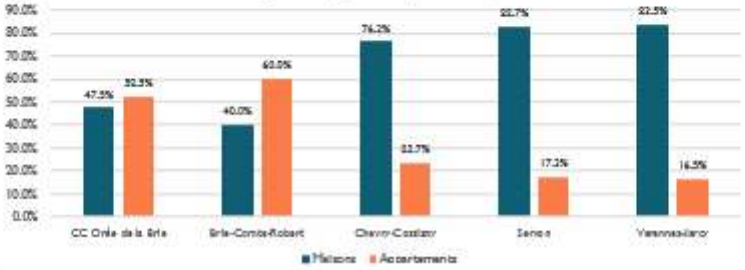
Un parc de logements diversifié.

Le parc de logements se répartie presque équitablement entre logements individuels (47,5%) et logements collectifs (52,5%).

Par ailleurs, **le parc de résidences principales se compose majoritairement de logements de grande taille** (4 pièces ou plus ; 46,5%), **mais également d'une part importante de logements de taille moyenne** (2-3 pièces ; 38,1%).

À l'échelle communale, seule la commune de Brie-Comte Robert compte davantage d'appartements (60%) que de maisons (40%) parmi son parc de logements.

Types de logements (INSEE 2018)



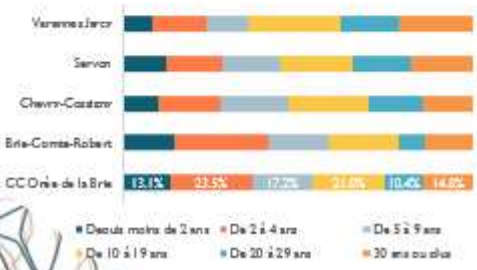
Cadre de vie et habitat

Des logements occupés sur une courte durée.

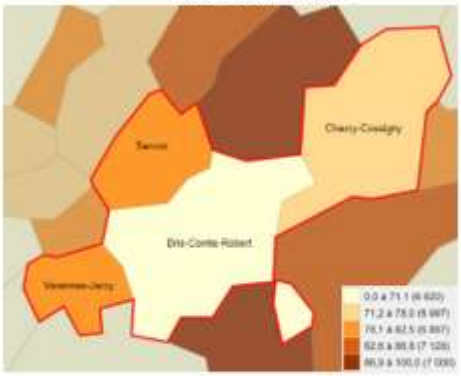
Près de ¾ des ménages ont emménagé dans leur domicile il y a moins de 20 ans et plus de la moitié depuis moins de 10 ans. Cela traduit un fort taux de rotation des ménages au sein du parc de logements.

Cela est davantage mis en évidence sur la commune de Brie-Comte-Robert et peut s'expliquer en partie par le taux relativement bas de ménages propriétaires occupants (54,1%).

Ancienneté d'emménagement des ménages (INSEE 2018)



Part des résidences principales occupées par les propriétaires (2018)
Observatoire des territoires, ANCT



Un recul du statut de propriétaire occupant.

On observe une baisse de la part de propriétaires occupant sur le territoire (67,4% en 2008 contre 62,3 en 2018). Cela est observé sur toutes les communes. Par ailleurs, la commune de Brie-Comte-Robert compte 54,1% de propriétaires occupant, contre environ 80% pour les 3 autres communes.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Cadre de vie et habitat



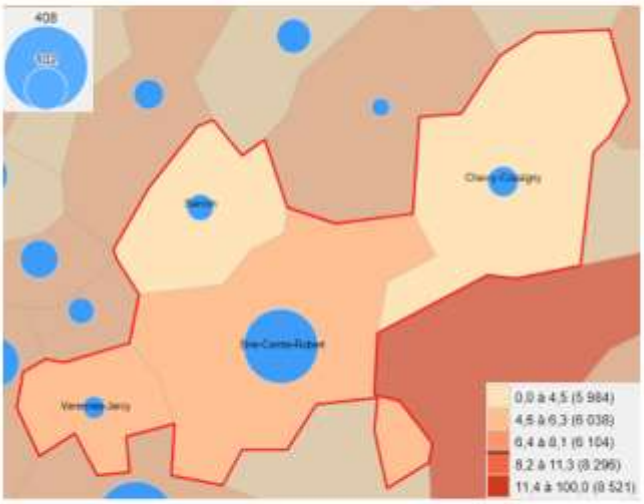
Part de résidences principales HLM louées vides (2018)
Observatoire des territoires, ANCT

Une part de logements sociaux inférieure à celle du département, mais en progression ces dernières années.

Sur les 11 457 logements du territoire, on compte 1 651 logements sociaux (INSEE 2018). La part de logements HLM loués vides est ainsi de 14,4% sur le territoire, contre 16,2% en Seine-et-Marne. On observe une augmentation ces 10 dernières années puisque le taux était de 11,7% en 2008.
À l'inverse, le département de la Seine-et-Marne a vu sa part de logement sociaux légèrement diminuer depuis 2008 (16,7% en 2008).

La commune de Brie-Comte-Robert compte 17% de logements sociaux, contre 10,4% pour Servion, 8,6% pour Varennes-Jarcy et 8% pour Chevry-Cossigny.

Cadre de vie et habitat



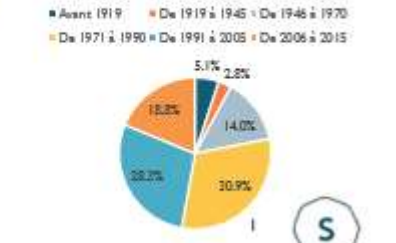
1 - Nombre de logements vacants (2018)
2 - Part des logements vacants (2018)
Observatoire des territoires, ANCT

Des logements relativement récents et peu en proie à la vacance.

Le parc de logements est relativement récent puisque 78% des logements ont été construits après 1970 (dont 47,1% après 1990), soit après les normes énergétiques.

On observe sur le territoire une faible part de logements vacants (4,8%) ainsi qu'une baisse par rapport au taux de 2013 qui était de 5,3%.

Résidences principales selon la période d'achèvement (INSEE 2018)



CTG – CC de l'Orée de la Brie

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022





Petite enfance, enfance, jeunesse et soutien à la parentalité

Les structures d'accueil Petite enfance du territoire

Brie-Comte-Robert	- Le RAM du CCAS Brie Comte Robert - La crèche collective Tir-Lipopette (40 places) (projet de rénovation) - Le multi-accueil Anne-Marie Guittard (accueil familial : 36 places ; accueil collectif régulier : 20 places, accueil ; accueil collectif occasionnel : 10 places) - Une crèche d'entreprise. - Ouverture récente d'une micro-crèche privée - Projet de création d'une nouvelle structure Petite-enfance.
Chevry-Cossigny	- Le Centre Intercommunal de la Petite Enfance « GRAINES D'ETOILES » (40 places) - Ouverture prochaine de la crèche privée « Le P'tit nid doux »
Servon	- Le Centre Intercommunal de la Petite Enfance « GRAINES D'ETOILES » (40 places) - Projet d'ouverture de mico-crèche.
Varennes Jarcy	- La Maison d'Assistantes Maternelles MAM'aisonnette

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petite enfance, enfance, jeunesse et soutien à la parentalité

Les structures d'accueil enfance jeunesse du territoire

Brie-Comte-Robert	- 1 Accueil de loisirs élémentaire : La Clé des Champs - 1 Pôle jeunesse : 11/17 ans - 1 Structure Information jeunesse : 15/25 ans
Chevry-Cossigny	- 1 Espace jeunes. (11-18 ans) - 1 Centre de loisirs (3-10 ans)
Servon	- 1 Espace jeunes (11-17 ans) - 1 Accueil de loisirs "Les Petits Bergers" (3-10 ans)
Varennes Jarcy	- - 1 Accueil de loisirs (locaux scolaires) (3-17 ans)

Petite enfance, enfance, jeunesse et soutien à la parentalité

Données relatives à la petite-enfance, issues du pré-diagnostic de la CAF (2020)



Comparaison des données Petite-enfance CC Orée de la Brie et Seine-et-Marne (2016, 2020)
CAF d'Ile-de-France

Une population des 0-2 ans en progression sur le territoire.

Le territoire a enregistré une évolution de +21,9% de naissances domiciliées entre 2016 et 2020, contre une baisse de -3,5% sur le département.

Par ailleurs, on observe **une hausse de nombre d'enfants de 0 à 2 ans** sur le territoire (+5,8% entre 2014 et 2018), alors que ce nombre diminue à l'échelle départementale (-5,6%).

Parmi les familles allocataires, **le nombre d'enfants de moins de 3 ans est en forte augmentation** (+11,6% entre 2016 et 2020, contre +4,2% sur le département).

Une moindre fragilité des familles résidant sur le territoire.

La CC compte une part d'allocataires parents de jeunes enfants légèrement plus importante que celle du département (29,1 % contre 27,9 %), une part moindre de familles monoparentales avec au moins un enfant en bas âge (15,8% contre 17,1%), et une part de familles nombreuses avec enfants de moins de 3 ans significativement inférieure (20,3% contre 26,4%)

Une surreprésentation des femmes actives allocataires avec au moins un enfant en bas âge, comparativement au département.

La CC Orée de la Brie compte 77,2% de femmes actives allocataires, avec au moins un enfant en bas âge, contre 70,6% pour la Seine-et-Marne.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petite enfance, enfance, jeunesse et soutien à la parentalité

Les équipements petite-enfance financés par la CAF en 2020

- 3 équipements d'accueil du jeune enfant (Eaje) pour 163 places
- 0 micro crèche privée ou publique
- 130 assistant(e)s maternel(le)s agréés par le Conseil Départemental, actives au moins un mois en 2020
- 1 relais d'assistant(e)s maternel(le)s soit un ratio d'1 ETP animateur Ram pour 75,2 assistant(e)s maternel(le)s

Un taux d'accueil des enfants de moins de 3 ans inférieur à celui du département.

La CC compte un taux de couverture, au titre de l'accueil du jeune enfant de 64,9 % contre 52,6 % au niveau de la Seine-et-Marne. Par ailleurs, on dénombre une place d'accueil pour 7,3 enfants de moins de 3 ans sur le territoire, soit un taux d'accueil plus faible que celui du département qui compte 1 place pour 6,2 enfants.

Une baisse du nombre d'assistantes maternelles, mais moindre qu'à l'échelon départemental.

Entre 2016, et 2020, le nombre d'assistantes maternelles a baissé de 9%, contre une baisse de 16,3% sur le département.

Petite enfance, enfance, jeunesse et soutien à la parentalité

Données relatives à l'enfance-jeunesse, issues du pré-diagnostic de la CAF (2020)



Enfants vivant dans une famille monoparentale ou à bas revenus en fonction de leur âge(2020)
CAF d'Ile-de-France

Une augmentation du nombre d'enfants et de jeunes sur le territoire, toutes tranches d'âges confondues.

Les tranches d'âges des 3-5 ans, des 6-17 ans et des 18-24 ans ont toutes progressé entre 2014 et 2018. Tandis qu'à l'échelle de la Seine-et-Marne, les 3-5 ans et les 18-24 ans ont connu une baisse respective de -0,4 % et de -1,6 %.

Une part plus importante d'enfants vivant dans une famille monoparentale que sur le département.

Parmi les familles allocataires, la part des enfants âgés de 3 à 15 ans est supérieure à celle du département.

Une moindre présence d'enfants dans les familles à bas revenus.

Quelque soit la tranche d'âge, la CC compte moins d'enfants vivant dans une famille à bas revenus. Ces familles sont sous représentées sur le territoire.

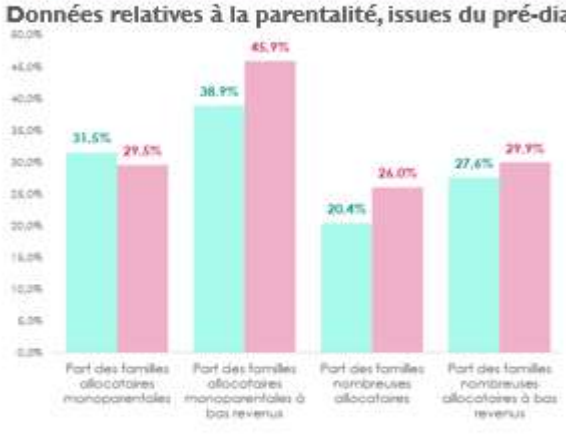
Les équipements enfance-jeunesse financés par la CAF en 2020

- 3 structures d'accueil extrascolaire
- 3 structures d'accueil périscolaire

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petite enfance, enfance, jeunesse et soutien à la parentalité

Données relatives à la parentalité, issues du pré-diagnostic de la CAF (2020)



Part des familles monoparentales et nombreuses avec la notion de bas revenus (2020)
CAF d'Ile-de-France

Une hausse significative du nombre de familles allocataires avec enfants à charge.

Les part des familles allocataires avec enfants à charge est supérieure à celle du département (65,9% contre 61,2%) et a connu une importante hausse entre 2016 et 2020 (+13,3%, contre +2,5% en Seine-et-Marne).

Une moindre représentativité des familles à bas revenus sur le territoire.

Les familles à bas revenus représentent 22,9% des familles allocataires, contre 28,4% sur le département. Concernant les familles monoparentales à bas revenus et les familles nombreuses à bas revenus, les données sont également inférieures aux données départementales.

Les équipements de soutien à la parentalités financés par la CAF en 2020

- 1 contrat local d'accompagnement à la scolarité (Clas)
- 0 lieu d'accueil enfant parent (Laep)
- 6 actions menées par le porteur de projet du Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité (Reaap)

CTG – CC de l'Orée de la Brie



Animation de la vie sociale



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Animation de la vie sociale

Liste des équipements scolaires

Brie-Comte-Robert	Chevry-Cossigny	Servon	Varennes-Jarcy
Établissements publics • **4 écoles maternelles :** o Moulin Fleuri o Jules Ferry o Gérard Menot o Claude Tournier • **4 écoles élémentaires :** o Moulin Fleuri o Jules Ferry o Pasteur o Claude Tournier • **2 collèges :** o Arthur Chaussy o Georges Brassens • **2 lycées :** o Blaise Pascal (Enseignement général et technique) o Campus Bougainville Établissements privés : • **1 école maternelle-élémentaire-collège :** Institut privé Sainte-Colombe	Établissements publics • **1 école maternelle :** o Pohren-Hoisey • **1 école élémentaire :** o Normandie Niémen Établissements privés : • **1 école maternelle-élémentaire-collège-lycée** : Campus Sainte-Thérèse Établissements de rattachement (autres communes) : • Collèges : o Arthur Chaussy (Brie-Comte-Robert) o Les Hyverneaux (Lesigny) • Lycées : o Bougainville (Brie-Comte-Robert)	Établissements publics • **1 école maternelle-élémentaire :** o Butte aux Bergers Établissements de rattachement (autres communes) : • Collèges : o Les Hyverneaux (Lesigny) • Lycées : o Blaise Pascal (Brie-Comte-Robert) o Campus Bougainville (Brie-Comte-Robert)	Établissements publics • **1 école maternelle :** o Daniel Balavoine • **1 école élémentaire :** o École Ronde Établissements de rattachement (autres communes) : • Collèges : o Dunoyer de Segonzac (Boussy-Saint-Antoine) • Lycées : o Maurice Eliot (Epinay-sous-Sénart).

Animation de la vie sociale

Effectifs scolaires

Brie-Comte-Robert	Chevry-Cossigny	Servon	Varennes-Jarcy
• Maternels (2020) : **712** • Elémentaires (2020) : **1203** • Collèges (2020) : **1231** • Lycées (2020) : **1209** • Etablissement privés (2020) : **427**	• Maternels (2020) : **130** • Elémentaires (2020) : **247** • Collèges (2019) : **221** • Lycées (2019) : **215**	• Maternels-élémentaires (2020) : **401**	• Maternels : **87** (2020), **92** (2021) • Elémentaires : **162** (2020), **146** (2021)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

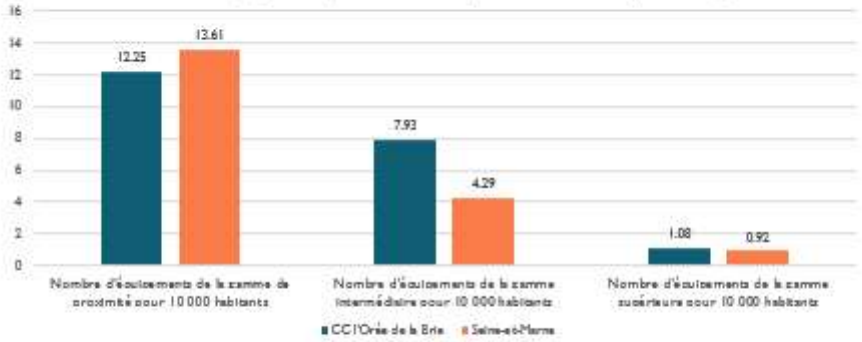
Animation de la vie sociale

Liste des équipements culturels et sportifs

Brie-Comte-Robert	Chevry-Cossigny	Servon	Varennes-Jarcy
Équipements culturels : • 1 cinéma municipal "Les 4 Vents" • 1 Médiathèque "L'Île aux Trésors" • 1 Ludothèque • 1 salle polyvalente (Le Safran) • 1 salle d'exposition (L'Hôtel-Dieu) • 1 Auditorium (Claude-Tournier) • 1 salle de danse (Les Tournelles) • 1 espace culturel (Le Potomak) • 1 espace Studios de répétitions **Équipements sportifs :** • 3 complexes sportifs (Arthur Chaussy, Lucien Destal, Jules Ferry) • 5 gymnases (Georges Brassens, Blaise Pascal 1 et 2, Pasteur, Claude Tournier). • Stade Arthur Chaussy • Terrain de moto cross • Terrain de pétanque • Salle de danse G.Menot • Centre Aquatique l'Oréade	**Équipements culturels :** • 1 centre culturel (médiathèque, enseignement musical, arts, expo…) **Équipements sportifs :** • 1 salle polyvalente (danse, gymnastique, basketball, volleyball, handball, tennis, tennis de table) • 1 complexe CCOB multisports (Dojo, vestiaires foot, pétanque) • 2 terrains de football • 3 terrains de tennis • 1 plateau sportif basket • 1 skate parc • 1 city stade	**Équipements culturels :** • 1 salle polyvalente (Salle Roger Couder) • 1 salle dédiée aux arts plastiques (salle de la halle) • 1 salle culturelle (salle des Colonnes) • 1 Cinéma **Équipements sportifs :** • 1 Terrain de football • 1 Terrain multisports • 1 Salle polyvalente sportive (salle du Grenier) • 1 Salle de danse (Salle des Moissons) • 1 Dojo (Sylvie Méloux)	**Équipements culturels :** • 1 médiathèque municipale • 1 salle d'exposition **Équipements sportifs :** • 1 gymnase • 1 skate park • 1 city stade • Des terrains de pétanque • 2 terrains de football • 2 salles de danse • 1 terrains de cross • Des courts de tennis

Animation de la vie sociale

Densité des équipements sportifs et culturels pour 10 000 habitants (INSEE 2020)*



Un territoire bien doté dans l'ensemble en équipements sportifs et culturels.

Vis-à-vis des données départementales, le territoire présente un niveau d'équipements sportifs et culturels supérieur, hormis pour la gamme d'équipements de proximité.

*Classification INSEE des équipements :

Gamme de proximité : boulodromes, terrains de tennis, salles ou terrains multisports, terrains de grands jeux et les bibliothèques.

Gamme intermédiaire : salles de sport spécialisées, les bassins de natation, les structure d'athlétisme et les pistes de roller, skate, vélo bicross ou freestyle.

Gamme supérieure : théâtres, les cinémas, les lieux d'exposition et de patrimoine comme les musées, ainsi que les parcours sportifs et de santé.

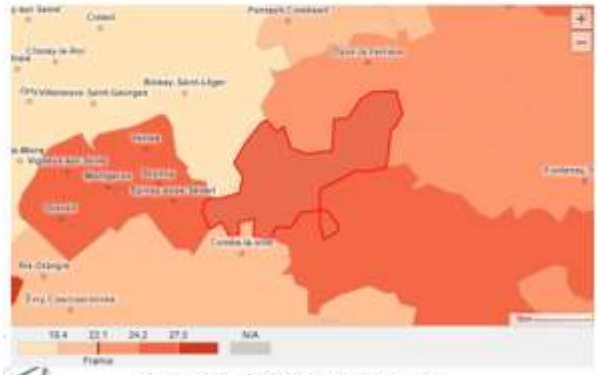
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Animation de la vie sociale

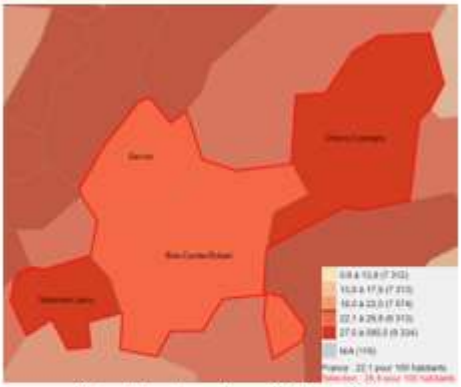
Une vie associative dynamique.

Le territoire de l'Orée de la Brie présente une taux de licenciés sportifs supérieur à celui du département (25,4, contre 21,3 licenciés pour 100 habitants sur le département).

Sur le territoire, les communes de Varennes-Jarcy et de Chevry-Cossigny se distinguent avec un nombre de licenciés pour 100 habitants atteignant presque les 30 licenciés.



Nombre de licenciés sportifs pour 100 habitants (2018)
Observatoire des territoires, ANCT



Nombre de licenciés sportifs pour 100 habitants (2018)
Observatoire des territoires, ANCT



Animation de la vie sociale

Liste des associations sportives, culturelles et de loisirs

Brie-Comte-Robert	Chevry-Cossigny	Servon	Varennes-Jarcy
• Sport (**48 associations**) o Handball Brie 77 o Judo-Jujitsu BCR o La pêche briarde o SCB Natation o SCB Volley-Ball o SCB Yoga o SB Football o Sb Gymnastique o Pôle Dance o Tennis Sporting Club o … • Culture et loisirs (**19 associations**) o Rock-fort-en-Brie o Ouvrons le Champ des Possibles o Orchestre d'harmonie briard o Les amis du vieux château o Les amis de l'orgue o Le chœur grégorien de Brie o … • Autres : solidarité-santé,séniors, commerçants etc (**47 associations**)	• Sport (**15 associations**) o Gymnastique o Tennis o Tennis de table o Judo o Viet Vo Dao o Football o Danse et gym form o Vélo club o Equitation o Basket – Volley – Badminton o Handball o Mudita Yoga o Pétanque • Culture et loisirs (**14 associations**) o Arabesque o English Club and Co o EMC2 o Autrement o Tout simplement o Club du Réveillon o Chevry poker team o Ecossi'yourte o …	• Sport (**11 associations**) o Football : Fc Servon o Tennis Club o Judo Club o Taekwondo o Tai-chi-chuan et Qui Gong o Pétanque Club o Gymnastique Volontaire o DanS'ervon o Les milles pates servonnais • Culture et loisirs (**10 associations**) o CLAS o Mlaraka 'Ni Ankizy o L'AFS o Cantos da Portugal o Club photo o FNACA o Club Revivre o Association inter-paroissiale o Cercle d'histoire o …	• Sport (**20 associations**) o Balades-découvertes varennoises o Basket Club o Club de danse varennois o Cow boy stop'n danse o Danse de vivre o Ecole multisports o E'vie Danse o Joie et gymnastique o Judo Club o Pétanque o … • Culture et loisirs (**11 associations**) o Bac à fables o Bulles de Bohème o Double clic o Femmes et couleurs o La clef des champs o English club o Pyramide o … • Autres : séniors, protection animale, solidarité etc (**12 associations**)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Animation de la vie sociale

Zoom sur le Centre Social La Passerelle (source : Projet Social La Passerelle 2021-2024, Plaquette La Passerelle)

3 axes d'orientation pour le projet social 2021-2024 du centre :

- Promouvoir le centre social
- Favoriser l'accès au droit
- Encourager la participation des habitants.

Services :

- Pour les familles :
  - Enfants : accueil des enfants de 6 à 15 ans après l'école sur trois sites (maison des associations, Moulin Fleuri, Centre social), accompagnement dans leur travail scolaire par une équipe de bénévoles.
  - Familles : rdv pour des activités manuelles artistiques, culinaires ou sportives.
  - Vacances en famille : séjours collectifs, informations vacances, accompagnement de projets autonomes.
  - Parents : clubs de parents, ciné-parents, rencontres, échanges autour du quotidien des parents.
- Pour les adultes :
  - Ateliers : culture, informatique, peinture, cuisine, créatif, rando-photo, téléthon…
  - Cours de français : cours et ateliers, accompagnement dans la maitrise du français (conversation, écriture, blog et jeux) avec des professeurs diplômés et des bénévoles.
  - Échanges de savoirs : découverte d'une passion d'un bénévole.
- La ludothèque :
  - Conseils « pour mieux s'amuser » : accompagnement dans différents jeux mis à dispositions.
  - Soirées jeux : le vendredi à chaque veille de vacances scolaires.

Animation de la vie sociale

Zoom sur le Centre Social La Passerelle (source : Projet Social La Passerelle 2021-2024)

Le centre Social « La Passerelle » se compose de **4 bâtiments** répartis sur la ville :

- Le **siège** se situe dans le quartier des Chaperons, où l'équipe salariée est installée et où se déroule la majorité des activités : l
  - Les ateliers socio-culturels,
  - Les ateliers sociolinguistiques,
  - Les activités Familles
  - L'accompagnement à la scolarité ;
- **3 annexes** rayonnent sur différents quartiers :
  - Le centre-ville avec la Ludothèque,
  - Le quartier Pasteur avec une annexe pour les permanences de partenaires
  - Le quartier Moulin Fleuri avec une annexe pour l'accompagnement à la scolarité et des permanences de partenaires.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Animation de la vie sociale

Zoom sur le Centre Social La Passerelle (source : Projet Social La Passerelle 2021-2024)

Un **équipe de 11 ETP** par an répartie ainsi :

- Responsable : 1 ETP
- Animatrice : 0,6 ETP
- Agent polyvalent : 1 ETP
- Accueil : 2 ETP
- Ateliers sociolinguistiques (ASL) : 1,35 ETP + 7 à 10 bénévoles
- Ateliers socio-culturels (ASC) : 1 ETP + 8 à 15 bénévoles
- Activités Familles / Accompagnement à la scolarité (CLAS) : 2,2 ETP + 20 à 30 bénévoles
- Ludothèque : 2,1 ETP + 5 bénévoles

Les **principaux financeurs** du centre social La Passerelle sont :

- La commune de Brie-Comte-Robert ;
- La CAF (AGC, ACF CLAS, CEJ, REAAP, Accompagnement partenaires numériques) ;
- La DDCS (subvention BOP104) ;
- Les contributions des familles (adhésions annuelles et participations financières aux activités).

Animation de la vie sociale

Zoom sur le Centre Social La Passerelle (source : Projet Social La Passerelle 2021-2024)

Des retours positifs de la part des usagers (*Réponses des usagers à un questionnaire de satisfaction envoyé par le centre aux adhérents, bénévoles et partenaires*):

- Adhérents :
  - Sont globalement satisfaits de l'accessibilité au bâtiment sauf pour le parking qui est éloigné et pour la
  - structure est difficile à trouver quand on ne connaît pas le quartier ;
  - Sont très satisfaits de l'équipe, de ses compétences, de sa bienveillance, de son accueil, de sa disponibilité
  - et des informations transmises ;
  - Sont satisfaits de la simplicité des démarches d'inscription ;
  - Sont très satisfaits des services et activités. Il y a beaucoup de possibilités et de la convivialité

- Bénévoles :
  - Sont satisfaits et reconduisent leur engagement chaque année pour la majorité ;
  - Sont satisfaits de l'accompagnement de l'équipe. Les agents sont à l'écoute, disponibles et bienveillants.

- Partenaires :
  - Sont satisfaits ou très satisfaits du partenariat ;
  - Sont très satisfaits de la disponibilité de l'équipe et de son envie de travailler en réseau ;
  - Sont satisfaits de la complémentarité des services

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022





Accès aux droits, insertion, précarité, santé

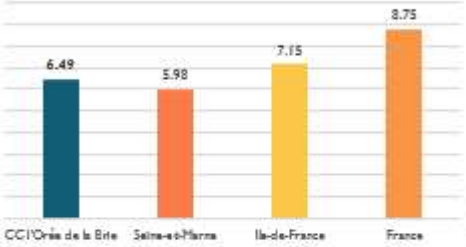
Les CCAS du territoire

	Services
Brie-Comte-Robert	• Service d'aide et d'assistance aux déplacements aux personnes âgées ou à mobilité réduite : « La petite voiture jaune ». • Prestation Locale d'Aide la Garde d'Enfant (PLAGE) : aide financière pour la garde des moins de 3 ans. • Sorties et voyages seniors. • Assistante sociale sur rdv : o accompagnement des personnes et des familles confrontées à une situation de précarité, qui ne sont pas déjà suivies par un service social (accès épicerie solidaire, accompagnement budgétaire...) o Instruction des demandes d'aide, o accueil, information et orientation des usagers, o API (aide aux personnes isolées) • Téléalarme : service de téléassistance pour les seniors ou PMR. • Aides sociales légales et aides facultatives : o Aide légale : passe NAVIGO, RSA, APA, demande d'aide sociale à l'hébergement et obligation alimentaire, et dossier MDPH. o Aide facultative : bons alimentaires, et aides financières.
Chevry-Cossigny	• Ticket sport / culture / loisirs. • Portage de repas pour les 65 ans et plus. • Mission locale • Assistante juridique • Assistante sociale • Accompagnement demande d'aide au logement.
Servon	• Accueil, information , orientation. • Enregistrement des dossiers de demande de logement social, etc • Service aux personnes âgées et/ou handicapées : livraison de repas à domicile, souscription à des services extérieurs, mise en relation à un réseau de bénévoles agréés pour aider à résoudre les soucis de la vie quotidienne.
Varennes-Jarcy	• Accueil, information , orientation. • Aide sociale légale : instruction de dossiers de demande d'aide sociale (RMI, CMU, MDPH, aide sociale aux personnes âgées et aux personnes handicapées) • Aide sociale facultative : animation d'une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées, repas à domicile, aide au famille (vente de tickets cinéma à prix préférentiel selon situation caf, coupon sport culture)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

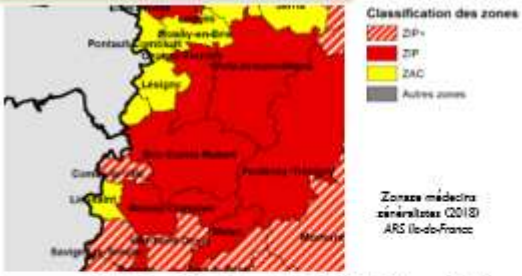
Accès aux droits, insertion, précarité, santé

Nombre de médecins généralistes pour 10 000 habitants (ARS IdF 2020)



Une offre de médecins généralistes limitée comparativement aux données nationales et régionales, mais légèrement supérieure au niveau départemental.

Le territoire de l'Orée de la Brie présente une densité de médecins généraliste de 6,49 praticiens pour 10 000 habitants, soit davantage que la moyenne départementale (5,98) mais derrière la moyenne régionale (7,15) et nationale (8,75).



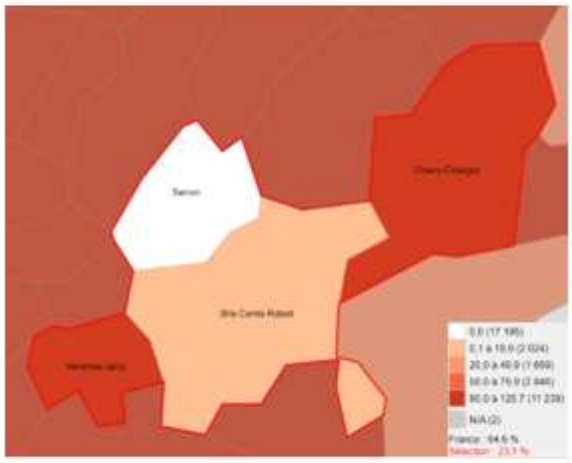
Zonage médecins généralistes (2018)
ARS Ile-de-France

Le zonage Médecine Générale de l'ARS (révisé en 2018) se base sur 3 catégories de territoire permettant de graduer le niveau d'accès aux soins du territoire et ainsi déterminer le type d'aides financières qui pourront être accordées :

- Les **Zones d'intervention prioritaire** – ZIP qui représentent les territoires les plus durement confrontés au manque de médecins, éligibles à l'ensemble des aides de l'ARS et de l'Assurance maladie et les exonérations fiscales.
- Les **Zones d'action complémentaire** – ZAC, moins impactées par le manque de médecins mais où des moyens doivent être mis en oeuvre pour éviter que la situation ne se détériore.

Les communes de Servon et de Varennes-Jarcy sont classées en ZAC, tandis que **les communes de Brie-Comte-Robert et de Chevry-Cossigny sont classées en ZIP.**

Accès aux droits, insertion, précarité, santé



Part des locaux raccordables à la fibre optique en % (2021)
Observatoire des territoires, ANCT

Un accès au très haut débit très inégal sur le territoire.

En 2021, seulement 23,1% des locaux du territoire communautaire étaient raccordables à la fibre optique.

En revanche les communes de Chevry-Cossigny et Varennes-Jarcy se distingue des deux autres communes en matière d'accès au très haut débit puisqu'elles comptaient respectivement 99,7% et 84,6% de locaux raccordables à la fibre. Tandis que 0% des locaux de la commune de Servon sont raccordables à la fibre, ainsi que 1,8% sur la commune de Brie-Comte-Robert.

Par ailleurs, tout le territoire est couvert par le réseau 4G.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Accès aux droits, insertion, précarité, santé

Prévention / Sensibilisation

Actions de prévention et de sensibilisation à Brie-Comte-Robert

Menées par le Centre social La Passerelle :

- Atelier ludique sur la prévention routière à l'occasion de la Journée nationale de la Sécurité Routière (2021)

Menées par le service petite-enfance :

- Campagne de prévention sur l'usage des écrans auprès des parents.

Actions de prévention et de sensibilisation à Chevry-Cossigny (source : Projet éducatif 2019-2026)

Menées par l'éducation nationale et la commune et assurées par les services, dans différents domaines et en direction des différentes tranches d'âges telles que :

- L'équilibre alimentaire
- Le harcèlement et particulièrement sur les réseaux sociaux (projet respect zone et école)
- Les conduites addictives
- La sécurité routière
- Les risques liés à l'usage d'internet…

Accès aux droits, insertion, précarité, santé

Prévention / Sensibilisation

Actions de prévention et de sensibilisation à Servon

Menées par le service Enfance-jeunesse :

- Sensibilisation/prévention régulière via des affichages, et des interventions.
- Formation PSC1 (premiers secours) proposée aux ados.
- Sensibilisation au harcèlement.
- (Demande de recrutement d'éducateur spécialisé, en partie dédié à la prévention auprès du personnel, des enfants et des parents).

Actions de prévention et de sensibilisation à Varennes-Jarcy (source : Projet éducatif 2022)

Mise en places d'actions, sur le temps scolaire, menées par la commune :

- Intervention d'un apiculteur dans les classes pour sensibilisation au rôle des abeilles (2017)
- Organisation d'actions ponctuelles dans le cadre de la semaine du développement durable (2020)
- Prêt de livre par la médiathèque municipale
- Intervention du SIVOM sur la gestion du tri, le gaspillage etc
- Accès à des expositions
- Intervention de la police municipale sur la prévention routière, permis vélo

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022



Synthèse de l'état des lieux



Démographie

Forces	Faiblesses	Enjeux
• Une **croissance démographique soutenue depuis de nombreuses années**, portée par des soldes migratoires (entrée-sorties) et naturels positifs. • Une **population présentant un profil globalement jeune**, avec un indice de jeunesse de 138 jeunes de moins de 20 ans pour 100 personnes de 60 ans et plus. • Un **niveau de revenus des ménages supérieur à la moyenne départementale.** • Un **taux de pauvreté inférieur à la moyenne départementale.**	• Une croissance démographique portée essentiellement par les communes de Brie-Comte-Robert et Servon, Varennes-Jarcy et Chevry-Cossigny ayant perdu des habitants sur le période 2013-2018.	• **L'anticipation des besoins générés par le vieillissement de la population**, tant en termes d'équipement que de services. • Le **soutien à la parentalité.** • **L'accompagnement des familles monoparentales et des personnes seules.**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Économie et emploi

Forces	Faiblesses	Enjeux
• Une **part des non diplômés inférieure à la moyenne départementale** (20,1%) et nationale. • Une population davantage diplômée de l'enseignement supérieur qu'à l'échelle départementale et régionale. • Un **taux de chômage inférieur à celui du département.** • Une **augmentation du nombre de création d'entreprises.**	• Un **volume d'emplois disponibles inférieur au nombre d'actifs sur le territoire.** • Des **disparités infra territoriales en matière de niveau de diplôme.** o La commune de Brie-Comte-Robert compte plus de non diplômés et moins de diplômés de l'enseignement supérieur que les 3 autres communes du territoire.	• **Le recensement des besoins en compétences des entreprises.** • **La création d'emplois sur le territoire suite à la dynamique de création d'entreprises.**

Cadre de vie et habitat

Forces	Faiblesses	Enjeux
• **Un parc de logements diversifié** (part équitable de logements individuels et collectifs). • **Un faible taux de vacance des logements.** • Un parc de logements relativement récent. • Une part de logements sociaux en progression.	• **Un fort taux de rotation des ménages dans l'occupation des logements**, en particulier sur la commune de Brie-Comte-Robert. • **Une part de propriétaires occupant en baisse.** • Des disparités infra territoriales en matière de proportion de propriétaires occupants. o Écart important entre la part de propriétaires occupants sur la commune de Brie-Comte-Robert et les 3 autres communes. • **Une part de logements sociaux inférieure à celle du département.** • **Le cout des logements**	• **L'accès à la propriété des ménages.** • **L'augmentation du nombre de logements sociaux.**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Petite enfance

Forces	Faiblesses	Enjeux
• **Une moindre fragilité des familles du territoire que sur le département.** • **Une augmentation du nombre d'enfants.** • Une moindre présence d'enfants dans les familles à bas revenus sur le territoire qu'à l'échelle du département. • **Une moindre représentativité des familles à bas revenus sur le territoire** que sur le département.	• Un **taux d'accueil des enfants de moins de 3 ans plus faible que celui du département.** • Une **baisse du nombre d'assistantes maternelles.** • Une surreprésentation des femmes actives allocataires avec au moins un enfant en bas âge, comparativement au département. • Une part plus importante d'enfants vivant dans une famille monoparentale que sur le département. • Une hausse significative du nombre de familles allocataires avec enfants à charge. • Un **manque de place en accueil collectif Petite-enfance, et des difficultés de recrutement de personnels** (Brie-Comte-Robert, Servon, Chevry-Cossigny) : 100 demandes de places pour 50 réponses. • Des difficultés à s'adapter à certaines demandes particulières des familles en accueil collectif (horaires décalés ou atypiques…). • Un **absentéisme de plus en plus croissant du personnel** (Crèche de Férolles). • Des **difficultés d'accès à certaines structures d'accueil isolées**, très peu desservies par les transports (Crèche de Férolles) • Des **bâtiments inadaptés aux activités** (crèche de Férolles). • Une **forte demande en accueil collectif** due à l'absence de structures sur certains territoires voisins.	• **L'augmentation du nombre de place d'accueil des 0-3 ans : en crèche familiale et collective (finaliser le projet de micro crèche à Servon)** • **Le recrutement d'assistant(es) maternel(les).** • **La promotion sur le métier d'assistant(es) maternel(les).** • **L'accompagnement des familles monoparentales avec enfants en bas âge.** • **L'accompagnement des familles allocataires avec enfants à charge.** • **Le développement la communication sur l'offre d'accueil petite-enfance** sur le territoire communautaire. • Le renforcement et le développement de la **mutualisation entre les communes** sur certains sujets (personnel, locaux, co-financement, etc).

Enfance-jeunesse

Forces	Faiblesses	Enjeux
• **Une moindre fragilité des familles du territoire que sur le département.** • **Une augmentation du nombre d'enfants et de jeunes de 0 à 24 ans.** • Une moindre présence d'enfants dans les familles à bas revenus sur le territoire qu'à l'échelle du département. • Une moindre représentativité des familles à bas revenus sur le territoire que sur le département. • **Le Centre information jeunesse** à Brie Comte Robert. • **Le Centre Social**.	• Une part plus importante d'enfants vivant dans une famille monoparentale que sur le département. • Une hausse significative du nombre de familles allocataires avec enfants à charge. • Des **difficultés à fédérer, à capter les jeunes de 18 à 25 ans** (Brie-Comte-Robert). • Un **absentéisme de plus en plus croissant du personnel** (Accueil de loisirs Varennes Jarcy). • Des **difficultés d'accès à certaines structures d'accueil isolées, très peu desservies par les transports** (espace jeunes de Brie) • Des **bâtiments inadaptés aux activités** (espace jeunes de Brie) • Pas de structure exclusivement dédiée à l'accueil des 11-17 ans et des difficultés dans le partage des locaux avec l'école (Varennes-Jarcy). • Des **difficultés à respecter les taux d'encadrement sur certains horaires** (ex : pause méridienne) **ou certaines périodes**, dues à une forte demande (Brie-Comte-Robert). • Des **difficultés de recrutement du personnel**, notamment sur la période estivale (Servon). • Une **longue liste d'attente pour l'accueil de loisirs** (Servon), du fait de locaux limités en capacité d'accueil.	• **L'accompagnement des familles allocataires avec enfants à charge.** • **La mobilisation des jeunes (18-25 ans) dans les diverses activités proposées.** • Le renforcement et le développement de la **mutualisation entre les communes** sur certains sujets (personnel, locaux, co-financement, modalités d'inscription en ALSH et capacité d'accueil du territoire interco …). • **Le développement de l'offre, et le recrutement de personnel encadrant** pour répondre à la forte demande. L'opportunité d'un financement d'animateur pour le public « jeunes » par la CAF • L'extension des locaux à Servon , Brie ALSH) et Varennes (11-17 ans).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Parentalité

Forces	Faiblesses	Enjeux
• Des **associations de parents d'élèves actives** (ex : Fédération des Conseils de Parents d'Elèves à Servon). • Un **lieu d'accueil parents-enfants** à Brie-Comte-Robert. • De **nombreuses activités parents-enfants** (Brie-Comte-Robert). • Une **axe de travail en cours sur le soutien à la parentalité** (Brie-Comte-Robert). • Les **activités/actions de la PMI.** • Les **activités proposées par le Centre social La Passerelle**, mobilisant les familles. • Un contrat local d'accompagnement à la scolarité. (Clas). • 6 actions menées par le porteur de projet du Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité (Reaap)	• Des **parents de plus en plus exigeants** et parfois non respectueux des horaires de garde (Crèche de Férolles). • Des **difficultés à mobiliser les parents** pour des temps d'échanges ou des activités (Brie-Comte-Robert).	• **Le développement d'activité mobilisant les parents,** dans les communes les moins dotées. • **Le développement d'actions de prévention et de sensibilisation auprès des parents.**

Animation de la vie sociale

Forces	Faiblesses	Enjeux
• **Un tissu associatif dense.** • **Une vie associative dynamique.** • **Une offre en équipements sportifs et culturels globalement supérieure à la moyenne départementale.** • Centre social La Passerelle : o Une structure proche des administrés (écoute, orientation, accompagnement individuel et collectif) o Une équipe salariée compétente, formée, soudée et à l'écoute. o Une équipe bénévole importante o Des moyens financiers et matériels suffisants. • **Une offre d'activités et d'animations variée pour les jeunes de moins de 18 ans.** • **Une Centre Information Jeunesse(CIJ) qui** (Brie-Comte-Robert). • Des **conseils municipaux de jeunes** (Chevry-Cossigny, Servon, en cours de création à Brie). • Des **conseils de centres de loisirs** ouverts aux parents (Servon, Varennes-Jarcy). • Des conseils municipaux d'enfants (en cours de création à Brie et Varennes-Jarcy).	• Centre social La Passerelle : o Une localisation peu attractive (excentrée, accessibilité…) o Des locaux peu adaptés à l'activité (maque de bureaux et d'une grande salle) o Une mobilisation du public difficile o Une communication peu efficace et lisible o Des **contraintes financières pour une partie des familles**, pour la participation à diverses activités (séjours, sorties, etc…). o **Des activités proposés aux jeunes de plus de plus de 18-20 ans** (Brie-Comte-Robert) à développer	• **La valorisation de l'action du Centre social** (communication publics cibles) • **La restructuration du Centre social** (aménagement, accessibilité). • Le renforcement/l'amélioration de la communication du Centre social vécu comme trop excentré. • **La garantie d'un accès à tous aux diverses activités.** • **Le renforcement des partenariats entre les communes dans l'organisation d'activités**, notamment sur la jeunesse (mutualisation, partage de locaux, séjours, sorties…). • **Le développement de la communication sur l'activité et l'offre des différentes structures d'accueil et d'animation.** • Le développement de partenariat avec les associations sportives et les écoles (Chevry-Cossigny). • Le développement de partenariat avec le collège et la crèche de Férolles (Servon).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Accès aux droits : insertion, précarité

Forces	Faiblesses	Enjeux
• **Un taux de chômage inférieur à celui du département.** • **Une moindre proportion de familles allocataires bénéficiaires du RSA, de la prime d'activité.** • Une moindre proportion de familles dépendantes des prestations CAF à plus de 50%. • **Aucun quartier prioritaire recensé sur le territoire.** • Des actions de prévention et de sensibilisation ponctuellement mises en place dans les communes. • Des CCAS favorisant l'accès aux droits. • Des projets en cours sur le volet du handicap (appel à projets handicap Brie-Comte-Robert et Servon). • Des travailleurs sociaux CAF77 qui accompagnent / AEH et JPF. • Des permanences Protection maternelle et infantile (PMI) au centre médico-social de Brie-Comte-Robert. • La création d'un poste de conseiller numérique et ateliers numériques du centre social et de la médiathèque.	• Des disparités infra-territoriales d'accès au très haut débit : les communes de Servon et Brie-Comte-Robert ne comptent presque aucun locaux raccordables à la fibre. • **Des dispositifs d'accompagnement des personnes en situation de handicap** (Chevry-Cossigny, Brie-Comte-Robert) qui restent à développer	• Une amélioration de l'accès au très haut débit : le raccordement des locaux à la fibre optique sur les communes de Servon et de Brie-Comte-Robert. • **Le développement des actions de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes** (harcèlement, réseaux sociaux, etc). • **La formation du personnel encadrant des structures d'accueil sur la prévention** (harcèlement, réseaux sociaux, etc). • **Le développement de dispositifs d'accompagnement des personnes en situation de handicap**, notamment sur, Chevry-Cossigny et Brie-Comte-Robert.

Accès aux droits : santé

Forces	Faiblesses	Enjeux
• **Aucune zone classée Zone d'Intervention Prioritaire + par l'ARS.** • Un Contrat Local de Santé en cours de création sur la CCOB. • Des projets de création de maisons de santé sur le territoire. • Une permanence PMI au sein de l'hôpital.	• **Un nombre de médecins généralistes limité** comparativement aux moyennes régionales et nationales. • **Des disparités infra-territoriales d'accès au soin** selon le zonage en médecins généralistes : deux communes classés en zone d'action prioritaire (Brie-Comte-Robert et Chevry-Cossigny).	• **Le maintien du tissu de médecins généralistes et l'attraction de nouveaux médecins dans les commune les moins dotées.**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022



Objectifs opérationnels et pistes d'actions



Petite enfance

Enjeux ou problématiques partagés	Objectifs opérationnels et pistes d'actions
• L'augmentation du nombre de place d'accueil des 0-3 ans. • Le recrutement d'assistant(es) maternel(les). • La promotion sur le métier d'assistant(es) maternel(les). • L'accompagnement des familles monoparentales avec enfants en bas âge. • L'accompagnement des familles allocataires avec enfants à charge. • Le développement de la communication sur l'offre d'accueil petite-enfance sur le territoire communautaire. • Le renforcement et le développement de la mutualisation entre les communes sur certains sujets (personnel, locaux, co-financement, etc).	➢ Chevry-Cossigny : Agrandissement du multi accueil ➢ Servon : Création d'une micro-crèche en 2023, et d'une autre pendant le mandat. ➢ Brie-Comte-Robert : Création d'une Maison de la Petite Enfance (crèche + agrandissement RPE et LAEP) ➢ Brie-Comte-Robert : Rénovation de la crèche Tir Lipopette ➢ Brie-Comte-Robert : Développement d'un plan de formation pluri-annuel pour les agents Petite Enfance. ➢ Pluri-communal : Valorisation par une communication adaptée du métier d'assistant-e maternel-le et financement des formations CAP : accompagnement éducatif petite enfance (AEPE) ou Petite enfance. ➢ Varennes-Jarcy : pérennisation de la maison d'assistantes maternelles récemment ouverte ou évolution vers une micro-crèche selon évaluation. Ouverture d'une seconde MAM selon évolution démographique de la commune et besoins à satisfaire.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Enfance

Enjeux ou problématiques partagés	Objectifs opérationnels et pistes d'actions
• Le renforcement et le développement de la mutualisation entre les communes sur certains sujets (personnel, locaux, co-financement, modalités d'inscription en ALSH et capacité d'accueil du territoire interco …). • L'extension des locaux et/ou l'adaptation des locaux ALSH. • Le recrutement de personnel encadrant.	➢ Pluricommunale ; Développement de l'attractivité- rémunération-financement de la formation BAFA/BAFD-mutualisation des ressources – plan de formation ambitieux ➢ Brie Comte Robert ; Extension des locaux ALSH ➢ Brie Comte Robert ; Développement de l'offre des ALSH durant les vacances scolaires. ➢ Brie Comte Robert ; Développement des séjours. ➢ Brie-Comte-Robert ; Développement d'un plan pluriannuel de formation pour les équipes. ➢ Chevry-Cossigny : Développement de l'activité du Conseil de Centre de loisirs. ➢ Servon ; Extension des locaux ALSH ➢ Varennes-Jarcy : Développement de l'accompagnement des enfants en milieu scolaire et périscolaire. ➢ Varennes-Jarcy : Extension des locaux (création de 2 salles périscolaires)

Jeunesse

Enjeux ou problématiques partagés	Objectifs opérationnels et pistes d'actions
• La mobilisation des jeunes (18-25 ans) dans les diverses activités proposées. • Le renforcement et le développement de la mutualisation entre les communes sur certains sujets (personnel, locaux, co-financement, modalités d'inscription en ALSH et capacité d'accueil du territoire interco …). • Le développement de l'offre, et le recrutement de personnel encadrant pour répondre à la forte demande.	➢ Pluricommunale : recrutement d'un animateur pour le public « jeunes » ➢ Brie-Comte-Robert : Création d'un Point Accueil et d'Ecoute Jeune (PAEJ) ➢ Brie-Comte-Robert : Création d'un Conseil des Jeunes. ➢ Brie Comte Robert : Développer l'offre de séjours internationaux ➢ Brie Comte Robert : Créer des accueils de loisirs associés aux collèges (ALAC) ➢ Brie Comte Robert : Création d'un espace jeunesse pour les 18/25 ans. ➢ Chevry-Cossigny ; Création d'une "junior association" ➢ Servon et Chevry-Cossigny : projets communs auprès des 11-17, interventions dans le collège de Lésigny. ➢ Varennes-Jarcy : Création et Extension des locaux pour les 11-17 ans.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Parentalité

Enjeux ou problématiques partagés	Objectifs opérationnels et pistes d'actions
• L'accompagnement des familles allocataires avec enfants à charge. • Le développement d'activité mobilisant les parents, dans les communes les moins dotées. • Le développement d'actions de prévention et de sensibilisation auprès des parents.	➢ Pluricommunale ;Animation des lieux parents-enfants (permanence par commune ?) sur le territoire en mobilisant le REAAP (avec un financement d'un-e EJE ?). ➢ Brie-Comte-Robert ; Développement de l'aide financière à la garde d'enfants pour les familles (Dispositif PLAGE). ➢ Brie-Comte-Robert ; Création d'un jardin des sens adapté aux « plus petits », lieu de rencontres et d'échanges pour les parents. ➢ Brie-Comte-Robert ; Développement des les "Balades Poussettes" ➢ Brie-Comte-Robert ; Développement des formations aux gestes qui sauvent pour les parents avec un zoom particulier sur le secours aux nourrissons et aux enfants ➢ Servon ; Organisation de rencontres à thèmes mobilisant les parents avec un(e) éducateur(trice) spécialisé(e). ➢ Varennes-Jarcy : Organisation de rencontres à thèmes mobilisant les parents et favorisation de leur participation aux instances de réflexion et d'évaluation du PEDT ainsi qu'aux activités périscolaires (études etc…)

Animation de la vie sociale

Enjeux ou problématiques partagés	Objectifs opérationnels et pistes d'actions
• La valorisation de l'action du Centre social (communication publics cibles). • La restructuration du Centre social (aménagement, accessibilité). • Le renforcement/l'amélioration de la communication autour du Centre social (vu comme trop excentré par les usagers). • La garantie d'un accès à tous aux diverses activités. • Le renforcement des partenariats entre les communes dans l'organisation d'activités, notamment sur la jeunesse (mutualisation, partage de locaux, séjours, sorties…). • Le développement de la communication sur l'activité et l'offre des différentes structures d'accueil et d'animation. • Le développement de partenariat avec les associations sportives et les écoles (Chevry-Cossigny). • Le développement de partenariat avec le collège et la crèche de Férolles (Servon).	➢ Pluricommunale ; Amélioration de l'offre de transport pour favoriser la mobilité et la fréquentation des activités /actions/lieux ➢ Pluricommunale ; Développement des partenariats entre communes-associations-structures du territoire.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Accès aux droits et numérique

Enjeux ou problématiques partagés	Objectifs opérationnels et pistes d'actions
• Le développement des actions de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes (harcèlement, réseaux sociaux, etc). • La formation du personnel encadrant des structures d'accueil sur la prévention (harcèlement, réseaux sociaux, etc). • Le développement de dispositifs d'accompagnement des personnes en situation de handicap.	➢ Pluricommunale ; Création d'une Maison France Service intercommunale et/ou création d'un service itinérant. ➢ Pluricommunale ; Développement des dispositifs d'accompagnement des personnes en situation de handicap en partenariat avec le CD 77. ➢ Brie-Comte-Robert ; Renforcement des actions du centre social La Passerelle en direction des publics éloignés du numériques. ➢ Servon : Adaptation de l'accès à l'Espace Jeune aux normes PMR.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes de l'Orée de la Brie

FICHE ACTION

Champs d'intervention : Petite Enfance

Objectif stratégique :

Développer l'offre d'accueil des enfants de 0 à 3 ans sur le territoire

Objectifs opérationnels /Actions :

Augmenter le nombre de places d'accueil collectif sur le territoire.
Améliorer l'attractivité du métier d'assistant-e maternel-le et augmenter leur nombre.
Améliorer la connaissance des techniciens sur l'offre existante sur le territoire afin de mieux orienter les demandes…

- Action 1 : Pluri communale : Valorisation par une communication adaptée le métier d'assistant-e maternel-le et financement des formations CAP (Accompagnement éducatif petite enfance (AEPE)).

- Action 2 : Brie-Comte-Robert : Création d'une Maison de la Petite Enfance (crèche + agrandissement RPE et LAEP).

- Action 3 : Brie-Comte-Robert : Rénovation de la crèche Tir Lipopette.

- Action 4 : Brie-Comte-Robert : Développement d'un plan de formation pluriannuel pour les agents Petite Enfance.

- Action 5 : Chevry-Cossigny : Agrandissement du multi accueil. Extension du multi accueil pour créer des places supplémentaires à Chevry ; possibilité de projeter une extension modulaire : nombre de places à définir.

- Action 6 : Servon : Création d'une micro-crèche en 2023 et d'une autre pendant le mandat. Extension du multi accueil pour créer des places supplémentaires à Servon ; possibilité de projeter une extension modulaire : nombre de places à définir.

- Action 7 : Varennes-Jarcy : Pérennisation de la maison d'assistantes maternelles récemment ouvertes ou évolution vers une micro-crèche selon évaluation. Ouverture d'une seconde MAM selon évolution démographique de la commune et besoins à satisfaire.
- Action 8 : Chevry – Servon : Valoriser le métier d'assistante maternelle comme celui des CAP AEPE et auxiliaire de puériculture en EAJE.

- Action 9 : Chevry – Servon : Participer à des forums sur territoires pour faire connaitre ces métiers petite enfance dans les collèges ou lycées de proximité.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Référents de l'action :

Villes	Caf à compléter par la Caf
Chevry-Cossigny : Elus : Elu en charge du SIPE, Vice-présidente du SIPE Service : Référent CTG : Partenaires associés : Directrice du SIPE **Servon :** Elus : Elu en charge de la petite enfance Service : Affaires scolaires enfance et jeunesse Référent CTG : Partenaires associés : Directrice du CIPE **Brie-Comte-Robert :** Elus : Elu en charge de la petite enfance Service : Petite enfance Référent CTG : Coordinatrice Petite-enfance Partenaires associés : LAEP La bulle verte **Varennes-Jarcy :** Elus : Elu déléguée à la petite enfance Service : polyvalence des services Référent CTG : DGS Partenaires associés : les assistantes maternelles, le CCAS, les bailleurs	Service enfance/Jeunesse : Cellule Parentalité AVS : Cellule Logement : Service des interventions sociales Service dématérialisation : Service Droits Allocataire : Pilote CTG :

Risques / freins identifiés :

- Cout de financement des nouvelles places et structures d'accueil.
- Manque d'attractivité, notamment financière, du métier d'assistant-e maternel-le
- Recrutement des professionnelles petite enfance diplômées ou qualifiées
- Manque de connaissance des pratiques des familles

Moyens mobilisés :

Ville de Chevry-Cossigny :
Moyens financiers : en cours de chiffrage

Ville de Servon :
Moyens financiers : micro-crèche : structure privée, pas de financement de la part de la mairie.
Rencontre sur un établissement modulaire d'un MAC en Seine et Marne prévue.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Ville de Brie-Comte-Robert :
Moyens financiers :
Action 2 : 2 000 000 € (Création Maison de la Petite Enfance (crèche + agrandissement RPE et LAEP)).
Action 3 : 400 000 € (Rénovation de la crèche Tir Lipopette)
Action 4 : 4 000 €/an (Plan de formation pluriannuel pour les agents Petite Enfance)

Varennes-Jarcy :
Moyens financiers :
Maintenance des locaux MAM actuels 5000€/ Seconde MAM 350 000 €

Territoire CCOB :
Moyens financiers mutualisés : pas de compétence dans l'immédiat, ni en projet en cette matière

Caf :
Financements : selon la nature des projets (sur fonds locaux et/ou nationaux)
- **AIDE A L'INVESTISSEMENT**
- **AIDES AU FONCTIONNEMENT**

Prestations de service
Bonus territoire /bonus Ctg
Appel à projets
Aides financières du Règlement intérieur AFO

Calendrier prévisionnel de l'action :

En cours de convention Ctg 2022-2026

Résultats attendus / Indicateurs d'évaluation :

Actions 1 : Territoire de la CCOB / pluri-communale *:* Valorisation par une communication adaptée le métier d'assistant-e maternel-le et financer des formations CAP : Accompagnement éducatif petite enfance (AEPE) ou Petite enfance.
Résultats attendus :
-Augmentation du nombre d'assistant-es maternel-les
Indicateurs :
- Nombre de recrutements nouveaux assistant-es maternel-les

Actions 2,5,6 : Création d'une maison de la Petite Enfance (crèche + agrandissement RPE et LAEP) Ville de Brie-Comte-Robert / Agrandir le multi accueil (Chevry Cossigny et Servon) / Créer une micro-crèche en 2023 et une autre dans le mandat (Servon)
Résultats attendus
- Répondre au besoin des familles en augmentant le nombre de places d'accueil sur les territoires.
- Renforcer les synergies entre les différentes structures (crèche/RPE/LAEP) pour améliorer le service rendu aux usagers.
- Augmentation du nombre de places d'accueil.

Indicateurs :
- Nombre de places d'accueil ouvertes.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Actions 3 : Brie-Comte-Robert : Rénovation de la Crèche Tir lipopette
Résultats attendus
- Améliorer l'accueil des enfants et des familles
- Offrir de meilleures conditions de travail aux professionnels de la petite enfance
- Renforcer le travail éducatif proposé aux enfants

Indicateurs :
- Qualité d'accueil perçue par les usagers et les professionnels

Actions 4 : Brie-Comte-Robert : Développement d'un plan de formation pluriannuel pour les agents Petite Enfance
Résultats attendus
- Renforcer les compétences des professionnels de la Petite Enfance,
- Les accompagner dans leur évolution professionnelle,
- Contribuer à travailler un parcours éducatif cohérent, en lien avec les services partenaires (accueils de loisirs, écoles, etc.)

Indicateurs :
- Nombre de formations réalisées.

Actions 7 : Varennes-Jarcy : Pérennisation de la maison d'assistantes maternelles récemment ouvertes ou évolution vers une micro-crèche selon évaluation. Ouverture d'une seconde MAM selon évolution démographique de la commune et besoins à satisfaire
Résultats attendus
- Améliorer l'accueil des enfants et des familles
- Offrir de meilleures conditions de travail aux professionnels de la petite enfance
- Renforcer le travail éducatif proposé aux enfants

Indicateurs :
- Qualité d'accueil perçue par les usagers et les professionnels

Actions 8 : Chevry – Servon ; Valoriser les métiers petite enfance quels qu'ils soient
Résultats attendus :
- Rencontres/échanges des professionnelles ou futures professionnelles dans les écoles de formations ou forum petite enfance sur le territoire/
- Reconnaissance de l'expertise de ces métiers par les usagers et les employeurs.

Indicateurs :
- Meilleures connaissances des métiers petite enfance
- Expertise des missions demandées reconnue par usagers et partenaires

Actions 9 : Chevry – Servon ; participer à des tables rondes sur les métiers au sein des collèges ou lycées du territoire.
Résultats attendus :
- de carrières mieux cernées par les jeunes sur le marché du travail
- Acceptation des établissements pour accueillir des professionnels(les) de terrain pour échanger des pratiques

Indicateurs :
-Nombre de rencontres dans les lycées ou collèges locaux

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes L'Orée de Brie

FICHE ACTION

Champs d'intervention : Enfance

Objectif stratégique :

Améliorer l'offre d'accueil des enfants de 3 à 10 ans

Objectifs opérationnels /Actions :

Développer l'offre, et le recrutement de personnel encadrant pour répondre à la forte demande
Renforcer et le développer la mutualisation entre les communes.
Développer les actions à destination des enfants de l'intercommunalité et favoriser la participation aux actions

- Action 1 : Pluri communale : Développement (harmonisation ?) de la rémunération. Financement de la formation BAFA/BAFD-mutualisation des ressources.
- Action 2 : Brie Comte Robert : Extension des locaux ALSH.
- Action 3 : Brie Comte Robert : Développement de l'offre des ALSH durant les vacances scolaires.
- Action 4 : Brie Comte Robert : Développement de l'offre de séjours.
- Action 5 : Brie-Comte-Robert : Développement d'un plan pluriannuel de formation pour les équipes.
- Action 6 : Chevry-Cossigny : Développement l'activité du Conseil de Centre de loisirs.
- Action 7 : Servon : Extension des locaux ALSH.
- Action 8 : Varennes-Jarcy : Développement de l'accompagnement des enfants en milieu scolaire et périscolaire.
- Action 9 : Varennes-Jarcy : Extension des locaux (création de 2 salles périscolaires).

Référents de l'action :

Villes de …..	**Caf** à compléter par la Caf
Chevry-Cossigny : Elus : Elu en charge de l'enfance Service : éducation enfance jeunesse Référent CTG : Directeur Service Enfance Jeunesse Partenaires associés : parents d'élèves, écoles, élus enfants, intercommunalité...	Service enfance/Jeunesse : Cellule Parentalité AVS : Cellule Logement : Service des interventions sociales Service dématérialisation : Service Droits Allocataire : Pilote CTG :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Servon : Elus : Elu en charge de l'enfance Service : Affaires scolaires et enfance jeunesse Référent CTG : Directrice enfance jeunesse Partenaires associés : CAF, commission urbanisme **Brie-Comte-Robert :** Elus : Elu en charge de l'enfance Service : Direction Education-Jeunesse et Sports Référent CTG : Directrice Education-Jeunesse et Sports Partenaires associés : prestataires et associations diverses – Fondation Poidatz – UNICEF ... **Varennes-Jarcy :** Elus : Elus en charge de la vie éducative et de la jeunesse (extrascolaire) Service : Vie Educative Référent CTG : Coordinatrice Vie éducative Partenaires associés : Ecoles, associations, parents d'élèves, conseil municipal enfants etc...	

Risques / freins identifiés :

- Cout de fonctionnement
- Attractivité du territoire pour les recrutements d'animateurs-trices
- Modalités de la coopération entre les communes

Moyens mobilisés :

Ville de Chevry-Cossigny :
Moyens financiers :
Conseil centre de loisirs : 1 600 € personnels
Accueils périscolaires enfance réel 2021 : 145 772 € personnels/ 17 850 € charges diverses
Accueils extrascolaires enfance réel 2021 : 118 000 € personnels / 39 030 € charges diverses
300€ pour les projets interco

Ville de Servon :
Moyens financiers : 400 000 € environ (extension des locaux ALSH)

Ville de Brie-Comte-Robert :
Moyens financiers :
Action 2 : 568 581 € (Extension des locaux)
Action 3 : 20 000 € / an (Coût masse salariale des accueils de loisirs à dominante sportive)
Action 4 : 35 000 € / an (Développement de l'offre de séjours)
Action 5 : 6 000 € / an (Plan de formation)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Ville de Varennes-Jarcy :
Moyens financiers : Moyens financiers : 635 000 € (extension des locaux – participation CAF notifiée pour 250 000 € / DSIL 200 000 €, solde à charge de la commune)
Accueils périscolaires réel 2021 : 93 000 € personnels / 49300 charges diverses
Accueils extrascolaires réel 2021 : 98 000 € personnels / 44600 charges diverses

Territoire CCOB :
Moyens financiers mutualisés (?) :

Rencontres intercommunales :
Séjour : 4 500 €

Caf :
Financements : selon la nature des projets (sur fonds locaux et/ou nationaux)
- **AIDE A L'INVESTISSEMENT**
- **AIDES AU FONCTIONNEMENT**

Prestations de service
Bonus territoire /bonus Ctg
Appel à projets
Aides financières du Règlement intérieur AFO

Calendrier prévisionnel de l'action :
En cours de convention Ctg 2022-2026

Résultats attendus / Indicateurs d'évaluation :

Action 1 : Pluri communale ; Financement formation BAFA/BAFD
Résultats attendus :
- Amélioration des recrutements

Indicateurs
- Nombre de journées de formation réalisées

Action 2 : Brie Comte Robert : Extension des locaux ALSH
Résultats attendus :
- Améliorer les conditions d'accueil des enfants
- Répondre au besoin des familles
- Offrir aux équipes d'animation un espace plus adapté au développement de leur projet pédagogique

Indicateurs
- Nombre de parents/familles concernés
- Satisfaction des usagers et des professionnels

Action 3 : Brie Comte Robert : Développer l'offre des ALSH durant les vacances scolaires
Résultats attendus :
- Répondre au besoin des familles pendant les temps extra-scolaires

Indicateurs
- Nombre de journée-enfants réalisées

Résultats enquête de satisfaction des usagers

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Action 4 : Brie Comte Robert : Développer les séjours
Résultats attendus :
- Permettre à plus d'enfants de partir en séjours
- Accompagner les enfants dans le développement de leur autonomie

Indicateurs
- Nombre enfants concernés
- Satisfaction des participants

Action 5 : Brie-Comte-Robert : Développer un plan pluriannuel de formation pour les équipes.
Résultats attendus :
- Développer les compétences des agents
- Développer un socle commun de connaissances, créer des références professionnelles communes
- Améliorer la prise en charge et l'accompagnement des enfants et des familles

Indicateurs
- Nombre d'agents formés
- Meilleure cohérence des actions menés par l'ensemble des professionnels de l'Enfance

Action 6 : Chevry-Cossigny : Développer l'activité du Conseil de Centre de loisirs.
Résultats attendus :
- Favoriser les échanges entre les différents acteurs/co-éducateurs
- Répondre aux questionnements des familles concernant le périscolaire et extrascolaire
- Informer les familles sur le fonctionnement du service, des actions et projets…

Indicateurs
- qualité des échanges
- réponses apportées aux familles et enfants
- réalisation des demandes des enfants

Actions 7 et 9 : Servon ; Extension des locaux ALSH. Varennes-Jarcy : Extension des locaux (création de 2 salles périscolaires).
Résultats attendus :
- Amélioration des conditions d'accueil
- Le nombre de famille est en hausse – Pouvoir accueillir tous les enfants sans devoir se délocaliser dans les salles communales de la ville ou encore éviter de mettre en place une convention avec Brie-Comte-Robert pour pouvoir accueillir les enfants Servonnais

Indicateurs
- Nombre d'enfants accueillis

Action 8 : Varennes-Jarcy : Développement de l'accompagnement des enfants en milieu scolaire et périscolaire.
Résultats attendus :
- Amélioration de l'accueil

Indicateurs
Taux de fréquentation de l'accueil périscolaire

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes l'Orée de la BRIE

FICHE ACTION

Champs d'intervention : Jeunesse

Objectif stratégique :

Faire participer les jeunes du territoire aux activités proposées et éveiller/développer leur citoyenneté.

Objectifs opérationnels /Actions :

Proposer des activités et des lieux adaptés au public « jeunes » par un encadrement formé.
Développer la communication autour des activités proposées aux jeunes.
Développer la participation et l'engagement citoyen.
Développer les actions à destination des jeunes de l'intercommunalité et favoriser la participation aux actions

- Action 1 : Pluri communale : Recrutement d'un animateur pour le public « jeunes ».
- Action 2 : Brie-Comte-Robert : Création d'un Point Accueil et d'Ecoute Jeune (PAEJ).
- Action 3 : Brie-Comte-Robert : Développement de l'offre de séjours internationaux.
- Action 4 : Brie-Comte-Robert : Création d'accueils de loisirs associés aux collèges (ALAC).
- Action 5 : Brie-Comte-Robert : Création d'un espace jeunesse pour les 18/25 ans.
- Action 6 : Brie-Comte-Robert : Création d'un Conseil des Jeunes.
- Action 7 : Chevry-Cossigny : Création d'un nouvel espace jeunes.
- Action 8 : Chevry-Cossigny : Création d'une "junior association".
- Action 9 : Chevry-Cossigny et Servon : Projets communs auprès des 11-17, interventions dans le collège de Lésigny.
- Action 10 : Chevry-Cossigny : Développer la participation et l'engagement citoyen : conseil municipal des jeunes
- Action 11 : Varennes-Jarcy : Recrutement d'un référent « jeunes ».
- Action 12 : Varennes-Jarcy : Création des locaux pour les 11-17 ans.
- Action 13 : Varennes-Jarcy : Développer la participation et l'engagement citoyen (Chantiers Educatifs, la bourse aux projets, les ateliers citoyenneté).

Référents de l'action :

Villes de ...	**Caf** à compléter par la Caf
Chevry-Cossigny : Elus : Élus en charge de la jeunesse. Service : éducation enfance jeunesse Référent CTG : Directeur service enfance jeunesse Partenaires associés : service démocratie participative et citoyenneté, collège, intercommunalité...	Service enfance/Jeunesse : Cellule Parentalité AVS : Cellule Logement : Service des interventions sociales Service dématérialisation : Service Droits Allocataire : Pilote CTG :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Servon : Elus : Élu en charge de la jeunesse. Service : Affaires scolaires, enfance et jeunesse Référent CTG : Directrice service enfance jeunesse Partenaires associés : Collège **Brie-Comte-Robert :** Elus : Élu en charge de la jeunesse. Service : Education Jeunesse et Sports Référent CTG : Directrice Education Jeunesse et Sports Partenaires associés : Etablissements scolaires secondaires - CIThéA CAP FAMILLES – associations de préventions, sportives – Mission locale – CIDJ... **Varennes-Jarcy :** Elus : Élus en charge de la jeunesse Service : Vie Educative - Jeunesse Référent CTG : Coordinatrice petite enfance Partenaires associés : associations, mission locale du Val d'Yerres Val de Seine, les communes du Val d'Yerres	

Risques / freins identifiés :

- Couts de fonctionnement
- Disponibilité du foncier bâti ou à bâtir
- Absentéisme du public

Moyens mobilisés :

Ville de Chevry-Cossigny :

Moyens financiers :

Accueil jeunesse réel 2021 : 45 825 € personnels / 16480€ charges diverses

Action 7 : 200 000 € /réhabilitation de locaux, mise aux normes, travaux, équipement... (Création espace jeunes)

Action 8 : 1 000 €/an fonctionnement 1 600 € personnel/an (Création « junior association »)

Action 10 : 3 000 € de fonctionnement pour le CMJ/an 2 000 € personnels /an (Animation Conseil Municipal des Jeunes).

Ville de Servon :

Moyens financiers : à déterminer

Ville de Brie-Comte-Robert :

Moyens financiers :

Action 3 : 10 000 €/ an (séjours internationaux)

Action 4 : 15 000 € / an (ALAC)

Action 5 : 30 000 €/ an (espace jeunesse)

Action 6 : 5 000 € / an (conseil de jeunes)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Ville de Varennes-Jarcy :
Moyens financiers :
Action 11 : 44 000 € temps plein « Référent jeunes » - % à affecter à la jeunesse à définir ;
Action 12 : 50 000 € pour le local des 11-17 ans, 15 000 € pour le premier équipement
Action 13 : 5 000 € chantiers éducatifs/ 5000 € Bourse aux projets jeunes/ 3 000 € ateliers citoyenneté

Territoire CCOB :
Moyens financiers mutualisés :
Rencontres intercommunales :
Séjour : 28 000 €
Projet Interco'go : 6 920 €
PAEJ : **110 000 €**

Caf :
Financements : selon la nature des projets (sur fonds locaux et/ou nationaux)
- **AIDE A L'INVESTISSEMENT**
- **AIDES AU FONCTIONNEMENT**

Prestations de service
Bonus territoire /bonus Ctg
Appel à projets
Aides financières du Règlement intérieur AFO

Calendrier prévisionnel de l'action :
En cours de convention Ctg 2022-2026

Résultats attendus / Indicateurs d'évaluation :

Action 1 : Pluri communale : Recrutement d'un animateur pour le public « jeunes ».
Résultats attendus :
- Mutualisation des moyens entre les communes.
- Amélioration de l'accompagnement des jeunes.

Indicateurs
- Nombre de jeunes accompagnés.

Action 2 : Brie-Comte-Robert : Création d'un Point Accueil et d'Ecoute Jeune (PAEJ)
Résultats attendus :
- Offrir un service complémentaire aux jeunes et aux familles
- Développer des actions de sensibilisation et de prévention
- Accompagner les équipes d'animation sur les thématiques liées à la prévention et à la souffrance des jeunes

Indicateurs
- Nombre de jeunes et de familles utilisant le service
- Nombre d'opérations de prévention proposées

Action 3 : Brie-Comte-Robert : Développer l'offre de séjours internationaux
Résultats attendus :
- Permettre aux jeunes de s'ouvrir à d'autres cultures
- Renforcer les liens entre les jeunes de pays différents
- Permettre à des jeunes de s'impliquer dans la conception et la mise en œuvre d'un projet de séjour.

Indicateurs
- Nombre de séjours créés
- Nombre de jeunes partis

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Action 4 : Brie-Comte-Robert : Créer des accueils de loisirs associés aux collèges (ALAC)
Résultats attendus :
- Développer l'offre d'animation proposée aux pré-adolescents
- Permettre aux jeunes de s'impliquer dans des projets
- Renforcer le partenariat entre les équipes d'animation jeunesse et les équipes enseignantes

Indicateurs
- Nombre de jeunes fréquentant les ALAC

Action 5 : Brie-Comte-Robert : Création d'un espace jeunesse pour les 18/25 ans
Résultats attendus :
- Accompagner les jeunes majeurs dans leur insertion professionnelle, l'accès au logement, aux dispositifs d'aide spécifiques qui leur sont destinés.
- Permettre aux jeunes de pratiquer des activités culturelles et sportives
- Permettre aux jeunes majeurs de s'impliquer dans des projets d'intérêt général

Indicateurs
- Nombre de jeunes accompagnés

Action 6 : Brie-Comte-Robert : Création d'un Conseil des Jeunes
Résultats attendus :
- Sensibiliser les jeunes à la citoyenneté
- Permettre aux jeunes de concevoir et mettre en œuvre des projets d'intérêt général.

Indicateurs
- Nombre de projets mis en œuvre par les jeunes élus

Action 7 : Chevry-Cossigny : Création d'un nouvel espace jeunes
Résultats attendus :
- Avoir une offre plus adaptée aux jeunes
- Redynamiser le service jeunesse
- Créer du lien social et particulièrement avec les associations et le service vie locale

Indicateurs
- Nombre de jeunes utilisant le service
- implication des jeunes dans la réalisation du projet

Action 8 : Chevry-Cossigny : création d'une "junior association"
Résultats attendus :
- Créer du lien social entre les jeunes
- Développer des actions à destination des jeunes.
- Permettre au jeune de participer à la vie de la commune
- Apprendre au jeune de mettre en place des projets et d'acquérir une méthode

Indicateurs
- nombre de projets et actions pour subventionner le projet
- Nombre de jeunes impliqués
- réussite des actions et projets
- recette acquise

Action 9 : Chevry-Cossigny et Servon : Projets communs auprès des 11-17, interventions dans le collège de Lésigny.
Résultats attendus :
-mutualiser les activités et les sorties.
-promouvoir l'espace jeunes auprès du collège pour accueillir davantage de jeunes
-Travailler ensemble à fidéliser les jeunes

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Indicateurs
-Nombre de jeunes en augmentation
-Fidélisation des jeunes

Action 10 : Varennes-Jarcy : Développer la participation et l'engagement citoyen : conseil municipal des jeunes
Résultats attendus :
- Développer le conseil municipal jeunes
- Favoriser l'expression des jeunes
- Permettre au jeune de faire des choix, de développer son esprit critique et de porter ses idées ou celle d'un groupe
- Favoriser les échanges, le partage et l'écoute de l'autre : l'enfant élu « porte-parole » des autres
- Permettre au jeune de participer à la vie de la commune
- Permettre au jeune de connaitre le fonctionnement d'une municipalité
- Apprendre au jeune de mettre en place des projets et d'acquérir une méthode

Indicateurs
- Nombre d'actions
- Nombre de jeunes engagés
- implication des jeunes dans la réalisation des projets
- réussites des projets (fréquentation des évènements...)

Action 11 : Varennes-Jarcy : Recrutement d'un référent « jeunes
Résultats attendus :
- Amélioration de l'accompagnement des jeunes.

Indicateurs
- Nombre de jeunes accompagnés

Action 12 : Varennes-Jarcy : Création des locaux pour les 11-17 ans.
Résultats attendus :
- Avoir une offre plus adaptée aux jeunes
- Redynamiser le service jeunesse
- Identification des besoins et des attentes des jeunes pour une meilleure coordination des actions développées dans le cadre de la politique jeunesse

Indicateurs
- Nombre de jeunes accueillis

Action 13 : Varennes-Jarcy : Développer la participation et l'engagement citoyen (Chantiers Educatifs, la bourse aux projets, les ateliers citoyenneté).
Résultats attendus :
- Baisse des incivilités
- Favoriser l'expression des jeunes

Indicateurs
- Nombre de candidats à la bourse municipale aux projets jeunes issus de ce dispositif, qualité des contreparties au sein des services municipaux
- Nombre de jeunes participant à des actions d'intérêt général ponctuellement en qualité de bénévoles

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes l'Orée de la Brie

FICHE ACTION

Champs d'intervention : Parentalité

Objectif stratégique :

Soutenir les parents dans leur rôle éducatif.

Objectifs opérationnels /Actions :

Développer les actions mobilisant les parents dans les lieux d'accueil.
Développer le travail en réseau.
Développer la communication autour des activités proposées aux parents.

- Action 1 : Pluri communale : Animation des lieux parents-enfants sur le territoire en mobilisant le REAAP (Réseaux d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents)

- Action 2 : Brie-Comte-Robert : Développement de l'aide financière à la garde d'enfants pour les familles (Dispositif PLAGE).

- Action 3 : Brie-Comte-Robert : Création d'un jardin des sens adapté aux « plus petits », lieu de rencontres et d'échanges pour les parents.

- Action 4 : Brie-Comte-Robert : Développement des "Balades Poussettes"

- Action 5 : Brie-Comte-Robert : Développement des formations aux gestes qui sauvent pour les parents avec un zoom particulier sur le secours aux nourrissons et aux enfants

- Action 6 : Servon : Organisation de rencontres à thèmes mobilisant les parents avec un(e) éducateur(trice) spécialisé(e).

- Action 7 : Varennes-Jarcy : Organisation de rencontres à thèmes mobilisant les parents et favorisation de leur participation aux instances de réflexion et d'évaluation du PEDT ainsi qu'aux activités périscolaires (études etc…).

- Action 8 : Chevry – Servon : Proposition d'ateliers parents-enfants-professionnelles sur le MAC – ateliers jeux – éveil – motricité – tables rondes sur thématiques – café parents, échanges à partir d'affiches de contenus sur les besoins et l'intérêt de l'enfant au fil du temps. Proposition de rencontres récurrentes individuelles plus que collectives pour parler de l'enfant, de son évolution, de ces besoins au quotidien (alimentation – sommeil – éveil – interactions avec son, ses parents…)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Référents de l'action :

Villes de …...	**Caf** à compléter par la Caf
Chevry-Cossigny : Elus : Vice-présidente du SIPE Service : Référent CTG : Partenaires associés : Directrice du CIPE **Servon :** Elus : Elu en charge de l'enfance, Présidente du SIPE Service : Affaires scolaires, enfance et jeunesse Référent CTG : Directrice service enfance jeunesse Partenaires associés : Directrice du CIPE **Brie-Comte-Robert :** Elus : Elu en charge de la vie sociale Service : Petite Enfance Référent CTG : Coordinatrice Petite-enfance Partenaires associés : **Varennes-Jarcy :** Elus : Elu en charge de la vie éducative Service : Vie Educative Référent CTG : Coordinatrice Vie éducative Partenaires associés : Les parents d'élèves, la caisse des écoles	Service enfance/Jeunesse : Cellule Parentalité AVS : Cellule Logement : Service des interventions sociales Service dématérialisation : Service Droits Allocataire : Pilote CTG :

Risques / freins identifiés :

- Couts de fonctionnement
- Adhésion des communes au projet

Moyens mobilisés :

Ville de Chevry-Cossigny :
Moyens financiers : à déterminer

Ville de Servon :
Moyens financiers : éducateur spécialisé financé par la CAF en partie

Ville de Brie-Comte-Robert :
Moyens financiers :
Action 2 : 42 000 € / an (Dispositif PLAGE)
Action 3 : 10 000 € (Création d'un jardin des sens)
Action 4 : 2 000 € (Développement des "Balades Poussettes")
Action 5 : 2 500 € investissement matériel de formation + 500 €/an (Développement des formations aux gestes qui sauvent pour les parents)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Ville de Varennes-Jarcy :
Moyens financiers : Subvention à la caisse des écoles : 20 000 €

Territoire CCOB :
Moyens financiers mutualisés : à déterminer

Caf :
Financements : selon la nature des projets (sur fonds locaux et/ou nationaux)
- **AIDE A L'INVESTISSEMENT**
- **AIDES AU FONCTIONNEMENT**

Prestations de service
Bonus territoire /bonus Ctg
Appel à projets
Aides financières du Règlement intérieur AFO

Calendrier prévisionnel de l'action :
En cours de convention Ctg 2022-2026

Résultats attendus / Indicateurs d'évaluation :

Action 2 : Brie-Comte-Robert : Développer l'aide financière à la garde d'enfants pour les familles (Dispositif PLAGE)
Résultats attendus :
- Soutenir et accompagner les familles qui utilisent les services d'une assistante maternelle en leur offrant une participation financière.
- Réajuster le montant de l'accompagnement financier pour le rendre encore plus équitable.

Indicateurs
- Nombre de parents/familles concernés
- Satisfaction des familles

Action 3 : Brie-Comte-Robert : Créer un jardin des sens adapté aux « plus petits », lieu de rencontres et d'échanges pour les parents.
Résultats attendus :
- Offrir aux enfants un espace de découverte dans lequel ils pourront développer leur sens.
- Créer un espace sécure et riche d'expériences sensorielles qui invitera les parents à laisser leurs enfants explorer par eux-mêmes.
- Accompagner les parents afin qu'ils soient en confort avec un lâcher prise qui leur permettra de mieux observer et comprendre le développement de leur enfant.
- Permettre aux professionnels de la Petite Enfance d'accompagner les familles dans leur parentalité.

Indicateurs
- Nombre de parents/familles qui fréquenteront le jardin des sens
- Observation des postures soutenantes des parents
- Intérêt des familles aux conseils apportés par les professionnels de la Petite Enfance

Action 4 : Brie-Comte-Robert : Développer les "Balades Poussettes"
Résultats attendus :
- Aller à la rencontre des parents et des assistantes maternelles
- Rompre l'isolement, leur permettre de partager des expériences communes
- Ouvrir les familles, les assistantes maternelles, les enfants à des expériences ludiques ou culturelles (expositions, spectacles, lectures, jeux à la ludothèque...)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Indicateurs
- Nombre de parents/assistantes maternelles/enfants concernés
- Création d'un lien, satisfaction des participants

Action 5 : Brie-Comte-Robert : Développer des formations aux gestes qui sauvent pour les parents avec un zoom particulier sur le secours aux nourrissons et aux enfants
Résultats attendus :
-Améliorer la prise en charge des enfants et des personnes blessées ou en situation de détresse physique
- Rassurer les parents, leur donner les moyens de comprendre une situation problème et d'agir en conséquence
Indicateurs
- Nombre de parents/familles formés aux gestes de premiers secours

Action 6 : Servon : Organisation de rencontres à thèmes mobilisant les parents avec un(e) éducateur(trice) spécialisé(e).
Résultats attendus :
- Rassurer les parents, leur donner les moyens de comprendre une situation problème et d'agir en conséquence.
- Accompagner les parents afin qu'ils soient en confort avec un lâcher prise qui leur permettra de mieux observer et comprendre le développement de leur enfant.
Indicateurs
- Nombre de parents/familles accompagnés

Action 7 : Varennes-Jarcy : Organisation de rencontres à thèmes mobilisant les parents et favorisation leur participation aux instances de réflexion et d'évaluation du PEDT ainsi qu'aux activités périscolaires (études etc…).
Résultats attendus :
- Rassurer les parents, leur donner les moyens de comprendre une situation problème et d'agir en conséquence
- Accompagner les parents afin qu'ils soient en confort avec un lâcher prise qui leur permettra de mieux observer et comprendre le développement de leur enfant.
Indicateurs
- Nombre de parents/familles accompagnés

Actions 8 : Chevry – Servon : Proposition d'ateliers parents-enfants-professionnelles sur le MAC – ateliers jeux – éveil – motricité – tables rondes sur thématiques – café parents, échanges à partir d'affiches de contenus sur les besoins et l'intérêt de l'enfant au fil du temps. Proposition de rencontres récurrentes individuelles plus que collectives pour parler de l'enfant, de son évolution, de ces besoins au quotidien (alimentation – sommeil – éveil – interactions avec son, ses parents…)
Résultats attendus :
- Accompagner les parents en créant des interactions de qualité avec leurs enfants
- Les aider à comprendre les attitudes et comportements au fil du développement de leur enfant
- Les accompagner sur leur responsabilité de parents
- Créer des moments d'échanges en lien avec leur rôle parental
Indicateurs :
- Nombre de parents participants aux ateliers
- Changements observés dans les relations parents/enfants
- Nombre de retour positifs de ces ateliers proposés

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes l'Orée de la Brie

FICHE ACTION

Champs d'intervention : Animation vie sociale

Objectif stratégique :

Développer le lien social entre les habitants du territoire

Objectifs opérationnels /Actions :

Favoriser et développer les actions créant des échanges et des rencontres entre les habitants.
Mobiliser les communes et les associations locales, développer les partenariats

- Action 1 : Pluri communale : Amélioration de l'offre de transport pour favoriser la mobilité et la fréquentation des activités /actions/lieux

- Action 2 : Pluri communale : Développement des partenariats entre communes-associations-structures du territoire.

Référents de l'action :

Intercommunalité	**Caf** à compléter par la Caf
CCOB Élus : VP en charge des transports Service : Direction générale + Communication Référent CTG : Directrice générale des services Partenaires associés :	Service enfance/Jeunesse : Cellule Parentalité AVS : Cellule Logement : Service des interventions sociales Service dématérialisation : Service Droits Allocataire : Pilote CTG :

Risques / freins identifiés :

- Mobilité des usagers
- Limite des actions de communication
- Cout des transports
- Implication des publics ciblés, des publics « éloignés » ou « empêchés »

Moyens mobilisés

Territoire CCOB :
Moyens financiers mutualisés : à déterminer

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Caf : Financements : selon la nature des projets (sur fonds locaux et/ou nationaux)

➲ **AIDE A L'INVESTISSEMENT**

➲ **AIDES AU FONCTIONNEMENT**

Prestations de service
Bonus territoire /bonus Ctg
Appel à projets
Aides financières du Règlement intérieur AFO

Calendrier prévisionnel de l'action :

en cours de convention Ctg 2022-2026

Résultats attendus / Indicateurs d'évaluation :

- Multiplier les relations et échanges entre habitants, quartiers, ville, territoire.
- Constater la mixité des publics mobilisés et participants

Indicateurs :

- Nombre d'actions ou événements proposés
- Nombre de personnes/familles participantes
- Modifications constatées dans la diversité des publics touchés

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes l'Orée de la Brie

FICHE ACTION

Champs d'intervention : Accès aux droits et numérique

Objectif stratégique :

Favoriser l'accès aux droits et améliorer l'usage et l'accès au numérique

Objectifs opérationnels /Actions :

Améliorer l'accès au très haut débit.
Développer des actions de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes (harcèlement, réseaux sociaux, etc.).
Former du personnel encadrant des structures d'accueil sur la prévention, l'accès aux droits.

- Action 1 : Pluri communale : Création d'une Maison France Service intercommunale et/ou création d'un service itinérant.

- Action 2 : Pluri communale : Développement des dispositifs d'accompagnement des personnes en situation de handicap en partenariat avec le CD 77.

- Action 3 : Brie-Comte-Robert : Renforcement des actions du centre social La Passerelle en direction des publics éloignés du numériques.

- Action 4 : Servon : Adaptation de l'accès à l'Espace Jeune aux normes PMR.

- Action 5 : Varennes-Jarcy : Action de prévention et sensibilisation auprès des jeunes

Référents de l'action :

Ville de …...	**Caf** à compléter par la Caf
Chevry-Cossigny : Elus : Elu en charge de l'enfance et de la jeunesse. Service : Éducation enfance jeunesse Référent CTG : Directeur Service Éducation enfance jeunesse Partenaires associés : service vie locale, culture, sportif et sociale **Servon :** Elus : Elu en charge de l'enfance et de la jeunesse. Service : Services Affaires scolaires et enfance jeunesse Référent CTG : Responsables services affaires scolaire et enfance jeunesse	Service enfance/Jeunesse : Cellule Parentalité AVS : Cellule Logement : Service des interventions sociales Service dématérialisation : Service Droits Allocataire : Pilote CTG :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Partenaires associés : service affaires sociales et logement, services techniques. **Brie-Comte-Robert :** Elus : Elu en charge des affaires sociales. Service : Centre social La Passerelle Référent CTG : Coordinatrice petite-enfance. Partenaires associés : **Varennes-Jarcy :** Elus : Conseiller municipal délégué aux déplacements urbains et à la sécurité numérique Service : polyvalence des services Référents CTG : DGS, et coordinatrice vie éducative Partenaires associés : associations, écoles, villes voisines **Territoire CCOB :** Elus : VP en charge du numérique Service : Direction général Référent CTG : Directrice générale des services Partenaire associés : les communes	

Risques / freins identifiés :

- Couts de fonctionnement
- Adhésion des communes
- Retard dans le déploiement de la Fibre (Seine et Marne Numérique : Syndicat du Département de Seine et Marne)
- Participation des publics ciblés

Moyens mobilisés :

Ville de Chevry-Cossigny :
Moyens financiers :
Développement des actions de prévention et de sensibilisation auprès des enfants et des jeunes (chocokids, reportage/film, théâtre ...) : budget à définir selon le type d'actions (salaires et fonctionnement, Formation CNFPT de l'équipe d'animation)
Pour l'accompagnement des personnes en situation de handicap : journée de sensibilisation avec les jeunes, (journées du handicap APF, chien guide d'aveugle, IME...)
Budget de fonctionnement : 2 500 €
Budget salaires : nombre d'heures par journée organisée
Formation CNFPT de l'équipe d'animation

Ville de Servon :
Moyens financiers : budget à définir

Ville de Brie-Comte-Robert :
Moyens financiers : 24 000 €/an à compter de 2024

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Ville de Varennes-Jarcy :
Moyens financiers : Développement des actions de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes
Salaires : 44 000 €/ an + budget de fonctionnement à définir
Formation des personnels : par le CNFPT ou sur site par préférence budget annuel : 3 000 €

Territoire CCOB :
Moyens financiers mutualisés : à déterminer

Caf :
Financements : selon la nature des projets (sur fonds locaux et/ou nationaux)
➲ **AIDE A L'INVESTISSEMENT**
➲ **AIDES AU FONCTIONNEMENT**
Prestations de service
Bonus territoire /bonus Ctg
Appel à projets
Aides financières du Règlement intérieur AFO

Calendrier prévisionnel de l'action :
En cours de convention Ctg 2022-2026

Résultats attendus / Indicateurs d'évaluation :

Action 1 : Pluri communale ; Création d'une Maison France Service intercommunale et/ou création d'un service itinérant.
- Disponibilité du réseau numérique
- Fonctionnement de la maison France Service

Résultats attendus :
- Amélioration de l'accès aux droits

Indicateurs
- Taux de fréquentation des lieux
- Nombre d'usagers concernés/renseignés/
- Nombre d'actions réalisées
- Nombre d'agents formés

Action 2 : Pluri communale : Développer des dispositifs d'accompagnement des personnes en situation de handicap en partenariat avec le CD 77

Résultats attendus :
- Former les équipes
- Sensibiliser les enfants et les familles
- favoriser l'accès aux structures à toutes et tous
- Renforcer le lien social

Indicateurs
- Nombre d'usagers accompagnés et informés (enfants et parents)
- nombre d'actions
- implication des différents acteurs (équipes, parents d'élèves, écoles, partenaires extérieurs...)

Action 3 : Brie-Comte-Robert : Renforcer les actions du centre social La Passerelle en direction des publics éloignés du numérique

Résultats attendus :
- accompagner les usagers dans leurs démarches numériques quotidiennes
- délivrer des formations informatiques de sorte de rendre les usagers plus à l'aise avec les outils numériques

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Indicateurs
- Nombre d'usagers accompagnés et/ou formés
- Aisance acquise par les usagers, amélioration de leur autonomie

Action 4 : Servon : Adaptation de l'accès à l'Espace Jeune aux normes PMR.
Résultats attendus :
- Accueil des jeunes en situation de handicap moteur à l'espace jeunes.
- Ouvrir la structure à tous

Indicateurs :
- Nombre de personnes en situation de handicap fréquentant la structure

Action 5 : Varennes-Jarcy : Action de prévention et sensibilisation auprès des jeunes
Résultats attendus :
- Évolution des comportements des jeunes (usage des réseaux sociaux, harcèlement, etc)

Indicateurs :
- Nombre de jeunes accompagnés

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

ANNEXE 3 – Les modalités de fonctionnement des instances de pilotage

Un comité de pilotage de la Convention territoriale globale : Caf de Seine-et-Marne/ Caf de l'Essonne / Communauté de communes de l'Orée de la Brie / Communes / Syndicat.

Son rôle :

- Assurer le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention,
- Contribuer à renforcer la coordination entre les partenaires, dans leurs interventions respectives,
- Veiller à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné,
- Porter une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire,
- Décider les ajustements nécessaires à la bonne conduite des actions.

Le comité de pilotage se réunit 1 fois par an.

Sa composition :

- Des représentants de : la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, des communes signataires et du Syndicat, la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-et-Marne et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne.

Des réunions thématiques associant les différents acteurs des champs d'intervention retenus ayant pour objectif :

- La petite enfance
- L'enfance / jeunesse
- Le soutien à la parentalité
- L'animation de la vie sociale
- L'accès aux droits et numérique
- Le logement

Leurs objectifs : mise en œuvre du plan d'actions et son suivi.

Rythme : en fonction des besoins pour construire et mettre en œuvre les actions.

La coordination sera assurée par les chefs de projet de chaque institution / communes et les professionnels investis dans le groupe projet.

Son rôle :

- Assurer un rôle de veille et de suivi de la mise en œuvre des actions,
- Apporter un soutien méthodologique aux référents des actions et aux comités thématiques,
- Coordonner l'évaluation annuelle et pluriannuelle des actions,
- Préparer les comités de pilotage.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

ANNEXE 4 – Liste des équipements et services soutenus par la collectivité locale

(Une liste des équipements et services par signataire dans le respect des compétences détenues)

Commune de Brie Comte Robert	
TYPE DE STRUCTURE	**NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE**
EAJE	Crèche collective : 2 rue du Tir 77170 Brie-Comte-Robert
	Multi Accueil Anne-Marie Guittard : 8 avenue du Parc 77170 Brie-Comte-Robert
	Crèche familiale et Halte-Garderie : 8 avenue du Parc 77170 Brie -Comte-Robert
	Crèche ville-entreprise Bouton d'Or/ Maison Bleu : 23 Grand rue de Villemeneux 77170 Brie-Comte-Robert
ALSH EXTRA ET PERI	Centre de Loisirs Maternel 1,2,3 Soleil : rue du Martinet 77170 Brie -Comte-Robert
	Centre de Loisirs Élémentaire La Clé des Champs : 26 rue des Tournelles 77170 Brie-Comte-Robert
ALSH Ados	Centre de loisirs Ados : 3 rue des Écoles 77170 Brie-Comte-Robert
LAEP	Lieu d'accueil enfants-parents associatif La Bulle verte : 59, rue Pasteur 77170 Brie-Comte-Robert
RPE	Relais Petite Enfance : 12 rue du Martinet 77170 Brie-Comte-Robert
Actions hors prestation de service	
Formation BAFA BAFD	
Ludothèque	
Poste de coordination CTG	

Commune de Chevry Cossigny	
TYPE DE STRUCTURE	**NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE**
ALSH	Accueil de loisirs L'île aux Loisirs : rue Marcel Pagnol 77173 Chevry-Cossigny
ALSH Ados	Espace jeunes : 11 rue Jean Delsol 77173 Chevry-Cossigny
Actions hors prestation de service	
Formation BAFA BAFD	
Séjours	

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Commune de Servon	
TYPE DE STRUCTURE	**NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE**
ALSH PERI ET EXTRA	Accueil de loisirs Les Petits Bergers : 32 rue de la Poste 77170 Servon
ALSH Ados	Espace jeunes : 15 rue de la Poste 77 170 Servon

Centre Intercommunal de la Petite Enfance – Chevry-Cossigny, Férolles-Attily, Servon	
TYPE DE STRUCTURE	**NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE**
EAJE	Multi Accueil Graines d'étoiles : Route de Servon 77170 Férolles-Attilly
RPE	Le RPE du CIPE : Route de Servon – 77170 Férolles-Attilly

Commune de Varennes Jarcy	
TYPE DE STRUCTURE	**NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE**
EAJE	
ALSH	
ALSH Ados	
LAEP	
RPE	
Actions hors prestation de service	

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-93-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

ANNEXE 5 – Décision du conseil municipal (communautaire) de la commune de (XXX) *(Regroupement de communes ou communauté de communes)*……en date du ……

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

N° 94-2022
Objet : Convention partenariale avec Ile-de-France Mobilités – DSP 13

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la note explicative de synthèse,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission « Transports & Déplacements » réunie le 05 décembre 2022,

Considérant le projet de convention partenariale entre la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et Ile-de-France Mobilités,

Considérant que ladite convention prévoit une participation annuelle forfaitaire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie fixée à 185 572 €,

Considérant que cette convention est établie à compter du 1er janvier 2023 pour une durée de 6 ans,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve la convention partenariale pour le réseau de transports du territoire de l'Orée de la Brie - DSP 13 - jointe à la présente délibération ainsi que l'ensemble de ses annexes.

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer ladite convention partenariale et ses annexes.

Article 3 : Dit que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets des années concernées.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

CONVENTION PARTENARIALE
ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS / COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OREE DE LA BRIE

Commentaire à destination de la Collectivité

Ce document projet est communiqué à l'ensemble des collectivités partenaires. Celles-ci sont de natures variées : CD, communauté urbaine, EPT, Communauté d'agglomération, Communauté de communes voire ville. Aussi des ajustements seront opérés, en tant que de besoin.

Vous êtes en outre invités à identifier les actions que vous réalisez dans le cadre des conventions partenariales en vigueur et qui nécessitent, pour être pérennisées, une adaptation du présent document.

La convention partenariale étant bilatérale, les obligations qui concernent le ou les opérateurs de transport sont assurées par le(s) contrat(s) de concession, au travers notamment de clauses miroirs. Il est également envisageable, sauf incompatibilité de calendrier, d'annexer la convention partenariale au contrat de concession. A défaut, celle-ci sera bien entendu portée dès que possible à la connaissance de l'opérateur retenu pour prise en compte.

La présente convention est établie entre :

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, Etablissement public à caractère administratif dont le siège social est situé au 39bis-41 rue de Châteaudun, 75009 Paris, représenté par son directeur général Monsieur Laurent PROBST autorisé à signer la présente par délibération du Conseil d'Administration n°2020/XXX en date du XX/XX/2020

Ci-après dénommée « ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS »,

d'une première part,

ET

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OREE DE LA BRIE, dont le siège est situé 1 Place de la Gare, 77170 Brie-Comte-Robert, représentée par son président, Monsieur Jean LAVIOLETTE autorisé à signer la présente par délibération en date du XX/XX/2022.

d'une deuxième part,

Ci-après dénommée « la Collectivité »,

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité étant ci-après désignées conjointement par « les Parties ».

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Table des matières

Préambule....2
Article 1 - Objet de la convention....2
Article 2 - Liste des contrats et des lignes de bus desservant le territoire de la Collectivité....2
Article 3 - Le comité de suivi annuel....2
Article 4 - Modifications du service de référence et programmation de l'offre....3
Article 5 - Mise à disposition de biens par la Collectivité....5
Article 6 - Rôle de la Collectivité dans le fonctionnement de l'exploitation des lignes de bus....6
Article 7 - Communication....9
Article 8 - Le numérique au service d'une mobilité durable et inclusive....11
Article 9 - Recours à la procédure d'avenant....14
Article 10 - Engagements financiers de la Collectivité....14
Article 11 - Date d'effet de la convention et résiliation....15
Article 12 - Durée de la convention....15
Article 13 - Règlement des litiges....15
Table des Annexes....17

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Préambule

La COLLECTIVITE souhaite, dans le cadre des compétences reconnues à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, continuer à participer activement à l'amélioration et au développement des transports collectifs publics sur son territoire.

Dans cet objectif, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la COLLECTIVITE déterminent, par la présente convention, le rôle que cette dernière entend jouer dans le fonctionnement quotidien des lignes de bus du contrat d'exploitation passés entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et les opérateurs de transport, ainsi que sa participation financière à l'exploitation desdites lignes.

Ainsi, dans ce cadre, les Parties affirment leur volonté partagée de mettre en place une offre de transport collectif routier adaptée aux besoins de mobilité du territoire, dans de bonnes conditions socio-économiques, et de travailler à la qualité et à la performance du service rendu. Elles inscrivent leurs relations dans un partenariat fondé sur la transparence et la clarté des engagements de chacun.

A travers ses documents de planification (PLD...) et ses projets urbains, la COLLECTIVITE œuvre, aux côtés d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, dans le sens d'une cohérence renforcée entre urbanisme et transports, du développement des transports en commun et d'une meilleure efficacité de la desserte de son territoire.

La présente convention constitue une opportunité de décliner ces ambitions partagées mais n'a pas pour objet de déléguer tout ou partie des compétences d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à la COLLECTIVITE.

Ceci exposé, il est convenu entre les parties et arrêté ce qui suit.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention traduit les rôles respectifs :

- d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES, autorité organisatrice qui fixe, conformément à l'article L. 1241-2 du code des transports, les relations à desservir, désigne les exploitants, définit les modalités techniques d'exécution ainsi que les conditions générales d'exploitation et de financement des services et veille à la cohérence des programmes d'investissement ;
- de la COLLECTIVITE.

Article 2 - Liste des contrats et des lignes de bus desservant le territoire de la Collectivité

Chaque périmètre contractuel comportant des lignes de bus desservant le territoire de la Collectivité fait l'objet d'une annexe à la présente convention. Cette annexe liste les lignes de bus objet de la convention.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Article 3 - Le comité de suivi annuel

Pour accompagner la vie du réseau, les Parties de la présente convention se réunissent au sein d'un comité de suivi.

Ce comité sera co-présidé par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la COLLECTIVITE.

Instance de concertation, le comité aura notamment pour mission de suivre l'exécution de la présente convention.

Le comité de suivi a pour objet la présentation par le ou les opérateurs de transports de leur rapport annuel. Ainsi, le comité de suivi traitera notamment :

- de l'exécution du service réalisé par l'opérateur de transport et de la qualité de service, de la lutte contre la fraude, des incidents d'insécurité, des plaintes des usagers ;
- de la ponctualité, de la vitesse commerciale et des conditions d'exploitation des lignes, à travers leur évolution et des causes d'évolution des temps de parcours allongés ou irréguliers ;
- de l'évolution de l'offre et de la fréquentation sur l'année écoulée ;
- des propositions d'évolution de l'offre de service ;
- de l'accessibilité de l'ensemble des points d'arrêt et de l'ensemble des travaux situés sur le territoire de la Collectivité ;
- des coûts du service ;
- et de tout autre sujet à la demande d'une des Parties.

Dans un souci constant de transparence, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS présente le contrat d'exploitation à chaque changement d'opérateur sur le territoire.

Outre le comité de suivi, selon les besoins de l'exploitation, les Parties participent à des groupes de travail sur la vie du contrat, avec ou sans l'opérateur.

Article 4 - Modifications du service de référence et programmation de l'offre

L'offre de transport et le niveau attendu de la qualité de service sont définis par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS dans le contrat d'exploitation.

Pour améliorer l'offre de transport, l'opérateur est tenu de rechercher la meilleure adéquation de l'offre à la demande sur la base d'une analyse régulière de la fréquentation et de l'évolution des territoires. Il est force de proposition pour la mise en œuvre d'adaptations visant à améliorer le service rendu et à optimiser les moyens de production.

La Collectivité peut être à l'initiative d'une demande de modification de l'offre de référence. Dans ce cas, ces demandes devront suivre les principes définis aux articles suivants, 4-1 et 4-2.

L'offre de référence peut être modifiée de façon temporaire ou pérenne.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Article 4-1 - Modifications temporaires pouvant conduire à une modification de l'offre de référence

Certaines situations, telles que des travaux de voirie ou des perturbations de service de transport collectif en connexion ou en proximité avec les lignes du service concédé, peuvent affecter de façon significative l'exploitation normale des lignes ou la demande, et nécessiter une modification temporaire de l'offre de référence sur une ou plusieurs lignes.

De même, certains événements exceptionnels (manifestations sportives, culturelles…) peuvent nécessiter des modifications ponctuelles de l'offre.

Dans ces situations, il appartient à l'opérateur de transport, averti d'un évènement par la Collectivité, d'anticiper l'intégration des contraintes liées à cet évènement pour construire une offre au plus près des besoins des voyageurs et de mettre en œuvre les moyens nécessaires.

- S'agissant des modifications à caractère ponctuel et à impact limité, induites par exemple par des contraintes viaires ou des aléas d'exploitation, celles-ci sont mises en œuvre par l'opérateur de transport suite à un accord préalable écrit des collectivités concernées.

  Ces modifications ne sont pas prises en compte en tant que modification de l'offre de référence et ne requièrent pas de validation d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

- S'agissant des modifications donnant lieu à une nouvelle organisation de l'exploitation (induisant le cas échéant un ajustement de l'affectation du matériel roulant mis à disposition par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS) et à l'affichage de nouveaux horaires, celles-ci font l'objet d'une validation préalable d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Le financement de la modification temporaire est assuré par le maître d'ouvrage des travaux qui en est à l'origine ou par l'entité qui demande ladite modification. Dans le cas où le maitre d'ouvrage ou le demandeur ne prend pas en charge ce financement, le volume d'offre pourra être ajusté pour préserver l'équilibre économique du contrat d'exploitation.

Le financement par la Collectivité est égal au coût payé par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à l'opérateur de transport pour les kilomètres supplémentaires effectués, sur la base des coûts unitaires marginaux du contrat d'exploitation.

La prise en charge financière est arrêtée par échange de courriers entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité, au plus tard deux semaines avant l'évènement ou le début des travaux.

Article 4-2 - Modifications pérennes

Les modifications pérennes de l'offre de référence peuvent notamment intervenir dans les hypothèses suivantes :

- mise en service d'une nouvelle offre de transport en correspondance ou sur le territoire ;
- mise en service d'un nouvel équipement générateur de mobilité ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- création d'un nouveau point d'arrêt dans le cadre d'une modification d'itinéraire d'une ligne ;
- adaptation de l'offre à la fréquentation ;
- adaptation des itinéraires notamment suite à un changement de plan de circulation ;
- modification de l'amplitude horaire.

Toute modification pérenne de l'offre de référence requiert la passation d'un avenant :

- au contrat d'exploitation conclu entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport,
- à la convention partenariale dans le cas d'une modification consécutive de la contribution financière de la Collectivité.

La Collectivité a la possibilité de demander des études d'adaptation de l'offre bus et de produire, le cas échéant, des pré-études. Ces études permettent d'alimenter les réflexions d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et de la Collectivité sur les évolutions d' offre.
Les demandes de modifications pérennes de l'offre de référence formulées par la Collectivité sont analysées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS au regard notamment :

- du niveau de service et de fréquentation préexistants ;
- des renforts déjà mis en œuvre sur le secteur ;
- de l'efficacité de l'opérateur de transport, en particulier s'agissant de la qualité de service assuré ;
- de l'efficience de l'exploitation des lignes de bus sur le périmètre géographique, mesurée par différents indicateurs relatifs à l'évolution de la vitesse commerciale, de la fréquentation, du taux de charge, du gabarit du matériel roulant, des conditions d'exploitation générales, du taux de réalisation du service et des temps de parcours ;
- de l'estimation du niveau de trafic induit par la modification ;
- de l'intégration de la proposition de modification dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique régionale décidée par son Conseil.

Pour chaque modification pérenne, les conclusions de l'analyse des résultats permettent à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS de valider ou non la demande de modification pérenne de l'offre de référence. En cas de validation de la demande, la participation financière de la Collectivité peut être réévaluée.

Article 5 - Mise à disposition de biens par la Collectivité

La Collectivité conclut une convention de mise à disposition des biens (meubles, immeubles et équipements) avec l'opérateur de transport. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS s'engage à informer la Collectivité du nom du nouvel opérateur de transport, le cas échéant, lors du renouvellement du contrat d'exploitation.

La Collectivité communique une copie de la convention de mise à disposition en amont de chaque procédure de mise en concurrence.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

La Collectivité confie les biens dans un état propre à leur exploitation et effectue tous les travaux lui incombant en tant que propriétaire.

S'agissant des arrêts de bus, l'utilisation du domaine public ne donne pas lieu à redevance.

Article 6 - Rôle de la Collectivité dans le fonctionnement de l'exploitation des lignes de bus

Article 6-1 - Suivi de l'exploitation des lignes de bus

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS transmet à la Collectivité chaque année le rapport annuel du ou des opérateur(s) de transport concernant son périmètre.

a. Suivi de la qualité de service

Dans un souci de transparence sur le service rendu par les concessionnaires, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS s'engage à mettre à disposition de la Collectivité les résultats des enquêtes réalisées tout au long de l'année pour chacun des contrats d'exploitation. Les niveaux de ponctualité ainsi que les taux de réalisation issus des systèmes d'aide à l'exploitation et à l'information voyageurs (SAEIV) seront communiqués.

La Collectivité pourra visualiser ces données d'enquêtes au travers de la plateforme mise à disposition par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

De son côté, la Collectivité pourra réaliser ses propres observations de terrain et informer ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS des manquements du concessionnaire.

b. Suivi de l'usage et de l'offre

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS met à disposition de la Collectivité les données suivantes :

- Au titre du suivi de l'usage :
  - Données de validation disponibles sur l'Open data ;
  - Etat des lieux annuel et évolution de la fréquentation globale ainsi que l'usage par ligne (fréquentation par titres, par courses, par point d'arrêt, serpent de charge pour les lignes équipées de cellules compteuses). Ces données seront analysées lors du comité de suivi annuel.

- Au titre du suivi de l'offre :
  - Etat des lieux annuels de l'évolution de l'offre ;
  - Offre par ligne ;
  - Régularité ;
  - Offre non réalisée.

Article 6-2 - Relations avec les voyageurs

La Collectivité peut être destinatrice de demandes d'information et de réclamations. Elle peut soit transmettre à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pour réponse, notamment lorsqu'il s'agit d'évolution de l'offre, soit y répondre à partir des éléments fournis par l'opérateur de transport, avec copie pour information à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, notamment lorsqu'il s'agit d'un problème de qualité de service.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Par ailleurs, l'opérateur de transport dispose d'une organisation et d'outils lui permettant de répondre aux demandes d'information et aux réclamations qui lui parviennent dans le cadre du contrat d'exploitation.

Article 6-3 - Qualité et performance du service de transport

a. Fluidité du réseau et gestion des feux

La Collectivité participe à l'amélioration des conditions d'exploitation et de circulation des bus sur les voies et espaces publics dont elle est gestionnaire.

Lorsqu'elle ne dispose pas de la compétence voirie, elle sensibilise les communes adhérentes compétentes.

b. Aménagements de voirie et des espaces publics

Les partenaires ont pour objectif d'offrir une offre de service de qualité et au meilleur coût. L'objectif sous-jacent est donc d'améliorer la vitesse commerciale et la régularité des bus. A ce titre, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pilote, en lien avec la Collectivité, les études nécessaires au diagnostic des conditions d'exploitation et de circulation des bus sur les voies et espaces publics et à l'identification des solutions correctives.

Ces études font l'objet d'échanges avec la Collectivité et l'opérateur. Dans ce cadre, la Collectivité cherche à favoriser l'harmonisation des politiques de circulation et de stationnement et à réaliser les aménagements convenus avec ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS sur son territoire.

Ces aménagements peuvent être éligibles aux subventions accordées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, relatives notamment à la vitesse commerciale, à la régularité et à la ponctualité, à la sécurité des voyageurs et des personnels, à l'accessibilité, à l'amélioration de la qualité de service et des correspondances.

Préalablement à la programmation effective de travaux, la Collectivité informe ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport de tout projet d'aménagement, de requalification, de création ou suppression de voies / d'espaces publics / de stationnement, de manière à d'apprécier les impacts éventuels sur les conditions d'exploitation et de circulation des bus.

La Collectivité informe ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport de la suppression des obstacles au passage des bus (plateaux à pentes trop fortes, chicanes trop étroites, bordures de séparation de voies infranchissables, etc…).

L'opérateur de transport peut également formuler des propositions d'aménagements visant à l'amélioration de la circulation des bus.

c. Aménagements des points d'arrêts

Dans un objectif d'amélioration de la vitesse commerciale, le nombre et l'implantation des points d'arrêts résultent d'une décision concertée entre la Collectivité et ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS prenant en compte la vocation de la ligne et son environnement.

Les modalités relatives aux abris voyageurs et aux poteaux sont précisées en annexe.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

d. Aménagement des pôles multimodaux

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS intervient aux côtés des collectivités pour améliorer l'aménagement des pôles multimodaux dans le but de favoriser l'intermodalité entre les modes de transport collectif (ferré, tramway et bus), les modes individuels (véhicule particulier, vélo, marche…) ou les nouveaux modes partagés (autopartage, co-voiturage…).

Les objectifs sont multiples : accroître le confort des voyageurs, réduire les temps de correspondance, renforcer la sécurité des cheminements, garantir une place de stationnement etc.

Aux abords des pôles, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS propose ainsi aux collectivités un appui financier et technique pour réaliser des études de pôles. Les aménagements décidés à l'issue des études peuvent ensuite être éligibles aux subventions accordées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Au sein des gares, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS développe et finance, avec les opérateurs, une politique de services pour améliorer le confort des voyageurs via le déploiement de services « socles » pour les déplacements (confort d'attente, accueil des populations à mobilité réduite, signalétique...) ou de services « connexes » (commerces, services publics, crèches...).

e. Gestion des Eco-stations Bus et aménagement de transport routier de plus de cinq postes à quai (ATR5) (dans le cas du souhait de la Collectivité d'intégrer la gestion des Eco-stations Bus dans les contrats d'exploitation)

Les modalités sont définies en annexe.

f. Autres coordinations

- Prévention – Sécurité

La Collectivité peut demander à l'opérateur de transport de participer, le cas échéant, aux Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), aux Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS), ainsi qu'aux actions de prévention de l'insécurité.

- Centres opérationnels bus

La Collectivité et ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS se concertent, le cas échéant, pour traiter des enjeux liés aux centres opérationnels bus (évolutions et transition énergétique).

Article 6-4 - Parking Vélos Ile-de-France Mobilités

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS intègre dans les contrats d'exploitation avec l'opérateur de transport le déploiement d'une offre de stationnement vélo en intermodalité, que ce soit sous forme d'arceaux en libre accès ou de consignes sécurisées.

Les équipements seront déployés sous l'égide de la marque Parking Vélos Ile-de-France Mobilités. Les évolutions de la charte graphique qui permettront de valoriser les partenariats avec les partenaires locaux sont à consulter en annexe.

Les équipements seront dimensionnés en fonction des projections définies dans le cadre du schéma directeur de stationnement vélo en gare et station qui figure en annexe. En revanche, concernant le lieu d'implantation des équipements, ce travail sera fait en concertation avec les différents propriétaires concernés (opérateurs de transport, communes / départements), ainsi qu'avec l'EPCI compétent.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

A titre d'information, le stationnement vélo de certaines gares restera sous maitrise d'ouvrage de la SNCF ou de la RATP, via les contrats liant ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS avec ces deux opérateurs.

Les modalités de déploiement sont précisées en annexe.

Article 6-5 - Mise en accessibilité des points d'arrêts

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS a adopté son Schéma directeur d'accessibilité – Agenda d'accessibilité programmée (SD'Ap) en juillet 2015 et a retenu le principe de la mise en accessibilité de 860 lignes, dont environ 540 pour la grande couronne.

Les lignes retenues au SD'Ap constituent un objectif minimal de mise en accessibilité, la Collectivité peut s'engager sur un programme de mise en accessibilité plus ambitieux. Les travaux de mise aux normes des points d'arrêt doivent cependant être priorisés sur les lignes retenues au SD'Ap.

La déclaration d'accessibilité d'une ligne, qui incombe à l'opérateur de transport, reste conditionnée à :

- au minimum 70% des points d'arrêt sont accessibles aux UFR (usagers en fauteuil roulant) ;
- 100% des véhicules de la ligne sont accessibles aux UFR (dotés de palettes manuelles ou électriques) / les véhicules de réserve ne sont pas concernés ;
- le personnel de conduite doit avoir été formé au fonctionnement des équipements d'accessibilité et à la prise en charge des personnes en situation de handicap.

Afin que l'objectif d'accessibilité soit atteint, la Collectivité informe les collectivités qui sont gestionnaires de voirie qu'elles peuvent organiser des réunions ou des visites terrain avec l'opérateur de transport pour les aider à établir un état de l'accessibilité des points d'arrêt et déterminer les aménagements nécessaires à leur mise en accessibilité.

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS aide les collectivités gestionnaires à financer la mise en accessibilité des points d'arrêt. Celles-ci sont invitées à lui soumettre un dossier de demande de subvention avant le début des travaux de mise aux normes d'un ou plusieurs points d'arrêt, qui, en cas de validation, rend alors éligibles les travaux à des subventions d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

L'opérateur de transport doit renseigner régulièrement les arrêts rendus accessibles dans la base de données référentielle d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. La Collectivité incite toute collectivité compétente à renseigner l'état d'accessibilité des points d'arrêts sur leur territoire et le transmet à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS lorsque cette dernière en fait la demande.

Article 7 - Communication

Article 7-1 - Actions de communication

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS invite la Collectivité à lui transmettre son plan de communication en rapport avec les transports collectifs pour l'année N+1 au plus tard au 15 octobre de l'année N.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Pour toute action de communication de la Collectivité en rapport avec les transports collectifs, cette dernière applique les principes suivants :

- elle indique que le réseau concerné est ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS;
- la marque majeure de tout type de supports de communication sur le périmètre géographique concerné est la marque ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES, étant précisé qu'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS autorise la présence de la marque de la Collectivité sur tous les supports de communication des lignes desservant le périmètre géographique de la Collectivité ;
- chaque action de communication respecte les prescriptions contenues à l'annexe Charte graphique de la présente convention, pour toutes les lignes desservant le périmètre géographique de la Collectivité ;
- la Collectivité associe ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pour l'organisation de tout événement en rapport avec les lignes desservant le périmètre géographique concerné (exemples : inauguration, action de promotion du transport public, présentation d'un nouveau véhicule…) et l'informe au plus tard un mois avant le jour du dit événement.

Ces actions de communication prévisionnelles de la Collectivité alimentent les réflexions qu'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS a avec l'opérateur de transport, dans la constitution d'un plan de communication cohérent pour l'année N+1.

La période entre le 15 octobre et le 31 décembre de l'année N est l'occasion d'échanges entre Ile-de-France MOBILITES et son opérateur de transport et entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la ou les Collectivité(s) sur le périmètre géographique concerné.

Le plan de communication est consolidé au plus tard à la fin de l'année N et communiqué par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à la Collectivité au plus tard le 31 janvier de l'année N+1.

Article 7-2 - Espaces publicitaires

Dès lors que de tels espaces existent, la Collectivité pourra disposer si elle le souhaite de :

- deux semaines par an [Dans le cas de plusieurs collectivités signataires : une semaine par an par collectivité] de l'espace d'affichage situé à l'arrière du matériel roulant pour ses actions de communication préalablement validées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS;
- quatre semaines par an [Dans le cas de plusieurs collectivités signataires : deux semaines par an par collectivité] de l'espace d'affichage situé à l'intérieur du matériel roulant pour ses actions de communication préalablement validées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Les dates effectives de mise à disposition sont établies lors de l'élaboration du plan de communication annuel, afin de les synchroniser avec les campagnes prévues par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. La définition de ces dates dépend également du mode de gestion de la publicité.

Article 7-3 - Habillage extérieur du matériel roulant

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Le matériel roulant est désormais propriété d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. Dans ce cadre, l'habillage extérieur du matériel roulant doit correspondre aux prescriptions graphiques d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS prévues par la Charte d'habillage en vigueur, s'inscrivant ainsi dans la cohérence du réseau régional.

Toutefois ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS peut, si la Collectivité le souhaite, apposer le logo de la Collectivité sur le matériel roulant.

Le logo de la Collectivité figure alors aux emplacements réservés figurant en annexe de la présente convention.

La Collectivité, si elle souhaite apposer son logo, doit au préalable le soumettre à l'autorisation d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS en lui présentant un prototype.

Si elle obtient l'accord d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, la Collectivité fait son affaire de l'impression de son logo sur l'adhésif adapté. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS demande à son opérateur de transport de procéder à l'adhésion du logo de la Collectivité aux emplacements prévus, une fois son accord donné à la Collectivité et une fois que cette dernière lui aura indiqué la date de réception des adhésifs logotypés. La Collectivité fait livrer ses adhésifs logotypés chez l'opérateur de transport.

Elle informe ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS de tout changement ou modification de son logo, qui est soumis à nouveau à l'autorisation d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS avant toute modification d'adhésif sur le matériel roulant.

Le nombre de véhicules sur lequel peut être apposé le logo de la Collectivité ne peut être supérieur au nombre de véhicules confiés à l'opérateur de transport par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pour le contrat concerné.

Article 7-4 - Licence de marque

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS est propriétaire de la marque verbale et semi-figurative ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. Une licence de marque est annexée à la présente convention afin que la Collectivité puisse reproduire les marques d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS sur tous les supports qu'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS aura préalablement validée.

La Collectivité devra accorder une licence de marque à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS si elle souhaite apposer son logo sur le matériel roulant. Elle procèdera à une nouvelle licence de marque en cas de modification de son logo.

Article 8 - Le numérique au service d'une mobilité durable et inclusive

Le recours croissant à la mobilité servicielle permet de répondre à trois objectifs communs à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et à la Collectivité :

- améliorer le service aux voyageurs avec une expérience sans couture et personnalisée ;
- améliorer la connaissance des usagers et des pratiques afin de mieux orienter les politiques publiques de mobilité ;
- catalyser et diffuser l'innovation pour une mobilité durable et inclusive.

Elle doit également permettre de répondre aux enjeux sociétaux forts auxquels ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et les collectivités sont confrontées en matière de mobilité urbaine,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

tels que l'urbanisation, la pollution, la congestion des axes routiers, l'accessibilité et l'inclusion des personnes à mobilité réduite.

Ainsi, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS porte une triple ambition en termes de mobilité servicielle :

- être un acteur de la mobilité servicielle en élaborant une interface numérique MaaS proposant des informations et médias numériques aux voyageurs ;
- être maitre d'ouvrage d'une plateforme de données régionales – PRIM pour Plateforme Régionale d'Information à la Mobilité – destinée aux réutilisateurs de données et services ;
- organiser plus largement la mobilité servicielle en Île-de-France, promouvoir les bonnes pratiques et définir les grands principes d'interactions entre les acteurs, conformément aux orientations des politiques publiques de mobilité.

Article 8.1 : Coopération pour la constitution d'une offre de mobilité et l'échange de données et services numériques relatifs à cette offre

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS met d'ores et déjà à disposition de la Collectivité :

- des données relatives aux transports collectifs, disponibles en Opendata ;
- des données relatives aux aménagements cyclables des communes (voies cyclables) ;
- des actions et outils pour développer l'usage des nouvelles mobilités : des outils de pédagogie et de communication auprès des usagers ; outils d'animation (diffusion de bonnes pratiques, mise en relation d'acteurs) ; promotion et subvention de certains modes via des démarches de labélisation (ex : autopartage), conventionnement (ex : covoiturage) et contractualisation (ex : Véligo Location, transport à la demande) ;
- des moyens d'information et de réservation de transport à la demande.

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS propose de coopérer davantage avec la Collectivité en :

- mettant à disposition de la Collectivité des données et services susceptibles d'être réutilisés dans le cadre de projets numériques : les données disponibles de circulation et de déplacements des opérateurs de nouvelles mobilité (vélo en libre-service, covoiturage, autopartage) conventionnés et labelisés ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ; les services ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS existants (système de recherche d'itinéraire multimodal, système d'information en temps réel, système d'information sur l'accessibilité des PMR, outil d'authentification Navigo Connect) ; les services ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à venir (outils de gestion de compte, système de réservation et paiement, service de cartographie des points de service en gare, système de géolocalisation des équipements d'intermodalité, système de guidage indoor, etc.) ;
- mettant à disposition des données sur les usages cyclables issues de remontées d'information de capteurs embarqués sur les vélos mis à disposition dans le cadre de contrats de location longue-durée par exemple et par l'utilisation d'applications mobiles pour le vélo, crowdsourcing ;

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- aidant la Collectivité à harmoniser les prescriptions dans ses appels à candidature dans le champs des nouvelles mobilités qu'elle promeut (via des contrats, conventions ou labels) ;

- offrant une aide à la Collectivité dans le suivi de la mise en œuvre des opérateurs de mobilité sur son territoire, lorsqu'il s'agit d'acteurs sous contrat / conventionnement/ labélisation ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, et en bénéficiant des audits effectués par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ;

- mettant à disposition des dispositifs de médiation pour rendre les usages numériques plus accessibles au plus grand nombre et notamment aux populations fragiles ;

- accompagnant les démarches d'écomobilité auprès des populations et des entreprises (promotion des acteurs labélisés auprès des agents publics territoriaux ou des salariés, mise à disposition de flottes de mobilités partagées, etc.) ainsi que sur les modes de financement associés (« titre mobilité »).

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité développent ensemble l'intermodalité et la multimodalité entre les transports en commun et les nouvelles mobilités. Dans ce but, la Collectivité est invitée à :

- attribuer des places de stationnement équipées de bornes de recharges électriques aux acteurs de l'autopartage labélisés par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS afin de faciliter leur intégration dans les espaces urbains ;
- rendre plus aisés la circulation et le stationnement du covoiturage et des modes partagés (vélos, trottinettes et scooters électriques) sur son territoire par le développement d'infrastructures dédiées ;
- délivrer aux opérateurs de free-floating une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, après avis d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, conformément à l'article 41 de la LOM codifié à l'article L. 1241-17 du code des transports ;
- interagir avec ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS lorsqu'un cadre de labélisation, de conventionnement ou de contractualisation est mis en place pour une offre de nouvelle mobilité, avant que la collectivité rende une décision relative au déploiement ou au renouvellement d'une offre sur son territoire, et ce afin de garantir la cohérence de l'offre avec le plan de mobilité, élaboré et adapté en fonction de l'évolution des usages et de l'orientation des politiques publiques ;
- faire remonter à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS des données, via l'interface numérique PRIM, dans un standard ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, notamment les données relatives : au stationnement (localisation, nombre de places) ; aux modes conventionnés par la Collectivité (données d'offre, données d'usage, données usagers, dans le respect des disposition du RGPD) ; aux services d'intermodalité et infrastructures dédiées aux nouvelles mobilités (location et si possible disponibilité) tels que les places de stationnement (vélos, autopartage, covoiturage), les bornes de rechargement d'engins électriques, les voies réservées (vélos, covoiturage), etc. ; aux données de comptage (capteurs fixes*)* de la circulation en voirie, de l'état des routes et du niveau de congestion des axes routiers.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Article 8.2 : Coopération en matière de projets numériques en lien avec la mobilité

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité peuvent mener des projets d'innovation en collaboration, ainsi qu'avec d'autres partenaires, sur des sujets relatifs au numérique, à la multimodalité, à l'accessibilité, etc.

Si la Collectivité le souhaite, elle peut demander à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS de jouer un rôle de facilitateur ou d'accompagnement à la réalisation de certains cas d'usages qu'elle jugerait utile de développer sur son territoire pour répondre aux besoins des usagers. A titre d'exemple, il pourrait s'agir de la mise en place d'applications ou sites dédiés à des entreprises et à leurs salariés. Les données et services existants et mis à disposition par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS sur PRIM devront être réutilisés afin que l'application ou le site développé pour une cible spécifique soit concordante avec l'application MaaS d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pourra également faciliter le développement de partenariats par la mise en relation la collectivité avec des acteurs partenaires spécialisés, en particulier avec les acteurs conventionnés et labellisés ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Article 8.3 : Coopération en matière de médias numériques multimodaux locaux (MaaS local)

Dans un objectif de lisibilité de l'offre d'applications de mobilités pour l'usager et de cohérence de l'information voyageur à l'échelle régionale, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS n'encourage pas le développement d'applications MaaS locales.

Toutefois, elles peuvent être légitimes au cas par cas, par exemple lorsqu'il s'agit :

- du développement du volet mobilité d'une application générale de la Collectivité ;
- du développement d'une application dédiée à une cible spécifique comme les touristes.

Dans ce cas-là, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS souhaite être partie prenante. La Collectivité devrait a minima utiliser les données et briques fonctionnelles développées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et disponibles sur PRIM. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS peut également mettre à disposition de la collectivité, au choix :

- un « kit MaaS local », c'est-à-dire proposer une application clé en main à personnaliser en fonction des spécificités du territoire et des services locaux, sous les couleurs d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ou d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et de la collectivité ;
- une brique mobilité clé en main à intégrer dans leur propre application multi-services.

La Collectivité doit mentionner ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS comme source de la donnée et/ou du service, en tant que tiers de confiance vis-à-vis des usagers.

Article 9 - Recours à la procédure d'avenant

Toute modification à la présente convention et/ou à ses Annexes entrainant une incidence financière fait l'objet d'un avenant.

Toute modification à la présente convention et/ou à ses annexes n'entrainant pas d'incidence financière ne fait pas automatiquement l'objet d'un avenant. Une simple notification par recommandé suffit.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Article 10 - Engagements financiers de la Collectivité

Commentaire à destination de la Collectivité

Selon l'analyse d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, aucun flux financier n'est possible entre un prestataire d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité. Si la Collectivité souhaitait payer directement l'opérateur, elle prend alors le risque et la responsabilité d'une qualification en libéralité de ce financement et, en outre, elle sera très certainement redevable de la TVA.

La rémunération de l'opérateur dans le cadre du contrat d'exploitation couvre les charges résultant des obligations de service.

La rémunération versée à l'opérateur prend en compte un bénéfice raisonnable, conformément au règlement 1370/2007 du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route.

La participation financière forfaitaire annuelle de la Collectivité est d'un montant de 185 572 € euros annuels pour la COLLECTIVITE (valeur 2020). Ce montant est versé à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Clause pour les euro 2019

Cette valeur est actualisée chaque année selon la formule d'indexation suivante :

$$Pn = P_{2019} \times Kn$$

$$Kn = a\frac{Sn}{S0} + b\frac{Cn}{C0} + c\frac{IPSn}{IPS0}$$

Avec :

- a= 0,68
- b= 0,08
- c= 0,24

- S : indice trimestriel Salaires, revenus et charges sociales - Salaires mensuels de base - Transports et entreposage (www.indices.insee.fr ; identifiant : 10562720) ; S0 = 101,100, Sn : moyenne arithmétique des indices entre le 4ème trimestre de l'année n-1 (T4) et le 3ème trimestre de l'année n (T3)

- C : indice mensuel - Indice des prix à la consommation - Gazole (www.indices.insee.fr ; identifiant : 1764283) ; C0 =119,926, Cn : moyenne arithmétique des indices entre le 10e mois de l'année n-1 et le 9e mois de l'année n. · IPS : indice mensuel des prix des services (www.indices.insee.fr ; identifiant : 1764296) ;

- IPS0 = 102,988, IPSn : moyenne arithmétique des indices entre le 10e mois de l'année n-1 et le 9e mois de l'année n.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Clause dérogatoire d'actualisation pour l'année 2020 :

L'indice « Salaire » du 1er trimestre 2020 ne sera pas publié par l'Insee. Afin de permettre l'actualisation de la participation financière de la Collectivité, il est convenu entre les parties qu'il sera considéré comme égal à celui du 4ème trimestre 2019, soit 103,8.

La participation est payable à terme échu chaque semestre, soit au 31 juillet et au 31 décembre chaque année, sur la base de titres de recettes émis par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS selon les modalités suivantes :

- L'acompte du 31 juillet ne sera pas actualisé des indices de l'année n.
- L'acompte du 31 décembre comprendra l'actualisation annuelle (premier et second acompte) et sera versé en début d'année N+1 suite à la publication des indices définitifs.

Le premier titre de recettes de l'année inclut le décompte des indemnités arrêtées entre les parties dues au titre de l'Article 4-1 pour l'année précédente.

Article 11 - Date d'effet de la convention et résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa notification par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à la Collectivité.

Une résiliation de la présente convention pourra être demandée par les parties, à tout moment et pour quelque motif que ce soit.

Dans l'éventualité où l'une des parties souhaiterait demander cette résiliation, elle aurait à le faire, par lettre recommandée avec accusé de réception, 12 mois avant que ne prenne effectivement effet cette résiliation. Aucune autre formalité n'étant requise pour la rendre effective.

La résiliation de la convention peut conduire ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à procéder à un ajustement de l'offre avec son opérateur de transport.

Article 12 - Durée de la convention

La convention a une durée de 6 ans.

Article 13 - Règlement des litiges

En cas de litige né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention, les parties pourront mettre en œuvre, sans que ce soit un préalable obligatoire à toute contestation juridictionnelle, une procédure de conciliation selon les modalités suivantes :

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

SIGNATAIRES

Établie en …… exemplaires originaux.

Fait à Paris, le ……

Pour **ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS**,
Pour le directeur général et par délégation

Pour **la Collectivité**,
Communauté de communes de l'Orée de la Brie
Le président

Jean LAVIOLETTE

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Table des Annexes

Annexe 1 - Liste des lignes (DSP 13)

Annexe 2 - Relative aux modalités des abris voyageurs et des poteaux

Annexe 3 - Relative aux éco-stations bus

Annexe 4 - Relative au Véligo

Annexe 5.1 - Charte habillage extérieur du matériel roulant

Annexe 5.2 – Charte Ile-de-France Mobilités

Annexe 6.1 – Licence de marque

Annexe 6.2 - Contrat de licence de marque

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Annexe 1 - Liste des lignes (DSP 13)

Liste des lignes - DSP13

Code ligne DSP	Origine - Destination	Code commercial
000-513-003	Presles en Brie (Villepatour PN) - Tournan en Brie (Collège Vermay/Lycée Clément Ader)	3
000-513-004	CHAUMES-EN-BRIE - VERNEUIL-L'ETANG	4
000-513-005	EVRY-GREGY-SUR-YERRE - OZOIR-LA-FERRIERE	5
000-513-006	CHEVRY-COSSIGNY (Cossigny) - MELUN (QUAI DE LA COURTILLE)	6
000-513-007	COMBS-LA-VILLE (GARE RER) - BRIE-COMTE-ROBERT (AMBROISE PARE)	7
000-513-010	NOISIEL (R.E.R.) - BRIE-COMTE-ROBERT (VICTOR HUGO)	10
000-513-011	OZOIR-LA-FERRIERE (RER) - TOURNAN-EN-BRIE (RER)	11
000-513-014	OZOIR-LA-FERRIERE (GARE SNCF) - BRIE-COMTE-ROBERT (PARKING LYCEE BLAISE PASCAL)	14
000-513-016	LIEUSAINT - SERRIS	16
000-513-017	GUIGNES (EGLISE) - CHESSY (CHAUMES EN BRIE)	17
000-513-018	TOURNAN-EN-BRIE - TORCY (RER)	18
000-513-020	VERNEUIL-L'ETANG (GARE) - MORMANT (J JAURES)	20
000-513-021	BOISSY-ST-LEGER (GARE RER) - GUIGNES (LES SABLONS)	21
000-513-023	ARGENTIERES - TOURNAN-EN-BRIE	23
000-513-024	ROZAY-EN-BRIE (Lycée La Tour des Dames) - MELUN (Rue de l'industrie Gare SNCF)	24
000-513-028	FONTENAY-TRESIGNY (rue bertaux) - ROZAY-EN-BRIE - COULOMMIERS (cité scolaire)	28
000-513-030	TOURNAN-EN-BRIE (GARE SNCF) - MELUN (PLACE DE L'ERMITAGE)	30
000-513-032	GUIGNES (EGLISE) - NANGIS (LYCEE HENRI BECQUEREL)	32
000-513-033	VAUDOY-EN-BRIE - MARLES-EN-BRIE	33
000-513-034	NANGIS (COLLEGE BARTHELEMY) - ROZAY-EN-BRIE (LYCEE LA TOUR DES DAMES)	34
000-513-035	GUIGNES (EGLISE) - MORMANT (COLLEGE NICOLAS FOUQUET)	35
000-513-037	MELUN (place de l'ermitage/gare sncf) - OZOUER-LE-VOULGIS (les Etards)	37
000-513-039	FAREMOUTIERS (HLM) - ROZAY-EN-BRIE (LYCEE LA TOUR DES DAMES)	39
000-513-107	TOURNAN-EN-BRIE - TOURNAN-EN-BRIE	7
000-513-110	MARLES-EN-BRIE - ROZAY-EN-BRIE - COURPALAY	10
000-513-121	ROZAY-EN-BRIE (Lycée Tour des Dames) - PRESLES-EN-BRIE (Place)	21
000-513-123	CRETEIL (préfecture) - BRIE-COMTE-ROBERT (Piscine)	23
000-513-142	N142 - NOCTILIEN - Paris Gare de l'Est - Tournan-En-Brie	N142
000-513-200	Ferolles - Ozoir Gare	200
000-513-201	OZOIR-LA-FERRIERE - OZOIR-LA-FERRIERE	201
000-513-209	TOURNAN-EN-BRIE - LES CHAPELLES-BOURBON	209
000-513-221	FAVIERES - TOURNAN-EN-BRIE	121
000-513-309	CREVECOEUR-EN-BRIE (PLACE SAINT JEAN) - MARLES-EN-BRIE - TOURNAN-EN-BRIE (COLLEGE VERMAY)	309
000-513-409	Châtres (Coffry) - Tournan en Brie (Collège Vermay/Lycée Clément Ader)	409
000 513 701	Service divergent soirée Tournan - Gretz	Bus de soirée
000 513 702	Service divergent soirée Ozoir-la-Ferriere	Bus de soirée
000 513 601	TAD d'Ozoir-la-Ferriere	TAD
000 513 602	TAD de Tournan	TAD

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Annexe 2 relative aux modalités des abris voyageurs et des poteaux

- ***Abris voyageurs***

Les abris voyageurs doivent disposer a minima d'un support d'information conforme aux prescriptions du livret « point d'arrêt bus » de la Charte des Supports et Contenus d'Information Voyageurs (CSCIV) (cadre au format A0 minimum et localisé à l'opposé d'une éventuelle assise) et d'une alimentation électrique, notamment aux fins d'en assurer l'éclairage et fournir de l'électricité aux afficheurs dynamiques.

Le support est réservé à l'opérateur de transport pour l'affichage de l'information voyageurs telle que prescrite par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS dans la CSCIV. Il ne peut pas accueillir d'autres types de contenus, ni d'autres types d'informations. La Collectivité garantit l'accès au support à l'opérateur de transport à tout moment et sans demande préalable, par la mise à disposition d'un moyen d'ouverture du cadre en toute autonomie. Les abris voyageurs doivent disposer de panneaux signalétiques conformes aux prescriptions du livret « point d'arrêt bus » de la CSCIV et permettant d'accueillir le nom du point d'arrêt d'une part, et les indices de lignes desservant l'arrêt, d'autre part. Leur format doit être suffisant pour permettre l'affichage des informations dans le respect des normes d'accessibilité en matière de lisibilité et de la charte signalétique d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES. Ils doivent être localisés respectivement sur le fronton de l'auvent et sur chaque profil de l'auvent, à une hauteur inférieure à 2,5m (limite haute du panneau).

L'opérateur de transport est responsable de l'affichage et la mise à jour de l'information voyageurs sur ces supports. La Collectivité est responsable de permettre un libre accès à l'opérateur de transport.

Les abris-voyageurs doivent pouvoir accueillir un dispositif d'information voyageurs dynamique (afficheur). A ce titre :

- une prédisposition d'accroche (notamment en toiture de l'abri) est prévue à cet effet ;
- les arrivées électriques doivent être préexistantes ;
- la structure de l'abri est suffisamment résistante pour supporter le poids des afficheurs actuellement déployés en Ile-de-France ;
- l'abri intègre une prédisposition pour la sortie en toiture des antennes de radiocommunication essentiel pour l'afficheur dynamique (cette prédisposition assure une étanchéité entre l'abris et l'afficheur ;
- en cas d'impossibilité technique d'arrivée électrique, la toiture de l'abri est suffisamment résistante pour supporter le poids de l'afficheur et d'un dispositif de panneau photovoltaïque.

- ***Poteaux***

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Les poteaux installés par la Collectivité doivent disposer a minima d'un support d'information conforme aux prescriptions du livret « point d'arrêt bus » de la CSCIV (cadre de 42 cm de largeur d'affichage et au format A3 paysage minimum).

La Collectivité s'engage à réserver le support à l'opérateur de transport pour l'affichage de l'information voyageurs telle que prescrite par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS dans la CSCIV. Il ne peut pas accueillir d'autres types de contenus, ni d'autres types d'informations. La Collectivité garantit l'accès au support à l'opérateur de transport à tout moment et sans demande préalable, par la mise à disposition d'un moyen d'ouverture du cadre en toute autonomie.

Les poteaux doivent disposer d'une tête haute conforme aux prescriptions du livret « point d'arrêt bus » de la CSCIV pour l'affichage du nom du point d'arrêt d'une part et des indices de lignes desservant l'arrêt, d'autre part. Son format doit être suffisant pour permettre l'affichage des informations dans le respect des normes d'accessibilité en matière de lisibilité et de la charte signalétique d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES. Elle doit toujours être positionnée perpendiculairement à la voirie, à une hauteur inférieure à 2,5m (limite haute du panneau).

L'opérateur de transport est responsable de l'affichage et la mise à jour de l'information voyageurs sur ces supports. La Collectivité est responsable de permettre un libre accès à l'opérateur de transport.

Les poteaux doivent pouvoir accueillir un dispositif d'information voyageurs dynamique (afficheur). A ce titre :

- une prédisposition d'accroche est prévue à cet effet ;
- les arrivées électriques doivent être préexistantes ;
- la structure du poteau est suffisamment résistante pour supporter le poids des afficheurs actuellement déployés en Ile-de-France ;
- en cas d'impossibilité technique d'arrivée électrique, la structure du poteau est suffisamment résistante pour supporter le poids de l'afficheur et d'un dispositif de panneau photovoltaïque.

- ***Dispositions communes***

L'opérateur de transport est responsable de la conception, l'alimentation, la diffusion/le déploiement, la maintenance, la mise à jour de l'ensemble des contenus d'information voyageurs présent dans les abris-voyageurs et les poteaux d'arrêt.

Dès que la Collectivité constate une dégradation d'un poteau propriété de l'opérateur de transport et/ou d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et/ou des contenus présents dans celui-ci, pour quelque motif que ce soit, la Collectivité informe l'opérateur de transport dans les meilleurs délais et au maximum 24h après la constatation, afin qu'il procède à leur remise en état. L'opérateur de transport procède à une remise en état dans un délai maximum d'une semaine après constatation de la dégradation par son personnel ou celui de la Collectivité.

En cas de dégradation d'un abri voyageurs, d'un poteau propriété de la Collectivité et/ou des contenus présents dans celui-ci dont l'opérateur de transport a la responsabilité, pour quelque motif que ce soit :

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- la Collectivité s'engage à en informer l'opérateur de transport dans les meilleurs délais et au maximum 24h après la constatation, afin qu'il procède à la remise en état des contenus dont il a la responsabilité ;
- La Collectivité s'engage à procéder à une remise en état dans un délai maximum d'une semaine après constatation par la Collectivité et/ou l'opérateur de transport de la dégradation d'un abri voyageur ou poteau propriété par la Collectivité.

L'ensemble des responsabilités de l'opérateur de transport sont décrites dans la charte des supports et contenus de l'information éditée par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS au sein du volet Gouvernance de l'information voyageurs aux points d'arrêts bus. La Collectivité est invitée à tout mettre en œuvre pour que l'opérateur de transport puisse remplir ses responsabilités.

La Collectivité facilite le raccordement au réseau d'éclairage public des poteaux propriété l'opérateur de transport et/ou d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES, dès lors que ces derniers en font la demande, pour les besoins de la diffusion de l'information voyageurs notamment dynamique, aux points d'arrêt. La Collectivité fournit également à l'opérateur de transport, dès lors que celui-ci effectue la demande de raccordement, les horaires de fonctionnement de l'éclairage public. Le coût de l'électricité est pris en charge par la Collectivité. La contribution économique de la Collectivité prend compte de la prise en charge par la Collectivité du coût de l'électricité.

Dans le cadre des aménagements de points d'arrêt sous sa maîtrise d'ouvrage et sous réserve de faisabilité technique, la Collectivité met en œuvre, pour chaque point d'arrêt, toutes les prédispositions nécessaires à l'alimentation électrique future des abris voyageurs ou poteaux.

Lorsque le point d'arrêt est éloigné de toute source d'alimentation électrique et que le coût des travaux de raccordement électrique apparaît disproportionné au regard du coût des travaux d'aménagement, la Collectivité informe ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et lui fournit tout élément démontrant cette impossibilité technique. Une décision commune sera alors prise.

La Collectivité s'engage à retirer les poteaux dont elle est propriétaire et s'assure de l'installation du poteau d'arrêt de bus unique pour l'ÎLE-DE-FRANCE (poteau francilien), conçu par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES, dès lors que la demande lui en aura été faite par l'opérateur de transport. La Collectivité s'engage à ne plus déployer de poteau dès que l'ensemble des points d'arrêt de son territoire auront été équipés avec le poteau francilien. L'ensemble des points d'arrêts nouveaux ou modifiés, seront équipés par l'opérateur de transport d'un poteau francilien, hors points d'arrêt équipés d'abris voyageurs par la Collectivité, conformément aux dispositions ci-dessus. La Collectivité s'engage à ne pas apporter de modification aux poteaux franciliens déployés sur son territoire.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Annexe 3 relative aux éco-stations bus

a. Gestion des Eco-stations Bus et aménagement de transport routier de plus de cinq postes à quai (ATR5)

Les Eco-Stations Bus correspondent aux gares routières labellisés sur le périmètre géographique de la Collectivité. Les ATR de plus de 5 postes à quais, constituant une concentration de points d'arrêts bus pour le réseau de transport public.

La gestion des Eco-Stations Bus est actuellement définie par la délibération n°2017/234 du 30 mai 2017. Les principes généraux tels qu'évoqués ici peuvent évoluer avec l'actualisation à venir du Schéma Directeur des Eco-Stations Bus, notamment sur les sujets suivants : modalités d'exploitation, perception de redevance de toucher de quai, rôle d'IDFM dans la gestion des éco-stations bus et ATR… Ces évolutions du schéma directeur des Eco-stations bus auront un impact sur le périmètre technique des missions confiées au concessionnaire et sur les relations entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité.

Les évolutions feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

- ***Entretien des espaces publics supports des éco-stations bus***

En sa qualité de propriétaire et/ou gestionnaire des espaces publics supports des éco-stations bus et ATR5, la Collectivité s'engage à prendre en charge la propreté et l'entretien de ces espaces.

- ***Modalités contractuelles et financières de la gestion et l'exploitation des éco-stations bus et ATR5***

L'exploitant principal est défini comme le transporteur gérant le plus de courses en jours ouvrés de base à la date de lancement de la consultation pour le contrat d'exploitation, hors périmètre géré jusqu'au 31 décembre 2024 par la RATP, y compris si les évolutions d'offre changent l'équilibre entre transporteurs en cours d'exécution du contrat.

Différentes situations configuration peuvent se présenter :

- L'éco-station bus (ou ATR5) est gérée par la collectivité en régie ;

Si l'éco-station bus est gérée en direct par la Collectivité (en régie), ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pourra demander à l'opérateur en tant que transporteur majoritaire de prendre en charge, la gestion des équipements et l'exploitation de l'éco-station bus, sous réserve de l'accord de la Collectivité en tant que gestionnaire actuel. Cet accord de la Collectivité pourra intervenir en cours d'exécution du contrat d'exploitation et fera l'objet d'un avenant entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité au sein de la présente convention ainsi qu'entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur au sein du contrat d'exploitation. La reprise du personnel pourra être intégrée à cet avenant le cas échéant.

- L'éco-station bus (ou ATR5) est gérée par un gestionnaire avec lequel la collectivité a un contrat ;

Si l'éco-station bus est gérée via un contrat par la Collectivité, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pourra demander à l'opérateur en tant que transporteur majoritaire de

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

prendre en charge la gestion et la maintenance des équipements des éco-stations bus en relais des contrats locaux échus et ce jusqu'à la fin du contrat d'exploitation. Ce relais conditionné à l'accord de la Collectivité qui se traduira par un avenant en cours d'exécution de la présente convention entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité et du contrat de concession entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et le Concessionnaire. La reprise du personnel sera alors nécessaire et intégrée à l'avenant.

- La gestion de l'éco-station bus (ou ATR5) est confiée à l'opérateur à compter du démarrage de l'exploitation en sa qualité de transporteur principal, ou au jour où IDFM en disposera la maîtrise. Dans ce dernier cas de figure, l'intégration de la gestion au contrat d'exploitation entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur donnera lieu à un avenant.

Quel que soit le scénario évoqué ci-dessus et en cas de reprise de la gestion par un avenant au contrat d'exploitation entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport, ce dernier pourrait s'acquitter de compensations financières pour l'occupation du Domaine auprès du propriétaire en tant que gestionnaire de l'éco-station bus.

Pour effectuer les missions qui lui sont confiées, le Concessionnaire doit occuper le domaine sur titre. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS propose d'établir un transfert de gestion ou une superposition d'affectation avec l'entité compétente en la matière.

- ***Gestion et maintenance des équipements des éco-stations bus ou ATR5***

Le gestionnaire de l'éco-station bus (ou ATR5) aura pour mission la :

- Gestion des locaux d'exploitation (local de pause et/ou toilettes) ;
- Gestion du local d'accueil si présent ;
- Gestion de l'information voyageurs statique et dynamique que ce soit en interface avec les autres réseaux de transport mais aussi en interne à l'éco-station bus (poste à quais) ;
- Gestion du système sonore si présent ;
- Gestion du système de recharge électrique pour les bus si présent ;
- Gestion de la vidéo-exploitation en lien avec le poste de contrôle de l'exploitant ;
- Gestion vidéo-protection, en lien avec les centres de surveillance urbain.

Le gestionnaire de l'éco-station bus (ou ATR5) est également mainteneur des équipements composant l'éco-station bus décrits précédemment.

Le propriétaire du foncier ou l'entité compétente aura pour mission :

- L'entretien/maintenance de la voirie ;
- La gestion et l'entretien/maintenance du bâti (hors fonction transport) si présent ;
- La gestion et l'entretien/maintenance des toilettes publics si présentes ;
- L'entretien/maintenance des mobiliers urbains ;
- L'entretien des éléments végétalisés ;
- La gestion et l'entretien/maintenance des œuvres d'art, si présentes ;
- La gestion et l'entretien/maintenance de l'éclairage ;

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- La gestion des éléments de sûreté/gardiennage si présents.

- ***Exploitation des éco-stations bus ou ATR5***

Le gestionnaire de l'éco-station bus (ou ATR5) est en charge de son exploitation. Selon la catégorie d'éco-station bus concernée et les exigences de qualité de service définies par le Schéma directeur des éco-stations bus, trois types de mission pourraient lui être confiés :

1. le rôle d'exploitant au sens de l'Autorité de Régulation des Transports

Exploitant (définition issue de la décision 2017-116 du 4 octobre 2017 de l'ART) **:** L'exploitant est défini comme l'unique personne physique ou morale qui exerce la responsabilité de décisionnaire final pour délivrer les autorisations d'accès à cet aménagement au bénéfice d'entreprises de transport et définir le montant des tarifs qui y sont pratiqués.

2. l'information voyageur, plus spécifiquement la vidéo-exploitation et la vidéoprotection

L'information voyageurs dans les Eco-stations Bus est confiée à l'opérateur de transport désigné par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. L'ensemble du cadre contractuel est traité au travers du contrat de commande publique conclu entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport.

Les contenus d'information voyageurs statique et dynamique sont de la responsabilité l'opérateur de transport et seront conformes au Schéma Directeur de l'Information Voyageurs d'ÎLE-DE-FRANCE et notamment aux différents documents prescriptifs d'information voyageurs.

En cas de dégradation d'un support et/ou d'un contenu d'information voyageurs statique et dynamique, propriété de la Collectivité ou d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ou de l'opérateur de transport, pour quelque motif que ce soit :

- l'opérateur de transport procède (pour ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ou lui-même) à une remise en état dans un délai maximum d'une semaine après constatation de la dégradation par le personnel de l'opérateur de transport ou de la Collectivité des supports et contenus dont il a la responsabilité/la propriété ;
- La Collectivité procède à une remise en état dans un délai maximum d'une semaine après constatation de la dégradation par le personnel de l'opérateur de transport ou de la Collectivité des supports, surfaces, garantissant l'information voyageurs et dont il a la responsabilité/la propriété.

3. la présence humaine pouvant être liée aux fonctions d'exploitation transport et/ou l'accueil des voyageurs (information voyageurs, vente de titre…).

L'opérateur majoritaire devra, au besoin, mettre en place la présence, du personnel d'accueil et/ou dédié aux fonctions d'exploitation transport.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Annexe 4 relative au Véligo

Une convention d'occupation du domaine sera signée entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, l'opérateur de transport et le propriétaire du domaine sur lequel est implanté l'offre de stationnement vélo.

A ce titre, il est rappelé que ce service de stationnement vélo est un service public ayant vocation à promouvoir le vélo. A ce titre, la facturation par le propriétaire foncier de redevances symboliques permettrait d'assurer une bonne cohésion dans le déploiement de ces équipements conformément aux prescriptions du nouveau schéma directeur de stationnement vélo en gare et station.

Les éventuels travaux de raccordement au réseau électrique et toutes les démarches administratives potentielles (permis de construire, déclaration préalable) seront réalisés par l'opérateur de transport lié par contrat avec ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS en lien avec les autorités compétentes.

Dans le cas où la Collectivité possède déjà un équipement de stationnement vélo (labelisé VELIGO ou non) réalisé sous maitrise d'ouvrage locale et que cette dernière souhaite confier la gestion de son espace de stationnement vélo à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, ce transfert de gestion pourra être effectué en cours d'exécution du contrat entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport. Dans le cas où Ile-de-France MOBILITÉS change de marque pour le déploiement de son offre de stationnement, le changement de charte graphique est également intégré dans les tâches incombant à son délégataire au moment de la reprise de l'équipement.

Le transfert pourra être réalisé pour l'entretien et la maintenance des espaces en libre accès et/ou l'entretien, la maintenance et l'exploitation des consignes fermées.

Le transfert pourra être réalisé de manière préférentielle à la fin d'un contrat liant la Collectivité à son prestataire. Toutefois, si la Collectivité souhaite assurer le transfert en cours d'exécution de son contrat de commande publique, cette possibilité reste ouverte. Cependant les modalités administratives et financières d'arrêt anticipé de ce contrat ne seront pas à la charge d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Ce transfert s'accompagne également d'un transfert de propriété de l'équipement dont la valeur nette comptable est fixée à zéro euro.

Le transfert de propriété et de gestion est fixé en concertation avec la Collectivité. Pour les consignes, il correspond a priori à une date d'échéance du contrat d'exploitation de la Collectivité.

Dans le cadre du transfert, les éléments suivants sont également mis à disposition d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et de l'opérateur de transport :

- Equipements dépendants de l'offre de stationnement (éclairage, valideurs, arceaux, racks, toitures et auvents, caméras de vidéosurveillance, supports d'affichage…) ;
- Equipements connexes à la consigne (casiers et autres services aux abonnés, signalisation de position de l'équipement vélo…) ;
- Le stock des pièces de maintenance ;
- Base de données clients ;

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

- Données de suivi de l'exploitation et de reporting sous un format permettant son utilisation dans les progiciels les plus répandus.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Charte de l'habillage extérieur et du déploiement de l'identité Île-de-France Mobilités sur les bus et cars

Juin 2021

îledeFrance mobilités

DÉPARTEMENT DESIGN
ET PARCOURS VOYAGEUR

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Préambule : les évolutions

Cette nouvelle version de la charte Île-de-France Mobilités (mars 2021) apporte les modifications suivantes :

- Mise à jour des références des adhésifs certifiés 3M - page 8
- Mise à jour des tracés des bus - pages 9, 10, 11, 15 et 16
- Nouveau service Transport à la Demande : pages 17 et 22
- Sticker « angles morts » : page 24

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Sommaire

1 - LIVRÉE ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS

Principes généraux p 5
Couleurs de l'identité Île-de-France Mobilités p 6
Références industrielles p 7
Références des adhésifs certifiés pour les bus et cars p 8
Livrée générique des bus p 9
Livrée générique des cars p 12
Livrée des véhicules propres p 15
Livrée des véhicules équipés p 16
Services p 17
> Exemple de Livrée Express p 18
> Exemple de Livrée Filéo p 19
> Exemple de Livrée Noctilien p 20
> Exemple de Livrée Pam p 21
> Exemple de Livrée Transport à la Demande p 22
Sticker « priorité au bus » p 23
Sticker « angles morts » p 24

nouveautés mars 2021

2 - DÉPLOIEMENT

Commande auprès des constructeurs p 26
Procédure de demande de livrée p 27
Identifiants des collectivités et opérateurs p 28
Marquage technique et signalétique p 29

3 - TABLEAU DE SUIVI DU DÉPLOIEMENT DE L'IDENTITÉ ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS p 31

4 - CAHIER DES CHARGES POUR LES VÉHICULES RÉTROFITÉS ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS

6 modèles de sticker p 33
Fabrication des 6 modèles de sticker p 34
Pose du modèle 1 à l'avant des bus uniquement p 35
Pose du modèle 2 à l'avant des cars uniquement p 36
Pose des modèles 3 et 4 à l'arrière des véhicules p 37
Découpe obligatoire aux niveaux des joints p 39
Localisation de la découpe aux niveaux des joints p 40
Pose du modèle 5 p 41

5 - RÉGLEMENTATION SUR LES VITRES ISSUES DE SECOURS p 44

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

1 Livrée Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Principes généraux

Créée en 2017 en remplacement de la marque STIF, Île-de-France Mobilités souligne à la fois son lien avec le territoire d'exercice de sa compétence et avec l'institution régionale.

L'objectif de la nouvelle livrée et les principes structurants du design extérieur concourent à une perception intuitive par le voyageur d'un réseau unique et intermodal exploité par différents transporteurs.

La marque Île-de-France Mobilités est nettement visible, répétée et présente à différentes tailles pour satisfaire toutes les distances de lecture, tant à la montée à bord qu'en vision de loin.

Les éléments qui la composent (Île-de-France ; Mobilités ; carré avec voyageur) autorisent une déstructuration, c'est-à-dire une utilisation différente de celle du logotype lui-même.
Cette déstructuration doit être exclusivement réalisée par Île-de-France Mobilités.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Couleurs de l'identité Île-de-France Mobilités

Le bleu IDFM 50555, l'anthracite IDFM 7016, le blanc IDFM 9003, le vif-argent IDFM, et le noir IDFM bus 9005 permettent une perception de qualité, de sobriété et de pérennité dans tous les environnements du territoire.

Les couleurs de l'identité Île-de-France Mobilités marquent l'homogénéité du parc matériel roulant bus et cars, conférant une unité à tous les réseaux de bus et cars du territoire francilien, depuis les réseaux de proximité en grande couronne jusqu'aux zones denses.

Depuis janvier 2019, « l'anthracite matériel roulant » est remplacé par un « noir ».

Couleurs du logo

Bleu IDFM 50555

Anthracite IDFM 7016

Couleurs complémentaires

Blanc IDFM 9003

Vif-argent IDFM

Noir IDFM bus 9005

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Références industrielles



Bleu IDFM 50555

RAL 50555
(étalon sur demande)

Formule de peinture **LECHLER** validée (pour 1000 g) :
- TB Lechsys intense white : 363,7 g
- TB Lechsys violet : 4,2 g
- TB Lechsys cobalt blue : 10,1 g
- Acriprof UHS : 622 g



Anthracite IDFM 7016

RAL 7016



Blanc IDFM 9003

RAL 9003

Vif-argent IDFM

RAL 9006 (teinte) + aspect pailleté
(étalon vif-argent sur demande)

Formules de peinture utilisées depuis 10 ans :
- **STANDOX** (Dupont de Nemours) pour 100 g : base 394 (quantité 75,06 ml) + base 311 (quantité 37 ml)
- **SIKKENS** pour 1 kg : base 666 (420,5 ml), 400 (1,5 ml), 332XS (93,2 ml), 777 (388,5 ml), 888CC (105,1 ml)



Noir IDFM bus 9005

RAL 9005

Les formules de peinture sont données à titre d'exemple.
Tout projet de développement et de mise en peinture doit être validé par Île-de-France Mobilités, avec un délai à prévoir de 8 semaines.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Références des adhésifs certifiés pour les bus et cars



Bleu IDFM 50555

Hexis
- HX20284B

Avery
- 800 - 3082F
  Bleu
- 7850 - 640D
  Bleu
- SWF - (800 - 3082F)

3M
- CT180mC-3251
- 100-3251



Anthracite IDFM 7016

Hexis
- HX20432B

Avery
- 800 - 3083A
  Anthracite
- 7850 - 641A
Anthracite
- SWF - (800 - 3083A)

3M
- CT180mC-3249
- 100-3249



Blanc IDFM 9003

Hexis
- HX20500B

Avery
- 800 - 3084A
  Blanc
- 7850 - 656A
  Blanc
- SWF - (800 - 3084A)

3M
- CT180mC-3254
- 100-3254

Vif-argent IDFM

Hexis
- HX20990B

Avery
- 800 - 3085B
  Argent
- 7850 - 643B
  Argent
- SWF - (800 - 3085B)

3M
- CT180mC-58
  ou 180mC-120
- 80-58



Noir IDFM bus 9005

Hexis
- HX20889B
  Noir charbon Brillant HX

Avery
- 801 PC
  Black
- Supreme Wrapping Film
  Gloss Black

3M
- CT180mC- 2
  Noir
- 100-12
  Noir brillant
- 50-12
  Noir brillant
- 2080-G12
  Gloss black

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Livrée générique des bus

Les éléments clés de la livrée générique bus « Île-de-France Mobilités »

- Une bande bleue sur les portes du véhicule pour indiquer la montée (selon les directives des transporteurs).
- Une bande bleue circule sur les pavillons latéraux du véhicule. Elle part de l'avant et s'arrête au niveau de la forme noire (des deux côtés).
- Un bloc marque « Île-de-France Mobilités » blanc se situe sur le capot avant et sur l'arrière du véhicule.
- Un bloc marque « Île-de-France Mobilités » est installé sur la première vitre à proximité de la porte avant.
- Une forme noire supportant la marque « Île-de-France Mobilités » est présente à l'arrière des flancs du véhicule et s'arrête avant la porte arrière (côté droit) ou au tiers de la carrosserie (côté gauche). La marque « Île-de-France Mobilités » est déstructurée : le « mobilités » s'arrête sous le « n » de « France ».
- Le véhicule est vif-argent (sauf les parties énoncées ci-dessous).
- La face avant du véhicule est majoritairement bleue.
- L'arrière du véhicule est coloré en bleu, du pavillon jusqu'au pare-chocs.
- Le toit et le pavillon sont blancs.

⚠ ***Les fichiers techniques des livrées bus ont évolué en 2020. Pour tout nouvel habillage, y compris pour des modèles déjà en circulation, les opérateurs doivent demander le fichier de la livrée du bus (version 2020) à l'agence en charge du design extérieur.***

voir Procédure de demande de livrée page 27

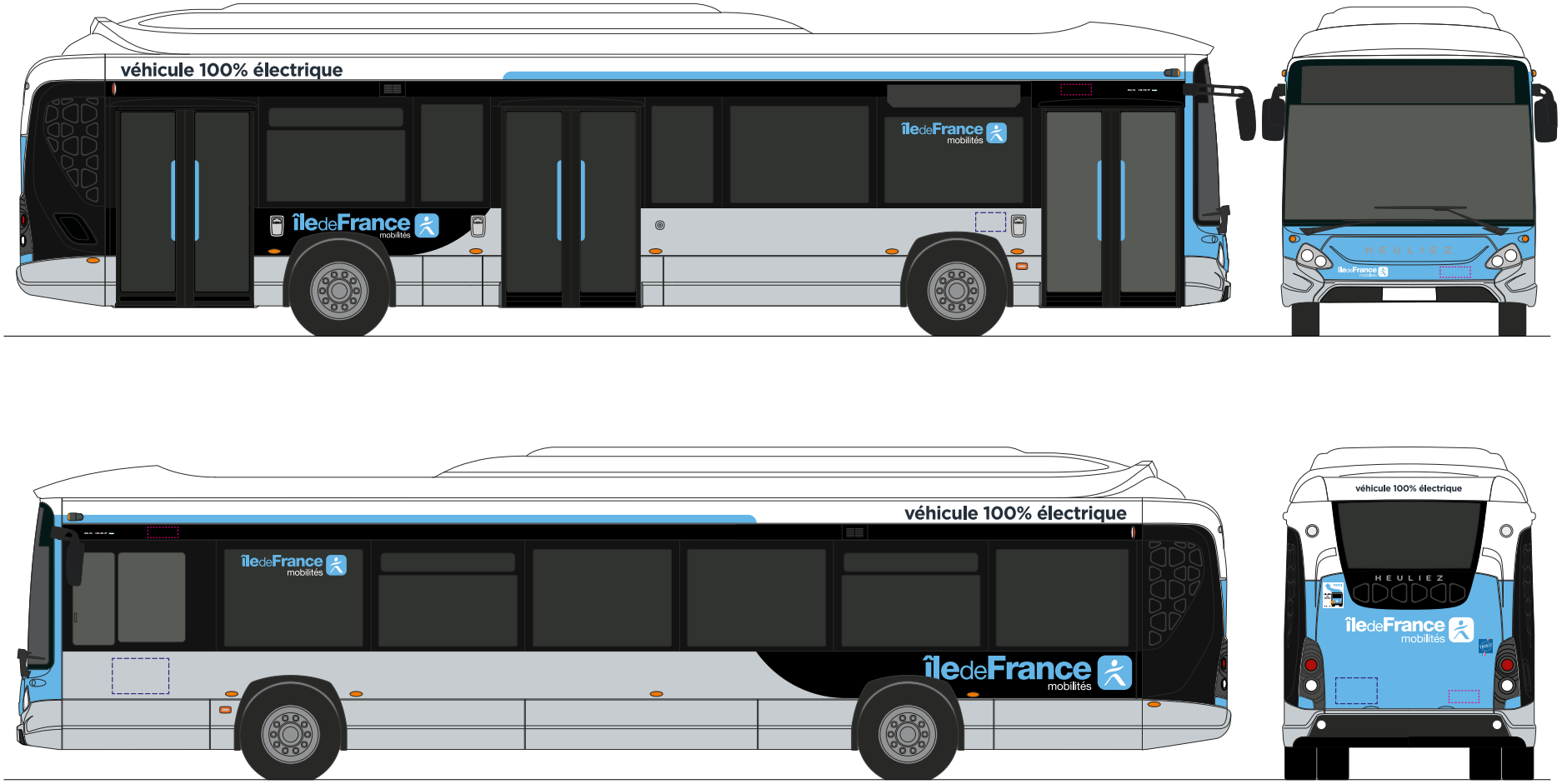
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Exemple : bus Heuliez GX 337 100% électrique



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Exemple : bus Heuliez GX 337 100% électrique



Logo collectivité territoriale
560 x 350 mm maximum

Logo opérateur de transport
300 x 120 mm

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Livrée générique des cars

Les éléments clés de la livrée générique car « Île-de-France Mobilités »

- Une bande bleue sur la porte avant du véhicule pour indiquer la montée à bord.
- Côté droit, une bande bleue circule de l'avant jusqu'à la porte arrière sur le pavillon latéral du véhicule.
  Côté gauche, une bande bleue circule de l'avant jusqu'à la bande noire sur le pavillon latéral du véhicule.
- Un bloc marque « Île-de-France Mobilités » blanc se situe sur le capot avant et sur l'arrière du véhicule.
- Un bloc marque « Île-de-France Mobilités » est installé sur la carrosserie à proximité de la porte avant.
- Une forme noire supportant la marque « Île-de-France Mobilités » est présente à l'arrière des flancs du véhicule et s'arrête avant la porte arrière (côté droit) ou au tiers de la carrosserie (côté gauche). Elle rejoint une bande latérale noire qui longe le véhicule sous les baies vitrées. La marque « Île-de-France Mobilités » est déstructurée : le « mobilités » s'arrête sous le « n » de « France ».
- Le véhicule est vif-argent (sauf les parties énoncées ci-dessous).
- L'arrière du véhicule est coloré en bleu, du pavillon jusqu'au pare-chocs.
- Le toit est blanc.

⚠ ***Les fichiers techniques des livrées cars antérieurs à juin 2018 ne sont pas conformes et ne doivent plus être utilisés : depuis juin 2018 pour tous nouveaux véhicules, les opérateurs doivent demander les fichiers des livrées cars (version 2020) à l'agence en charge du design extérieur.***

voir Procédure de demande de livrée page 27

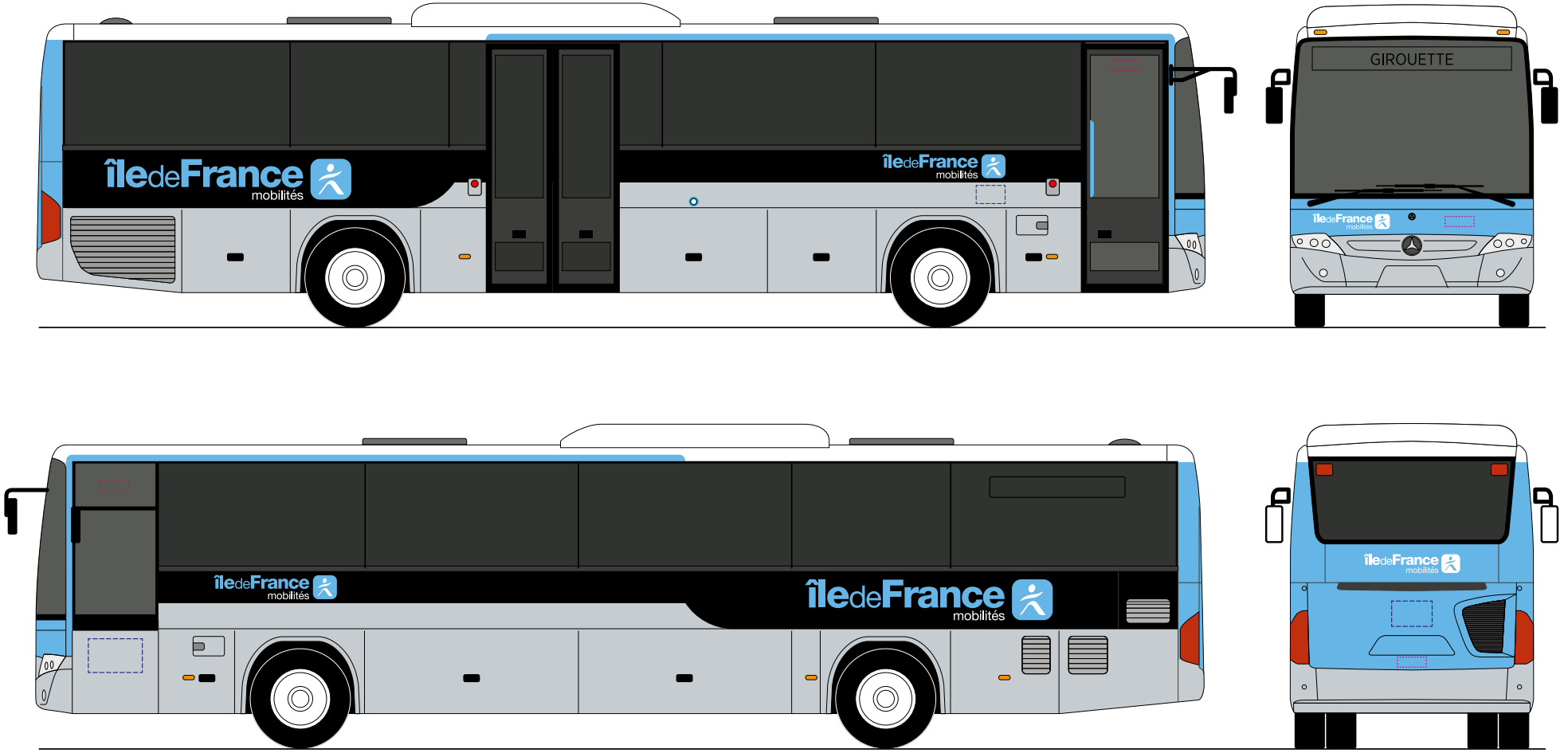
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Exemple : car Mercedes-Benz Intouro 12 m



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Exemple : car Mercedes-Benz Intouro 12 m



Logo collectivité territoriale
560 x 350 mm maximum

Logo opérateur de transport
300 x 120 mm

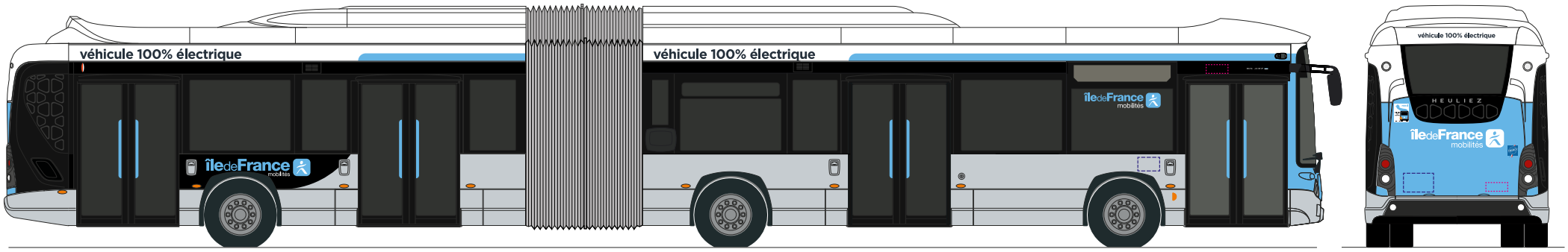
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Livrée des véhicules propres

Les labels présents sur les livrées

Les labels « véhicule hybride », « véhicule 100 % électrique », « véhicule 100 % gaz naturel » « véhicule 100 % biométhane » et « véhicule 100 % hydrogène » doivent être présents sur les véhicules respectueux de l'environnement.

Sur les véhicules standards, le label est présent à l'arrière sur les pavillons des faces latérales, ainsi que sur la face arrière.
Sur les véhicules articulés, le label est présent à l'arrière et est doublé avant l'accordéon sur les pavillons des faces latérales.
Il est également présent sur la face arrière du véhicule.



Logo collectivité territoriale
450 x 280 mm maximum

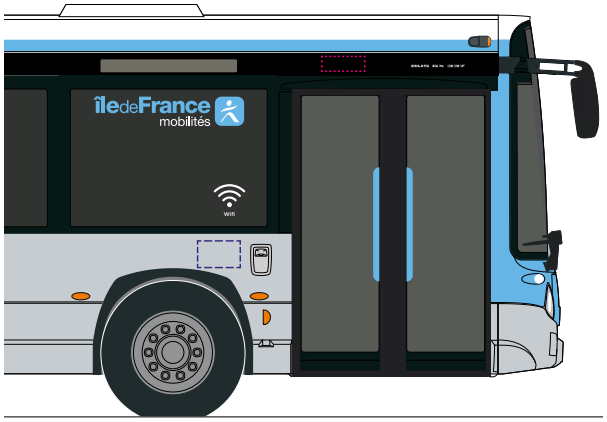
Logo opérateur de transport
300 x 120 mm

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

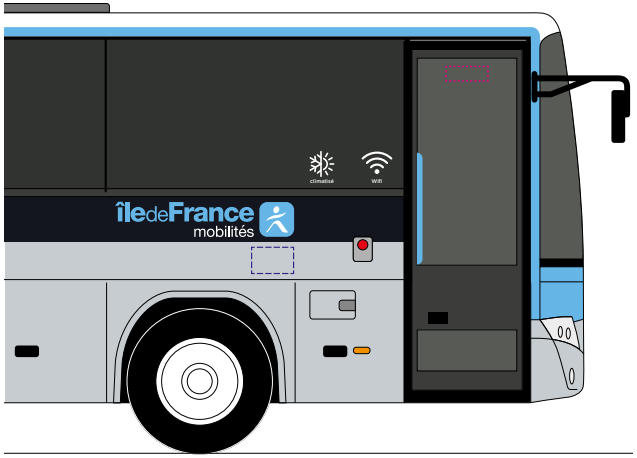
Livrée des véhicules équipés

Les labels des services embarqués présents sur les livrées

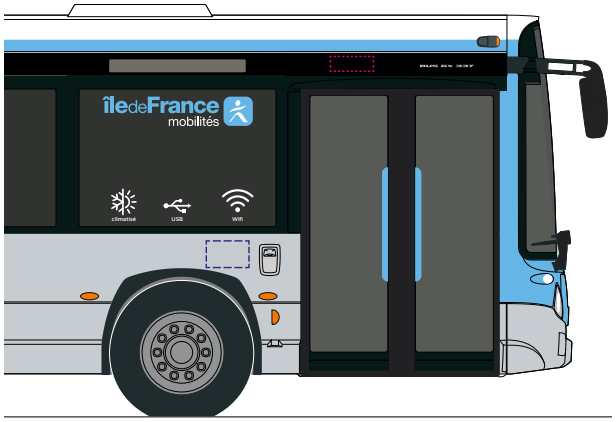
Les labels «WIFI», «USB», «climatisé» doivent être présents sur les véhicules disposant de ce(s) service(s).
Ces labels seront présents sur les vitres près de la porte avant en respectant l'ordre ci-dessous en partant de celle-ci.
1 > WIFI 2 > USB 3 > climatisé
Les fichiers de fabrication sont communiqués par l'agence Sennse.



Exemple d'un service sur un bus



Exemple de deux services sur un car



Exemple de trois services sur un bus

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Les identifiants présents sur les livrées

Pour certains services Île-de-France Mobilités, sont prévus des identifiants qui viennent s'ajouter à la livrée Île-de-France Mobilités.
Sous forme de cartouche, positionnés sur les différentes faces des véhicules, ces identifiants concernent les services suivants :

Valise Express (modèle et typo) fournie à la demande auprès de l'agence Sennse

Emplacement de l'indice de ligne







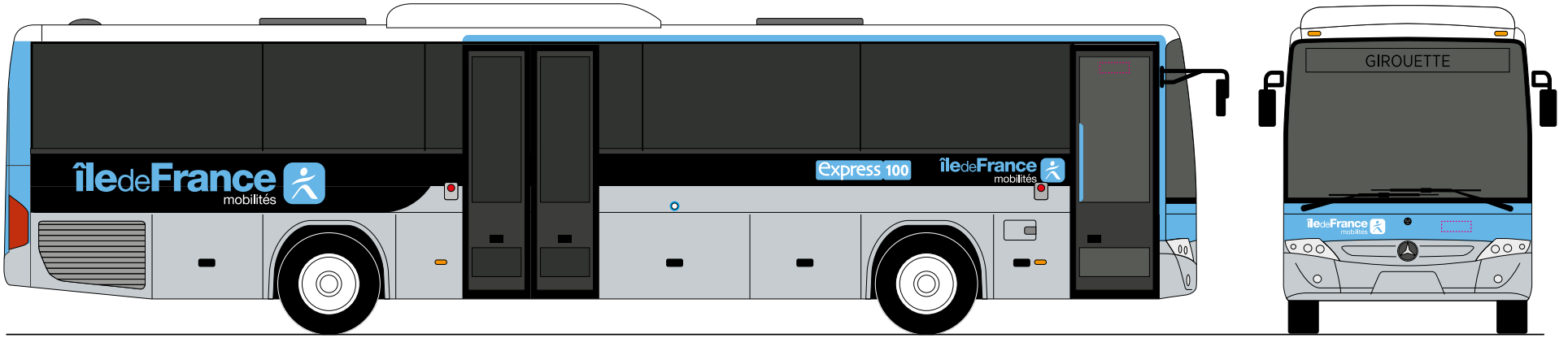


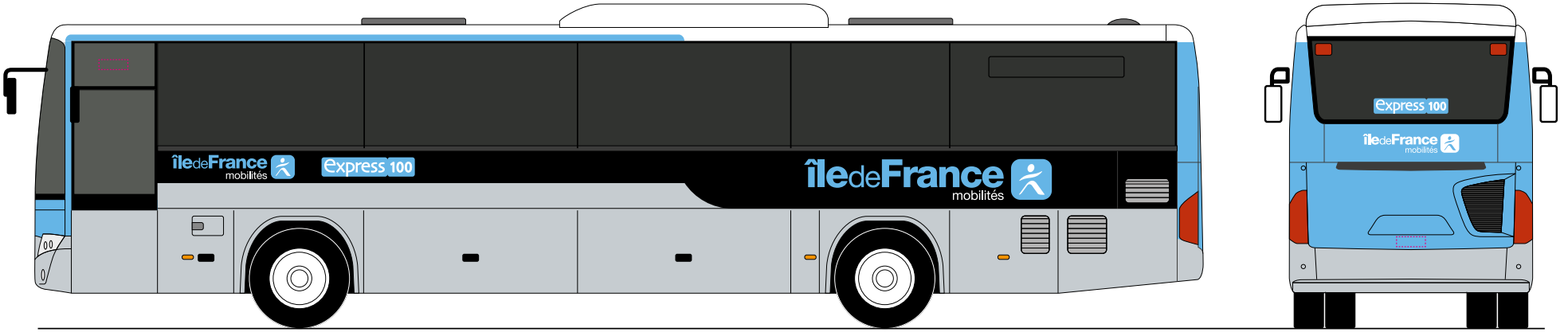
Décliné avec les départements :
77, 78, 91, 92, 93, 94, 95.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Exemple de livrée Express

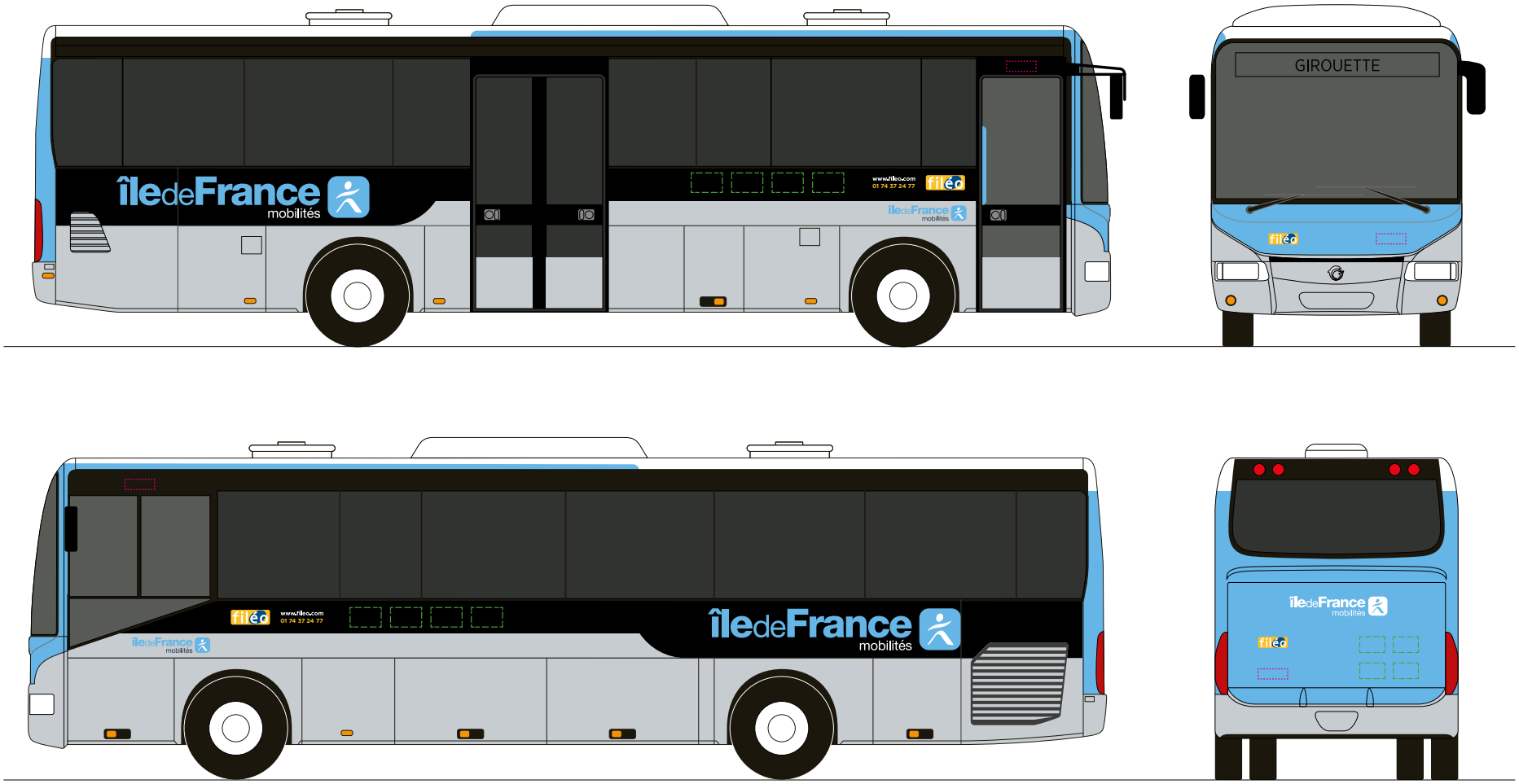




Logo opérateur de transport
300 x 120 mm

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Exemple de livrée Filéo

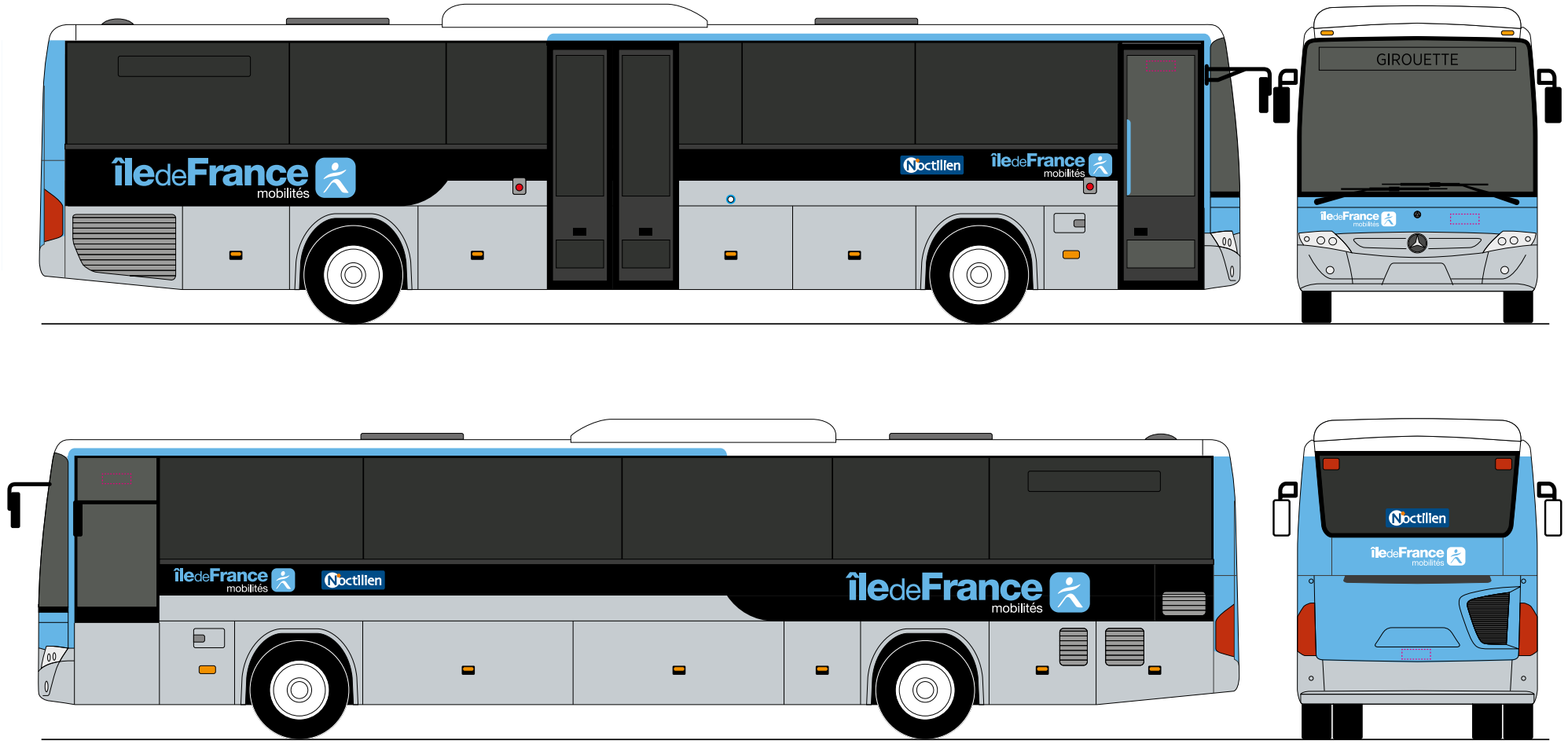


Logo collectivité territoriale
360 x 224 mm maximum

Logo opérateur de transport
300 x 120 mm

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

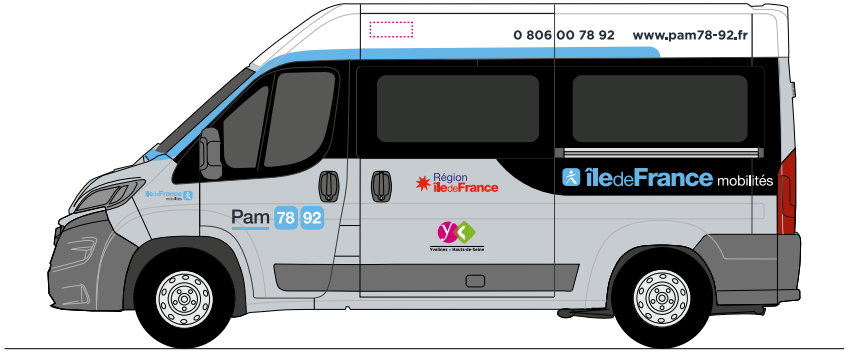
Exemple de livrée Noctilien

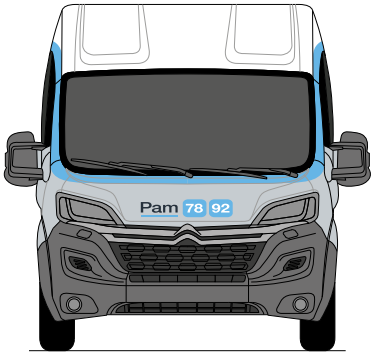


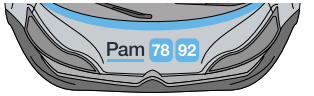
Logo opérateur de transport
300 x 120 mm

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

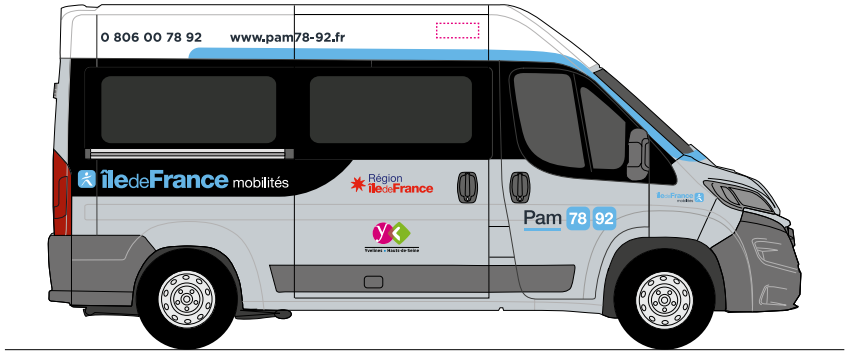
Exemple de livrée Pam







Capot vu de dessus

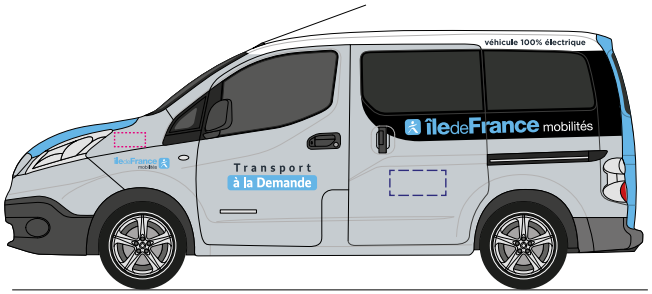


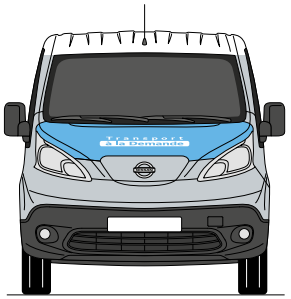


Logo opérateur de transport

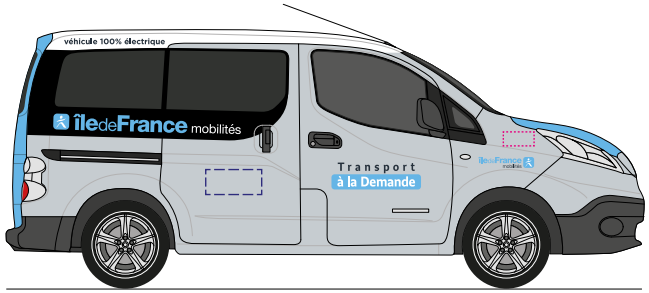
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

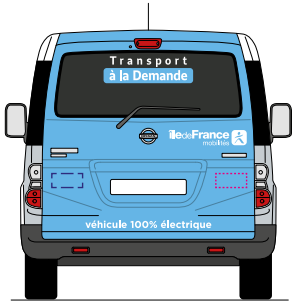
Exemple de livrée Transport à la Demande











Logo collectivité territoriale

Logo opérateur de transport

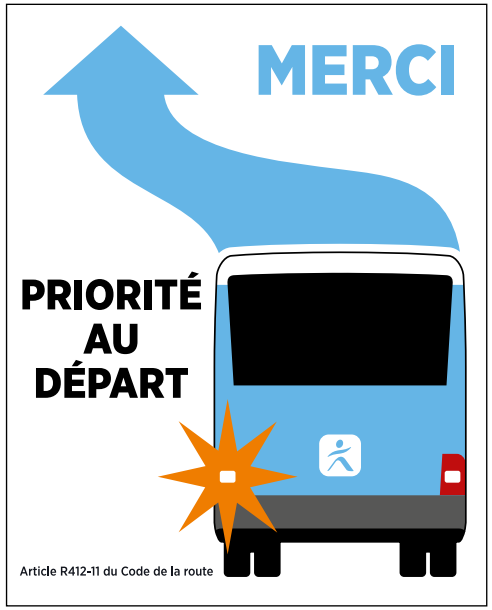
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Sticker « priorité au bus »

Tous les bus franciliens à l'identité 100% Île-de-France Mobilités doivent afficher le sticker « priorité au bus » à l'arrière du véhicule.

Ce sticker doit être positionné à l'arrière, sur le côté gauche à proximité de la fenêtre arrière.
Les fichiers de fabrication sont communiqués par l'agence Sennse.
Pour la première fabrication, **un prototype est à envoyer à l'agence Sennse (pour le compte d'Île-de-France Mobilités) pour validation.**
Les transporteurs doivent se mettre en conformité pour l'ensemble de leurs véhicules Île-de-France Mobilités réceptionnés en bleu.

Format 20 x 25 cm





Exemple de mise en situation du sticker

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Sticker « angles morts »



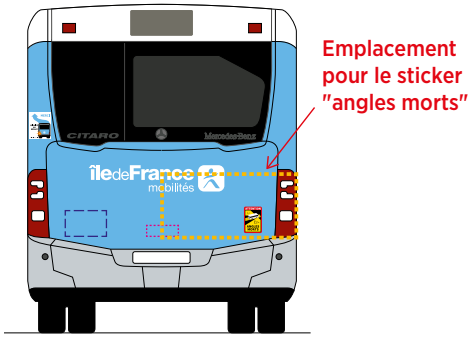
Format
17 x 25 cm

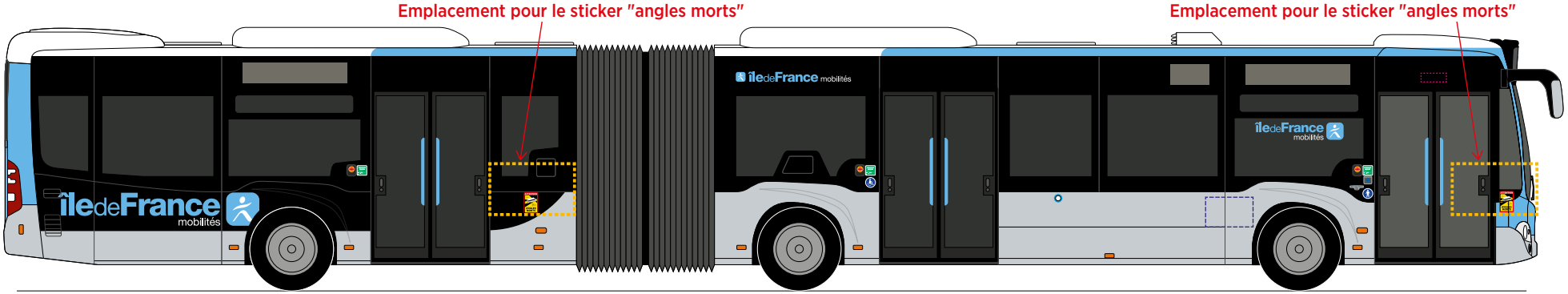
Dans le cadre du décret du 20/11/2020 relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds, la mise en place de ce dispositif de signalisation est obligatoire et son emplacement est précisé : il doit être visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule.

Le décret stipule comme suit :

« Les véhicules à moteur sont équipés d'une signalisation :
sur la **face arrière** du véhicule, à droite du plan médian longitudinal et à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,50 mètre du sol ;
et d'une signalisation dans le **premier mètre avant** du véhicule, hors surfaces vitrées, **à gauche et à droite**, et à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,50 mètre du sol.

Enfin les autobus et autocars articulés sont équipés de signalisations matérialisant les angles morts sur chacun des tronçons composant le véhicule articulé. »
Il convient au transporteur d'adapter au mieux l'emplacement du sticker angles mort, selon les contraintes techniques du véhicule.





Exemple d'application du sticker «angles morts» sur un bus 18 m

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

2 DÉPLOIEMENT

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Commande auprès des constructeurs

Un véhicule peint

Il est demandé que les véhicules livrés par les constructeurs aux transporteurs aient :

- Leur **carrosserie peinte en vif-argent** certifié Île-de-France Mobilités.
- Leur **toit peint en blanc** certifié Île-de-France Mobilités. Dans le cas d'un choix de nuance, pour les parties non visibles, Île-de-France Mobilités préconise d'utiliser le RAL 9003 mais ne l'impose pas, tant que la nuance est blanche.

Concernant l'arrière des véhicules, cette zone peut être indifféremment peinte en bleu IDFM 50555 ou pelliculée selon les modalités du contrat passé entre le transporteur et le constructeur, sous réserve de validation par Île-de-France Mobilités.
De même, certains éléments de la livrée peuvent être peints (risque de chauffe, partie difficilement adhésivable) sous réserve de validation par Île-de-France Mobilités.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Procédure de demande de livrée

Les éléments techniques pour fabrication

La fabrication de l'habillage ne doit s'effectuer qu'à partir de fichiers sources qui doivent être fournis par Sennse.
Tous les éléments techniques sont disponibles auprès de l'agence après envoi de la matrice Excel complétée ; l'ensemble des colonnes doit être complété.

C'est au transporteur de rentrer en contact directement avec l'agence Sennse (voir contacts en dernière page).

Les demandes d'habillage doivent se faire le plus en amont, avant la mise en exploitation du véhicule.
Ce délai ne saurait être inférieur à 8 semaines.

Les BAT des fichiers sont à faire valider auprès de l'agence Sennse, pour le compte d'Île-de-France Mobilités, avant les opérations de pose sur les véhicules.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Identifiants des collectivités et opérateurs

Les règles d'intégration des logos des collectivités et des opérateurs

Sur la base des fichiers sources transmis par l'agence Sennse, sont ajoutés les logos des collectivités et des opérateurs par le transporteur. L'emplacement ainsi que la proportion maximale des logos sont précisés sur les plans :



Logo collectivité territoriale
560 x 350 mm maximum



Logo opérateur de transport
300 x 120 mm

Le logo de l'opérateur doit être :

- en couleur lorsqu'il est placé sur fond vif-argent ou blanc.
- en blanc lorsqu'il est placé sur fond bleu ou noir et sur les vitres.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Marquage technique et signalétique

L'usager, pour faciliter son voyage, est accompagné par des indications : girouette, stickers de montée ou d'interdiction de montée, stickers PMR et UFR.

Caractéristiques techniques

Les adhésifs des bandes bleues verticales sont utilisés sur les portes des bus et cars pour indiquer la montée aux voyageurs. Par défaut, ces bandes se trouvent sur la première porte à la montée sur les fichiers techniques transmis.

Dans le cas où les autres portes seraient accessibles à la montée des usagers, il s'agit de placer les adhésifs des bandes bleues sur lesdites portes.

En revanche, Île-de-France Mobilités n'impose pas de contraintes en termes de signalétique car elle est propre à chaque réseau et à chaque ligne. Les transporteurs apposent les stickers pour la montée et pour l'interdiction de montée sur les portes du véhicule ainsi que les stickers PMR et UFR et d'accessibilité en respectant une zone de respiration s'ils sont à proximité de la marque Île-de-France Mobilités.

La girouette et ses indications sont également propres à chaque réseau et parc.

La pose de bandes réfléchissantes sur les cars ne doit pas nuire à la livrée Île-de-France Mobilités.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

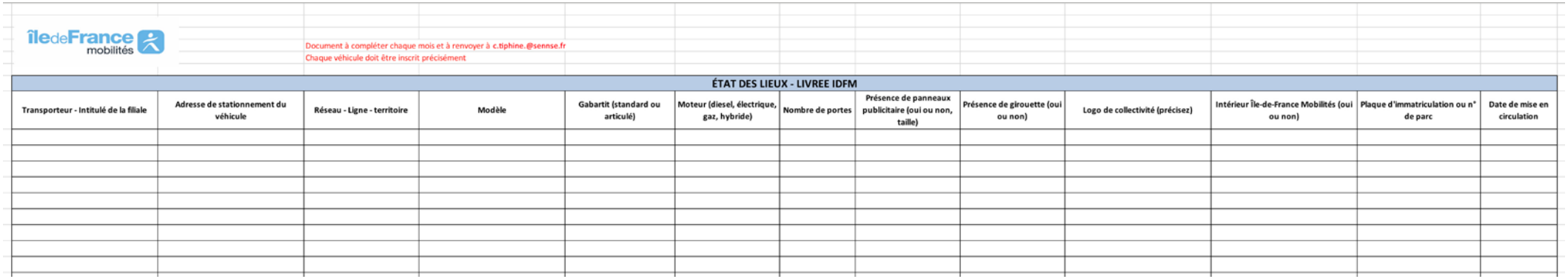
3 TABLEAU DE SUIVI DU DÉPLOIEMENT DE L'IDENTITÉ ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

État des lieux des bus et cars roulant en Île-de-France

Tableau de suivi sur les bus et cars franciliens

Depuis le mois de mars 2018, Île-de-France Mobilités a mis en place un tableau de suivi pour l'arrivée des nouveaux véhicules et leur recensement (véhicules électriques, gaz, hybrides...). Ce tableau est régulièrement envoyé par l'agence Sennse et doit être mis à jour par les transporteurs à cet effet.



îledeFrance mobilités

Document à compléter chaque mois et à renvoyer à c.tiphine.@sennse.fr
Chaque véhicule doit être inscrit précisément

ÉTAT DES LIEUX - LIVREE IDFM												
Transporteur - Intitulé de la filiale	Adresse de stationnement du véhicule	Réseau - Ligne - territoire	Modèle	Gabartit (standard ou articulé)	Moteur (diesel, électrique, gaz, hybride)	Nombre de portes	Présence de panneaux publicitaire (oui ou non, taille)	Présence de girouette (oui ou non)	Logo de collectivité (précisez)	Intérieur Île-de-France Mobilités (oui ou non)	Plaque d'immatriculation ou n° de parc	Date de mise en circulation

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

4 CAHIER DES CHARGES POUR LES VÉHICULES RÉTROFITÉS ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Remplacement de l'identité STIF par celle d'Île-de-France Mobilités : 6 modèles de sticker

L'ensemble des véhicules du parc francilien qui circuleront après mars 2020 a fait l'objet d'une opération visant à remplacer les identifiants STIF par des identifiants Île-de-France Mobilités.
Au total, ce sont 6 tailles de sticker qui doivent être posés sur les véhicules selon les modèles de bus.
Les fichiers vectoriels pour la fabrication des stickers, en vue de la maintenance, vous sont fournis en parallèle de ce document et à la demande par l'agence Sennse.

Modèle 1
Exclusivement bus



← Simulation de la vitre

Modèle 2
Exclusivement car



Modèle 3



Modèle 4



Modèle 5
Exclusivement Optile



Modèle 6
Exclusivement RATP



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Fabrication des 6 modèles de sticker

Pour assurer une parfaite homogénéité du parc de véhicules, les consignes suivantes sont à respecter pour la commande et la fabrication des identifiants Île-de-France Mobilités.

- Fabrication à partir des fichiers vectoriels fournis à la demande auprès de l'agence Sennse.
- Utilisation des gammes certifiées d'adhésifs Île-de-France Mobilités pour les logos en lettre découpées.
- Pour les stickers sur fond noir, **la validation de prototypes (première fabrication) par l'agence Sennse pour le compte d'Île-de-France Mobilités est obligatoire**.

Type de sticker	Type d'impression	
Modèle 1	Lettres découpées uniquement	
Modèle 2	Fond noir uniquement	
Modèle 3 Modèle 4	Lettres découpées pour une pose sur la sérigraphie des vitres	Fond noir pour les autres possibilités de pose
Modèle 5	Fond noir uniquement	
Modèle 6	Fond bleu Île-de-France Mobilités uniquement	

L'intégrité de la marque Île-de-France Mobilités doit toujours être préservée.
Des opérations de contrôle aléatoires seront menées afin de s'assurer de la bonne conformité des opérations de maintenance.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Pose du modèle 1 à l'avant des bus uniquement

Le **modèle 1** se positionne sur la première vitre **à l'avant des flancs des bus uniquement**.
Toutefois, en présence d'une issue de secours, il peut être positionné sur la deuxième vitre.
Il est prioritairement positionné centré en bas de la vitre, à partir de la fin de la sérigraphie pour plus de facilité. Si un élément de carrosserie ou de découpe l'impose, il est placé en haut.





N.B. *Si la pose se déroule de nuit avec la sérigraphie peu visible, il faut se caler à 5 cm du bas de la baie.*

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Pose du modèle 2 à l'avant des cars uniquement

Le **modèle 2** se positionne **à l'avant des flancs sur la carrosserie des cars uniquement**.
Pour une homogénéité des véhicules, il doit être installé collé en hauteur au joint et calé sur un élément de la livrée (logo).



N.B. *Sans éléments de repère, le sticker doit être calé à 5 cm du bord de la vitre.*

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Pose des modèles 3 et 4 à l'arrière des véhicules

Les **modèles 3** et **4** se positionnent à l'arrière des flancs des véhicules au-dessus des vitres (bus) ou sur la carrosserie (cars).









Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Superposition du modèle 4

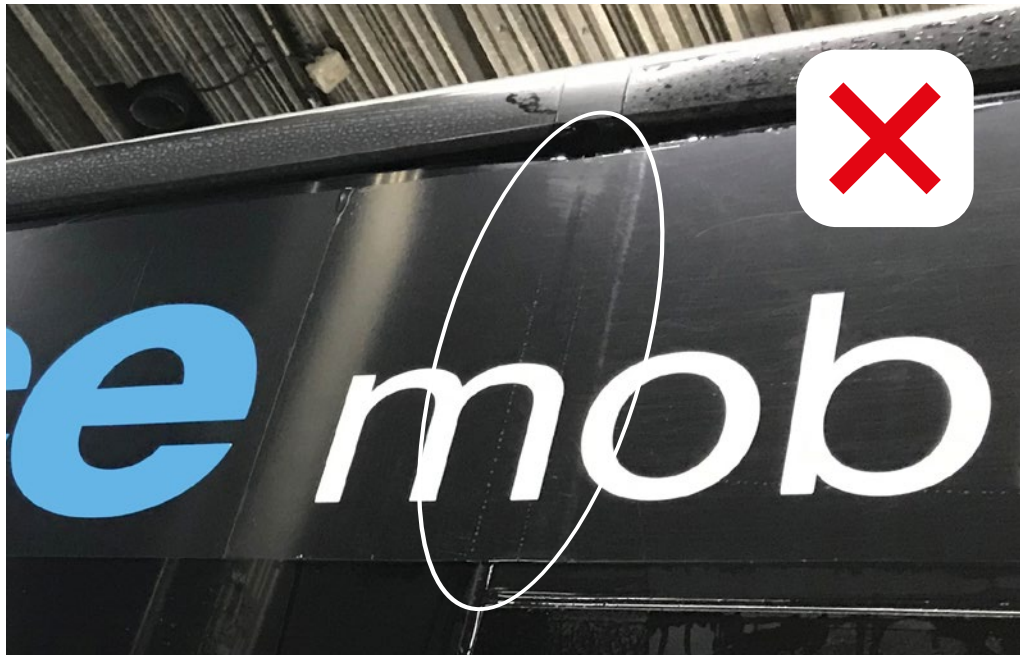
Le **modèle 4** est fabriqué en 2 morceaux. La césure sera réalisée entre le « a » et le « n » de « France »
Après étude de la durabilité, il est demandé de réaliser une pose en superposant les deux morceaux.
La superposition doit être au minimum de 2 cm.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Découpe obligatoire aux niveaux des joints

Selon les modèles de véhicules, il peut y avoir des joints sur lesquels les stickers viennent se positionner.
Pour éviter un possible décollement prématuré, il est demandé de procéder à une découpe au niveau des joints.
Le positionnement des stickers doit se faire en privilégiant la découpe sans nuire au lettrage du logo.
Il est préférable que le logo soit décalé par rapport à l'arrière du véhicule et que les lettres restent intègres.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Localisation de la découpe au niveau des joints



N.B. *En cas d'impossibilité, il est demandé de privilégier une coupure sur le mot « Île-de-France »*

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Pose du modèle 5

La pose du **modèle 5** devra s'effectuer sur la carrosserie à l'avant et à l'arrière du véhicule, dans la mesure du possible sur les véhicules Euro 3, 4, 5 et 6.

L'hétérogénéité du parc de véhicule ne permet pas à Sennse de définir précisément une zone de pose. Ainsi, c'est au transporteur de réaliser cette pose dans un espace ne nuisant pas à l'intégrité de la marque Île-de-France Mobilités.

Exemples disponibles page suivante.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Emplacements pour le modèle 5

Cas où il n'y a pas de place pour ajouter le logo : impossible







Cas où il y a un espace suffisant : possible







Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

5 RÉGLEMENTATION SUR LES VITRES ISSUES DE SECOURS

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Issues de secours

Le moratoire sur les issues de secours a pris fin. Auparavant, la présence de films adhésifs sur les issues de secours sans justificatif d'essai de brisabilité était considérée comme une « défaillance » entraînant une observation et pouvant devenir à terme, une défaillance majeure (avec sursis).

Depuis le 20 mai 2018, date de l'entrée en vigueur du IT PL F9 à la place du SRVP33, la présence de film plastique sur une issue de secours, en l'absence de justificatif d'essai de brisabilité, se pérennise comme une défaillance mineure. Les défaillances mineures n'ayant aucune incidence notable sur la sécurité du véhicule ou sur l'environnement, **le contrôle technique périodique entraîne un résultat favorable (A) en l'absence de défaillance majeure et critique** (art. 9 des modifications de l'arrêté du 24 avril 2017).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

île de France mobilités

DÉPARTEMENT DESIGN ET PARCOURS VOYAGEUR

Cécile Tiphine
Chef de projet
c.tiphine@sennse.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Charte Île-de-France Mobilités

2020

île de France mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Sommaire

VALEURS DE MARQUE p 4

- dialogue / innovation / transparence / service / engagement p 5

LOGOTYPE p 6

- version principale p 7
- zone de protection p 11
- application / zone minimale p 12
- couleurs de l'identité p 14
- emplacement logo p 18
- application et interdictions sur fond uni et photographique p 23
- couleurs p 24

COULEURS p 25

- principales / additionnelles / valeurs RVB et CMJN p 26
- couleurs web p 27

TYPOGRAPHIE p 28

- édition p 29
- bureautique p 30
- web / interdiction p 31

PICTOGRAMMES p 35

- pictogrammes p 33
- exemples p 34

ILLUSTRATIONS p 35

- caractères et couleurs p 36
- bâtiments p 37
- agents Île-de-France Mobilités p 38
- transports p 39

ICONOGRAPHIE p 40

- interactions / pauses / sujets / natures mortes p 41
- ambiance / traitement photographique / interdits p 45

MOTIFS p 47

- pattern principal / associations de couleurs p 48

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Sommaire

COMPOSITION ÉDITION p 56

- typographie édition p 57
- couleurs p 58
- grille de composition édition p 59
- grille couvertures édition p 65
- texte couverture p 66
- couleurs couverture p 67
- dossier de presse p 68
- message bus p 70
- affiches pour les opérateurs p 71

COMPOSITION SUPPORT PUBLICITAIRE p 72

- typographie principale / exemple p 73
- couleurs / proportion p 75
- taille du logo p 79
- grille et proportion p 80
- rapport texte/ logo p 85
- grille et composition p 86
- tweets p 93
- affiche message p 94
- affiche produit p 95
- flyer p 96
- bannière p 97
- post Facebook p 98

COMPOSITION COMMUNICATION INTERNE p 99

- typographie p 100
- modèle bureautique p 101
- lettre seule p 102
- masque powerpoint p 103
- signatures mail p 104

MOTION p 105

- typographie p 106
- couleurs p 107
- offre p 108
- capsule p 109

ÉLÉMENTS MIS À DISPOSITION p 110

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Valeurs de marque

îledeFrance mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Valeurs de marque

Île-de-France Mobilités accompagne les utilisateurs des transports en commun dans tous leurs déplacements en Île-de-France.
Au cœur du réseau de transports franciliens, Île-de-France Mobilités fédère tous les acteurs (voyageurs, élus, constructeurs, transporteurs, gestionnaires d'infrastructures...), investit et innove pour améliorer le service rendu aux voyageurs.

Service

Transparence

Innovation

Engagement

Dialogue

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Logotype

Utilisation du logotype

île de France mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Version principale

Dénomination
d'Île-de-France Mobilités

Île-de-France Mobilités est un nom féminin singulier. Il s'accorde comme tel. Dans un texte « Mobilités » prend un « M » majuscule.

Exemple :
« Île-de-France Mobilités est garante de la qualité du réseau de transport de la région. »

Les bords arrondis du cartouche voyageur sont égaux à 2,7 mm ou 130 px. Ces données serviront par la suite dans la charte.

Cette version du logotype doit être utilisée sur tous les supports de communication.

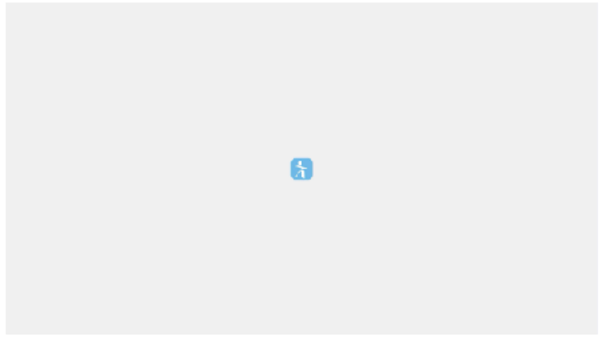


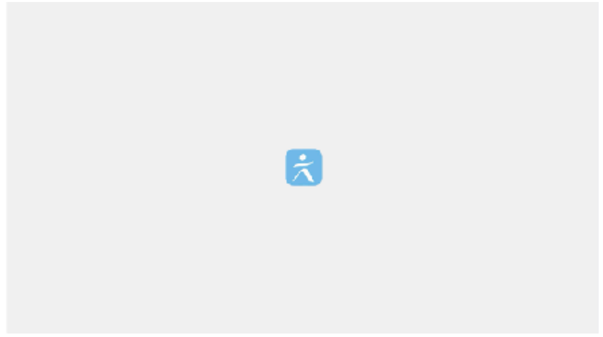
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

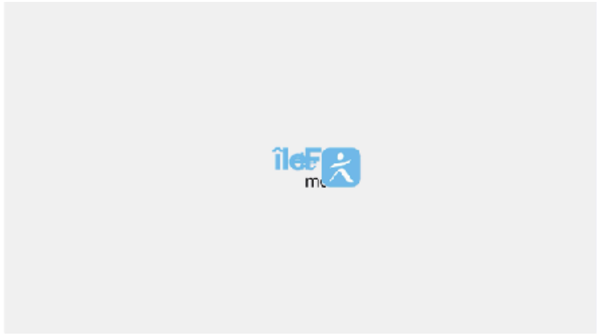
Version principale

Animation du logotype

L'animation débute par le cartouche Île-de-France Mobilités qui démarre très petit et vient se positionner au milieu de l'écran en grossissant. Puis, le cartouche se décale vers la droite pour laisser apparaître Île-de-France Mobilités.









Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Versions secondaires



On retrouve cette version sur les dépliants et sur la carte de transport. Elle est principalement utilisée pour les formats verticaux et allongés.



Ces deux versions s’utilisent uniquement pour de la signalétique.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Versions secondaires

Signatures

Version "un service" : utilisée pour les services tel que Véligo Location.

Version "pour" : utilisée dès qu'un opérateur prend la parole pour le réseau. On adosse la marque régionale avec le "pour".

Un service



pour



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Zone de protection

Par souci de lisibilité, aucun élément (filet, texte ou image) ne doit être placé trop près du logotype.

Cette zone de protection minimale encadre le logotype et est définie par la taille d'une demi unité de base que représente le cartouche voyageur et que nous allons appeler **X**.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Interdits d’application

Le voyageur ne peut pas être coupé. Le logo ne peut pas être transformé, étiré, aplati, en diagonal ou dans une autre couleur que les couleurs propriétaires de la marque.















Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Taille minimale d’utilisation print et digital

> OU =



Taille minimale du logo :
30 mm ou 85 pt ou 113 px.



Par souci de lisibilité, si la taille du logotype est inférieure à 30 mm, l’utilisation du bloc voyageur seul est obligatoire.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Couleurs de l’identité

Digital et print en couleurs

Le logotype en quadrichromie sur fond blanc.

Le logotype en quadrichromie peut s’appliquer sur un fond vif-argent (notamment pour l’habillage des véhicules). Dans cette version, le voyageur doit être impérativement en blanc.

Le logotype peut également s’appliquer sur un fond bleu Île-de-France. Il doit être appliqué en version monochrome. Dans cette version, le voyageur doit être impérativement en bleu.

Le logotype Île-de-France Mobilités en bleu avec le « mobilités » en blanc s’applique uniquement sur un fond anthracite.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Couleurs de l’identité

Impression noir & blanc

Le logotype en monochrome noir.

Le logotype en blanc sur fond noir.

L’usage de ces couleurs est possible **uniquement** pour une impression en noir & blanc.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Application du logotype sur fonds unis

De manière générale, lorsque le logo passe sur un fond uni foncé, il est alors utilisé en monochrome blanc. Le voyageur doit impérativement être en bleu Île-de-France.



Sur un fond uni suffisamment clair pour assurer la lisibilité, le logotype est en quadrichromie. Le voyageur doit impérativement être en blanc.





Sur un fond uni suffisamment foncé ou susceptible de vibrer avec le bleu Île-de-France, le logotype doit être utilisé en monochrome blanc. Le voyageur doit impérativement être en bleu Île-de-France.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Application du logotype sur fonds unis

Le logo ne doit pas apparaître sur un autre fond uni bleu autre que le bleu Île-de-France, afin de ne pas perturber l'attribution à la marque.













Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Emplacement du logo et logos partenaires

Les logos partenaires apparaissent sur la même ligne que le logo. Ils sont calés sur la marge ferrée à gauche. Il doit y avoir un espace de minimum **X** entre le logo Île-de-France Mobilités et les logos partenaires. Si leur charte le permet, les logos partenaires doivent être en monochrome blanc sur un fond foncé afin d'assurer une unité graphique.

Le logo Île-de-France Mobilités doit toujours apparaître plus gros que les logos partenaires.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Emplacement du logo et logos partenaires

Dans la version « pour Île-de-France Mobilités », les logos partenaires sont sur la même ligne que le logo Île-de-France Mobilités.
Cette version du logo est utilisée lorsque Île-de-France Mobilités communique avec ses partenaires. Il est livré tel quel.

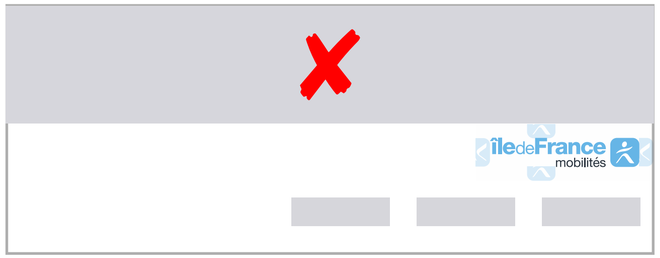
Le logo Île-de-France Mobilités doit toujours apparaître plus gros que les logos partenaires.



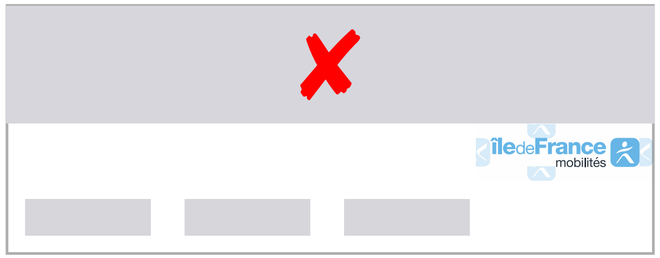
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Emplacement du logo et logos partenaires

Contre exemple



Les logos partenaires ne doivent pas apparaître en dessous.



Les logos partenaires ne peuvent pas être plus gros que le logo Île-de-France Mobilités.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Application du logotype sur fonds photographiques

Le cartouche est de préférence bleu Île-de-France ou blanc mais peut être anthracite lorsque cela est nécessaire.

Le cartouche est défini par la zone de protection, elle-même définie par la moitié de l'unité de base que représente le cartouche voyageur.

Le cartouche est utilisé avec un rayon de bord arrondi identique à celui du bloc voyageur : 2,7 mm ou 15 px.









Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Application du logotype sur fonds photographiques

Le logo, même dans un cartouche, doit toujours apparaître en bas à droite des formats. Un **X** sépare le cartouche du bord. Le cartouche est de préférence bleu Île-de-France ou blanc mais peut être anthracite lorsque cela est nécessaire.







Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Application du logotype sur fonds photographiques

Contre exemple

Le cartouche ne peut pas apparaître ailleurs qu'au bord inférieur droit du format. Il doit respecter les zones de protection.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Couleurs

Bleu Île-de-France

C60 M13 J0 N0
R100 V181 B229
PANTONE 284 C
#64B5E5
RAL 50555

Anthracite mobilités

C65 M43 J26 N78
R37 V48 B59
PANTONE 432 C
#25303B
RAL 7016

Blanc

RAL 9003

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Couleurs

Marque, web

île de France mobilités

Couleurs

Les couleurs propriétaires Île-de-France Mobilités marchent avec un nuancier de couleurs chaudes et pétillantes. Chaque couleur dispose d'une teinte alternative plus claire pour permettre des associations modernes.

Une gamme de couleurs plus restreinte permet une meilleure identification de la marque par ses utilisateurs.

Les couleurs propriétaires Île-de-France Mobilités doivent être majoritaires quel que soit le support afin d'assurer une bonne reconnaissance de la marque.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Couleurs web

La couleur est un des premiers éléments d'identification d'une marque. C'est un repère visuel facilement reconnaissable par les utilisateurs des transports d'Île-de-France.

Ici, la couleur bleu ciel est la couleur identitaire d'Île-de-France Mobilités.

Bleu Anthracite AA
#25303B / R37 V48 B59

Bleu 700 AA
#1972D2

Bleu Île-de-France
#64B5F6

Bleu moyen
#DEEEFF

Bleu clair
#F0F8FF

Gris foncé AA
#53606E

Gris moyen
#DDDDDD

Gris clair
#F0F0F0

Gris clair 50%
#F7F7F7

Blanc
#FFFFFF

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Typographie

Impression, web et bureautique

île de France mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Typographie principale des éditions

La typographie créée pour Île-de-France Mobilités est la Grand Paris, principalement utilisée pour la communication institutionnelle. Simple et lisible, elle est facilement utilisable pour les textes courants.

Pour les titres, elle est plus épaisse et reste en minuscule. Elle existe dans différents styles mais nous l'utiliserons seulement dans trois corps : Léger **Courant** et **Gras** pour pouvoir hiérarchiser facilement les informations. Pour l'édition, nous privilégions l'anthracite par souci de lisibilité.

L'utilisation de la Grand Paris est soumise à licence.

Pas de texte en noir, utiliser uniquement l'anthracite.

Grand Paris

0123

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz

Gras

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Courant

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Léger

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Version Condensée - IDF voyageur

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Typographie de substitution pour la bureautique

Disponible en tant que police système sur les ordinateurs,
la police « Arial » est utilisée pour les supports de bureautique :
traitement de texte, présentations, etc.
Elle existe dans différents styles.

La typographique Arial est gratuite.

Privilégier la typographie Grand Paris lorsque c'est possible.

Arial

0123

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz

Gras

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Normal

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Typographie de substitution pour le web

La typographie utilisée pour le web est la « Raleway ».
Cette typographie sans serif (sans empattement) est très proche de la Grand Paris et s'affiche distinctement.
Moderne et simple, elle existe dans différents styles.

La typographique Raleway est gratuite.
https://fonts.google.com/specimen/Raleway

Raleway

0123

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz

Gras

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Moyen

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Léger

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Pictogrammes

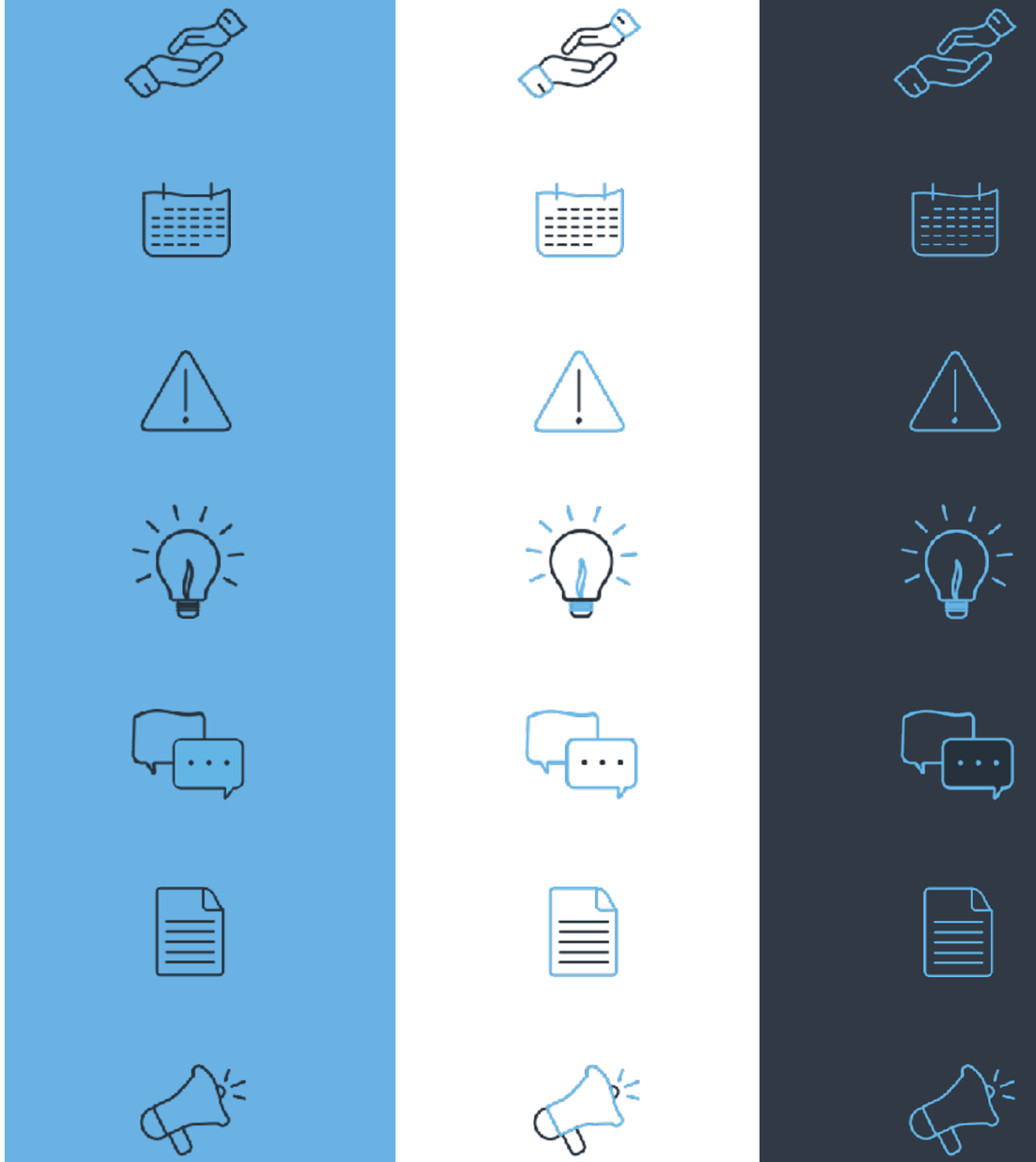
îledeFrance mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Pictogrammes

Le style des pictogrammes reste filaire mais chacun reprend une des courbes du logo voyageur.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

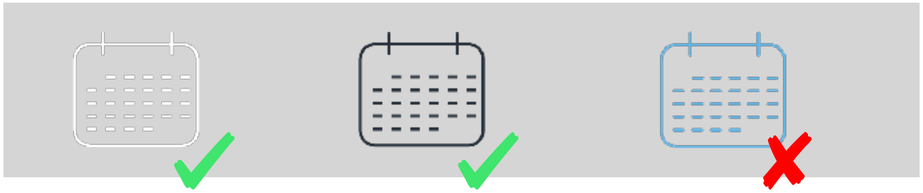
Exemples

Les pictogrammes sont toujours en filaire évidé.



Les logos en bichromie s’utilisent uniquement sur fond blanc.

Les logos sur fonds de couleurs sont blanc ou anthracite.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Illustrations

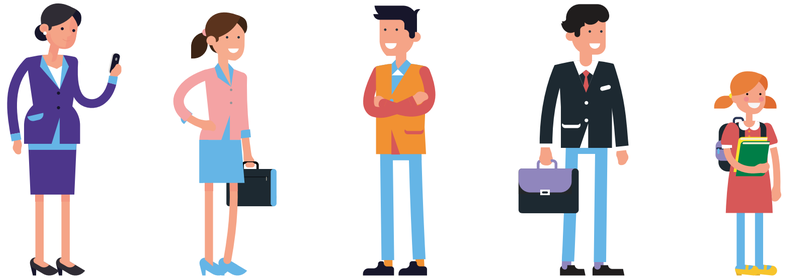
Caractères, bâtiments et couleurs

île de France mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Illustration des caractères

Le style des illustrations est le Flat Design. Les formes sont simples et géométriques avec peu de détails. Les personnages sont à caractère humanoïde et réaliste. Ils sont d'origines et d'âges variés. On y trouve des situations de déplacement ou des situations de vie communes.
Une large palette de couleurs vives est utilisée pour leurs habits, accessoires, cheveux et peaux. Les couleurs n'apparaissent jamais en dégradé.







Couleurs principales des illustrations (50% minimum)

Couleurs additionnelles

Couleurs de peaux et cheveux

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Illustration des bâtiments

Les teintes utilisées pour les bâtiments publiques sont simplifiées mais restent proches du réel appliqué au Flat Design.











Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Illustration des agents Île-de-France Mobilités

Les agents Île-de-France Mobilités arborent des couleurs plus strictes dans les nuances de gris et de bleu.



Couleurs uniformes, mobilier

Couleurs de peaux et cheveux, animaux







Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Illustration des transports et bâtiments Île-de-France Mobilités

Les moyens de transports Île-de-France Mobilités restent dans les couleurs de la charte. Ils sont ainsi facilement reconnaissables dans une illustration.













Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Iconographie

Territoire photographique

île de France mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Interactions

L'objectif est de montrer que le mouvement relie les gens aux autres ou aux lieux.

Les individus ou les groupes de personnes sont « pris sur le vif ». Les sujets sont photographiés durant des scènes de vie. Cela peut être des événements culturels, musicaux, sportifs... Île-de-France Mobilités permet de rapprocher les gens, améliorer la communauté et apporte du dynamisme.

Aucune expression ni action forcée ou posée.








Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Pause

L'objectif est de montrer des moments dans lesquels les gens patientent ou sont dans les transports en commun. Ils peuvent attendre, lire, parler à leurs amis, penser...
Aucune expression ni action forcée ou posée.



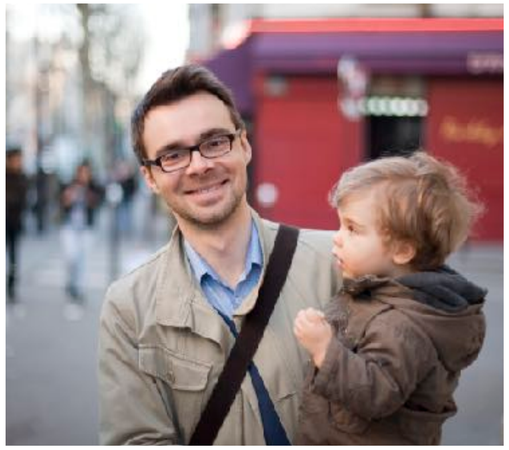





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Les sujets

Diversité dans le choix des sujets : âge, genre, ethnie, taille, corpulence, profession.
Montrer que l'Île-de-France est cosmopolite.








Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Natures mortes

L'objectif est de montrer des lieux, monuments, gares, avec ou sans passage. Nous permettons aux Franciliens d'être mobiles.








Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Ambiances

Atmosphère accueillante et conviviale avec un éclairage et des couleurs réalistes. On utilise la lumière naturelle dans les photos prises en journée.

Pour les photos de nuit, on utilise les lumières naturelles et artificielles des lieux.

De préférence avec une dominante de bleu pour rappeler la couleur primaire Île-de-France Mobilités.





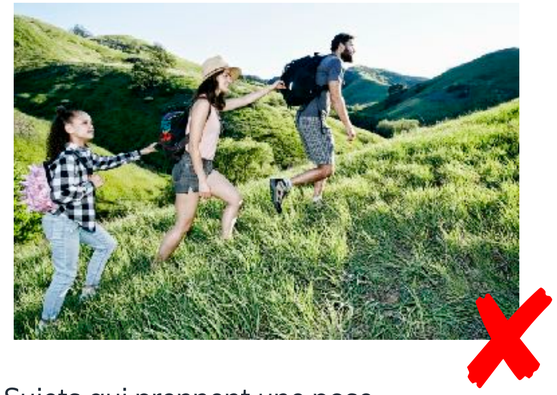




Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

À éviter

Prise de vue non naturelle, regardant l'objectif, photos trop travaillées, posées...



Sujets qui prennent une pose

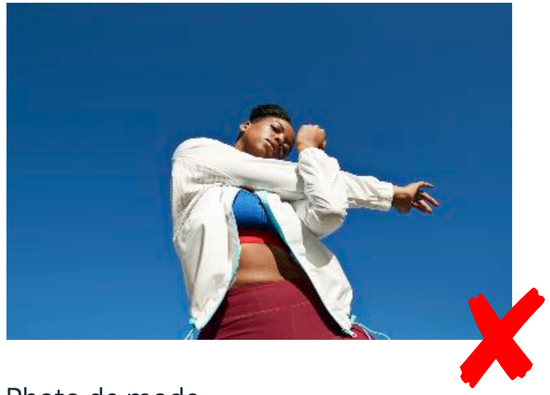


Photo de mode



Personne regardant l'objectif



Photo prise en studio

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Motifs

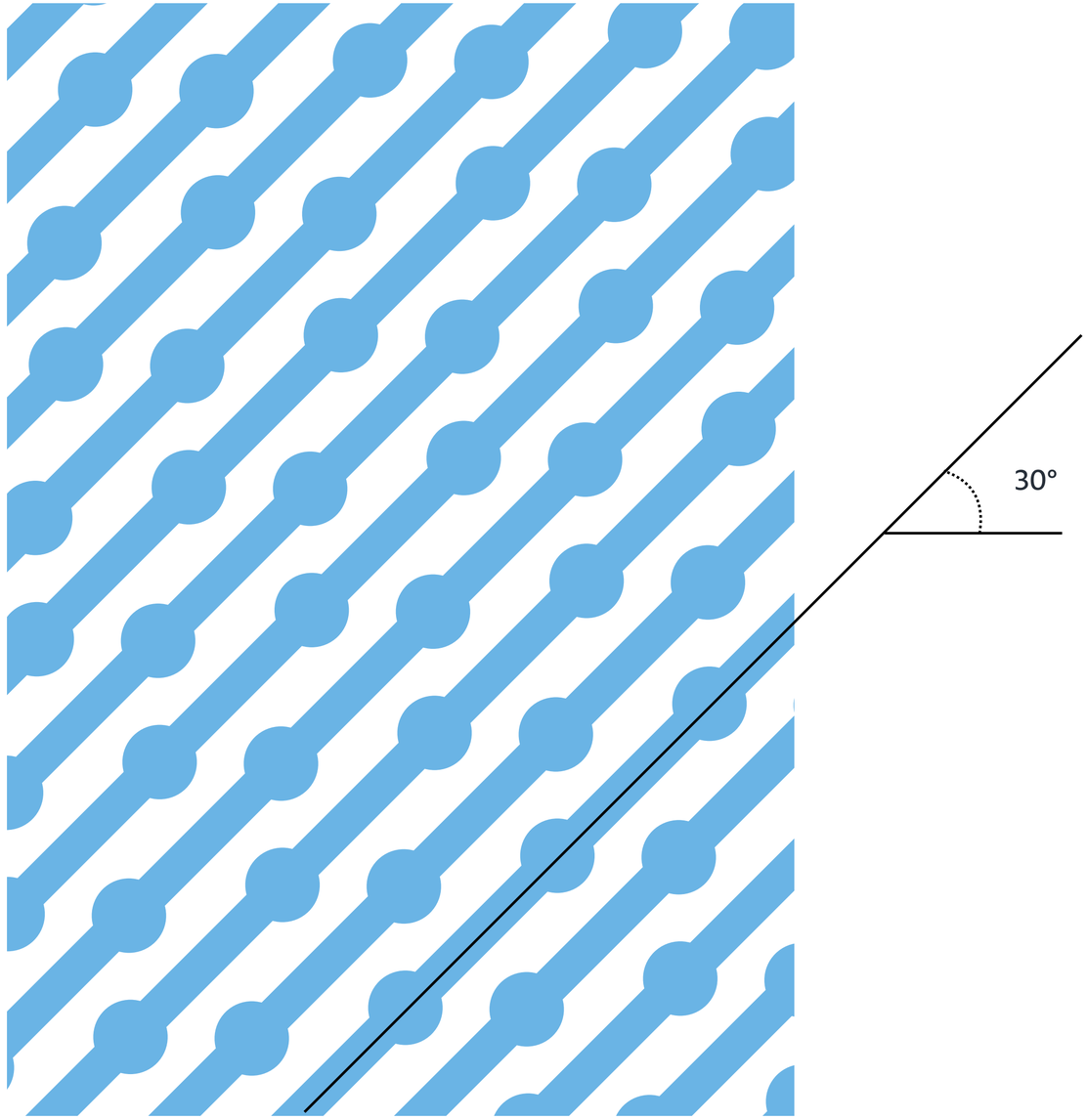
Motifs et associations de couleurs

île de France mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

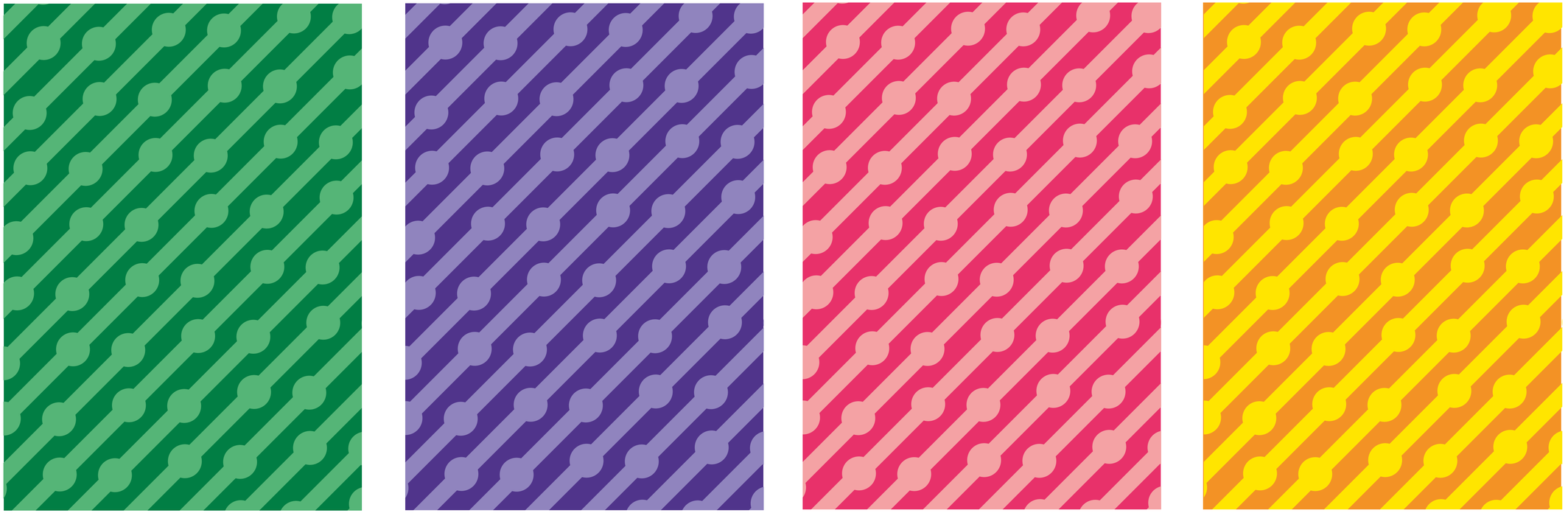
Motif principal

Construit d’après une diagonale de 30° pour insuffler du dynamisme.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Associations de couleurs

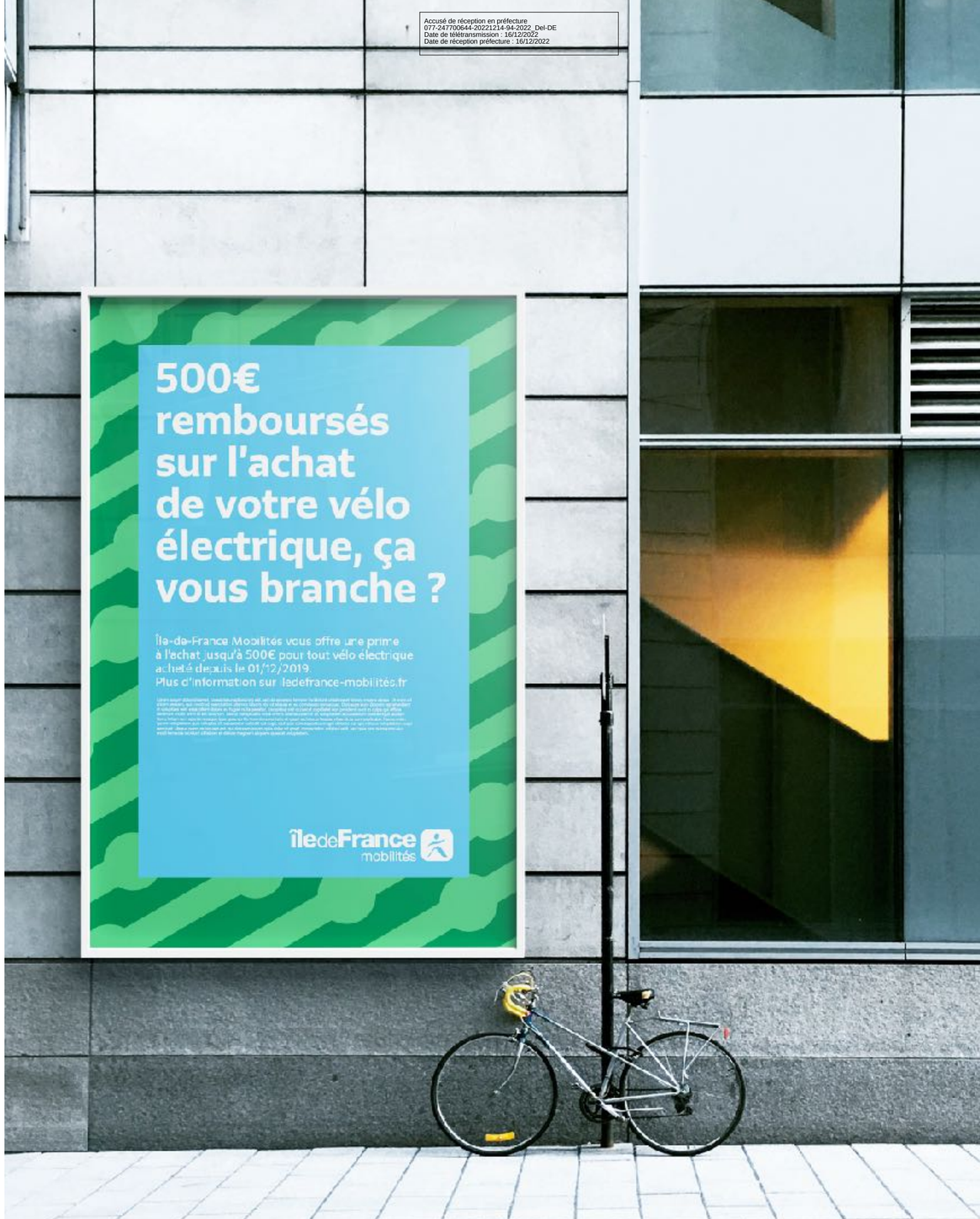


Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

500€ remboursés sur l'achat de votre vélo électrique, ça vous branche ?

Île-de-France Mobilités vous offre une prime à l'achat jusqu'à 500€ pour tout vélo électrique acheté depuis le 01/12/2019.
Plus d'information sur iledefrance-mobilités.fr

îledeFrance mobilités

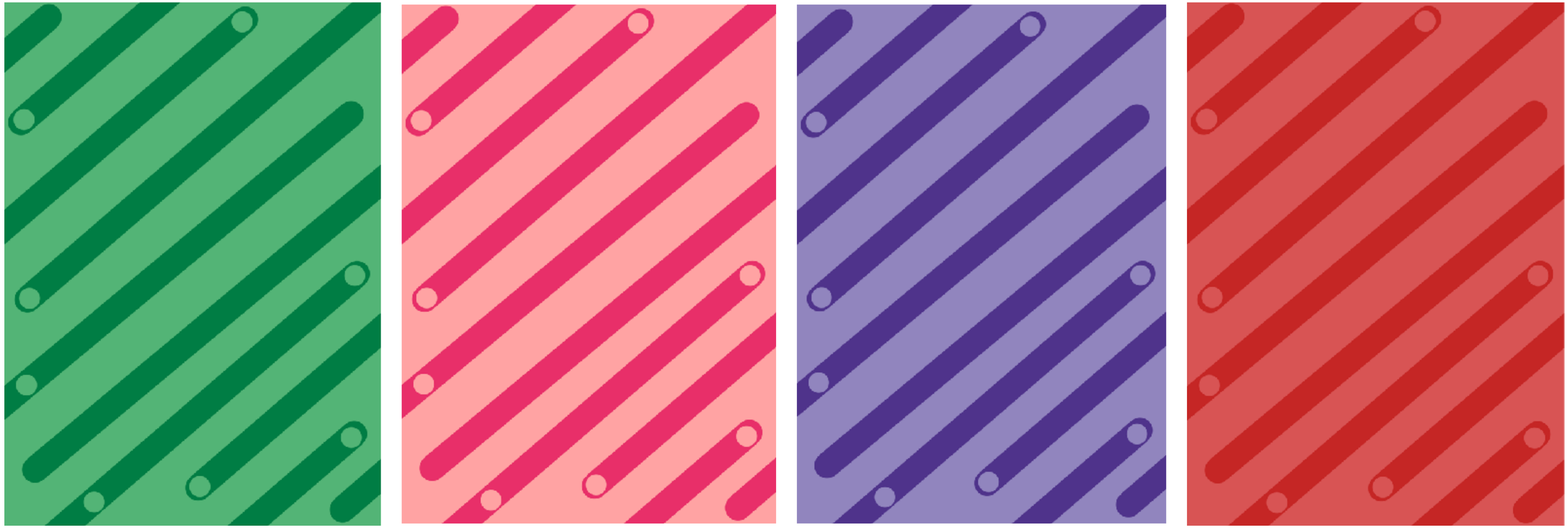



GoodBoy77
Posté le 15 décembre 2019
Qui fait quoi pour le nouvel an !!?
Nous, comme chaque année, on vous ramène toute la nuit et c'est gratuit !
#OnYva
îledeFrance mobilités
optile
RATP
SNCF


GoodBoy77
Posté le 15 décembre 2019
Qui fait quoi pour le nouvel an !!?
Nous, comme chaque année, on vous ramène toute la nuit et c'est gratuit !
#OnYva
îledeFrance mobilités
optile
RATP
SNCF

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Associations de couleurs



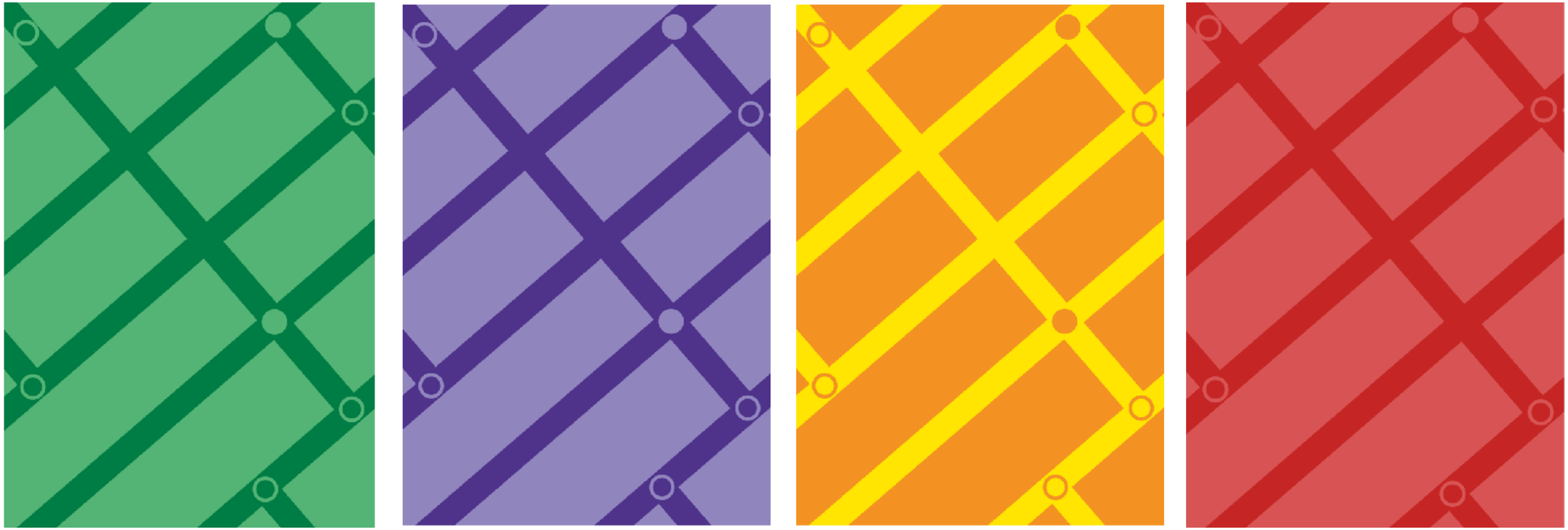
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Associations de couleurs




Van Yen M
posté le 18 mars 2020
L'autre jour, un voyageur a oublié son sac dans le RER, j'ai perdu 2h, je suis pas près de l'oublier.
Pour gagner du temps, nous avons déployé 40 brigades de maîtres-chiens qui inspectent les bagages abandonnés.
Pour gagner du temps, nous avons déployé 40 brigades demaîtres-chiens qui inspectent les bagages abandonnés.
#OnYva
îledeFrance mobilités


Van Yen M
posté le 18 mars 2020
L'autre jour, un voyageur a oublié son sac dans le RER, j'ai perdu 2h, je suis pas près de l'oublier.
Pour gagner du temps, nous avons déployé 40 brigades de maîtres-chiens qui inspectent les bagages abandonnés.
Pour gagner du temps, nous avons déployé 40 brigades demaîtres-chiens qui inspectent les bagages abandonnés.
#OnYva
îledeFrance mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Composition édition

Communiqué de presse, bureaucratie, rapport

île de France mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Typographie principale des éditions

La typographie créée pour Île-de-France Mobilités est la Grand Paris, elle est principalement utilisée pour la communication institutionnelle.
Simple et lisible, elle est facilement utilisable pour les textes courants.

Pour les titres, elle est plus épaisse et reste en minuscule.
Elle existe dans différents styles mais nous l'utiliserons seulement dans trois corps : Léger **Courant** et **Gras** pour pouvoir hiérarchiser facilement les informations. Pour l'édition, nous privilégions l'anthracite par soucis de lisibilité.

L'utilisation de la Grand Paris est soumise à licence.

Pas de texte en noir, utiliser uniquement l'anthracite.

Grand Paris

0123

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz

Gras

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Courant

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Léger

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Version Condensée - IDF voyageur

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Couleurs

Les couleurs utilisées dans les éditions sont les couleurs propriétaires Île-de-France Mobilités ainsi que les couleurs partenaires. Elles peuvent servir à définir des parties mais il doit toujours y avoir une dominante d'une des couleurs propriétaires.
Il ne doit jamais y avoir de dégradés de couleurs.

Pour les besoins éditoriaux il est possible d'ajouter les couleurs des lignes de transports. L'essentiel est de respecter une dominante des couleurs propriétaires.

CMJN 60 13 0 0
RVB 100 181 229
#64B5E5
284C

50 %

20 %

CMJN 0 0 0 0
RVB 255 255 255
#FFFFFF

CMJN 65 43 26 78
RVB 37 48 59
#25303B
432C

Accusé de réception en préfecture
077-200034167-20210615-DELIBCP2021-0076-DE
Date de télétransmission : 16/06/2021
Date de réception préfecture : 16/06/2021

CMJN 15 95 100 5
RVB 197 38 37
#C52625
235C

CMJN 10 82 68 1
RVB 216 84 84
#d85454
2030C

CMJN 0 51 90 0
RVB 243 146 36
#f39224
1585C

CMJN 3 4 91 0
RVB 255 229 0
#ffe500
102C

CMJN 0 91 34 0
RVB 231 47 105
#e72f69
2040C

CMJN 0 41 20 0
RVB 255 163 163
#FFA3A3
700C

CMJN 85 91 0 0
RVB 79 51 139
#4f338b
267C

CMJN 50 50 0 0
RVB 145 133 190
#9185be
286C

CMJN 90 25 90 10
RVB 0 125 68
#007d44
3415C

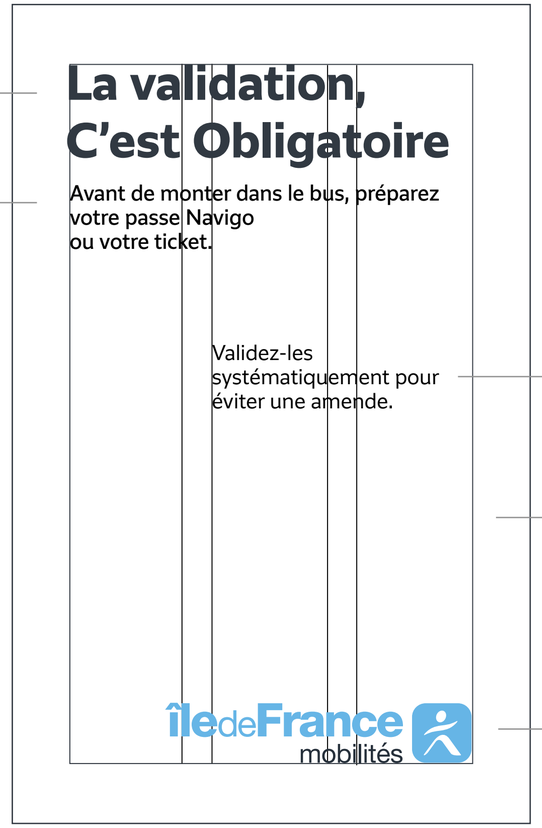
CMJN 67 0 67 0
RVB 83 180 118
#53B476
C111

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Typographie principale des éditions

Titre gras

Texte secondaire courant



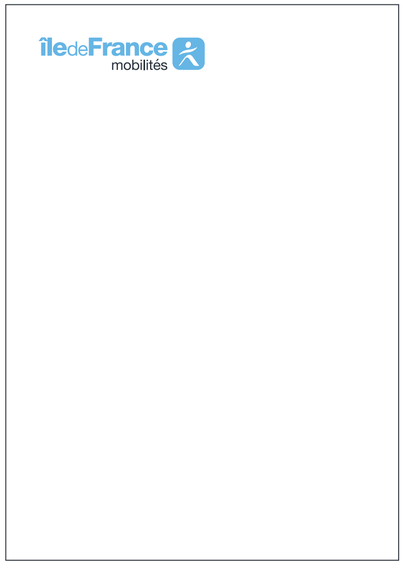
Informations complémentaires léger

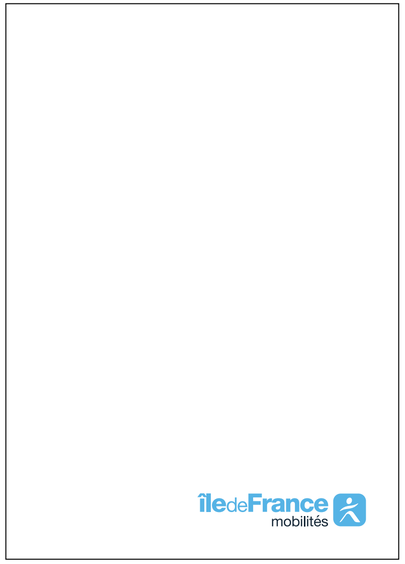
Seules les illustrations peuvent déborder dans la marge

Taille du logo : toujours plus gros que les logos partenaires.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Tailles logo





Formats

9x12 cm	38 mm
10x21 cm	56 mm
A4 Affiches	90 mm
A4 Dossier de presse	59 mm

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille de composition édition

3 colonnes

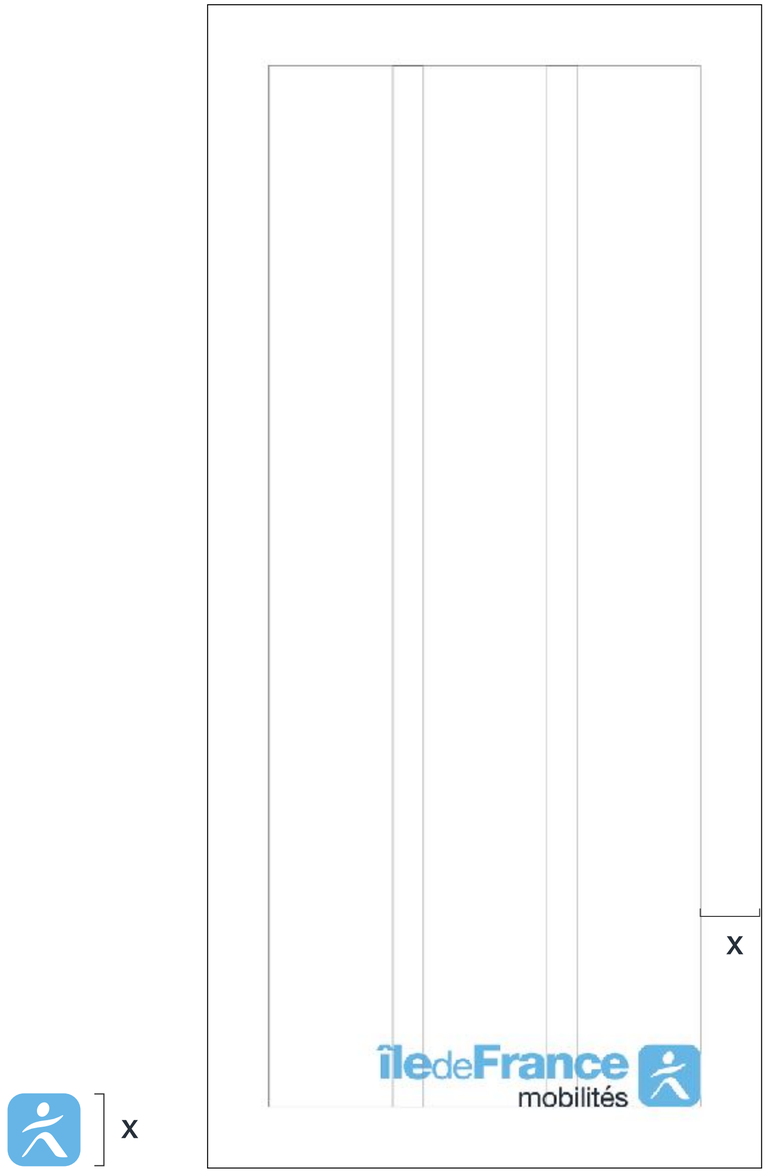
Pour la construction des visuels, nous reprenons toujours le même principe de grille.

Pour définir la grille, sur chaque format il faut partir du **X** défini par le bloc voyageur du logo. Pour chacune des grilles, la marge est définie par **X.** La gouttière fait la moitié d'un **X.**

Quel que soit le format ou le support, le logo est toujours ferré dans un angle, en bas à droite lorsque c'est possible, à l'exception des cartes de visite.

S'il y a un cartouche typographique dans la mise en page, le logo apparaît en bas à droite.

Ex : Dépliants.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

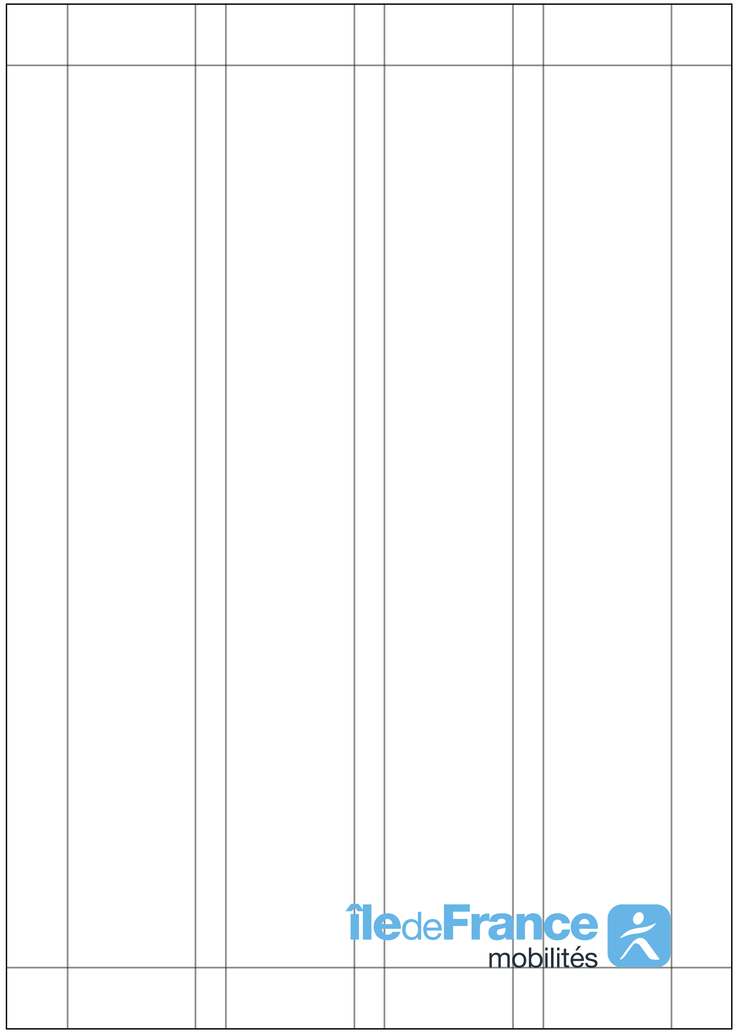
Grille de composition édition

4 colonnes

Ex : Affiches informatives.



x



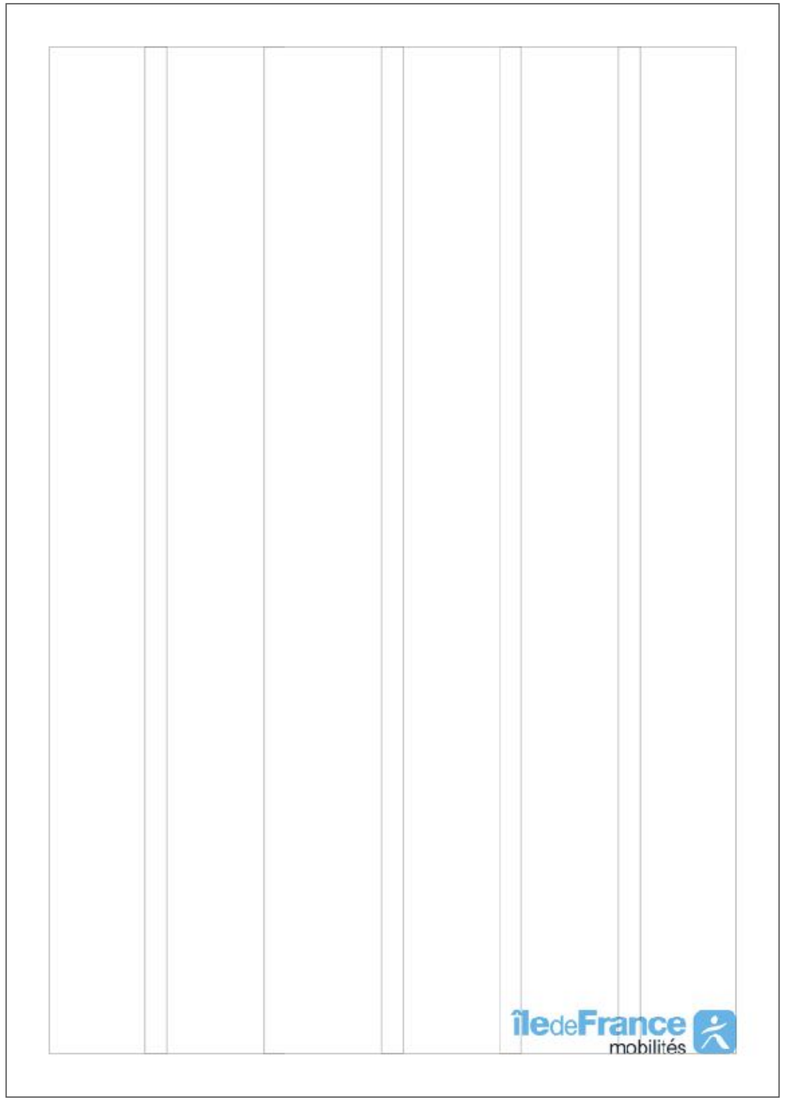
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille de composition édition

6 colonnes

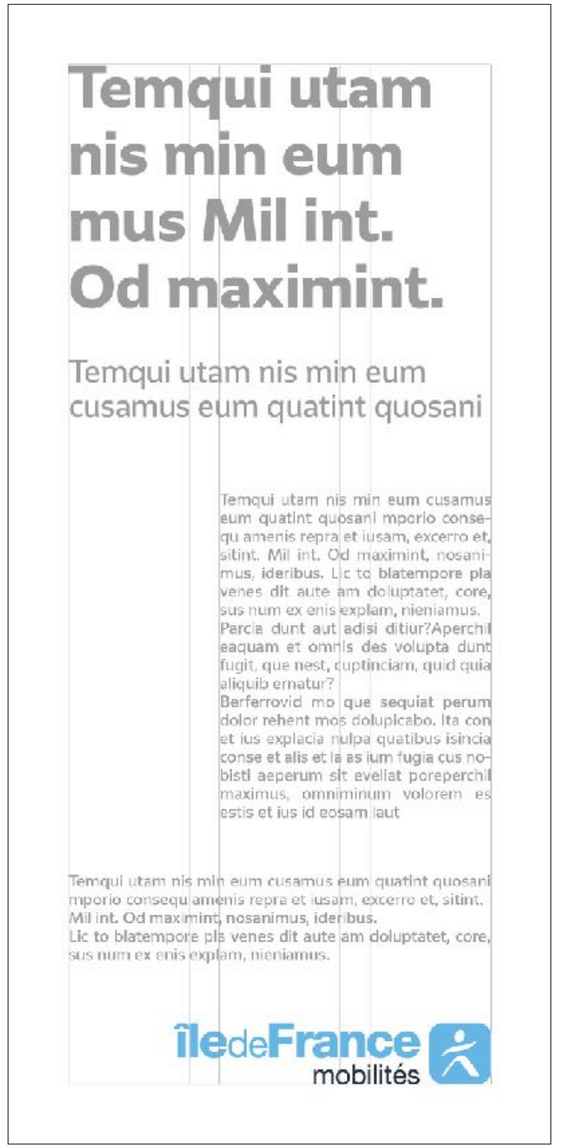
Ex : Dossier de presse.

x



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

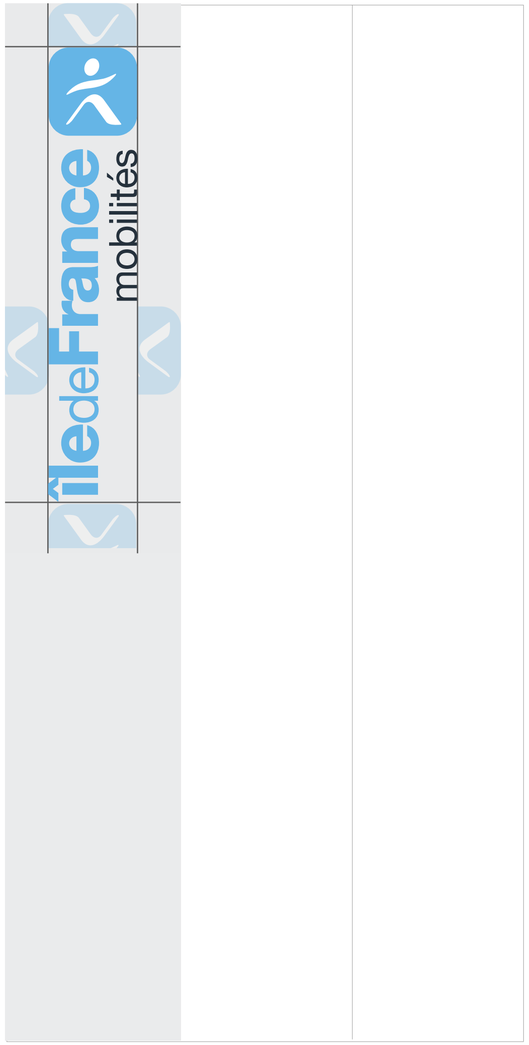
Grille de composition édition



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille couvertures édition

Quel que soit le format du document, la colonne de gauche va servir à positionner le logo et à amener l'identité Île-de-France Mobilités. Elle équivaut à un tiers du format.
Le logo vient se placer dans cette zone à la verticale.
La zone de protection va permettre de définir la taille du logo sur chaque couverture.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Texte couverture

Le texte doit toujours être ferré à gauche. L'espace entre les blocs est d'1/2 **X**. Le texte secondaire doit être 50% plus petit que le titre. Les blocs doivent apparaître centrés sur la zone blanche. Le texte doit être de préférence anthracite mais certains éléments peuvent être mis en valeur dans une autre couleur.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Couleurs couverture

La zone blanche peut être en couleur si c'est en adéquation avec le sujet. Le texte doit toujours apparaître en anthracite. La zone à gauche servant de cartouche au logo doit toujours rester anthracite.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Dossier de presse

Même principe de composition que la grille.

Les cartouches bleus encadrent les titres et les sous-titres.

La taille des typographies est définie par **X** :

1/2 **X** définit la taille du titre ou chapeau.
1/4 **X** définit la taille du sous-titre.
1/8 **X** définit la taille du texte courant.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Dossier de presse : exemple





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Affiche pour les opérateurs

Le blanc tournant est défini par **X**.



La typographie utilisée est la Grand Paris.
Le message est ferré à gauche.

Logo Île-de-France Mobilités en bas de page
À l'intérieur du blanc tournant espacé d'1 **X** du visuel.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Affiche pour les opérateurs

Le blanc tournant est défini par **X**.



Le numéro de ligne ainsi que le symbole « bus » doivent être de la couleur qui leur est propre.

La typographie utilisée est la Grand Paris.
Le message est ferré à gauche.

Un bandeau anthracite doit être présent en bas du visuel.

Logo Île-de-France Mobilités en bas de page
À l'intérieur du blanc tournant.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Composition support publicitaire

Grilles, images, cartouche, composition

île de France mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Typographie principale des impressions publicitaires

La typographie créée pour Île-de-France Mobilités est la Grand Paris, elle est principalement utilisée pour la communication institutionnelle.
Simple et lisible, elle est facilement utilisable pour les textes courants.

Pour les titres, elle est plus épaisse et reste en minuscule.
Elle existe dans différents styles mais nous l'utiliserons seulement dans deux corps : Courant et **Gras**.

L'utilisation de la Grand Paris est soumise à licence.

Pas de texte en noir, utiliser uniquement l'anthracite.

#OnYva écrit de la couleur du fond de la composition dans les campagnes.

Grand Paris

0123

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz

Gras

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Courant

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

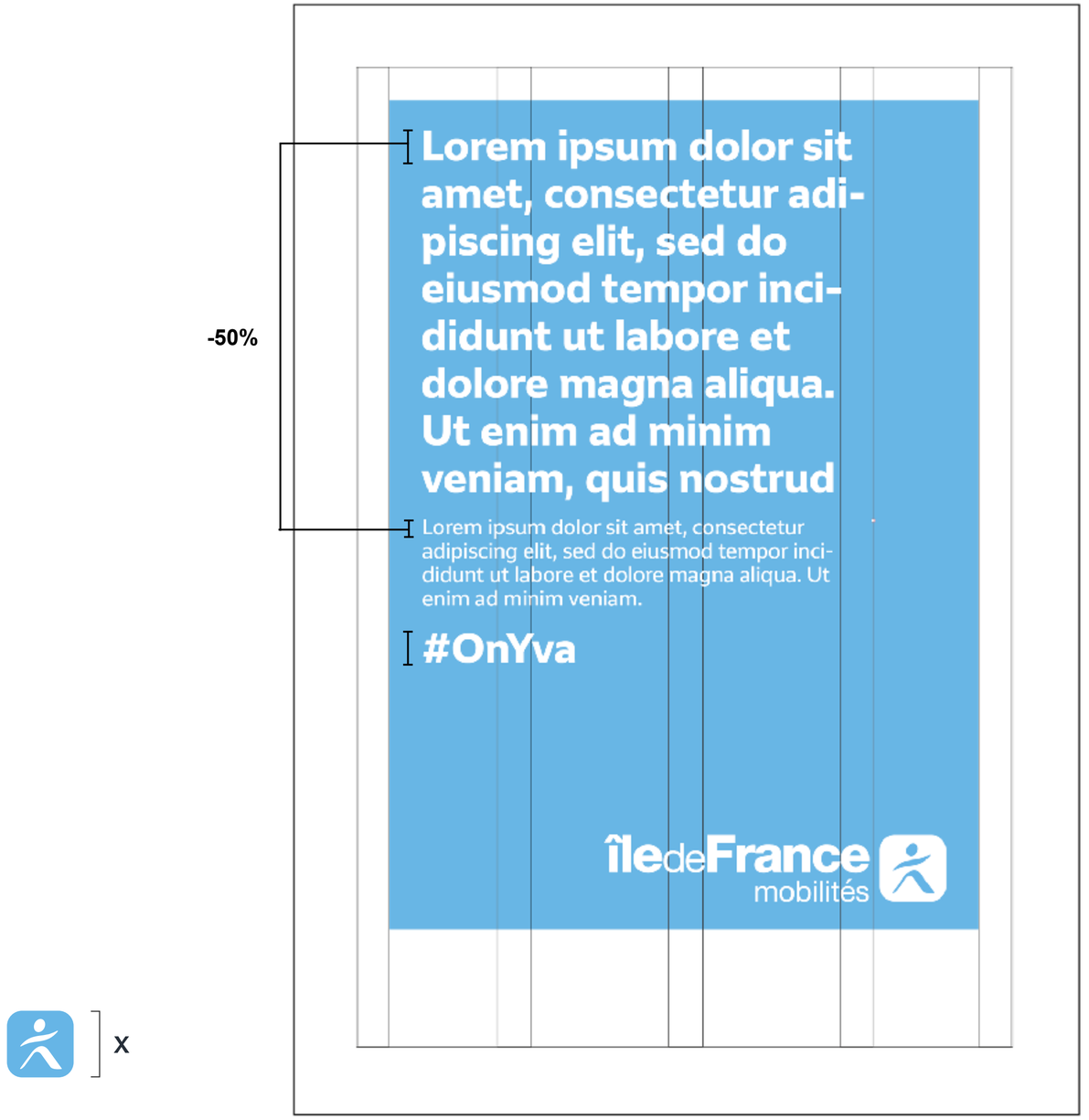
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Typographie principale des impressions publicitaires

Les titres sont en gras et minuscules.

Le texte courant doit apparaître en Regular.
Il est 50% plus petit que le corps du titre.

Le #OnYva est en gras lui aussi de la taille du titre et doit être de la même couleur que la couleur dominante en fond.

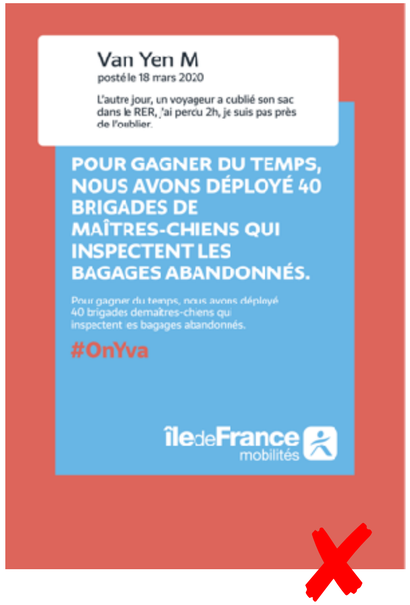


Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Exemples



Ne pas faire de cartouche de phrase



Jamais de texte tout en majuscule



Pas de typographie anthracite dans le cartouche bleu

Le #OnYva doit être de la même couleur que le fond



Couleurs

Les couleurs propriétaires Île-de-France Mobilités marchent avec un nuancier de couleurs chaudes et pétillantes. Chaque couleur dispose d'une teinte alternative plus claire pour permettre des associations modernes.

Une gamme de couleurs plus restreinte permet une meilleure identification de la marque par ses utilisateurs.

Les couleurs propriétaires Île-de-France Mobilités doivent être majoritaires quel que soit le support afin d'assurer une bonne reconnaissance de la marque.

CMJN 60 13 0 0
RVB 100 181 229
#64B5E5
284C

CMJN 0 0 0 0
RVB 255 255 255
#FFFFFF

CMJN 65 43 26 78
RVB 37 48 59
#25303B
432C

CMJN 15 95 100 5
RVB 197 39 37
#C52625
235C

CMJN 10 82 68 1
RVB 216 84 84
#d85454
2030C

CMJN 0 51 90 0
RVB 243 146 36
#f39224
1585C

CMJN 3 4 91 0
RVB 255 229 0
#ffe500
102C

CMJN 0 91 34 0
RVB 231 47 105
#e72f69
2040C

CMJN 0 41 20 0
RVB 255 163 163
#FFA3A3
700C

CMJN 85 91 0 0
RVB 79 51 139
#4f338b
267C

CMJN 50 50 0 0
RVB 145 133 190
#9185be
286C

CMJN 90 25 90 10
RVB 0 125 68
#007d44
3415C

CMJN 67 0 67 0
RVB 83 180 118
#53B476
C111

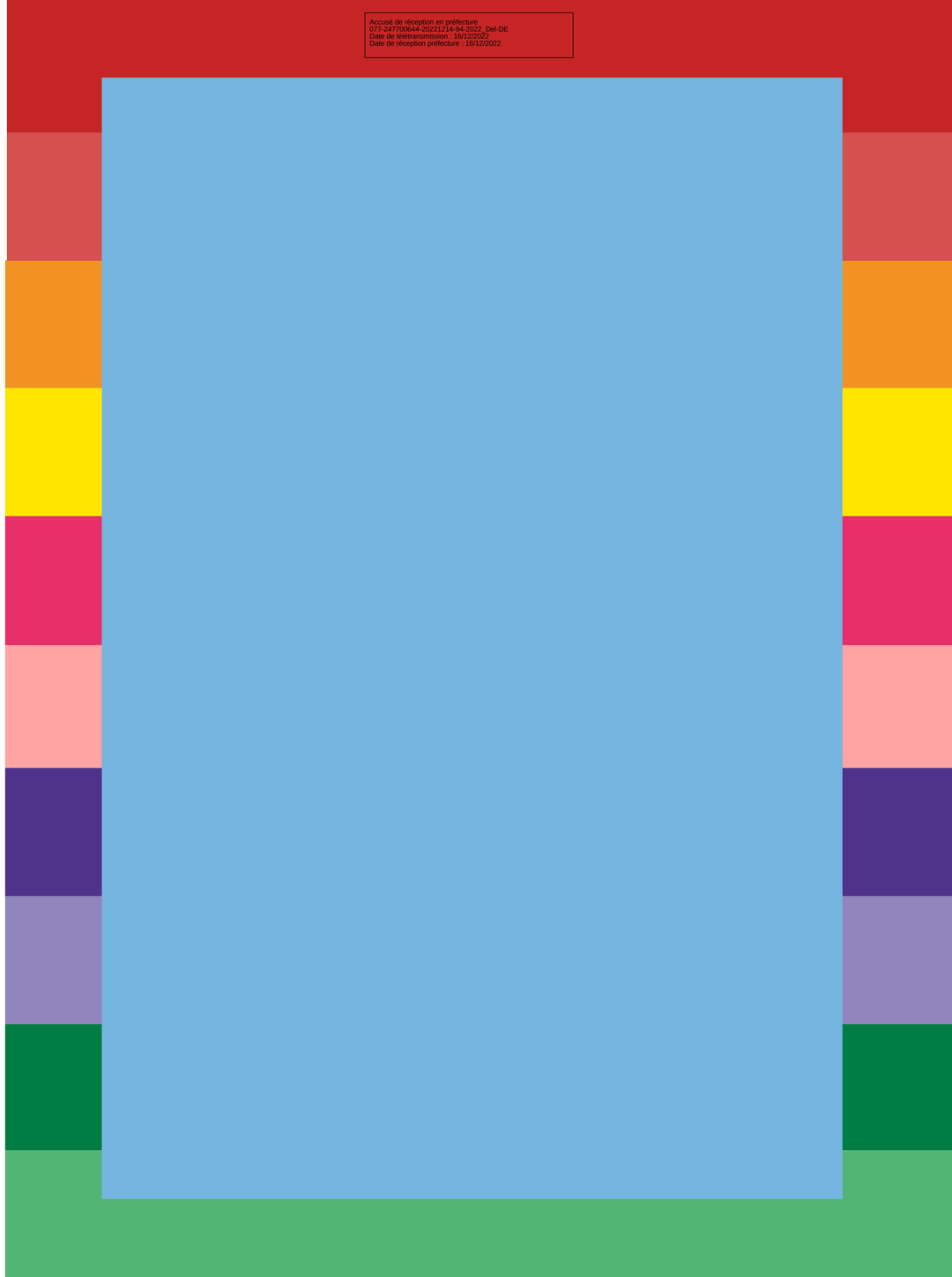
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Proportion de couleurs

Il est important de suivre les règles de proportions de couleurs dans la communication de la marque.
Afin que le message soit reconnaissable de tous, le bleu joue un rôle très important dans l'identité d'Île-de-France Mobilités.

Le bleu île-de-France est la couleur primaire.

Il est présent **en cartouche** sur les supports de communication. Il doit être dans une **proportion minimum 50% aussi bien dans les visuels que dans les infographies.**



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

ABCDEFGHIJK
LMNOPQRSTU
VWXYZ
abcdefghijklmn
opqrstuvwxyz

ABCDEFGHIJ
KLMNOPQR
STUVWXYZ
abcdefghijkl
mnopqrstuv
wxyz

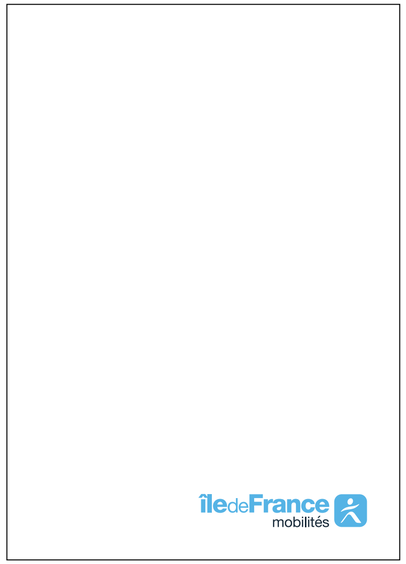
ABCDEFGHIJ
KLMNOPQR
STUVWXYZ
abcdefghijkl
mnopqrstuv
wxyz

ABCDEFGHIJ
KLMNOPQR
STUVWXYZ
abcdefghijkl
mnopqrstuv
wxyz

ABCDEFGHIJ
KLMNOPQR
STUVWXYZ
abcdefghijkl
mnopqrstuv
wxyz

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Taille de logo





Formats Européens

A6	45 mm
A5	64 mm
A4	90 mm
A3	127 mm
A2	179 mm
A1	252 mm
A0	356 mm

OOH

3x3	1245 mm
4x3	1144 mm
6x3	1700 mm
8x3	1700 mm

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et proportion

3 colonnes

Pour définir la grille sur chaque format, il faut partir du **X** défini par le bloc voyageur du logo. Pour chacune des grilles la marge est définie par **X.** La gouttière fait la moitié d'un **X.**

Quel que soit le format ou le support, le logo est toujours ferré dans un angle, en bas à droite lorsque c'est possible, à l'exception des cartes de visite.

S'il y a un cartouche typographique dans la mise en page, le logo apparaît en bas à droite.

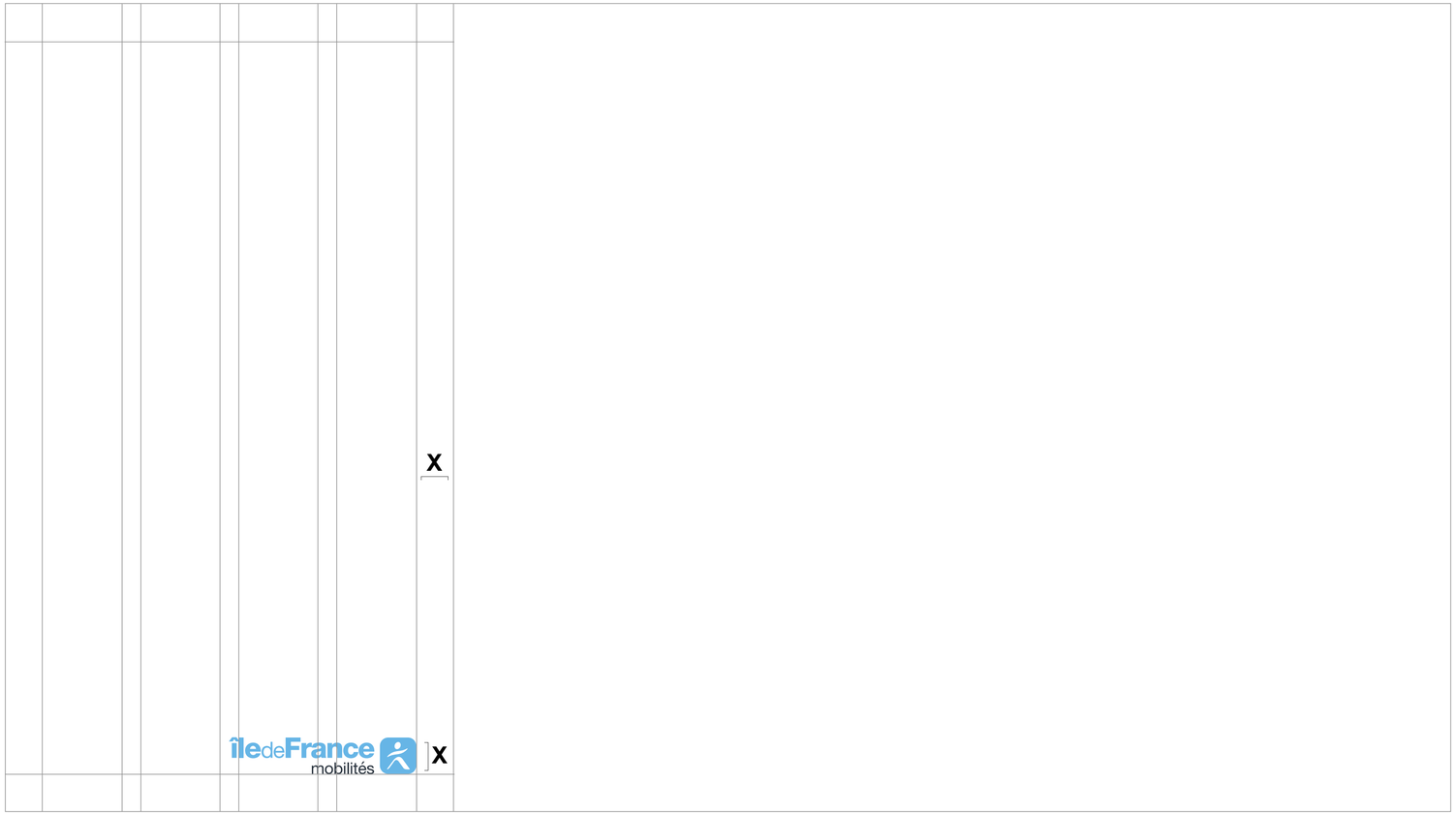
Le 3 colonnes est adapté aux formats verticaux très allongés. Ex : Bannière.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et proportion

4 colonnes

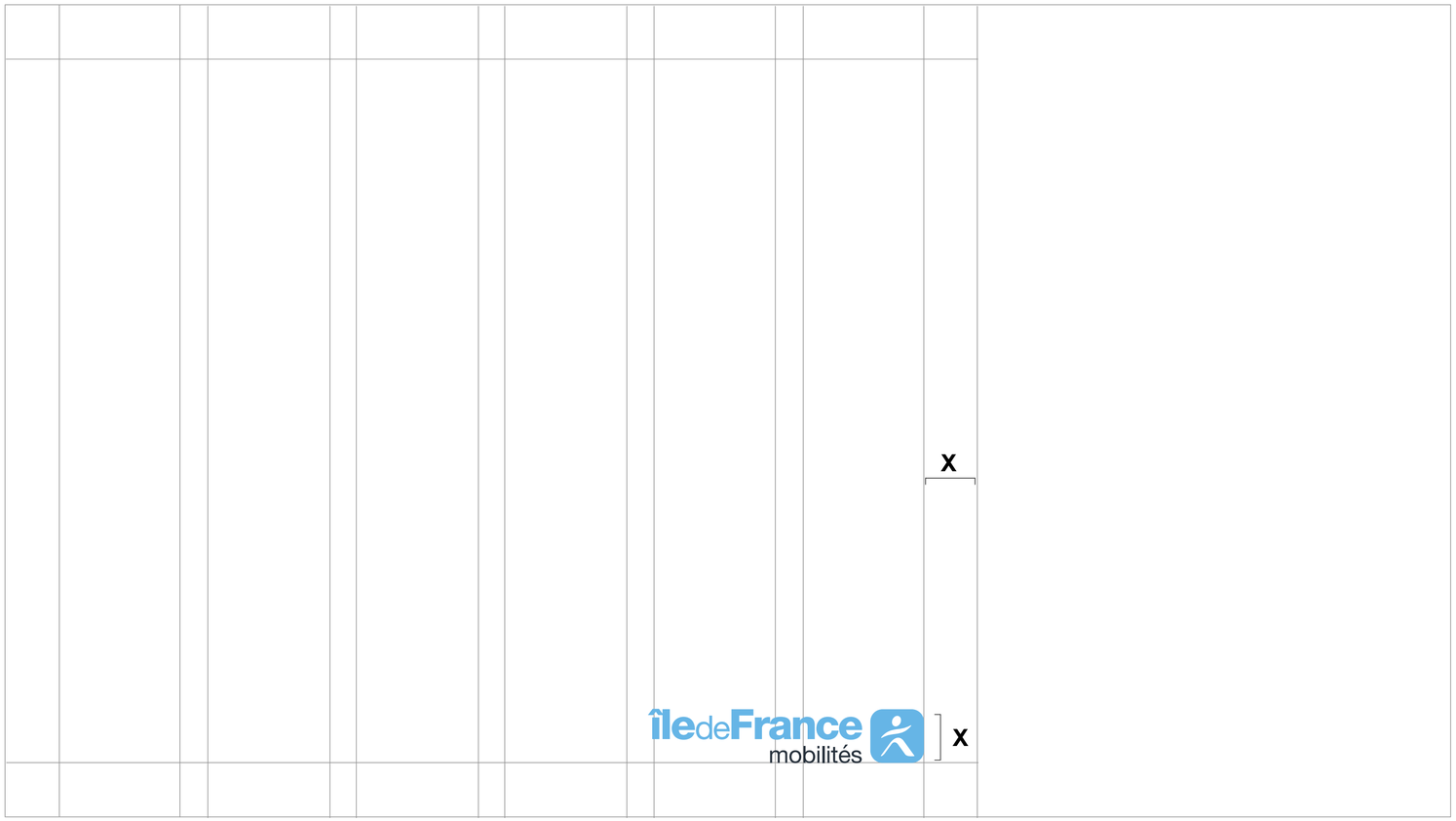


Ex : Arrêt de bus, format digital, flyer.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et proportion

6 colonnes



Ex : Affiche 4x3.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et proportion

9 colonnes

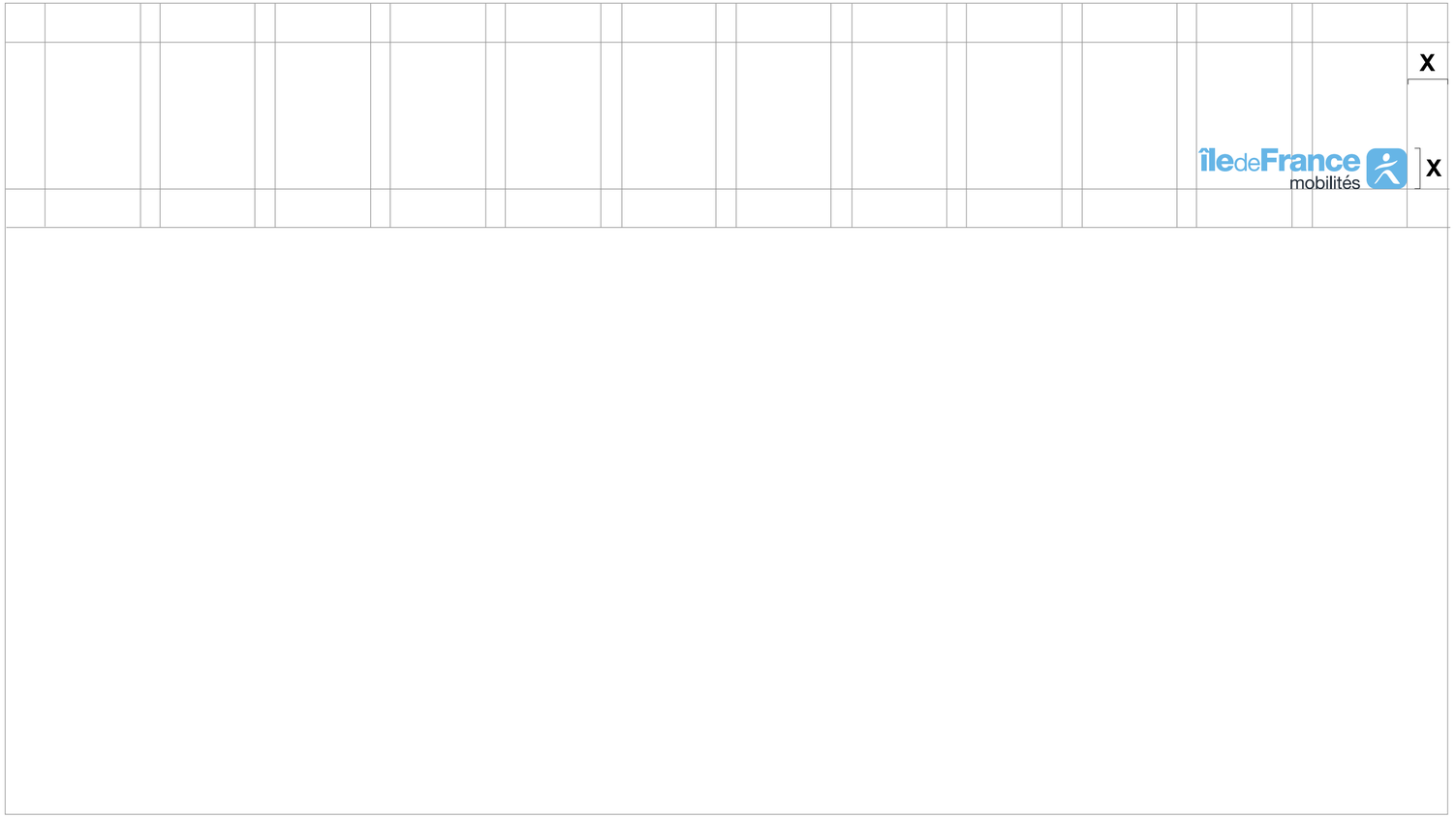


Ex : 16:9

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et proportion

12 colonnes

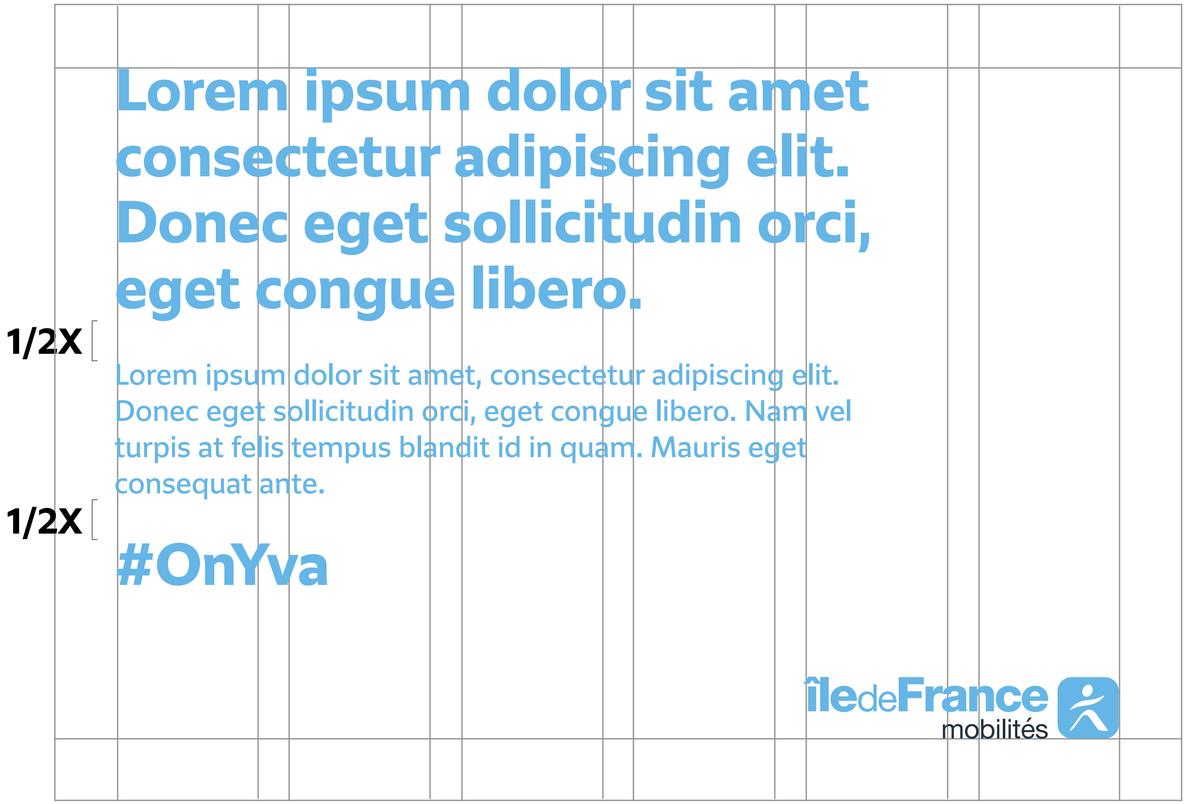


Ex : bannière.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Rapport texte logo et couleur

Chaque visuel doit être composé d'au moins 50% du bleu Île-de-France soit en aplat (cartouche) soit grâce à une image. La typographie doit être égale à 1/2 **X** en hauteur. Pour ce qui est du texte complémentaire, la typographie fait la moitié du corps principal. L'espace séparant les blocs de texte doit être égal à 1/2 **X**.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

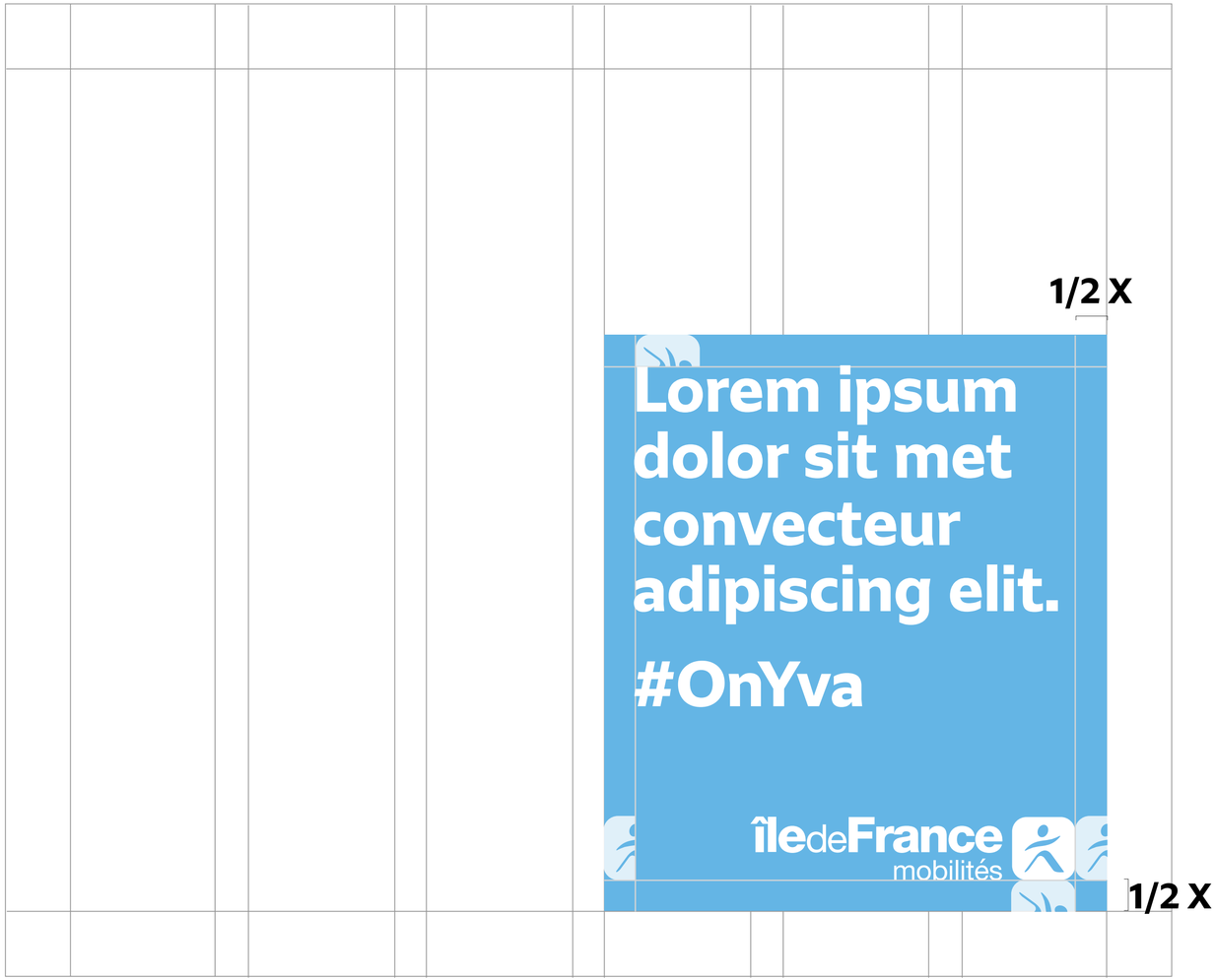
Grille et composition

Cartouche

Par souci de lisibilité, le texte peut s'inscrire dans un cartouche. Le cartouche est aussi utilisé afin d'apporter plus de bleu Île-de-France à la composition. Il est toujours ferré aux marges du format. Le logo doit être séparé d'au moins 1 **X** du texte.

Lorsqu'il y a un cartouche, le logo est ferré au bord inférieur droit et est en monochrome blanc. La zone de protection du logo définit la marge intérieure du cartouche.

Lorsque la zone de protection du logo n'est plus respectée (par exemple sur des formats étroits), il peut être placé en dehors du cartouche.



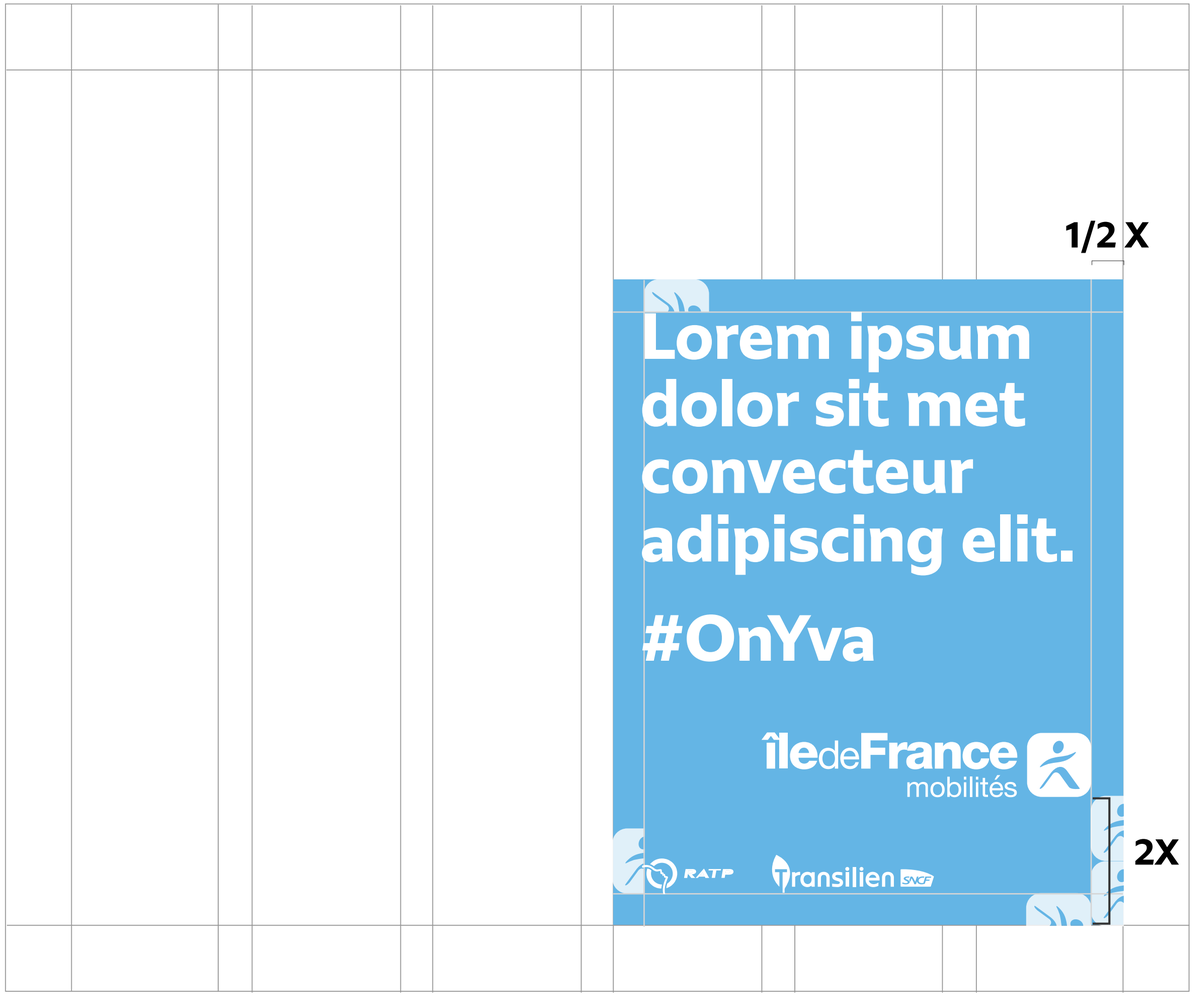
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et composition

Emplacement des logos partenaires

Les logos partenaires doivent être présents dans le cartouche.

Les règles à appliquer :
Respecter la zone de protection définie par la moitié du cartouche voyageur et libérer un espace de 2 **X** sous le logo Île-de-France Mobilités afin de laisser l'espace nécessaire aux autres logotypes. Les autres logos ne doivent pas apparaître sur la même ligne que le logo Île-de-France Mobilités.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et composition

Cartouche image pleine page

Sur une image pleine page, le cartouche doit être ferré au bord inférieur droit. Selon les besoins, sa taille est flexible tant que la marge intérieure est respectée. Le cartouche s'adapte à la quantité de texte tant qu'il reste ferré en suivant les règles.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et composition

Exception image pleine page

S’il y a trop de texte pour l’inscrire dans un cartouche, il peut apparaître directement sur l’image si elle est adaptée avec un encombrement nécessaire qui permet d'assurer la bonne lisibilité du texte. Le logo est présent dans un cartouche en bas de page.

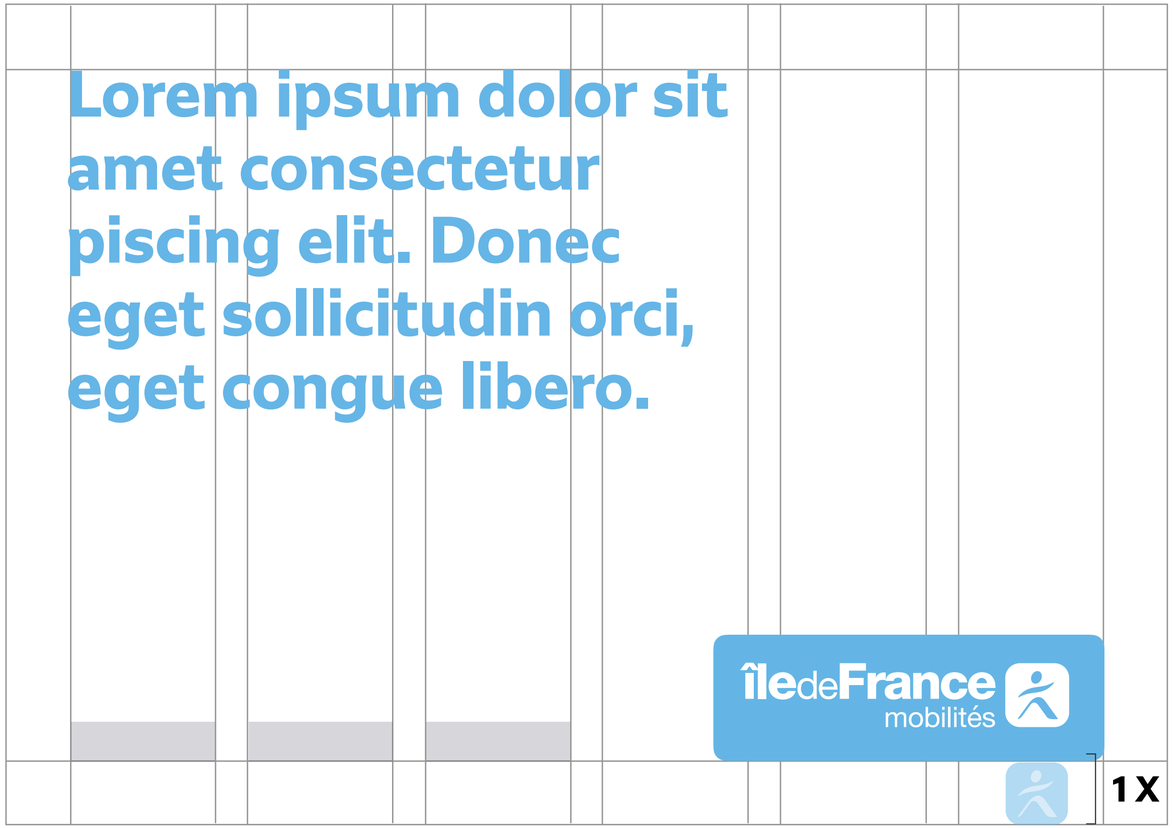


Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et composition

Exception image pleine page & logos partenaires

S’il y a des logos partenaires à intégrer, ils viennent s’inscrire hors cartouche ferrés à gauche. Dans ce cas, l’écart à respecter se fait à partir du bord du cartouche du logo.



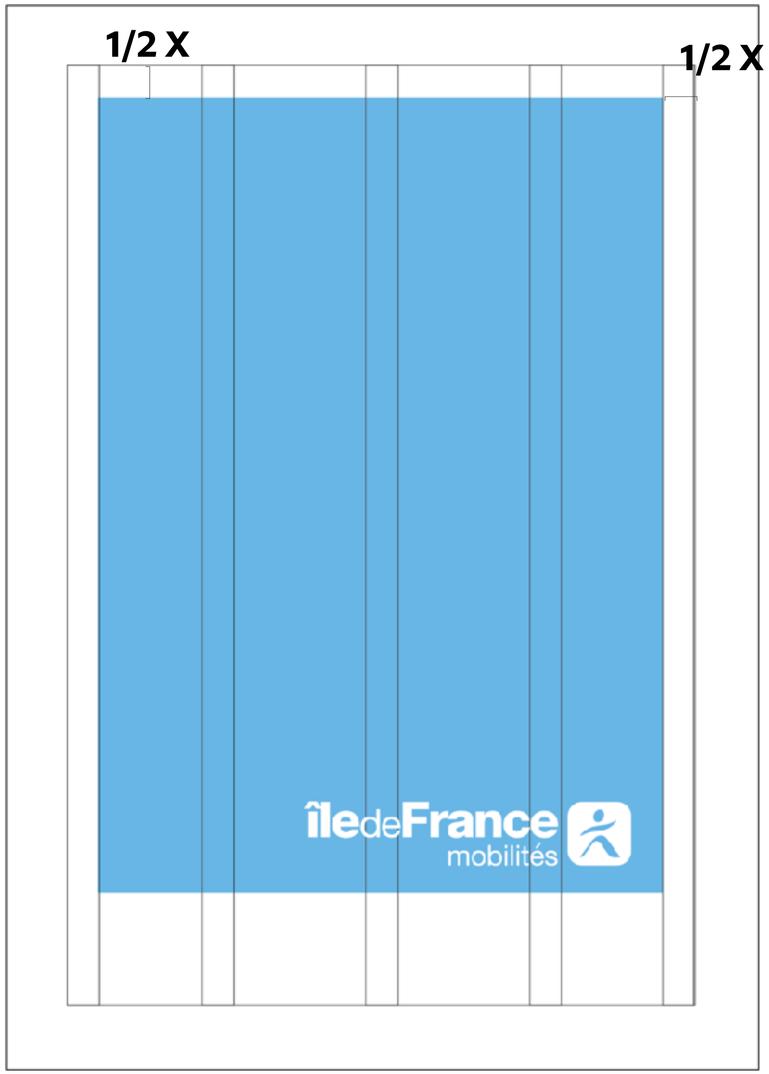
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et composition

Cartouche message publicitaire et annonce

Sur ce type de visuel, le cartouche doit être centré et séparé de la marge d'1/2 **X**. Il doit être ferré au bord supérieur et à gauche. La partie inférieure est flexible et adaptable selon les besoins mais ne doit jamais aller au-delà de la marge.

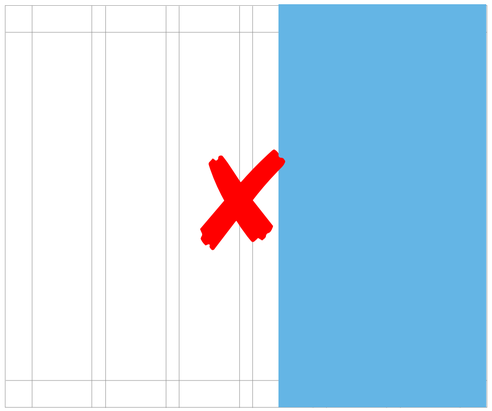




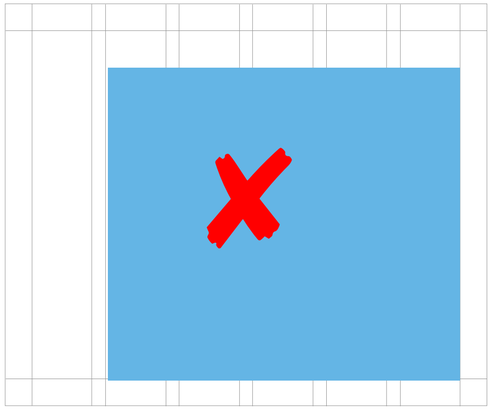
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Grille et composition

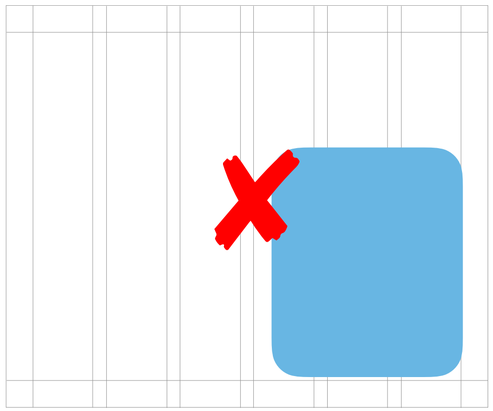
Cartouche Contre exemple



Le cartouche ne doit jamais aller au delà de la marge.



Si le cartouche fait plus de 2/3 du format, il doit être centré.



Le cartouche ne doit pas avoir de bords arrondis.

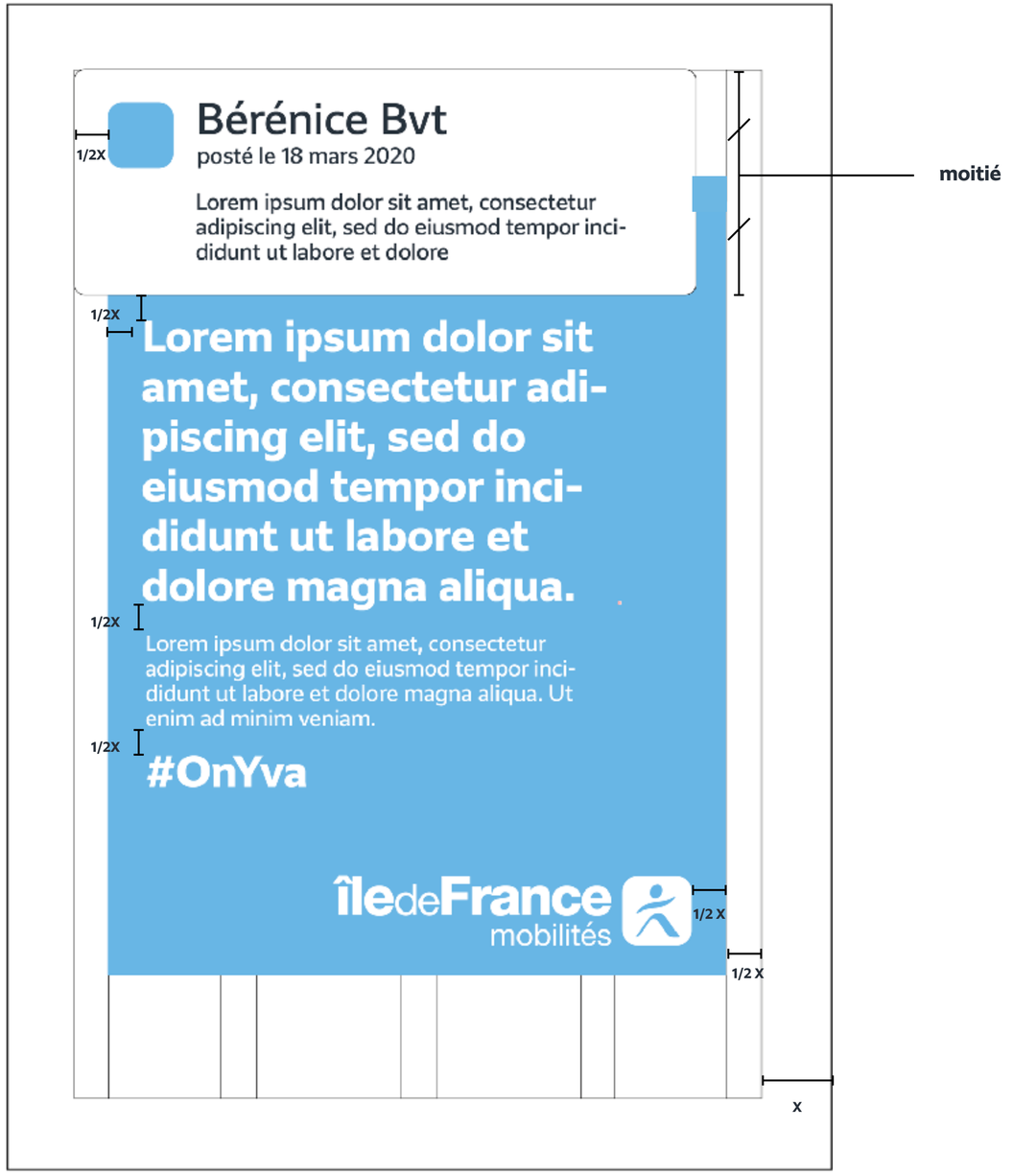
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Tweets

Chaque élément est séparé par un 1/2 **X**. Le tweet est décalé sur la gauche de 1/2 **X**. Les bords arrondis du tweet et de la vignette utilisateur doivent être égaux à 2,7 mm ou 130 px. Des marges encadrent le cartouche.

Les titres sont toujours en gras. La taille des titres est définie à un 1/2 **X.**
Le texte courant correspond à 1/4 de **X** soit la moitié du titre.
Le #OnYva doit être écrit avec la couleur dominante du fond de la composition.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Affiche message

Chaque élément est séparé par un demi **X**.

Les titres sont toujours en gras.
La taille des titres est définie à un 1/2 **X.**
Le texte courant correspond à 1/4 de **X** soit la moitié du titre.
Le #OnYva doit être écrit avec la couleur dominante du fond de la composition.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Affiche produit

La mise en page produit reprend la mise en page initiale mais les produits apparaissent sur le côté droit de la composition.
Le produit est placé de façon harmonieuse et respecte les marges établies. Des marges encadrent le cartouche.

Les titres sont toujours en gras. La taille des titres est définie à un 1/2 **X.**
Le texte courant correspond à 1/4 de **X** soit la moitié du titre.
Le #OnYva doit être écrit avec la couleur dominante du fond de la composition.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Flyers

Chaque élément est séparé par un demi **X**.

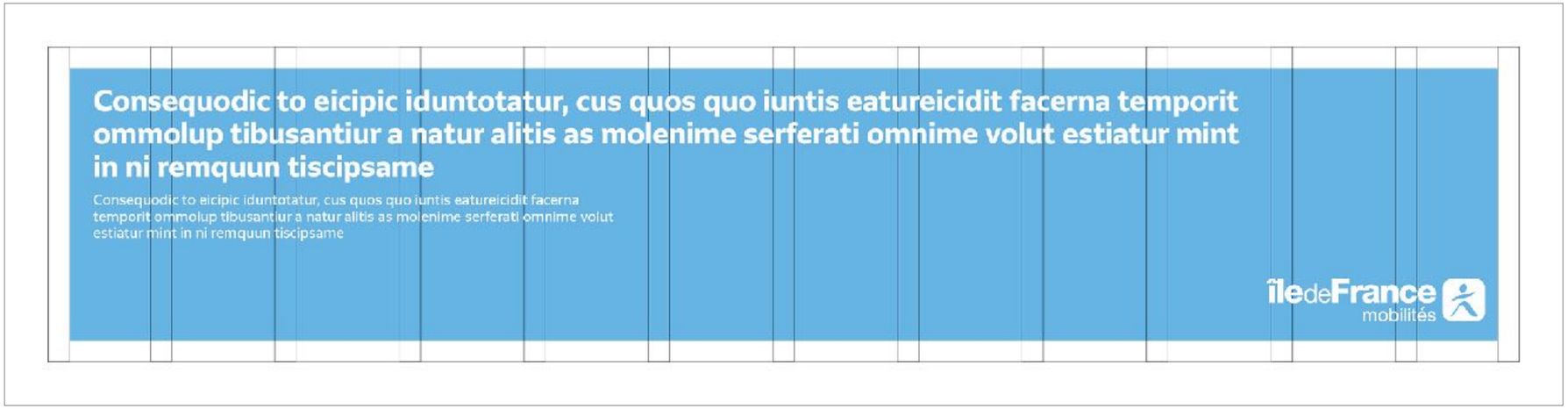
Les titres sont toujours en gras. La taille des titres est définie à un 1/2 **X.**
Le texte courant correspond à 1/4 de **X** soit la moitié du titre.
Le #OnYva doit être écrit avec la couleur dominante du fond de la composition.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Bannières

Exemples différents formats : **160x600 px**
970x250 px





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Post Facebook

Même principe de composition que la grille.

Les cartouches bleus encadrent les titres et les sous-titres.

La taille des typographies est définie par **X** :

1/2 **X** définit la taille du titre ou chapeau.
1/4 **X** définit la taille du sous-titre.
1/8 **X** définit la taille du texte courant.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Composition communication interne

Communiqué de presse, bureautique, rapport

île de France mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Typographie de substitution pour la bureautique

Disponible en tant que police système sur les ordinateurs.
Si la Grand Paris n'est pas possible, la police « Arial » est utilisée pour les supports de bureautique :
traitement de texte, présentations, etc.
Elle existe dans différents styles.

La typographique Arial est gratuite.

Privilégier la typographie Grand Paris lorsque c'est possible.

Arial

0123

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz

Gras

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Normal

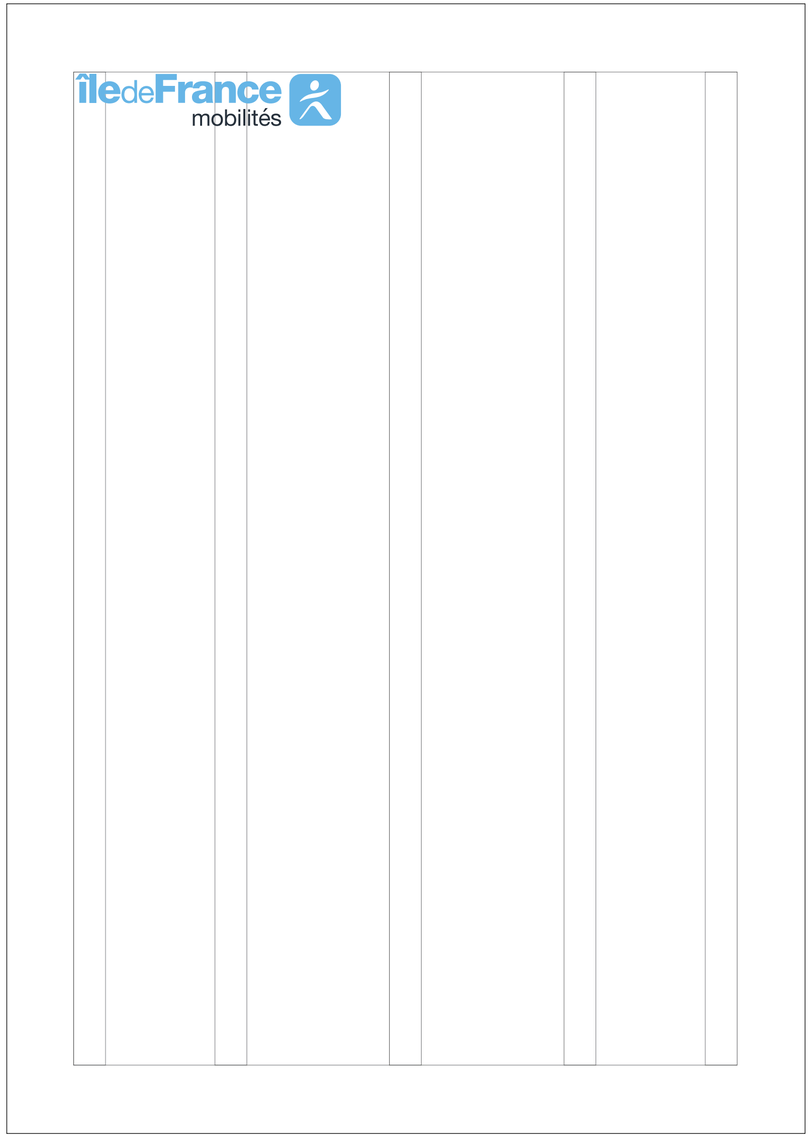
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Modèle bureautique

Construction de la grille à partir du logo. La page est divisée en 4 colonnes. Le logo est ferré en haut à gauche. Le corps de texte doit être centré. En bas de page, on retrouve les informations de contact également centrées.

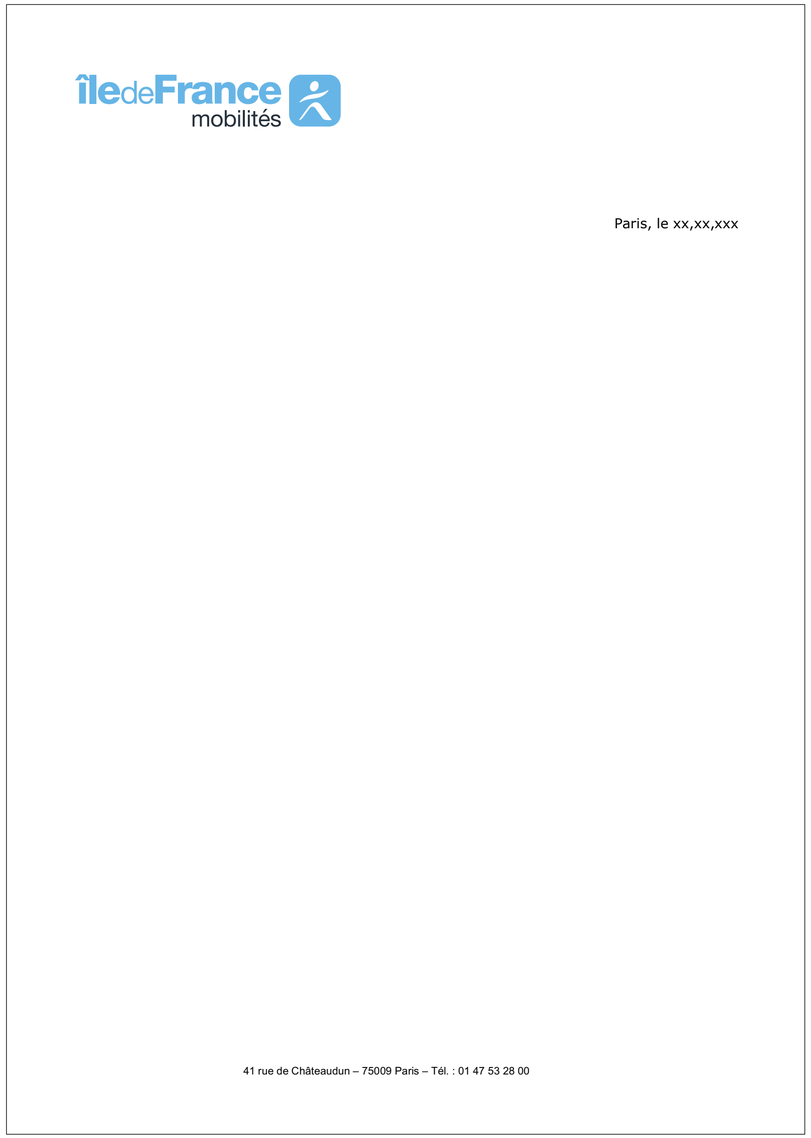
Pour définir la grille sur chaque format, il faut partir du **X** défini par le bloc voyageur du logo. Pour chacune des grilles, la marge est définie par **X.** La gouttière fait la moitié d'un **X.**



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Lettre seule

Le logo est ferré en haut à gauche. Le corps de texte est au centre. En bas de page, on retrouve les informations de contact également centrées.

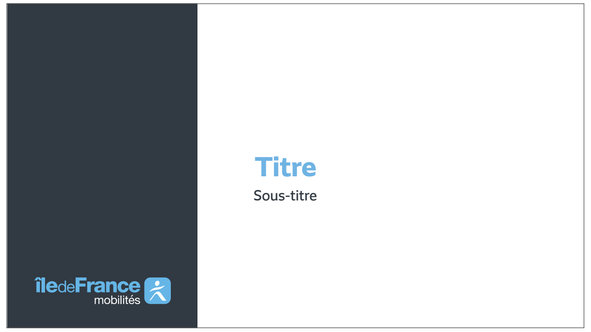


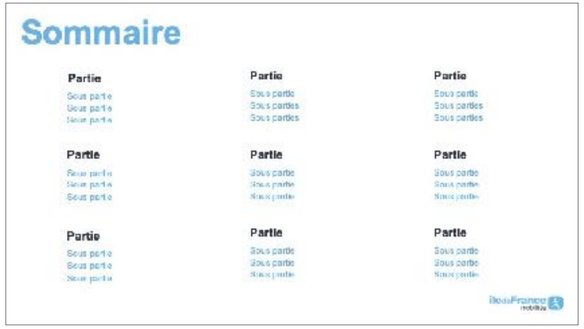
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Masque Powerpoint

Pour simplifier les usages, un masque Powerpoint est mis à disposition. La couverture reprend le principe de construction.

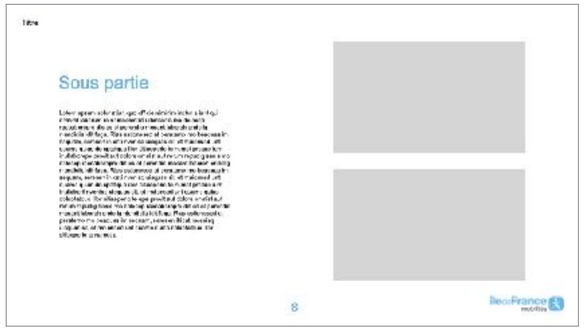
Pas de texte en noir, utiliser uniquement l'anthracite.













Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Signatures de mail

Les signatures de mail sont prédéfinies
et mises à disposition.

Signature externe longue

—

Prénom NOM
Poste
Nom du pôle
Nom du département et/ou de la direction

Tel : 01 82 53 81 19
Port : 06 00 00 00 00
41, rue de Châteaudun - 75009 Paris

Pensez à l'environnement avant d'imprimer cet e-mail

Signature externe courte/ signature mobile

—

Prénom NOM
Poste
Nom du département et/ou de la direction

Tel : 01 82 53 81 19
Port : 06 00 00 00 00

www.iledefrance-mobilites.fr

Signature interne

—

Prénom NOM
Poste
Emplacement (ex: C04 pour Chateaudun 4e étage)

Tel : 01 82 53 81 19
Port : 06 00 00 00 00

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Motion

Capsules et offres

île de France mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Typographie motion

La typographie créée pour Île-de-France Mobilités est la Grand Paris, elle est principalement utilisée pour la communication institutionnelle.
Simple et lisible, elle est facilement utilisable pour les textes courants.

Pour les titres, elle est plus épaisse et reste en minuscule.
Elle existe dans différents styles mais nous l'utiliserons seulement dans deux corps : Courant et **Gras**.

L'utilisation de la Grand Paris est soumise à licence.

Pas de texte en noir, utiliser uniquement l'anthracite.

Grand Paris

0123

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz

Gras

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

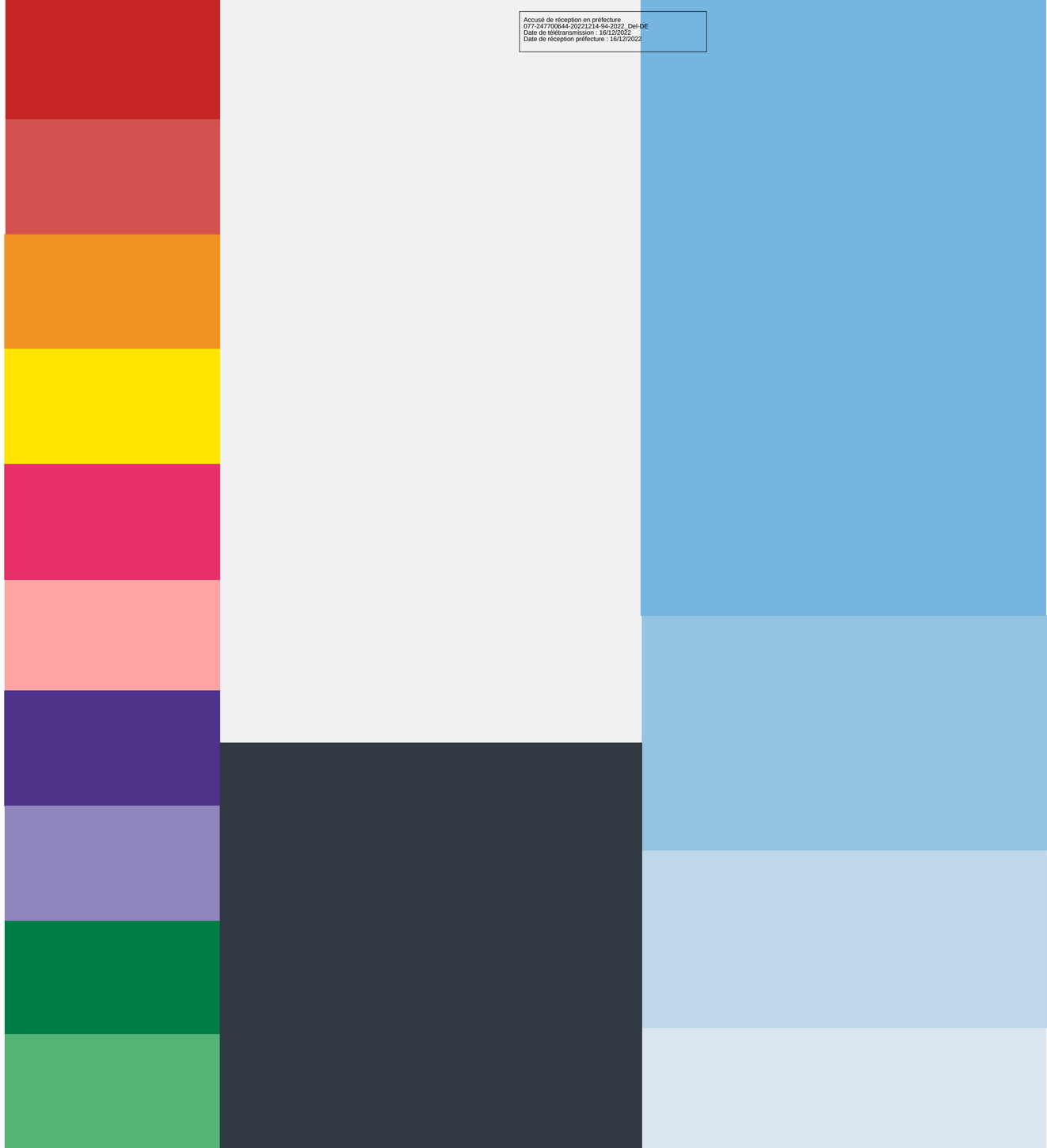
Courant

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Couleurs

Il est important de suivre les règles de proportions de couleurs dans la communication de la marque afin que le message soit reconnaissable de tous. Les couleurs Île-de-France Mobilités doivent être majoritaires.



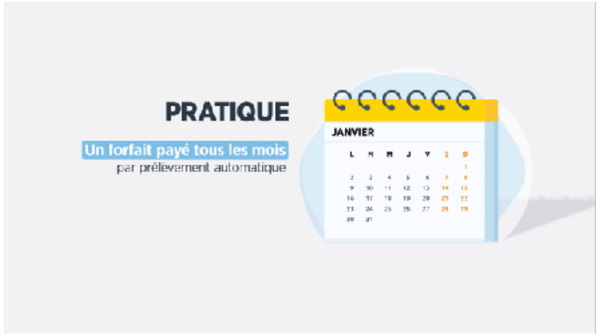
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Offre

Les motions présentant les offres doivent être faits à partir des illustrations existantes. À chaque début et fin de motion, on retrouve l'animation du logo.









Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_DeI-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Capsule

Dans ce type de motion, le voyageur du logo est personnifié et représenté en filaire sur un fond bleu Île-de-France. Les éléments doivent être présentés en filaire à l'exception des « produits » propriétaires tels que le passe Navigo ou le ticket de métro qui ne doivent pas être dénaturés.









Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Éléments mis à disposition

FICHIERS À DISPOSITION

- Logos Île-de-France Mobilités (différentes versions)
- Logo « pour Île-de-France Mobilités »
- Logo « un service Île-de-France Mobilités »
- Palette couleurs
- Set de pictogrammes
- Set illustrations
- Set pattern 3 sets en 4 couleurs
- Masque Powerpoint
- Lettres bureautique
- Affiches pour les opérateurs
- Animation logo

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Bases de données Marques

Liste de résultats de marques

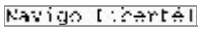
224 résultats trouvés pour votre requête : **déposé par syndicat des transports d'ile de france, dans les marques en vigueur en France**

1 **MX MaaX** Marque française



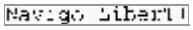
Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4602380
Classe : 9, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

2 **Navigo Liberté+** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4459642
Classe : 9, 12, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée

3 **Navigo LiberT+** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4459644
Classe : 9, 12, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée

4 **Véligo** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4448722
Classe : 9, 12, 16, 35, 39, 45
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

5 **Véligo Location** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4448723
Classe : 9, 12, 16, 35, 39, 45
Statut : Marque enregistrée

6 **PARIS REGION PASS** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4446995
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 43
Statut : Marque enregistrée

7 **Navigo liberté** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4446343
Classe : 9, 12, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée

8 **Navigo easy** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4446345
Classe : 9, 12, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée

9 **îLe de France mobilités** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4398138
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

10 **(marque sans texte)** Marque de l'Union européenne

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 17358681
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

11 **NAVIGO PRIMO** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4390248
Classe : 9, 12, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée

12 **NAVIGO OCCASIONNEL** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4390250
Classe : 9, 12, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée

13 **NAVIGO OPEN** Marque française

NAVIGO OPEN

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4390254
Classe : 9, 12, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée

14 **NAVIGO FLEX** Marque française

NAVIGO FLEX

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4390258
Classe : 9, 12, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée

15 **IDF MOB** Marque française

IDF MOB

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4371869
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

16 **(marque sans texte)** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4371872
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

17 **FLEXIGO** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4365118
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

18 **ILEDEFRANCE MOBILITES** Marque française



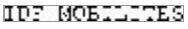
Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4359685
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

19 **ILEDEFRANCE MOBILITES** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4359694
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

20 **IDF MOBILITES** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4357997
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

21 **ILE-DE-FRANCE MOBILITES** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4351425
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

22 **NAVIGO ILE-DE-FRANCE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4351455
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

23 **GRAND PARIS MOBILITES** Marque française

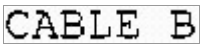
Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4351652
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

24 **CABLE A** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4345795
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

25 **CABLE B** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4345808
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

26 **CABLE C** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4345818
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

27 **CABLE D** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4345825
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

28 **CABLE E** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4345830
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

29 **STIF** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4337346
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

30 **GRAND PARIS DES GARES** Marque française

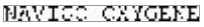


Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4335953
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

31 **NAVIGO JOUR DE POLLUTION** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4331471
Classe : 6, 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

32 **NAVIGO OXYGENE** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4322747
Classe : 6, 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

33 **GRAND PARIS DES GARES** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4320076
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

34 **GRAND PARIS DES BUS** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4307352
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

35 **Grand Paris express** Marque française



Déposant : SOCIETE DU GRAND PARIS, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4306585
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

36 **Grand Paris express** Marque française



Déposant : SOCIETE DU GRAND PARIS, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4306580
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

37 **Grand Paris express** Marque française



Déposant : SOCIETE DU GRAND PARIS, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4306582
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

38 **Grand Paris express** Marque française



Déposant : SOCIETE DU GRAND PARIS, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4306583
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

39 **Grand Paris express** Marque française



Déposant : SOCIETE DU GRAND PARIS, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4306587
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

40 **Grand Paris express** Marque française



Déposant : SOCIETE DU GRAND PARIS, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4306589
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

41 **Grand Paris express** Marque française



Déposant : SOCIETE DU GRAND PARIS, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4306591
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

42 **Grand Paris express** Marque française



Déposant : SOCIETE DU GRAND PARIS, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4306592
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

43 **GRAND PARIS DES BUS** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4305154
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

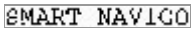
44 **CABLE A** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4303980
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

45 **SMART NAVIGO** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4277184
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

46 **NAVIGO** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4266294
Classe : 9, 12, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

47 **PARISCOVERY STIF MÉTRO BUS TRAIN-RER TRAM ZONES JOURS DAYS** — Marque de l'Union européenne



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 15233646
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 38, 39, 41, 43

48 **GRAND PARIS DU BUS** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4258080
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

49 **BUS** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4246762
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

50 **TRAIN** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4246764
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

51 **TRAM** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Numéro : 4246766
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque enregistrée



52 **stif PARISCOVERY Métro Bus Train-rer Tram** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4244024
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 38, 39, 41, 43
Statut : Marque enregistrée



53 **GO C PARIS** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4235610
Classe : 9, 12, 16, 35, 38, 39, 41
Statut : Marque enregistrée



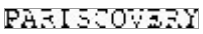
54 **MÉTRO BUS TRAIN RER TRAM** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4196097
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 43
Statut : Marque enregistrée



55 **PARISCOVERY** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4193240
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 43
Statut : Marque enregistrée



56 **Mon Navigo, mon île-de-France** Marque française

Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif
Numéro : 4178775
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

57 **NAVIGO** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4168607
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

58 **NAVIGO** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4168613
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

59 **NAVIGO UN SERVICE DU STIF** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 4168602
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

60 **MOBICAPS** Marque française



Déposant : Communauté d'agglomération du plateau de saclay, Etablissement public de coopération intercommunale, Syndicat des Transports d'Ile de France, Syndicat mixte
Numéro : 4148340
Classe : 35, 38, 39
Statut : Marque enregistrée

61 **Navigo universitaire** Marque française

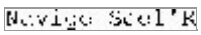
Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4077950
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

62 **Navigo universit'R** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4077920
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

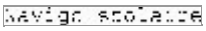
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

63 **Navigo Scol'R** — Marque française



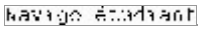
Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4077926
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

64 **Navigo scolaire** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4077929
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

65 **Navigo étudiant** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4077956
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

66 **imagine R** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4002831
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

67 **IMAGINE'R** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4002828
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

68 **R** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 4002830
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

69 **TRAM EXPRESS** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3995702
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Demande publiée

70 **RESEAU NOUVEAU GRAND PARIS** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3992034
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

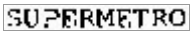
71 **NOUVEAU GRAND PARIS** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3992038
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

72 **SUPERMETRO STIF** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3934163
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

73 **SUPERMETRO** Marque française



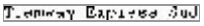
Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3934157
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

74 **Tramway Express Est** Marque française

Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif
Numéro : 3898758
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

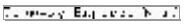
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

75 **Tramway Express Sud** Marque française



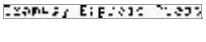
Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif
Numéro : 3898750
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

76 **Tramway Express Nord** Marque française



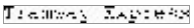
Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif
Numéro : 3898756
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

77 **Tramway Express Ouest** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement Public Administratif
Numéro : 3898762
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

78 **Tramway Express** Marque française



Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France
Numéro : 3898752
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

79 **TZEN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3893649
Classe : 6, 9, 12, 16, 19, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 45
Statut : Marque enregistrée



80 **TRAIN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3893647
Classe : 6, 9, 12, 16, 19, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 45
Statut : Marque enregistrée



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

81 **M** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3893651
Classe : 9, 16, 19, 35, 36, 37, 38, 41, 42, 45
Statut : Marque enregistrée



82 **T** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3893656
Classe : 9, 16, 19, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 45
Statut : Marque enregistrée



83 **RER** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3893655
Classe : 9, 16, 19, 35, 36, 37, 38, 41, 42, 45
Statut : Marque enregistrée



84 **TER** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3893659
Classe : 6, 9, 12, 16, 19, 35, 36, 37, 38, 41, 42
Statut : Marque enregistrée



85 **NAVIGO STIF** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3891354
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée



86 **STIF** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3891348
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

87 **NAVIGO STIF** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3891350
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

88 **STIF** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3891352
Classe : 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

89 **GRAND PARIS EXPRESS LIGNE VERTE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3881683
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

90 **GRAND PARIS EXPRESS LIGNE ORANGE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3881689
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

91 **GRAND PARIS EXPRESS LIGNE ROUGE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3881715
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

92 **GRAND PARIS EXPRESS LIGNE BLEUE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3881721
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

93 **GRAND PARIS EXPRESS LIGNE MAUVE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3881729
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

94 **VIANAVIGO.COM** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3880177
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

95 **VIANAVIGO.COM** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3880181
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

96 **vianavigo stif** Marque française



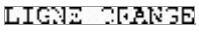
Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3879451
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

97 **vianavigo** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3879454
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

98 **LIGNE ORANGE** Marque française



Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, SOCIETE DU GRAND PARIS
Numéro : 3874298
Classe : 6, 9, 12, 14, 16, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 27, 35, 37, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

99 **Service public des transports d'Ile de France** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3863586
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

100 **Réseau des transports d'Ile de France** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3863588
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

101 **Réseau régional des transports** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3863606
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

102 **Société des transports d'Ile de France** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3863590
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

103 **Réseau des transports régionaux** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3863592
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

104 **Système des transports d'Ile de France** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3863601
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

105 **Service des transports d'Ile de France** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3863605
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

106 **VELIGO STIF** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3860673
Classe : 6, 12, 19, 39, 45
Statut : Marque enregistrée

107 **VELIGO STIF** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF
Numéro : 3860674
Classe : 6, 12, 19, 39, 45
Statut : Marque enregistrée

108 **VELIGO** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3839124
Classe : 6, 12, 19, 39, 45
Statut : Marque enregistrée

109 **ABRICYCLETTE** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3839122
Classe : 6, 12, 19, 39, 45
Statut : Marque enregistrée

110 **VELOCITA** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3839125
Classe : 6, 12, 19, 39, 45
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

111 **VELOFT** — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3839130
Classe : 6, 12, 19, 39, 45
Statut : Marque enregistrée



112 **SCOL R CARTE STIF** — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF
Numéro : 3831710
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée



113 **SCOL'R** — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF
Numéro : 3831339
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée



114 **SCOL R CARTE** — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3831346
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée



115 **ITINAVIGO** — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3807704
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée



116 **VIA NAVIGO** — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3807706
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

117 VIANAVIGO Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3807710
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

118 ITI NAVIGO Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3807708
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

119 GRAND PARIS EXPRESS Marque française

Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif
Numéro : 3800703
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

120 AMETHYSTE Marque française



Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif
Numéro : 3800258
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée

121 NAVIGO AMETHYSTE Marque française

Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif
Numéro : 3800264
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque enregistrée

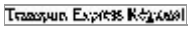
122 Bus Express Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3772658
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

123 **Transport Express Régional** — Marque française



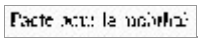
Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement Public Administratif
Numéro : 3759119
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

124 **Train Express Régional** — Marque française



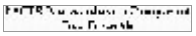
Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement Public Administratif
Numéro : 3759118
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

125 **Pacte pour la mobilité** — Marque française



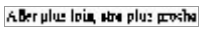
Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement Public Administratif
Numéro : 3756124
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

126 **PACTE Pour Accélérer le Changement Tous Ensemble** — Marque française



Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement Public Administratif
Numéro : 3756126
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque enregistrée

127 **Aller plus loin, être plus proche** — Marque française



Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif
Numéro : 3754990
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42
Statut : Marque enregistrée

128 **OMNIL** — Marque française



Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement Public Administratif
Numéro : 3735385
Classe : 16, 39, 41
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

129 **OMNIL** Marque française

Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement Administratif Public
Numéro : 3715216
Classe : 16, 39, 41, 42
Statut : Marque renouvelée

130 **MEL BUS BOUGEZ AVEC MELUN VAL DE SEINE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local, Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine, Etablissement public administratif
Numéro : 3688249
Classe : 12, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

131 **MELIBUS BOUGEZ AVEC MELUN VAL DE SEINE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local, La Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine, Etablissement public administratif
Numéro : 3687599
Classe : 12, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

132 **NAVIGO ANNUEL** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3683012
Classe : 6, 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque renouvelée

133 **T ZEN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3681113
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

134 **FILEO** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3678706
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

135 **NAVIGO** Marque internationale

Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France
Numéro : 1030433
Classe : 6, 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45

136 **NAVIGO** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3675722
Classe : 12
Statut : Marque renouvelée

137 **Caprice Capital Regions Integrating Collective Transport for Increased Energy Efficiency** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3675710
Classe : 16, 35, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque renouvelée

138 **CAPRICE (Capital Regions Integrating Collective Transport for Increasing Energy Efficiency) Project** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3675717
Classe : 16, 35, 38, 39, 41, 42
Statut : Marque renouvelée

139 **NOCTILIEN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3656238
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

140 RESEAU PAM — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3656239
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

141 P RELAIS — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3647724
Classe : 12, 16, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

142 PARC RELAIS — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3647725
Classe : 12, 16, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

143 T-ZEN — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3645841
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

144 FILEO — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3643114
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

145 PDU ILE-DE-FRANCE PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS — Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3638810
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

146 **PDU ILE-DE-FRANCE PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3638811
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

147 **PDU ILE-DE-FRANCE PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3638813
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

148 **NAVIGO MOIS** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3638539
Classe : 6, 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque renouvelée

149 **NAVIGO SEMAINE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3638542
Classe : 6, 9, 12, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque renouvelée

150 **INFOMOBI** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3638551
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42
Statut : Marque renouvelée

151 **BUS MOBILIEN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3638552
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

152 **BUS MOBILIEN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3638555
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

153 **INFOMOBI** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3638560
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42
Statut : Marque renouvelée

154 **V** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3538937
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42
Statut : Marque renouvelée

155 **Voguéo** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3538939
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42
Statut : Marque renouvelée

156 **OPTILE RATP T SNCF NAVIGO DECOUVERTE STIF L'AUTORITE ORGANISATRICE DE VOS TRANSPORTS EN ILE-DE-FRANCE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3534363
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

157 **OPTILE RATPT SNCF CARTE NOMINATIVE TRANSPORT STIF L'AUTORITE ORGANISATRICE DE VOS TRANSPORTS EN ILE-DE FRANCE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3534366
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

158 DECOUVERTE NAVIGO — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3534367
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

159 VOGUEO — Marque française

VOGUEO

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3533839
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42
Statut : Marque renouvelée

160 FRANCILIEN — Marque française

FRANCILIEN

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local, REGION D'ILE DE FRANCE, COLLECTIVITE TERRITORIALE, SNCF, ETABLISSEMENT PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
Numéro : 3533318
Classe : 12, 39
Statut : Marque renouvelée

161 MÉTROPHÉRIQUE — Marque française

MÉTROPHÉRIQUE

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3513529
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque renouvelée

162 (marque sans texte) — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3503177
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

163 TICKET t+ stif — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3503178
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

164 **L'autorité organisatrice de vos transports en île-de-france stif** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3503179
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

165 **NAVIGO DECOUVERTE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3488980
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

166 **TICKET t +** Marque française

TICKET t +

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3487156
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

167 **(marque sans texte)** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3482091
Classe : 35
Statut : Marque renouvelée

168 **FORFAIT GRATUITE TRANSPORT** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3481484
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque renouvelée

169 **ARC EXPRESS** Marque française

ARC EXPRESS

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3479316
Classe : 9, 12, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

170 **BUS M MOBILIEN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3476319
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

171 **BUS M** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3476304
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

172 **BUS M MOBILIEN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3476305
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

173 **BUS M** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3476308
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

174 **GRATUITÉ SOLIDARITÉ TRANSPORT** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3475708
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

175 **(marque sans texte)** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3467894
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

176 **stif** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3466142
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

177 **stif** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3466143
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

178 **PAM Pour Aider à la Mobilité** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3437587
Classe : 9, 16, 35, 36, 39, 40
Statut : Marque renouvelée

179 **PAM 78** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3433823
Classe : 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

180 **PAM 91** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3433824
Classe : 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

181 **PAM 92** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3433825
Classe : 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

182 **PAM 94** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3433828
Classe : 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée



183 **PAM 75** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3433820
Classe : 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée



184 **PAM 77** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3433821
Classe : 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée



185 **PAM 93** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3433827
Classe : 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée



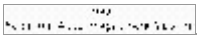
186 **PAM 95** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3433829
Classe : 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée



187 **PAM Personne Accompagnement Mobilité** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3427414
Classe : 9, 16, 35, 36, 39, 40
Statut : Marque renouvelée



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

188 **NOCTILIEN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3412618
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée



189 **N** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3412619
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée



190 **TRAIN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3406283
Classe : 9, 16, 35, 36, 39, 42
Statut : Marque renouvelée



191 **NAVIPARC** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3395230
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée



192 **CITILIEN** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3395233
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée



193 **Parc Ilien** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3395229
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

194 **MOBIPARC** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3395231
Classe : 9, 16, 35, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

195 **NOCTILIEN** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3348593
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

196 **MOBIACCESS** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3340650
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

197 **NAVIGO** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 3334053
Classe : 6, 7, 9, 16, 18, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque renouvelée

198 **STIF** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3317025
Classe : 9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 42, 45
Statut : Marque renouvelée

199 **transport-idf** — Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3291237
Classe : 38, 39
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

200 **PAM PARIS ACCOMPAGNEMENT MOBILITE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3240442
Classe : 39
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Bases de données Marques

Liste de résultats de marques

224 résultats trouvés pour votre requête : **déposé par syndicat des transports d'ile de france, dans les marques en vigueur en France**

201 **Mobilien** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3241253
Classe : 9, 12, 16, 35, 38, 40
Statut : Marque renouvelée

202 **INFOMOBI** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF
Numéro : 3216270
Classe : 9, 16, 35, 38, 39, 42
Statut : Marque renouvelée

203 **TICKET t** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3210435
Classe : 38
Statut : Marque renouvelée

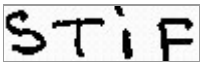
204 **TICKET t TICKET t** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3179993
Classe : 9, 16, 35, 39, 40
Statut : Marque renouvelée

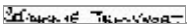
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

205 STIF Marque française



Déposant : SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE, Etablissement Public Administratif
Numéro : 3142016
Classe : 39
Statut : Marque renouvelée

206 SOLIDARITE TRANSPORT Marque française



Déposant : SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE, Etablissement Public Administratif
Numéro : 3142017
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

207 NAVILIEN Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3112270
Classe : 39
Statut : Marque renouvelée

208 MOBILIEN Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3091773
Classe : 39
Statut : Marque renouvelée

209 HEURILIEN Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3091775
Classe : 39
Statut : Marque renouvelée

210 HEURILE Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3091774
Classe : 39
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

211 NAVIGO Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3074616
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

212 NAVIGO Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif
Numéro : 3074618
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

213 CARTE TRANSITION Marque française

Déposant : Syndicat des Transports d'Ile-de-France, Etablissement public administratif
Numéro : 3048975
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

214 PHILEAS Marque française

Déposant : Société Nationale des Chemins de Fer Français SNCF, Etablissement public à caractère industriel et commercial, Régie Autonome des Transports Parisiens, Etablissement public à caractère industriel et commercial, Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif, Organisation Professionnelle des Transports de l'Ile de France – OPTILE, Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Numéro : 3046908
Classe : 9, 16, 36, 38, 39
Statut : Marque renouvelée

215 NAVI'GO Marque française

Déposant : Syndicat des Transports d'Ile-de-France, Etablissement public administratif
Numéro : 3038617
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

216 RCTIF Marque française

Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif
Numéro : 3023734
Classe : 9, 39
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

217 **REFERENTIEL COMMUN TELEBILLETTIQUE ILE-DE-FRANCE** Marque française



Déposant : Syndicat des Transports d'Ile de France, Etablissement public administratif
Numéro : 3023735
Classe : 9, 39
Statut : Marque renouvelée

218 **NAVIGO** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 99792469
Classe : 9, 16, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45
Statut : Marque renouvelée

219 **IMAGINE " R "** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 98749848
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

220 **IMAGIN"R"** Marque française



Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 98737936
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

221 **CHEQUE MOBILITE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 97702289
Classe : 16, 36, 39
Statut : Marque renouvelée

222 **MOBILIS** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 96651758
Classe : 9, 16, 35, 39
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

223 **FRANCILE** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 96649452
Classe : 9, 16, 35, 36, 38, 39, 42
Statut : Marque renouvelée

224 **FILEAS** Marque française

Déposant : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, Etablissement public administratif local
Numéro : 95584595
Classe : 9, 16, 39
Statut : Marque renouvelée

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

ANNEXE 5 : LICENCE DE MARQUE

1. DEFINITIONS

Chaque fois qu'ils seront utilisés dans la présente Licence, ou en relation avec son exécution, les termes suivants auront le sens défini ci-après :

1.1 **Licence** Désigne la présente annexe ainsi que l'annexe 6-1 réunissant l'ensemble des Marques d'Ile-de-France Mobilités données en Licence.

1.2 **Marques** Désigne l'ensemble des marques désignées au sein de l'annexe 6-1 dont les droits d'exploitation sont concédés au Licencié dans les limites et aux conditions de la présente Licence.

1.3 **Territoire** Désigne le champ d'application géographique au sein duquel la Licence produira ses effets. Ce Territoire est exclusivement composé de la région Ile-de-France.

Toute modification du Territoire fera l'objet d'un avenant signé par les Parties.

1.4 **Durée** Désigne la période durant laquelle la Licence est en vigueur. La présente annexe sera en vigueur durant toute la durée du contrat auquel elle est rattachée.

1.5 **Produits et Services** Désigne les produits et/ou services désignés à l'enregistrement pour chacune des Marques.

2. OBJET

2.1 Ile-de-France Mobilités octroie à la collectivité, qui accepte, la Licence non exclusive d'exploitation des Marque pour tous les Produits et/ou Services désignés à l'enregistrement.

2.2 La Licence de marque est accordée uniquement à des fins d'utilisation en tant que marque. La collectivité n'est pas autorisée à réserver notamment des noms de domaine ou des dénominations sociales qui porterait atteinte aux droits de marque détenus par Ile-de-France Mobilités.

La collectivité ne pourra jamais utiliser les Marques pour désigner d'autres Produits et Services ou à d'autres fins que celle susmentionnée.

3. OBLIGATIONS D'ILE-DE-FRANCE MOBILITES

Ile-de-France Mobilités met à disposition l'usage des Marques aux conditions telles que définies par la Licence.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Ile-de-France Mobilités ne donne au Licencié aucune autre garantie que celle de son fait personnel et de l'existence matérielle des Marques.

Ile-de-France Mobilités s'engage, durant toute la durée de la Licence, à prendre en charge le montant des frais afférant au renouvellement des Marques qu'il souhaite conserver.

4. OBLIGATIONS DU LICENCIE

La collectivité s'engage à exploiter, au sein du Territoire uniquement, les Marques nécessaires à l'exécution du présent contrat.

La collectivité s'engage à ne pas déposer pendant la Durée de la Licence et après sa cessation, pour quelque cause que ce soit, directement ou indirectement par l'intermédiaire de tiers, en quelque pays que ce soit, une ou des marques identiques ou similaires aux Marques.

La collectivité s'interdit d'enregistrer ou de faire enregistrer, directement ou indirectement par un tiers, les Marques dans les pays où l'enregistrement ces dernières n'ont pas été effectué ou demandé

La collectivité s'engage à utiliser les Marques telles qu'elles lui ont été délivrées par Ile-de-France Mobilités. A ce titre, la collectivité s'engage notamment à respecter les proportions graphiques des éléments verbaux et figuratifs tels qu'ils figurent sur la reproduction des Marques visées à l'annexe 6-1.

En cas de cessation de la Licence, pour quelque cause que ce soit, ou à son terme, la collectivité s'engage à ne plus utiliser les Marques à quelque titre que ce soit, et à la supprimer, dans un délai de 1 (un) mois à compter de la date de cessation de la Licence, de tout support matériel, notamment de toute publicité et de tout document commercial ou immatériel, notamment de toute communication via Internet.

5. TERRITOIRE ET DUREE

La Licence sera valide sur l'ensemble du Territoire et durant toute sa Durée.

6. PRIX

La Licence est consentie à titre gratuit.

7. CONTREFACON

La collectivité s'engage à informer Ile-de-France Mobilités, par lettre recommandée avec accusé de réception, 10 (dix) jours maximum après en avoir eu connaissance de toute atteinte aux Marques sur le Territoire ou de toute contrefaçon des Marques dont il aurait connaissance.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-94-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

8. CARACTERE PERSONNEL DE LA LICENCE

La Licence est concédée au preneur à titre strictement personnel et ne pourra être transférée totalement ou partiellement à qui que ce soit sans le consentement exprès et écrit d'Ile-de-France Mobilités. A ce titre, la collectivité ne pourra accorder de sous-licence qu'avec l'accord exprès et écrit d'Ile-de-France Mobilités.

9. VIOLATION DE LA LICENCE – RESOLUTION DE PLEIN DROIT – CESSATION DE LA LICENCE

En cas de violation de la Licence par la collectivité, Ile-de-France Mobilités la mettra en demeure de cesser ladite violation par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la collectivité ne s'exécute pas sous 10 (dix) jours après réception de la mise en demeure, la résiliation sera prononcée à ses torts exclusifs, sans octroi de dommages et intérêts.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-95-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : **01 60 62 15 81**
✉ : **communaute@loreedelabrie.fr**

SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

N° 95-2022
Objet : Décisions du Président

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Prend acte des décisions suivantes,

N° 46-2022	*Monetics - Contrat de location, de service de transport de flux voix, data, monétique et de maintenance*
N° 47-2022	*Association GDSA 77 - Convention de partenariat dans le cadre de la destruction de nids de frelons asiatique*
N° 48-2022	*OPERIS - Contrat de maintenance OXALIS / GNAU N° MNT-2022-0867 – Gestion des dossiers d'application du droit des sols – Gestion du cadastre et de l'urbanisme*
N° 49-2022	*Convention de mise à disposition de locaux communautaires au profit du SCB Brie Basket Club*
N° 50-2022	*Convention de mise à disposition de locaux communautaires au profit du SCB Badminton*
N° 51-2022	*Convention de mise à disposition du parking du futur siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie au profit de Transdev Setra*
N° 52-2022	*Attribution du marché N° 2-2022 : Marché public global de performance associant la conception, la réalisation, l'exploitation ou la maintenance en gestion globale des installations d'éclairage public et des installations connexes de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et des communes de Chevry-Cossigny, Servon et Varennes-Jarcy*
N° 53-2022	*Prix pour la manifestation « Courez - Gagnez »*
N° 54-2022	*Convention de partenariat relative à l'animation « Run For » dans le cadre d'Octobre rose opérée à Eden*

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-95-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

N° 55-2022	*Contrat d'entretien AML multiservices, 19/19/2022 1336 - Hôtel de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie*
N° 56-2022	*Contrat d'entretien AML multiservices, 19/19/2022 1335 - Office du Tourisme*
N° 57-2022	*Contrat d'entretien AML multiservices, 19/19/2022 1337 - Complexe sportif Blaise Pascal*
N° 58-2022	*Contrat d'entretien AML multiservices, 19/19/2022 1334 – Complexe multisports*
N° 59-2022	*Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du Football Club Chevry-Cossigny 77*
N° 60-2022	*Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du Club de Karaté Chevry-Cossigny*
N° 61-2022	*Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du Club Brie Handball 77*
N° 62-2022	*Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du Judo Club Chevry-Cossigny*
N° 63-2022	*Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du club de Krav-maga et Boxe Chevry*
N° 64-2022	*Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit de l'Amicale Bouliste*
N° 65-2022	*Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit Relais des Assistantes Maternelles de Férolles*
N° 66-2022	*Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit de Chevry Poker Team*
N° 67-2022	*Convention de mise à disposition du gymnase Blaise Pascal 2 au profit du collège Georges Brassens*
N° 68-2022	*Contrat de maintenance et d'assistance à l'utilisation de progiciels - Contrat N° 2022/08740 GF -GRH - Société CIRIL GROUP SAS*

Fait à Brie-Comte-Robert, le 15 décembre 2022.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221214-95-2022_Del-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le dix novembre deux mille vingt-deux, s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE, LAFORGE, MOLINERIS, NOEL, SAUVIGNON, VINIT et Messieurs BEZOT *(arrivé à partir de la délibération N° 87-2022)*, BOURCHADA, COLLON, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PRUVOT, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame SANTIN pouvoir à Madame FERRER.
Monsieur CHEVALIER pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Monsieur COULOUMY pouvoir à Monsieur SAUVIGNON.
Monsieur VILLAÇA pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.

Etaient absents excusés : Monsieur BEZOT *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)*, Monsieur RALLIERE.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **20** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **21** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **2** *(de la délibération N° 85-2022 à N° 86-2022)* puis **1** *(de la délibération N° 87-2022 à N° 95-2022)*.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221117-46-2022_D-CC
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 46-2022
Objet : Monetics - Contrat de location, de service de transport de flux voix, data, monétique et de maintenance

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R. 2122-8 du Code de la Commande Publique,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président et aux Vice-présidents,

Vu la délibération N° 53-2022 du Conseil communautaire du 29 juin 2022 portant sur la mise à jour de la régie 19342 « Manifestation Diverses »,

Vu la délibération N° 67-2022 du Conseil communautaire du 28 septembre 2022 portant sur la création d'une régie d'avance pour les manifestations diverses de la collectivité,

Vu la délibération N° 77-2022 du Conseil communautaire du 28 septembre 2022 relative à l'avenant à la délibération N° 67-2022 portant création d'une régie d'avance pour les manifestations diverses de la collectivité

Considérant la possibilité de moyen de paiement par cartes bancaires via un terminal de paiement - TPE,

Considérant la possibilité de pouvoir faire des achats liés aux manifestations par carte bancaire pour un montant inférieur à deux cents euros,

Considérant que la société Afone Monetics prestataire de service telecoms et monétiques, prestataire de service de maintenance et société de location, propose une prestation la location de matériels monétiques - type TPE GPRS sans contact, forfait illimité,

Considérant la proposition contrat de location,

DECIDE

Article 1er : D'accepter le contrat de location avec la société Afone Monetics sise L'Amiral, 11 place François Mitterrand - CS 11024, 49055 ANGERS Cedex 02 pour un montant de 32 € HT par mois soit 38,40 € TTC.

Article 2 : De dire que la durée de location st de 12 mois.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tous les documents annexés à la présente décision.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221117-46-2022_D-CC
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

Article 4 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Article 5 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 6 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 17 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Affichée le : 21. 11. 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221117-47-2022_D-CC
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 47-2022
Objet : Association GDSA 77 - Convention de partenariat dans le cadre de la destruction de nids de frelons asiatique

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires du 11 juillet 2020 et du 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Vu la proposition de convention de l'Association GDSA 77, Groupement Sanitaire Apicole de Seine-et-Marne,

Vu la décision N° 26-2021 relative au partenariat dans le cadre de la destruction de nids de frelons asiatique avec l'association GDSA 77 depuis le 15 juin 2021,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, consciente des enjeux sanitaires et environnementaux liés au développement des colonies de frelons asiatiques et du risque pour ses habitants, souhaite faciliter la destruction des nids de frelons asiatiques présents sur son territoire,

Considérant que l'association GDSA 77 propose cette prestation aux tarifs suivants :
- 50 € pour un nid embryon,
- 80 € pour un nid à hauteur d'homme,
- 150 € pour un nid en hauteur.

Considérant que ces tarifs présentent un intérêt pour le territoire,

Considérant qu'au regard des interventions et de la satisfaction des échanges, les membres du bureau communautaire décident de maintenir et de renouveler pour l'année 2023 la convention avec l'association GDSA 77,

DECIDE

Article 1er : D'accepter de renouveler la convention de partenariat avec l'Association GDSA 77, sise Maison de l'élevage de l'Ile-de-France, 418 rue Aristide Briand - 77350 LE MEE SUR SEINE.

Article 2 : De dire que la convention sera renouvelée pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023. Elle pourra être reconduite expressément pour une durée d'un an, en année civile.

Article 3 : De dire que la CCOB effectuera un versement unique à la signature de la convention d'un montant de 500 € à l'Association, au titre de son assistance dans la lutte contre le frelon asiatique.
Cette somme comprend la destruction des nids à concurrence du montant de la somme versée.
L'Association transmettra un état détaillé des interventions réalisées. Les prestations réalisées au-delà des 500 € initialement versés feront l'objet d'un paiement par mandat administratif sur le compte de l'Association.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221117-47-2022_D-CC
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

Article 4 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 5 : De dire que les crédits seront inscrits au budget de l'année en cours.

Article 6 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 7 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 17 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

Affichée le : 21.11.2022

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221117-48-2022_D-CC
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 48-2022
Objet : OPERIS - Contrat de maintenance OXALIS / GNAU N° MNT-2022-0867 – Gestion des dossiers d'application du droit des sols – Gestion du cadastre et de l'urbanisme

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales article L.5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Vu la nécessité pour la Communauté de communes de l'Orée de la Brie d'avoir un contrat de maintenance Oxalis/Gnau pour la gestion des dossiers d'application du droit des sols et la gestion du cadastre et de l'urbanisme,

Vu la proposition de contrat de la société OPERIS d'assurer la réalisation des services de maintenance et du support de base pour le progiciel objet du contrat,

Considérant qu'un contrat entre OPERIS et la Communauté de communes est nécessaire,

DECIDE

Article 1er : D'accepter le contrat d'hébergement GNAU - Contrat N° MNT-2022-0867, de la société OPERIS sise 130 avenue Claude Antoine Peccot, 44700 ORVAULT.

Article 2 : D'accepter le tarif annuel de 14 253,30 € TTC.

Article 3 : De dire que les prestations de services prendront effet le 1er octobre 2022 puis à la date de mise en service de chaque module pour une durée de douze mois.

Article 4 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 5 : De dire que Communauté de communes de l'Orée de la Brie financera l'ensemble des dépenses liées au contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221117-48-2022_D-CC
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

Article 6 : De dire que la part des communes membres sera sollicité par la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.

Article 7 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Article 8 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 9 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 17 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

Affichée le : 21.11.2022

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221118-49-2022_D-CC
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 49-2022
Objet : Convention de mise à disposition de locaux communautaires au profit du SCB Brie Basket Club

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que le SCB Brie Basket Club a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un gymnase Blaise Pascal sis rue du Commandant Guesnet à BRIE-COMTE-ROBERT,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition du gymnase Blaise Pascal 1 et 2 au profit du SCB Brie Basket Club par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que le SCB Brie Basket Club occupera durant l'année scolaire 2022-2023, le gymnase Blaise Pascal 1 : le lundi de 17h30 à 23h00, le mardi de 17h30 à 23h00, le mercredi de 16h30 à 23h00, le jeudi de 17h30 à 20h00 ainsi que le samedi et le dimanche en fonction du calendrier des compétitions et le gymnase Blaise Pascal 2 : le mardi de 19h30 à 23h30, le mercredi de 16h00 à 20h30, le jeudi de 17h30 à 23h00 ainsi que le samedi et le dimanche en fonction du calendrier des compétitions.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

C.C. de l'ORÉE DE LA BRIE
77170

Affichée le : 21.11.2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221118-50-2022_D-CC
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 50-2022
Objet : Convention de mise à disposition de locaux communautaires au profit du SCB Badminton

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que le SCB Badminton a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un gymnase Blaise Pascal sis rue du Commandant Guesnet à BRIE-COMTE-ROBERT,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition du gymnase Blaise Pascal 1 et 2 au profit du SCB Badminton par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que le SCB Badminton occupera durant l'année scolaire 2022-2023, le gymnase Blaise Pascal 1 : le jeudi de 20h00 à 23h00 et le vendredi de 19h30 à 23h00 et le gymnase Blaise Pascal 2 : le lundi de 17h30 à 23h00, le mardi de 20h30 à 23h00 et le vendredi de 17h30 à 23h00.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Affichée le : 21.11.2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221118-51-2022_D-CC
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 51-2022
Objet : Convention de mise à disposition du parking du futur siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie au profit de Transdev Setra

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que depuis 2007, la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a mis en place sur son territoire un service de transport à la demande (TAD),

Considérant que dans le cadre d'un marché de services de transports (marché n°19/18 en date du 30 septembre 2019) la société Transdev SETRA a en charge l'exploitation de ce service de Transports à la Demande, dénommé Proxi'Bus, jusqu'au 30 septembre 2023,

Considérant, par ailleurs, que dans le cadre de ce même marché passé en groupement de commande, ladite société a, également, en charge l'exploitation du service de transport Brie Bus pour le compte de la commune de Brie-Comte-Robert,

Considérant que Transdev Setra dispose donc de deux véhicules pour l'exploitation de ces deux services et d'un véhicule de réserve,

Considérant que Transdev Setra ne dispose plus de lieux pour stationner ces trois véhicules,

Considérant qu'il est nécessaire pour maintenir l'équilibre financier des marchés que les véhicules puissent rester stationner jusqu'à la fin du marché sur le territoire de l'Orée de la Brie,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un espace à mettre à la disposition de Transdev Setra, à savoir, le parking de son futur siège sis 1 rue Léonard de Vinci - 77170 BRIE-COMTE-ROBERT,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221118-51-2022_D-CC
Date de télétransmission : 21/11/2022
Date de réception préfecture : 21/11/2022

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition du parking de son futur siège sis 1 rue Léonard de Vinci - 77170 BRIE-COMTE-ROBERT ainsi que deux télécommandes pour l'ouverture automatique du portail,

Article 2 : De dire que trois véhicules seront stationnés sur ce parking :
- le véhicule Proxi' bus, Renault Master immatriculé EE-788-DR.
- le véhicule Brie-Bus, Renault Master Vehixel immatriculé DT-880-JD.
- le véhicule de réserve, Renault Master immatriculé DY-182-YV.

Article 3 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition du parking à titre gracieux pour une durée d'un an à compter du 05 décembre 2022 et ce 7j/7.

Article 4 : D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention annexée à la présente décision.

Article 5 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 6 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

C.C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Affichée le : 21.11.2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221122-52-2022_D-AR
Date de télétransmission : 24/11/2022
Date de réception préfecture : 24/11/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 52-2022

Objet : Attribution du marché N° 2-2022 : Marché public global de performance associant la conception, la réalisation, l'exploitation ou la maintenance en gestion globale des installations d'éclairage public et des installations connexes de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et des communes de Chevry-Cossigny, Servon et Varennes-Jarcy

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires du 11 juillet 2020 et du 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Vu la délibération N° 61-2021 du Conseil communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la convention constitutive pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relatif à un Marché de Performance Energétique,

Vu la délibération N° 2022/007 du Conseil municipal de Chevry-Cossigny en date du 25 janvier 2022 relative à la convention constitutive pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relatif à un Marché de Performance Energétique,

Vu la délibération N° 49/2021 du Conseil municipal de Servon en date du 14 décembre 2021 relative à la Convention constitutive d'un groupement de commandes permanent entre la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et ses communes membres,

Vu la délibération N° 11 du Conseil municipal de Varennes-Jarcy en date du 09 décembre 2021 relative à la Convention constitutive d'un groupement de commandes permanent entre la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et ses communes membres,

Considérant que les communes de Chevry-Cossigny, Servon et Varennes-Jarcy et la Communauté de communes de l'Orée sur le périmètre des zones d'activités desdites communes disposent d'un marché d'éclairage public arrivant à échéance au 31 décembre 2022,

Considérant la volonté de ces collectivités se s'engager dans un marché à performance énergétique en matière d'éclairage public,

Considérant qu'il est apparu opportun, pour réaliser des économies d'échelles, de lancer une consultation en groupement de commande,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221122-52-2022_D-AR
Date de télétransmission : 24/11/2022
Date de réception préfecture : 24/11/2022

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a été désignée en qualité de coordonnateur dudit groupement,

Considérant qu'à ce titre le représentant de la Communauté de communes est en charge de signer et de notifier le marché,

Considérant que l'avis d'appel public à la concurrence publié le 07 juillet 2022,

Considérant que la date de remise des offres a été fixée au 21 septembre 2022,

Considérant que deux offres ont été enregistrées et reçues dans les délais impartis et qu'elles étaient conformes,

Considérant la réunion de la commission d'appel d'offres le 21 octobre 2022,

Considérant le rapport d'analyse des offres,

N° de classement des offres examinées	Nom commercial du candidat individuel ou du mandataire (en cas de groupement d'entreprises candidat)
1	**BIR**
2	**BENTIN**

Considérant la décision de la Commission d'appel d'offres de retenir l'offre du groupement BIR (mandataire) / Alpha TP,

DECIDE

Article 1er : D'attribuer le marché N° 2-2022 : Marché public global de performance associant la conception, la réalisation, l'exploitation ou la maintenance en gestion globale des installations d'éclairage public et des installations connexes de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et des communes de Chevry-Cossigny, Servon et Varennes-Jarcy au groupement :

- **BIR (mandataire)**
38 rue Gay Lussac - 94430 CHENNEVIERES SUR MARNE.

- **Alpha TP (co-traitant)**
9 - 11 rue du Coq Gaulois - 77170 BRIE-COMTE-ROBERT.

COLLECTIVITE	MONTANT GLOBAL ET FORFAITAIRE	
	HT	TTC
Communauté de communes de l'Orée de la Brie *Montant G0 + G1 + G2 + G3P + G3NP + G4*	188 590,80 €	226 308,96 €
Commune de Chevry-Cossigny *Montant G0 + G1 + G2 + G3P + G3NP + G4*	894 972, 70 €	1 073 967,24 €
Commune de Servon *Montant G0 + G1 + G2 + G3P + G3NP + G4*	1 093 184,42 €	1 311 821,30 €
Commune de Varennes-Jarcy *Montant G0 + G1 + G2 + G3P + G3NP + G4*	1 473 358,77 €	1 768 030,52 €

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221122-52-2022_D-AR
Date de télétransmission : 24/11/2022
Date de réception préfecture : 24/11/2022

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer ledit marché ainsi que toutes les pièces s'y rapportant, étant précisé que chaque pouvoir adjudicateur, faisant partie du groupement de commande, exécuter le marché en ce qui le concerne, une fois celui-ci notifié.

Article 3 : De préciser que le marché est conclu pour une durée de 12 ans à compter du 1er janvier 2023.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 22 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

Affichée le : 24.11.2022

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-53-2022_D-AI
Date de télétransmission : 25/11/2022
Date de réception préfecture : 25/11/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 53-2022
Objet : Prix pour la manifestation « Courez - Gagnez »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la décision du Bureau communautaire en date du 06 avril 2022 de récompenser, par tirage au sort, une personne qui aurait participé aux trois courses organisées sur le territoire,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a organisé une opération dénommée « Courez - Gagnez » à cette occasion,

Considérant que cette opération avait pour objectif d'encourager la participation aux trois courses, de créer un dynamisme sportif sur le territoire et de faire connaître l'intercommunalité,

Considérant qu'il était demandé aux coureurs de participer aux trois courses du territoire : la Toc à Chevry-Cossigny, la Va'Run'Noise à Varennes-Jarcy et l'Happy Run à Brie-Comte-Robert,

Considérant que la Communauté de communes a récompensé les participants à la suite du tirage au sort,

Considérant que cette récompense prend la forme de bons d'achats à valoir chez les restaurateurs partenaires du territoire : les Apoth's, le Barabrie à Brie-Comte-Robert, le Morgan'Dine à Chevry-Cossigny, Volfoni et Au Bureau à Servon, la Feuilleraie et l'Olivier à Varennes-Jarcy,

DECIDE

Article 1er : D'attribuer trois prix répartis de la manière suivante :
- Un prix d'un montant de 150 €,
- Un prix d'un montant de 100 €,
- Un prix d'un montant de 50 €.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents se rapportant à cette manifestation.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 25 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

Affichée le : 25.11.2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-54-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 54-2022
Objet : Convention de partenariat relative à l'animation « Run For » dans le cadre d'Octobre rose opérée à Eden

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Vu la décision du Bureau communautaire en date du 22 juin 2022 d'organiser l'évènement « Octobre Rose » du 17 au 23 octobre 2022,

Considérant l'intérêt pour la Communauté de communes de l'Orée de la Brie de promouvoir cette manifestation en travaillant notamment en partenariat avec le centre commercial Eden pour l'organisation d'animations relatives à la lutte contre le cancer du sein,

Considérant que le centre commercial Eden Cerf a fait appel à un prestataire pour mettre en place une animation « Run for », tapis de courses animés, sur 4 jours (19, 21, 22 et 23 octobre 2022),

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie souhaite s'associer à cette animation au travers d'un partenariat,

DECIDE

Article 1er : D'accepter la convention avec le Parc Servon dont le siège est situé 28-32 avenue Victor Hugo, 75116 Paris et est représenté par Valérie Wertmuller, Directrice du Centre Commercial Eden Cerf.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tous les documents s'y rapportant.

Article 3 : De dire que la participation financière de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie pour l'animation Run For s'élève à 1 000 €.

Article 4 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-54-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

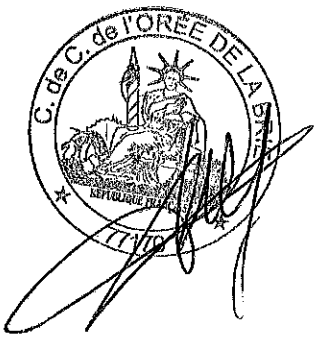
Article 5 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 6 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 25 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Affichée le : 01. 12. 2022



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-55-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 55-2022
Objet : Contrat d'entretien AML multiservices, 19/19/2022 1336 - Hôtel de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales article L.5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant la nécessité d'effectuer le nettoyage des locaux de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie : accueil, bureaux, salle de conseil, coin cuisines, escaliers, circulations, sanitaires, poubelle extérieure,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a fait le choix de déléguer l'entretien de tous ses bâtiments communautaires à une société extérieure,

Considérant la proposition de contrat d'entretien de la société AML multiservices,

DECIDE

Article 1er : D'accepter la proposition de la société AML multiservices sise 3 avenue Charles De Gaulle - 94470 Boissy-Saint-Léger, pour l'entretien des locaux sis 1 place de la Gare, 77170 BRIE-COMTE-ROBERT, pour un montant total mensuel de 1 093,00 € HT, soit 1 311,60 € TTC.

Article 2 : De dire qu'un agent de la société AML multiservices interviendra cinq fois par semaine (sauf jours fériés), pendant 01h30, du lundi au vendredi de 06h30 à 08h00.

Article 3 : De dire que le présent contrat est conclu pour une durée d'un an, à compter du 1er janvier 2023 et qu'il pourra être reconduit par tacite reconduction trois fois pour une durée maximale de quatre ans.

Article 4 : De dire que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie remettra à la société AML multiservices l'ensemble des clés, carte et codes permettant l'ouverture des locaux.

Article 5 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 6 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-55-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Article 7 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 8 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert le 25 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

Affichée le : 01.12.2022



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-56-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 56-2022
Objet : Contrat d'entretien AML multiservices, 19/19/2022 1335 - Office du Tourisme

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales article L.5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant la nécessité d'effectuer le nettoyage des locaux de l'Office du Tourisme : accueil, bureaux, salles diverses, coin cuisine, escalier, circulations, sanitaires,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a fait le choix de déléguer l'entretien de tous ses bâtiments communautaires à une société extérieure,

Considérant la proposition de contrat d'entretien de la société AML multiservices,

DECIDE

Article 1er : D'accepter la proposition de la société AML multiservices sise 3 avenue Charles De Gaulle - 94470 Boissy-Saint-Léger, pour l'entretien des locaux sis 1 place Jeanne d'Evreux, 77170 BRIE-COMTE-ROBERT, pour un montant total mensuel de 824,00 € HT, soit 988,80 € TTC.

Article 2 : De dire qu'un agent de la société AML multiservices interviendra cinq fois par semaine (sauf jours fériés), pendant 01h00, du lundi au vendredi entre 08h30 et 09h15.

Article 3 : De dire que le présent contrat est conclu pour une durée d'un an, à compter du 1er janvier 2023 et qu'il pourra être reconduit par tacite reconduction trois fois pour une durée maximale de quatre ans.

Article 4 : De dire que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie remettra à la société AML multiservices l'ensemble des clés, carte et codes permettant l'ouverture des locaux.

Article 5 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 6 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-56-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

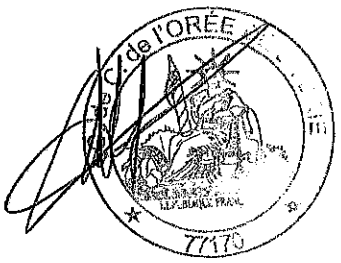
Article 7 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 8 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert le 25 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

Affichée le : 01. 12. 2022



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-57-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 57-2022
Objet : Contrat d'entretien AML multiservices, 19/19/2022 1337 - Complexe sportif Blaise Pascal

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales article L.5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant la nécessité d'effectuer le nettoyage du complexe sportif Blaise Pascal : grande salles, salle de tennis de table, salle de tir, sanitaires, douches hommes et femmes, vestiaires, hall d'entrée, cour, circulations,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a fait le choix de déléguer l'entretien de tous ses bâtiments communautaires à une société extérieure,

Considérant la proposition de contrat d'entretien de la société AML multiservices,

DECIDE

Article 1er : D'accepter la proposition de la société AML multiservices sise 3 avenue Charles De Gaulle - 94470 Boissy-Saint-Léger, pour l'entretien des locaux sis 5 allée du Commandant Guesnet, 77170 BRIE-COMTE-ROBERT, pour un montant total mensuel de 3 990,00 € HT, soit 4 788,00 € TTC.

Article 2 : De dire que deux agents de la société AML multiservices interviendront cinq fois par semaine (sauf jours fériés), du lundi au vendredi, deux fois par jour pendant 02h00 à chaque fois :de 06h00 à 08h00 et de 16h00 à 18h00.

Article 3 : De dire que le présent contrat est conclu pour une durée d'un an, à compter du 1er janvier 2023 et qu'il pourra être reconduit par tacite reconduction trois fois pour une durée maximale de quatre ans.

Article 4 : De dire que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie remettra à la société AML multiservices l'ensemble des clés, carte et codes permettant l'ouverture des locaux.

Article 5 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 6 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-57-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

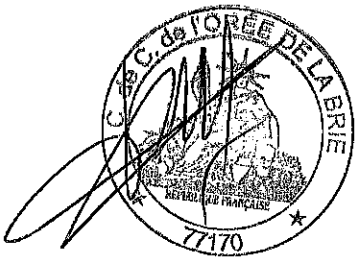
Article 7 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 8 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert le 25 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

Affichée le : 01. 12. 2022



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-58-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 58-2022
Objet : Contrat d'entretien AML multiservices, 19/19/2022 1334 – Complexe multisports

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales article L.5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant la nécessité d'effectuer le nettoyage des locaux du Complexe multisports : salle des boulistes, salles d'arts martiaux, sanitaires, douches, WC extérieur, kitchenette, salle de sport / musculation, hall d'entrée, couloir, ascenseurs, salle commune (RDC), extérieur (sortie foot),

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a fait le choix de déléguer l'entretien de tous ses bâtiments communautaires à une société extérieure,

Considérant la proposition de contrat d'entretien de la société AML multiservices,

DECIDE

Article 1er : D'accepter la proposition de la société AML multiservices sise 3 avenue Charles De Gaulle - 94470 Boissy-Saint-Léger, pour l'entretien des locaux sis 19 rue Albert Dauvergne, 77173 CHEVRY-COSSIGNY pour un montant total mensuel de 1 666,00 € HT, soit 1 999,20 € TTC.

Article 2 : De dire qu'un agent de la société AML multiservices interviendra cinq fois par semaine (sauf jours fériés), pendant 01h00, du lundi au vendredi entre 08h30 et 09h15.

Article 3 : De dire que le présent contrat est conclu pour une durée d'un an, à compter du 1er janvier 2023 et qu'il pourra être reconduit par tacite reconduction trois fois pour une durée maximale de quatre ans.

Article 4 : De dire que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie remettra à la société AML multiservices l'ensemble des clés, carte et codes permettant l'ouverture des locaux.

Article 5 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 6 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221125-58-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Article 7 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 8 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert le 25 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

Affichée le : 01. 12. 2022



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221129-59-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 59-2022
Objet : Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du Football Club Chevry-Cossigny 77

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que le Football Club Chevry-Cossigny 77 a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un complexe multisports sis rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition des vestiaires et de la salle de réunion au profit du Football Club Chevry-Cossigny 77 par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que le Football Club Chevry-Cossigny 77 occupera durant l'année scolaire 2022-2023, les vestiaires le lundi de 18h00 à 22h30 / mardi de 18h30 à 22h30 / mercredi de 13h30 à 22h30 / jeudi de 18h30 à 22h30 / vendredi de 18h00 à 22h30 / samedi de 08h00 à 12h00 et 13h00 à 19h00 + salle de réunion de 11h00 à 19h00 / dimanche de 08h00 à 20h00 + salle de réunion de 10h00 à 19h00.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 29 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Communauté de communes de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Affichée le : 01.12.2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221129-60-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 60-2022
Objet : Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du Club de Karaté Chevry-Cossigny

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que le Club de Karaté Chevry-Cossigny a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un complexe multisports sis rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition du dojo au profit du Club de Karaté Chevry-Cossigny par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que le Club de Karaté Chevry-Cossigny occupera durant l'année scolaire 2022-2023, le dojo, le mercredi de 13h00 à 15h00 et le samedi de 09h00 à 11h00.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 29 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Affichée le : 01.12.2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221129-61-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 61-2022
Objet : Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du Club Brie Handball 77

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que le Club Brie Handball 77 a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un complexe multisports sis rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition du dojo au profit du Club Brie Handball 77 par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que le Club Brie Handball 77 occupera durant l'année scolaire 2022-2023, le dojo pour la pratique du Handfit, le lundi de 11h00 à 12h00.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 29 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Affichée le : 01. 12. 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221129-62-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 62-2022
Objet : Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du Judo Club Chevry-Cossigny

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que le Judo Club Chevry-Cossigny a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un complexe multisports sis rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition du dojo au profit du Judo Club Chevry-Cossigny par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que le Judo Club Chevry-Cossigny occupera durant l'année scolaire 2022-2023, le dojo, le lundi de 17h30 à 22h00 / mardi de 17h30 à 20h30 / mercredi de 16h00 à 22h00 / jeudi de 18h00 à 22h00 / vendredi de 17h30 à 22h00 / samedi de 11h30 à 12h30.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 29 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Affichée le : 01. 12. 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221129-63-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 63-2022
Objet : Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du club de Krav-maga et Boxe Chevry

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que le club de Krav-maga et Boxe Chevry a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un complexe multisports sis rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition du dojo au profit du club de Krav-maga et Boxe Chevry par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que le club de Krav-maga et Boxe Chevry occupera durant l'année scolaire 2022-2023, le dojo, le Mardi de 20h45 à 22h00 pour la pratique du Krav-Maga et le dimanche de 10h30 à 12h00 pour la pratique du Kickboxing.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 29 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Affichée le : 01. 12. 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221129-64-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 64-2022
Objet : Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit de l'Amicale Bouliste

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que l'Amicale Bouliste a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un complexe multisports sis rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition du local et du terrain de pétanque au profit l'Amicale Bouliste.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que l'Amicale Bouliste occupera durant l'année scolaire 2022-2023, le local et le terrain de pétanque, du lundi au vendredi de 16h00 à 22h30 / samedi de 13h30 à 22h30 / dimanche de 13h30 à 20h00.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 29 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Affichée le : 01. 12. 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221129-65-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 65-2022

Objet : Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit Relais des Assistantes Maternelles de Férolles

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que le Relais des Assistantes Maternelles de Férolles (RAM) a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un complexe multisports sis rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition du dojo au profit du Relais des Assistantes Maternelles de Férolles par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que le Relais des Assistantes Maternelles de Férolles occupera durant l'année scolaire 2022-2023, le dojo de 10h00 à 12h00 les : jeudis 06 octobre 2022 / 10 novembre 2022 / 1er décembre 2022 / 05 janvier 2023 / 02 février 2023 / 09 mars 2023 / 06 avril 2023 / 11 mai 2023 / 1er juin 2023.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 29 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Affichée le : 01.12.2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221129-66-2022_D-CC
Date de télétransmission : 01/12/2022
Date de réception préfecture : 01/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 66-2022
Objet : Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit de Chevry Poker Team

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que Chevry Poker Team a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un complexe multisports sis rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition de la salle de réunion au profit Chevry Poker Team par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que Chevry Poker Team occupera durant l'année scolaire 2022-2023, la salle de réunion de 16h00 à 03h00, les samedis : 10 décembre 2022 / 14 janvier 2023 / 11 février 2023 / 18 mars 2023 / 15 avril 2023 / 13 mai 2023 / 10 juin 2023.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 29 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Affichée le : 01.12.2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221130-67-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/12/2022
Date de réception préfecture : 06/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 67-2022
Objet : Convention de mise à disposition du gymnase Blaise Pascal 2 au profit du collège Georges Brassens

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que le collège Georges Brassens a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un complexe multisports sis rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition du gymnase Blaise Pascal 2 au profit du collège Georges Brassens par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, pour une période d'un an et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que le collège Georges Brassens occupera durant l'année scolaire 2022-2023 : la salle Patrice Conti, du 07 novembre 2022 au 13 janvier 2023, le jeudi de 11h00 à 12h00 et de 13h30 à 14h30 ainsi que le vendredi de 09h00 à 10h00. La salle de tir le lundi de 15h00 à 16h00, le mercredi de 13h00 à 16h00 et le vendredi de 16h00 à 17h30.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 30 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.



Affichée le : 06/12/2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221130-68-2022_D-DE
Date de télétransmission : 06/12/2022
Date de réception préfecture : 06/12/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 68-2022
Objet : Contrat de maintenance et d'assistance à l'utilisation de progiciels - Contrat N° 2022/08740 GF-GRH - Société CIRIL GROUP SAS

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Vu la proposition de contrat de maintenance et d'assistance à l'utilisation de progiciels,

Considérant l'intérêt de l'offre de la société CIRIL GROUP SAS,

DECIDE

Article 1er : D'accepter pour une durée d'un an renouvelable, la proposition de la société CIRIL GROUP SAS sise 49 avenue Albert Einstein - BP 12074 - 69603 VILLEURBANNE Cedex pour un montant de 4 839,00 € HT soit 5 806,80 € TTC par an.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 3 : De dire que les crédits seront inscrits au budget de l'année en cours.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 30 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

Affichée le : 06/12/2022